

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 1^{er} juillet 2023.

Abus de pouvoir. Ils savaient qu'ils vous empoisonnaient. En toute impunité évidemment.

Sodas light, chewing-gums : l'aspartame bientôt classé cancérigène - Yahoo 29 juin 2023

Cet édulcorant artificiel, l'un des plus courants au monde utilisé notamment dans le Coca-Cola light, devrait être répertorié le mois prochain comme "*probablement cancérigène pour l'homme*" par le Centre international de recherche sur le cancer, la branche de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé. Une annonce officielle qui devrait être faite le 14 juillet, selon les dernières informations divulguées. Yahoo 29 juin 2023

Quand des psychopathes vous soignent, votre santé est gravement menacée.

Australie : l'ecstasy et les champignons hallucinogènes autorisés comme médicament - LePoint.fr 30 juin 2023

L'Australie va permettre aux médecins d'utiliser ces drogues à des fins médicales à partir du 1er juillet. L'objectif : lutter contre les pathologies mentales.

Psychose collective. Quand le corps humain en comporte des milliards.

Les taies d'oreiller non lavées contiennent plus de bactéries que les sièges de toilette - Yahoo 29 juin 2023

Ils en sont bourrés, quelle découverte !

De nouveaux coronavirus découverts chez des chauves-souris au Royaume-Uni ! Ça m'intéresse 30 juin 2023

Ah ben merde alors, respirez, soufflez...

Le Japon se tourne vers les engrais d'origine humaine face à la poussée des prix - AFP 30 juin 2023

Ce n'est cependant qu'avec l'invasion russe en Ukraine, et la flambée du coût des engrais chimiques, que l'idée a gagné en popularité.

Malgré les machines pour absorber les odeurs, les effluves de l'installation de Miura trahissent l'origine de cet engrais, un problème également sensible dans les champs, reconnaît Nobuyoshi Fujiwara, 41 ans, gérant d'une exploitation agricole dans une ville voisine, "*nous ne pouvons pas l'utiliser dans les champs proches des habitations, car il y a des plaintes concernant l'odeur*".

J-C – L'idée est bonne, mais c'est le manque de moyen mis en œuvre pour éradiquer l'odeur qui fait défaut. Encore une histoire de fric qu'un gouvernement ouvrier résoudrait.

En famille financez l'industrie de guerre !

Le Sénat vote la création d'un « livret d'épargne souveraineté » pour « soutenir l'industrie de défense » - Publicsenat.fr 29 juin 2023

Pour répondre aux difficultés de financement des petites et moyennes entreprises du secteur de la défense, le Sénat a créé un « livret d'épargne souveraineté », dans le cadre de l'examen du projet de loi de programmation militaire 2024-2030.

Comme le livret A, il serait exonéré d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux.

Cette idée de nouveau livret d'épargne vient d'une proposition issue d'un rapport des sénateurs Pascal Allizard (LR) et Yannick Vaugrenard (PS).

Selon ce dernier, dans la période internationale actuelle, « *c'est important de faire comprendre à l'ensemble de nos concitoyens que des efforts seront nécessaires, par l'intermédiaire de l'épargne* », a défendu le socialiste. Pascal Allizard voit par ailleurs dans la création de ce livret « *une dimension pédagogique* » et « *même patriotique* ».

En famille avec les médias mainstream. Ils cautionnent ainsi la désinformation ou leur propagande.

Grève au « JDD » : la Nupes veut renforcer le statut des journalistes - LePoint.fr 28 juin 2023

Les différents groupes parlementaires de gauche, sous le sillage de Clémentine Autain, souhaitent proposer une loi pour éviter que ne se reproduise la situation du « JDD ». LePoint.fr 28 juin 2023

Clémentine Autain, Alexis Corbière ou Éric Coquerel ont signé une tribune pour soutenir Le Journal du dimanche. Ils se sont également rendus à la soirée de soutien organisée par RSF. Pour Éric Coquerel, député LFI, il fallait signer la pétition, même si "*le texte, peut être, n'est pas parfait*", et "*en même temps, être présent au meeting*" de mardi soir. Un député LFI, qui veut rester anonyme, confirme à France Inter que, dans une boucle de discussion interne, Jean-Luc Mélenchon a expliqué que signer la pétition n'avait "*pas de sens*", qualifiant les journalistes du JDD de "*larbins de Bolloré*" qui promeuvent l'extrême droite. francetvinfo.fr
28 juin 2023

Tentative désespérée de ranimer le cadavre puant de la social-démocratie ou l'illusion dérisoire de la "troisième voie".

Des députés de la majorité et de l'opposition lancent le « collectif progressiste » - LePoint.fr 28 juin 2023

Des députés des groupes Renaissance, du MoDem, du Parti socialiste, de Liot et des non-inscrits lancent un « collectif progressiste » selon la formule de Jean-Louis Bricout, l'un de ses instigateurs, qui siège sur les bancs de Liot. « *Entre vingt et vingt-cinq* » élus en tout.

« *On souhaite faire vivre la sensibilité sociale-démocrate, faire en sorte qu'elle soit davantage exprimée sur certains textes afin de trouver un équilibre* », expose au Point Jean-Louis Bricout.

Une sorte d'amicale, en somme, entre des députés de gauche qui refusent l'hégémonie mélenchoniste de la Nupes et des députés de la majorité qui veulent résister au rapprochement avec la droite, qu'il soit idéologique, tactique... ou les deux à la fois. LePoint.fr 28 juin 2023

France. C'est un assassinat ! Mes commentaires publiés par un blog.

1- Je comprends votre réaction suite à ce que vous avez vécu, mais je ne la partage pas désolé.

Vous justifiez qu'un policier pointe d'emblée son arme sur quelqu'un alors qu'il n'est nullement menacé, et éventuellement qu'il en fasse usage sans sommation. Eh bien dites donc, heureusement qu'on ne risque pas de se croiser, j'habite en Inde !

J'ignore quelle réaction j'aurais si j'avais un flingue braqué sur moi. En fonction de la dangerosité de la menace, j'évaluerais tranquillement les intentions de mon agresseur en essayant de gagner du temps, ensuite j'aviserais.

Depuis près de 30 ans que je vis en Inde, j'ai été agressé une dizaine de fois et j'ai été gravement blessé une fois au visage. J'ai été menacé de mort autant de fois, d'être découpé en morceaux et balancé dans la mer. Contre mon grès, j'ai dû me défendre et me battre chaque fois avec plusieurs agresseurs à mains nus ou armés de bâtons ou de machettes.

Parfois cela s'est arrêté là, parfois j'ai porté plainte au commissariat de police. La plupart du temps j'ai obtenu gain de cause, mais il est arrivé aussi que la police soutienne mes agresseurs et me menace à son tour de m'envoyer en cabane ou de me faire expulser d'Inde.

Pour autant je n'ai jamais changé de principe ou d'attitude, même en cas de danger extrême je ne baisse pas les yeux, je réponds, je me défends parce que je suis dans mon droit, moi à près de 68 ans je n'ai jamais agressé personne.

Un jour j'avais reçu une brique en plein thorax. Les policiers me demandent si j'accepte les excuses de mon agresseur, sinon ils l'envoient directement en tôle, son épouse m'a supplié de lui pardonner et j'ai accepté et j'ai abandonné ma plainte.

Voyez-vous, je ne suis pas aigri, je n'ai pas de compte à régler avec mes semblables, mais uniquement avec le régime politique en place.

2- Si pour un défaut de permis de conduire et un refus d'obtempéré il y en a qui justifient une balle dans la tête, c'est qu'ils sont bon à tuer à défaut de pouvoir passer à l'acte eux-mêmes.

C'est mieux que de longs discours pour se faire une idée assez précises sur la personnalité des lecteurs de ce blog, des humanistes, des progressistes, de braves gens animés de bonnes intentions assurément, aucune illusion à avoir, les intéressés se reconnaîtront.

3- A qui le tour, peut-être celui de ceux qui cautionnent ici ces assassinats ?

Charente: un policier mis en examen pour homicide volontaire après la mort d'un homme de 19 ans lors d'un contrôle - BFMTV 29 juin 2023

4- Il y en a qui se prennent pour le ministre de l'Intérieur !

Je prendrai toujours parti pour le plus faible, le plus pauvre, le plus exploité, le plus opprimé quoiqu'il ait pu faire, et quand bien même cela me concernerait directement j'éviterai de le juger et de le condamner, car après tout j'aurais très bien pu être à sa place, et j'ignore comment j'aurais réagi.

Quant aux policiers ou aux militaires, aux huissiers aussi, ils ont choisi un métier à risques, de faire le sale boulot en connaissance de cause, personne ne les a forcés, et bien qu'ils l'assument.

5- Vous êtes un filou et un démagogue. (Jean-Dominique Michel, un anthropologue)

Vous êtes un filou, parce que vous savez que c'est l'Etat qui est à la fois responsable de la délinquance ou du gangstérisme et de les mater.

Vous êtes un démagogue, parce que vous incitez les lecteurs à répondre à la question que vous posez dans votre dernier paragraphe que c'est "*la mafia*" selon vos termes "*omniprésente, omnisciente et armée jusqu'aux dents*" qui constitue de ce fait une menace pour la population, l'Etat.

Or, l'Etat est l'ennemi à abattre des libertariens au profit d'un régime ploutocratique, où les plus riches et les plus puissants disposeraient de tous les pouvoirs à la manière d'une monarchie absolue.

6- Vous vous étiez mépris surtout sur l'orientation politique de ce blog, c'est ce qui est mis en lumière, mais je ne suis pas sûr que vous l'avez vraiment saisi, ne vous méprenez pas, vous êtes loin d'être le seul dans ce cas-là.

Quand Jean-Dominique Michel, c'est un sacré réactionnaire qui se démène pour donner un aspect présentable à sa salade de manière à bernier les naïfs, et ça aussi cela fonctionne à merveille si j'en juge par les commentaires.

A un moment donné il évoque les émeutiers qui rendraient service à Macron, je fais bref. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est simple, si l'Etat d'urgence était instauré, ce n'est pas à Macron qu'il faudrait s'en prendre, mais à cette jeunesse exaspérée et qui n'a aucun avenir dans cette société pourrie.

Autrement dit, son discours est semblable à celui de l'extrême droite ou de LR, il sert à le cautionner. C'est un réac pur jus, voilà tout. Au passage, voilà où conduit l'idéologie anarchiste, puisqu'il se revendique anarchiste...

7- Autre élément qui contredit son argumentation.

Quand il dénonce de manière déguisée ceux qui réagissent violemment à l'assassinat de ce jeune garçon, en réalité il s'en prend à l'ensemble des masses exploitées et opprimées. Lisez.

Emeutes : « *La carte des émeutes ne correspond pas du tout à celle de 2005 où les émeutes avaient clairement lieu dans les quartiers les plus pauvres* » - Publicsenat.fr 30 juin 2023

Extrait.

Est-ce qu'il n'y a pas un changement majeur dans la localisation des émeutes ?

... il y a tout de suite eu une généralisation du mouvement à l'échelle nationale. Ensuite, on observe de nombreux incidents dans le cœur des villes, dans les centres-villes et même dans des villes de taille moyenne. (...) De manière générale, les événements ne sont plus circonscrits aux quartiers pauvres beaucoup d'incendies ont eu lieu dans des endroits qui d'habitude sont très calmes.

Tardieu - Cela signifie que l'immense majorité de la population n'en peut plus des conditions d'existence qui lui sont imposées, du régime tyrannique de Macron, des inégalités sociales dues à la survie artificielle d'un système économique dont la mission historique est achevée depuis longtemps...

France

France. Vous avez dit Etat policier, régime fascisant ?

- Pour mémoire depuis une loi de 2017, les forces de l'ordre peuvent tirer sur un véhicule qui n'obtempère pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants « *sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui* ».

En 2022 13 personnes ont été tuées par des policiers pour un refus d'obtempérer, 6 de plus que l'année précédente. Publicsenat.fr 29 juin 2023

J-C - Cette loi de 2017 a été votée sous la présidence de François Hollande. Il y a eu une multiplication par cinq des tirs mortels effectués par des policiers entre avant et après cette loi.

Ces choses-là se disent autrement, franchement.

Le compte Twitter du Syndicat « *France Police* » dirigé par Bruno Attal est suspendu après avoir justifié la mort de Nahel - lemediaen442.fr 28 juin 2023

Le message publié mardi par l'organisation disait :

« *#Nanterre Bravo aux collègues qui ont ouvert le feu sur un jeune criminel de 17 ans. En neutralisant son véhicule, ils ont protégé leur vie et celle des autres usagers de la route. Les seuls responsables de la mort de ce voyou sont ses parents, incapables d'éduquer leur fils.* »

Gérald Darmanin a annoncé qu'il demanderait un signalement sur la plateforme Pharos et saisirait le procureur de la République de Paris en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale. Le ministre de l'Intérieur a également demandé à ses services d'étudier les possibilités de dissolution de ce groupuscule. lemediaen442.fr 28 juin 2023

Un autre appel au meurtre des justiciers mais déguisé (à peine) !

Les syndicats de police Alliance et UNSA se disent « *en guerre* », et outrent la gauche - Le HuffPost 1 juillet 2023

« *Aujourd'hui, les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain, nous serons en résistance et le gouvernement devra en prendre conscience.* » C'est en ces termes, proches d'un avertissement aux pouvoirs publics, que les deux principaux syndicats de police ont manifesté ce vendredi 30 juin leur colère, après trois nuits de violences après la mort de Nahel, tué par un tir policier. Un message et un ton digne d'un « *appel à la guerre civile* », et qui choque plusieurs cadres de la gauche.

Via un communiqué Alliance Police et UNSA Police se disent « *en guerre* » contre « *les nuisibles* », la « *chienlit* » et les « *hordes sauvages* ». Avec, en conclusion, une mise en garde

directement adressée à l'exécutif : « *Alliance Police et UNSA Police prendront leurs responsabilités et préviennent le gouvernement qu'à l'issue, nous serons dans l'action* ».

Mort de Nahel: Darmanin annonce 150 interpellations après "une nuit de violences insupportables" - BFMTV 29 juin 2023

"Soutien aux policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers qui font face avec courage", a-t-il écrit, dénonçant également "ceux qui n'ont pas appelé au calme." BFMTV 29 juin 2023

La gâchette ou le droit de tuer !

Charente: un policier mis en examen pour homicide volontaire après la mort d'un homme de 19 ans lors d'un contrôle - BFMTV 29 juin 2023

Un policier, brigadier de 52 ans, avait ouvert le feu sur un automobiliste de 19 ans mi-juin, le touchant mortellement. Il a été mis en examen ce mercredi, a annoncé la procureure de la République d'Angoulême Stéphanie Aouine.

D'après les premiers éléments de l'enquête, alors que deux véhicules de police tentaient de l'interpeller, le jeune homme avait enclenché la marche arrière pour repartir ensuite en avant, heurtant les jambes d'un policier, qui avait alors tiré une balle.

D'après l'enquête menée depuis par l'inspection générale de la police nationale (IGPN) et communiquée au parquet, "les analyses toxicologiques n'ont révélé aucune trace d'alcool ou de stupéfiants chez le conducteur du véhicule", qui a emprunté "vraisemblablement" le trajet "qui le menait à son travail", a ajouté la procureur d'Angoulême mercredi.

Arrivé en France en 2018, passé par un foyer de l'Aide sociale à l'enfance et ayant décroché un CAP de cuisine, le jeune Guinéen a travaillé dans un restaurant et officiait désormais dans une base logistique d'Intermarché, où il se rendait, selon ses proches. Il était inconnu de la justice, selon le parquet. BFMTV 29 juin 2023

Pas un seul policier ou gendarme mort, alors que Nahel a été exécuté.

J-C - C'est étonnant que ceux qui détiennent une arme à feu ne s'en servent pas...

Mort de Nahel : 249 policiers et gendarmes blessés lors d'une nouvelle nuit de violences, annonce le ministère de l'Intérieur - francetvinfo.fr 30 juin 2023

Les forces de l'ordre ont par ailleurs procédé à 667 interpellations dans toute la France, a précisé Gérard Darmanin, sur Twitter. Suivez notre direct. francetvinfo.fr 30 juin 2023

Une seule réponse en tyrannie : Policière.

Violences urbaines : Darmanin annonce 45 000 policiers et gendarmes mobilisés pour la nuit de vendredi à samedi - Le HuffPost 1 juillet 2023

« *Davantage d'unités spécialisées* », comme le RAID, la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) ou le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) seront mobilisés, a ajouté Gérald Darmanin sur TF1, parlant de « *moyens exceptionnels* ».

À ces effectifs, en légère hausse par rapport à la nuit précédente, s'ajoutent le déploiement de blindés de la gendarmerie et la poursuite du recours à des unités d'élite comme le RAID ou le GIGN.

Les forces de l'ordre n'ont jusque-là pu mettre un terme aux violences qui agitent de nombreuses villes du pays depuis mardi. Malgré l'arrestation de près de 900 personnes dans la nuit de jeudi à vendredi, un total 492 bâtiments ont été visés, 2.000 véhicules brûlés et des dizaines de magasins pillés, notamment en plein cœur de Paris. Le HuffPost 1 juillet 2023

C'est Macron qui a déclenché la guerre civile ou la population sanctionnée.

Mort de Nahel : blindés, événements annulés... Les mesures du gouvernement face aux violences urbaines - Le HuffPost 30 juin 2023

• Des véhicules blindés déployés

À l'issue d'un deuxième comité interministériel de crise en deux jours, Emmanuel Macron s'est félicité de la réponse « *rapide et adaptée* » des 40 000 policiers et gendarmes mobilisées dans la nuit de jeudi à vendredi, dont des unités d'intervention d'élite.

Il a annoncé des « *moyens supplémentaires* » sur le terrain ces prochaines nuits. Des blindés de la gendarmerie seront ainsi déployés, selon la Première ministre Élisabeth Borne.

• Des événements majeurs annulés

Le gouvernement a aussi décidé l'annulation d'événements « de grande ampleur », selon Matignon, notamment les concerts de Mylène Farmer, prévus au stade de France à Saint-Denis vendredi et samedi.

En outre des fêtes scolaires ont été supprimées, notamment en Île-de-France.

• Les bus et tramways arrêtés à 21h

Gérald Darmanin a également demandé aux préfets de prendre des arrêtés concernant les bus et les tramways dans toute la France, et dont la circulation devra s'arrêter dès 21 heures.

• Les manifestations interdites dans certaines villes

Les villes de Marseille, Lyon, Bordeaux et Montpellier ont en outre interdit toute manifestation en centre-ville, alors que des appels au rassemblement dans 18 grandes villes de France sont relayés sur les réseaux sociaux.

• **Dupond-Moretti va prendre une « circulaire pénale spécifique »**

Le garde des Sceaux a réclamé une réponse pénale « *rapide, ferme et systématique* » à l'encontre des auteurs de violences urbaines mais aussi de leurs parents.

« *L'ampleur des exactions commises depuis plusieurs jours dans de nombreuses villes du territoire national appelle une organisation qui permette d'apporter un traitement efficace des procédures initiées sur ces faits, à même de donner une réponse pénale rapide, ferme et systématique à l'encontre de leurs auteurs* », a indiqué le ministre de la Justice dans cette circulaire adressée aux parquets.

Éric Dupond-Moretti y rappelle la possibilité de contrôler les identités et véhicules, même en l'absence de comportement suspect, pour rechercher des armes, explosifs ou autres produits permettant par exemple la préparation de cocktails Molotov.

Le ministre a également indiqué qu'il avait demandé aux procureurs de faire des réquisitions judiciaires à l'encontre d'opérateurs type Snapchat. « *Je souhaite que tous ces jeunes sachent qu'on peut parfaitement trouver leur adresse IP et bien sûr leur identité* ». « *Je souhaite qu'il n'y ait pas d'impunité et que les jeunes se rendent compte que l'on ne peut pas se réfugier derrière le téléphone pour ne pas être poursuivis* », a-t-il insisté.

L'accusation de trop !

Émeutes : Emmanuel Macron appelle « tous les parents à la responsabilité » - Paris Match 30 juin 2023

Un assassin cocaïnomane protégé du régime en liberté.

"Il titubait en tenant son..." : Pierre Palmade filmé interpellant un automobiliste bordelais en pleine rue - Closer 30 juin 2023

Ce mercredi 28 juin en effet, Pierre Palmade a été filmé dans le centre-ville par un internaute. Selon lui, l'humoriste "*semblait ivre ou défoncé, en tout cas en vrac*", comme il le raconte au Figaro. Lors de cette sortie, "*il titubait en tenant son pantalon*" puis a voulu parler au jeune homme, qui n'a pas compris ce qu'il lui disait. "*Je pense qu'il me demandait de le déposer quelque part*", se souvient-il auprès de nos confrères.

Voilà leur modèle... de démocratie.

États-Unis : l'ancien militaire qui a étranglé Jordan Neely dans le métro plaide "non coupable" Le HuffPost 29 juin 2023

Daniel Penny, 24 ans, s'était livré à la police après la mort par étranglement de Jordan Neely, un sans-abri connu de bon nombre de New-Yorkais. Il est poursuivi pour homicide involontaire.

Ce mercredi 28 juin, Daniel Penny, un ancien soldat américain, a plaidé « *non coupable* » devant la justice de New York qui le poursuit depuis mai pour homicide involontaire après la mort par étranglement et asphyxie d'un sans-abri connu dans la ville. Conformément à la procédure pénale américaine, cet ex-militaire du corps des Marines de 24 ans a comparu devant un tribunal new-yorkais pour se faire signifier son inculpation, dont le chef a été rendu public mi-mai mais qui devait être acté par un grand jury, des citoyens collaborant à l'enquête du parquet.

Selon des journalistes sur place, Daniel Penny, un jeune homme blond frisé et athlétique, vêtu d'un costume bleu et une cravate bordeaux, a comparu libre sous caution et a plaidé « *non coupable* ».

En cas de procès, Daniel Penny, qui a servi dans l'armée quatre années jusqu'en 2021, encourt jusqu'à 15 ans de prison. D'après ses avocats lors de son inculpation mi-mai, le jeune homme n'a pas tué de manière « *intentionnelle* » Jordan Neely, décédé par étranglement et « *compression* » au niveau du cou.

Jordan Neely (afro-américain - J-C), 30 ans, qui vivait dans les rues de Manhattan, était réputé depuis dix ans pour sa ressemblance et des performances imitant celles de la légende de la musique et de la danse Michael Jackson. Une vidéo du drame, qui a déclenché une vive émotion dès le 1er mai, montre la victime au sol pendant cinq minutes, Daniel Penny couché derrière pour l'entraver. Elle se débat avant de ne plus bouger. Le HuffPost 29 juin 2023

Les conseillers de Macron sont toujours aussi bien inspirés, quelle chance !

Otan : Macron appelle Turquie et Hongrie à débloquent l'adhésion de la Suède - Euronews 28 juin 2023

Ah ces monarchies scandinaves modèles sociales et de démocratie, supports du nazisme à l'occasion hier comme aujourd'hui !

La police suédoise autorise à brûler le Coran devant une mosquée dans le centre de Stockholm - lemediaen442.fr 28 juin 2023

La police suédoise a donné son autorisation pour que le Coran (livre sacré des musulmans) soit brûlé ce mercredi 28 juin 2023 à 13h30, devant une mosquée sur l'île de Södermalm, dans le centre de Stockholm. Et cette même police s'inquiète de possibles attaques suite à cette action qu'ils autorisent. L'organisateur Salwan Momika, âgé de 37 ans, affirme vouloir exprimer son opinion à propos du Coran : « *Je vais déchirer le Coran et le brûler.* »

Cette action va certainement retarder l'approbation de la Turquie à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. En février de cette année, le président Recep Tayyip Erdogan avait déclaré lors d'un discours devant des députés :

« *Tant que vous permettrez de brûler et de déchirement le livre saint, le Coran, et que vous le ferez en collaboration avec vos forces de sécurité, nous ne dirons pas oui à votre adhésion à l'OTAN.* »

Peu de temps avant cela, le politicien d'extrême droite danois Rasmus Paludan — accusé de conversations de nature sexuelle avec des mineurs — avait brûlé un Coran devant l'ambassade de Turquie à Stockholm. Il avait organisé cette action, soutenu par des partisans du parti populiste de droite, les Démocrates de Suède.

Suite à cette action controversée et avec l'aval du gouvernement, la police suédoise, la Säpo, a mis en garde contre des attaques potentielles. Mercredi, une porte-parole de la Säpo a déclaré que l'autorisation de brûler le Coran pourrait inciter des individus à commettre des attaques.

On voudrait créer un fossé entre les citoyens et encourager des actes terroristes... qu'on ne s'y prendrait pas autrement. lemediaen442.fr 28 juin 2023

Raciste, va !

Poutine : Le non-respect du Coran est « un crime réprimé par la législation russe »

Le président russe a déclaré que «*conformément à la Constitution et à l'article 282 du Code pénal russe, le non-respect des sentiments religieux des gens est un crime*».

Le président russe Vladimir Poutine a dénoncé l'autodafé d'un exemplaire du Coran en Suède, soulignant que le non-respect du Coran est un «*crime réprimé par la législation de son pays*».

C'est ce qui ressort de son entretien avec l'imam d'une mosquée de Derbent, dans le sud de la Russie, Sidakhia Sedov, qui a offert à Poutine un exemplaire du Coran, selon un reportage, mercredi soir, de Russia Today.

<https://reseauinternational.net/poutine-le-non-respect-du-coran-est-un-crime-reprime-par-la-legislation-russe/>

Dictature et escroquerie climatique.

Nouvel ordre mondial totalitaire, ils y oeuvrent quotidiennement. A bas la dictature climatique reposant sur une imposture !

Réchauffement climatique : les chaudières à gaz dans le collimateur du gouvernement - francetvinfo.fr 29 juin 2023

Le gouvernement entend s'attaquer aux chaudières à gaz, qui équipent 40 % des foyers.

L'électricité est bien plus chère au kilowattheure. Toutefois, les chaudières neuves pourraient être interdites prochainement. francetvinfo.fr 29 juin 2023

Leur « but est bien de mettre en place cette « gouvernance mondiale » » S'ils le disent.

J-C - Après le sommet de Paris des 22 et 23 juin pour un nouveau pacte financier mondial.

Pour lutter contre le changement climatique, il faut plus de mondialisation - slate.fr 27 juin 2023

Le but est bien de mettre en place cette «*gouvernance mondiale*»...

Cette fois, il s'agit d'aller beaucoup plus loin et de travailler ensemble pour atteindre des objectifs définis collectivement. C'est une forme de mondialisation beaucoup plus ambitieuse et d'autant plus difficile à mettre en œuvre que les États sont à la fois la solution et le problème.

Le problème, parce que les États poursuivent des politiques de puissance qui entrent souvent en conflit avec la recherche du bien commun. Et dans ces politiques de puissance, l'exploitation des énergies fossiles est un atout dont on ne se prive pas sans quelques arguments sonnants et trébuchants.

La pression exercée sur les dirigeants au pouvoir n'est pas aussi forte qu'on pourrait être tenté de le croire.

Une étude récente de l'OCDE sur le comportement des ménages et l'environnement menée dans neuf pays (Belgique, Canada, États-Unis, France, Israël, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) est très instructive.

Cette étude montre que le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux sont devenus un vrai sujet de préoccupation dans les pays développés, mais qu'ils viennent après les questions de sécurité et les problèmes économiques. Les personnes interrogées sont prêtes à modifier leur mode de vie pour l'environnement, mais à condition que cela ne les entraîne pas dans des dépenses supplémentaires, que cela soit facile à mettre en œuvre et ne conduise pas à une perte de confort...

Pratiquement tout le monde est d'accord pour éteindre la lumière en quittant une pièce, car c'est une mesure d'économie facile, mais dès que la contrainte envisagée demande plus d'efforts ou implique un changement plus important des habitudes de consommation, l'enthousiasme tombe assez vite.

La conclusion s'impose: il faut travailler à une nouvelle mondialisation, dans laquelle les plus riches coopèrent au sein des grandes organisations internationales pour permettre à l'ensemble de l'humanité de traverser l'Affaire du Siècle dans les meilleures conditions possibles. Les

divisions du monde ne permettent pas d'être très optimistes, mais ce n'est pas une raison de ne rien faire. Nous ne sommes qu'au début d'une longue marche. slate.fr 27 juin 2023

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

Alerte : Les pédophiles exploitent l'IA pour créer du contenu réaliste de viols d'enfants et de nourrissons

Les créateurs de ce matériel utilisent un logiciel d'IA appelé Stable Diffusion, initialement destiné à la génération d'images artistiques ou graphiques. Cependant, la BBC a découvert que ce logiciel était utilisé pour créer des images d'abus sexuels réalistes impliquant des enfants, y compris des viols de nourrissons.

Selon la chercheuse et journaliste indépendante Octavia Sheepshanks, qui enquête sur le sujet depuis plusieurs mois, il y a une énorme quantité d'images générées par l'IA, impliquant même des enfants en bas âge.

« Depuis l'avènement des images générées par l'intelligence artificielle (IA), une prolifération massive a été observée. Il ne s'agit plus seulement d'images de très jeunes filles, mais également de pédophiles qui évoquent des enfants en bas âge. »

<https://lemediaen442.fr/alerte-les-pedophiles-exploitent-lia-pour-creer-du-contenu-realiste-de-viols-denfants-et-de-nourrissons/>

Pourquoi visent-ils les enfants ? Promotion déguisée de la pornographie et de la pédophilie.

Comment les drag queens sont devenues la nouvelle cible de l'extrême droite - francetvinfo.fr 29 juin 2023

Depuis plusieurs mois, en France, des manifestants perturbent des séances de lecture pour enfants animées par des drag queens. Alors qu'elles deviennent plus visibles grâce à l'émission "Drag Race France", les principales concernées s'inquiètent d'une montée de la violence. francetvinfo.fr 29 juin 2023

J-C - Ces salopards dégénérés sont des manipulateurs qui assimilent à l'extrême droite toute personne qui s'oppose à la diffusion de la théorie du genre, à la promotion de l'homosexualité ou du mouvement LGBT. Toute personne revendiquant son hétérosexualité est considérée comme anormale, conservatrice, réactionnaire, et ce sont eux qui les accusent d'intolérance, ils recourent à l'inversion accusatoire.

La tyrannie du lobby pédopornographique criminel.

250 célébrités hollywoodiennes signent une lettre demandant aux Big Tech de censurer quiconque s'oppose aux chirurgies transgenres sur les enfants

Il s'agit donc essentiellement de censurer toute personne qui ne préconise pas l'ablation des organes génitaux des enfants et leur stérilisation.

<https://reseauinternational.net/250-celebrites-hollywoodiennes-signent-une-lettre-demandant-aux-big-tech-de-censurer-quiconque-soppose-aux-chirurgies-transgenres-sur-les-enfants/>

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Xénophobie ordinaire des médias occidentaux.

Les Russes en Europe : minorité incomprise ? Ou des resquilleurs ? - Euronews 28 juin 2023

Comment ils fabriquent leur récit et le substitue à la réalité, mais très maladroitement, ce qui permet de démasquer l'arnaque. La Lituanie vaut mieux que la Russie, vraiment ?

Euronews - "*Mon rêve a toujours été de partir en Europe*", déclare Ivan Sidorov. Il n'a pas donné son vrai nom, craignant pour son statut d'immigrant et sa famille en Russie.

Surpris par la facilité avec laquelle il pouvait entrer dans l'UE, cet homme de 31 ans a trouvé un emploi et quitté Saint-Pétersbourg pour s'installer en Lituanie en septembre dernier, quelques semaines seulement avant que la Russie n'annonce sa mobilisation partielle.

Il a vu son avenir en Europe en raison de la situation désastreuse de son pays.

"Notre président, notre gouvernement, notre régime - nous ne pouvons rien changer. Si nous essayons, nous risquons d'aller en prison. Auparavant, je pensais que nous avions une chance. Mais je me suis rendu compte que c'était inutile", explique M. Sidorov à Euronews.

J-C - Voilà une hypothèse parmi d'autres qui pourrait expliquer le rôle joué par Prigojine et la réaction de Poutine. Cependant il reste un truc qui cloche.

Pourquoi "*inévitablement, sous Prigojine, Wagner s'engageait sur la même voie que les entrepreneurs militaires privés des États-Unis*", puisque ce n'est pas lui qui dirige Wagner mais directement le Kremlin via des officiers supérieurs de l'armée russe ?

Par M.K. Bhadrakumar.

- Lorsque les contrats de sécurité nationale et de défense s'enlisent dans la corruption et le capitalisme de connivence, c'est un signe de décadence. Si les États-Unis ne gagnent plus leurs guerres hybrides – que ce soit en Afghanistan ou en Irak, dans les Caraïbes ou en Afrique – le problème de fond est la corruption à tête d'hydre qui étend ses tentacules sur l'élite dirigeante jusqu'au Pentagone, au Congrès et à la Maison-Blanche. Maintenant, on peut soutenir à l'infini que ce malaise est endémique au capitalisme, etc. mais ce n'est ni l'un ni l'autre.

Inévitablement, sous Prigojine, Wagner s'engageait sur la même voie que les entrepreneurs militaires privés des États-Unis – au sujet desquels le célèbre lanceur d'alerte Edward Snowden, qui vit à Moscou, a franchement écrit dans son livre «*Permanent Record*». Par conséquent, fortuitement, l'héritage de Prigojine donne au Kremlin une raison impérieuse de nettoyer l'écurie d'Augias. L'avenir nous dira si cela se produira ou non.

<https://reseauinternational.net/prigojine-sexile-mais-laisse-derriere-lui-une-boite-de-pandore/>

Alliance entre chrétiens orthodoxes et musulmans : Kadyrov transmet les vœux de Poutine aux musulmans pour l'Aïd al-Adha - lemediaen442.fr 28 juin 2023

Le chef de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a récemment eu une rencontre avec le président russe Vladimir Poutine pour discuter de la situation socio-économique de la région. Lors de cette réunion, ils ont évoqué les plans à long terme et les réalisations de la République tchétchène. Kadyrov a partagé un post sur sa chaîne Telegram, accompagné d'une photo avec le chef de l'État, pour transmettre les vœux de Poutine à tous les musulmans à l'occasion de l'Aïd al-Adha.

« A la fin de la rencontre, Vladimir Vladimirovitch m'a demandé de transmettre mes sincères félicitations à tous les musulmans à l'occasion de l'avènement de la fête de l'Aïd al-Adha, de transmettre les vœux de bonheur, de gentillesse, de paix et de prospérité ! C'est avec une grande joie que j'accomplis cette honorable mission et rejoins les vœux de Vladimir Vladimirovitch Poutine ! Puisse l'Aïd al-Adha remplir le cœur de tous les croyants de bonheur et de paix ! »

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a confirmé la tenue de cette réunion entre Poutine et Kadyrov lors d'une déclaration à l'agence de presse TASS. Cette rencontre témoigne de l'importance accordée à la situation en Tchétchénie et à l'occasion de l'Aïd al-Adha.

L'alliance entre les chrétiens orthodoxes et les musulmans continue de s'épanouir, renforçant ainsi des liens déjà étroitement tissés. Le soutien sans faille de Kadyrov lors de la rébellion contre Poutine et la Russie n'a fait qu'approfondir cette solide collaboration. Les communautés orthodoxes et musulmanes ont trouvé un terrain d'entente harmonieux, favorisant la compréhension mutuelle et le respect des valeurs religieuses et culturelles. Encore un pari gagné pour le chef du Kremlin ! lemediaen442.fr 28 juin 2023

Kramatorsk : Les Russes détruisent un hôtel abritant des forces spéciales américaines/britanniques - reseauinternational.net 29 juin 2023

«Des centaines de soldats de l'OTAN étaient logés au Kramatorskshotel, équipant les défenses aériennes et l'artillerie... tous pourraient bien être morts». (World News 24)

Les médias sont à nouveau piégés par l'Ukraine, cette fois une attaque de missiles russes contre un hôtel abritant des membres de la 101e division aéroportée, combattant illégalement en Ukraine, a été touchée par un missile Iskander qui a échappé à une batterie de missiles Patriot.

Jusqu'à 80 Américains ont été tués.

Les photos montrent clairement que les «enfants» qui mangeaient de la pizza portaient tous des t-shirts verts, provenant des États-Unis et beaucoup pesaient bien plus de 90 kilos.

Hier, un volontaire ukrainien local à Kramatorsk a donné l'emplacement des mercenaires américains et canadiens avec un post sur Instagram, apparemment il était si facile à géolocaliser que peu de temps après, l'armée russe a frappé avec des missiles le restaurant habituel des mercenaires militaires étrangers.

Il y a un moment dans la vidéo que personne, à part les Ukrainiens, ne comprendra. Dans la vidéo, ils parlent soit en ukrainien, soit en anglais. De plus, de nombreuses personnes peuvent être identifiées par leurs vêtements comme étant des volontaires ou des militaires.

Il y avait certainement des locaux, par exemple des serveurs ou des personnes ayant des relations avec quelqu'un. Mais l'ukrainien n'est pas parlé à Kramatorsk. Pour la plupart, ce sont tous des Banderistes qui sont venus en grand nombre et leur shobla-ebbla (façon bizarre de jurer)

Sur les vidéos, on peut voir des hommes étrangers essayant de s'entraider, certains d'entre eux avec des tatouages apparemment liés à l'armée américaine, dans l'une des vidéos un homme dit : «il y a des soldats sous les décombres, partout».

Un autre angle de l'attaque sur Kramatorsk, où la réunion des officiers des forces armées ukrainiennes et des mercenaires étrangers a eu lieu dans un hôtel. Au moins deux militaires des États-Unis et du Canada s'y sont révélés. Kiev a annoncé 42 blessés et 4 morts (ils mentent, à en juger par l'ampleur des destructions). Le public ukrainien est hystérique parce que quelqu'un a révélé l'emplacement de cet endroit à Kramatorsk. Ils écrivent qu'une sorte de nazi volontaire a posté une photo avec des mercenaires à côté de l'hôtel. La frappe a été à la fois précise et efficace.

<https://reseauinternational.net/kramatorsk-les-russes-detruisent-un-hotel-abritant-des-forces-speciales-americaines-britanniques/>

En complément.

Relevé dans un article de l'AFP.

- Un restaurant populaire...

- Le restaurant Ria Pizza, un établissement du centre-ville apprécié des journalistes, travailleurs humanitaires et des soldats.

- Selon Pavlo Kyrylenko, gouverneur de la région ukrainienne de Donetsk, où est située la ville de Kramatorsk, "il y avait principalement des civils" dans le restaurant au moment de la frappe.

- De son côté, Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, s'est indigné ce mercredi d'une "*nouvelle démonstration de terreur*" que "*la Russie impose aux civils ukrainiens*". "*C'était un point de rencontre bien connu de la presse internationale. Encore une fois, la Russie continue de violer le droit international et de commettre des crimes de guerre*", a-t-il complété dans un tweet.

Le Kremlin a quant à lui affirmé mercredi ne frapper que des cibles militaires en Ukraine, comme depuis le début de son invasion le 24 février 2022.

"*La Russie ne frappe pas des infrastructures civiles, elle frappe des installations qui sont liées d'une manière ou d'une autre à des infrastructures militaires*", a indiqué aux journalistes le porte-parole de la présidence russe Dmitri Peskov.

Le ministère russe de la Défense a lui expliqué avoir frappé à Kramatorsk un "*point de déploiement temporaire*" de la 56e brigade d'infanterie mécanisée des forces armées ukrainiennes. AFP 28 juin 2023

L'Union européenne apporte son soutien aux membres du « *gouvernement biélorusse en exil* » - Réseau Voltaire 29 juin 2023

L'Union européenne a créé un groupe de contact avec l'opposition biélorusse choisie par Washington.

Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a présidé la réunion en présence de Sviatlana Tsikhanouskaya, ancienne candidate malheureuse à la présidence biélorusse, aujourd'hui en exil en Lituanie.

Au tout début de l'opération militaire spéciale russe, Sviatlana Tsikhanouskaya a annoncé la création d'un « *gouvernement biélorusse en exil* ». Elle vient de se s'auto-proclamer chef de l'État.

Lors de la rébellion d'Evgueny Prigogine, les autorités ukrainiennes ont appelé à renverser le président biélorusse Alexandre Loukachenko. Kiev dispose d'jà d'une force d'environ un millier de Biélorusses, le Bataillon Kastous-Kalinowski.

Prudent, Josep Borrell n'a pas reconnu ni cette armée, ni ce gouvernement en exil, mais l'a désigné comme représentatif « *des forces démocratiques et de la société civile* ». Réseau Voltaire 29 juin 2023

Les Africains se rebellent.

Les États-Unis ne peuvent pas tolérer une Afrique du Sud indépendante

<https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ne-peuvent-pas-tolerer-une-afrique-du-sud-independante/>

L'Éthiopie vers les BRICS : «Nous n'avons plus besoin d'unilatéralisme», insiste l'ambassadeur

L'Éthiopie ne voit pas seulement les BRICS comme une opportunité économique, mais comme un outil politique permettant de faire émerger un monde multipolaire, a déclaré à Sputnik Uriat Cham Ugala, ambassadeur éthiopien en Russie.

«Je ne vois pas cela uniquement dans une perspective économique. Il y a un aspect politique. Dans le monde actuel, le multilatéralisme est ignoré : quelques nations puissantes, militairement ou économiquement, dominent le monde et imposent leurs intérêts à d'autres nations. Je pense que beaucoup de pays veulent maintenant passer au multilatéralisme», déclare-t-il ainsi.

<https://reseauinternational.net/lethiopie-vers-les-brics-nous-navons-plus-besoin-dunilateralisme-insiste-lambassadeur/>

Sous pression de Bamako, l'ONU sonne le glas de sa mission au Mali - AFP 30 juin 2023

Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis un terme immédiat vendredi à la mission des Casques bleus au Mali, une exigence de la junte malienne qui fait craindre pour la sécurité de la population dans un pays toujours en proie aux attaques jihadistes. AFP 30 juin 2023

Le Burkina Faso suspend la diffusion de la chaîne française LCI pendant trois mois

L'autorité de régulation des médias du Burkina Faso a décidé de suspendre la chaîne française d'information en continu LCI pendant trois mois, après les propos d'une journaliste concernant la situation liée aux violences jihadistes qualifiés de «*fausses informations*».

Début avril, les autorités de la transition du Burkina Faso, dont le président et capitaine Ibrahim Traoré est arrivé au pouvoir par un coup d'État en septembre, avaient expulsé les correspondantes des quotidiens français Libération et Le Monde.

Fin mars, elles avaient ordonné la suspension sine die de la chaîne de télévision France 24, après avoir suspendu en décembre 2022 Radio France Internationale (RFI), médias publics français.

<https://reseauinternational.net/le-burkina-faso-suspend-la-diffusion-de-la-chaine-francaise-lci-pendant-trois-mois/>

Les Américains comptent en faire une tribune politique contre le reste du monde.

Les Etats-Unis à nouveau membre de l'Unesco, malgré Russie et Chine - AFP 1 juillet 2023

Les Etats-Unis ont officiellement rejoint vendredi l'Unesco, qu'ils avaient quittée sous la présidence de Donald Trump, après un plébiscite des Etats-membres de cette organisation onusienne basée à Paris, et malgré l'opposition de la Russie et de la Chine.

Quelque 132 Etats ont voté pour ce retour américain, 15 se sont abstenus et dix s'y sont opposés.

Plusieurs pays comme l'Iran, la Syrie, la Chine, la Corée du Nord et surtout la Russie ont toutefois manifesté leur opposition de principe, quand la conférence générale extraordinaire de l'Unesco organisée sur deux jours semblait acquise au retour américain.

"Nous serions prêts à accueillir favorablement la volonté de Washington" de rejoindre l'Unesco, mais "nous pensons qu'on essaie de nous emmener dans un monde parallèle, qui dépasse vraiment toutes les descriptions absurdes des livres de Lewis Carroll", a tonné vendredi un diplomate russe.

"Dans cet espace déformé, ceux qui défendent la démocratie et la primauté du droit commencent à nous entraîner vers une violation de ces règles et à s'arroger des droits privilégiés", a-t-il poursuivi, estimant que les Etats-Unis doivent payer intégralement leurs arriérés à l'Unesco avant de pouvoir la rejoindre, quand Washington propose de le faire progressivement.

Depuis 2011, et l'admission de la Palestine au sein de l'Unesco, les Etats-Unis, dirigés alors par Barack Obama, avaient stoppé tout financement à l'organisation onusienne, un énorme coup d'arrêt pour celle-ci, alors que les contributions américaines représentaient 22% de son budget.

Pékin, qui avait initialement assuré ne pas s'opposer au retour des Etats-Unis, et dont les relations avec Washington connaissent un léger mieux, a finalement voté contre à l'Unesco.

La dette américaine auprès de cette organisation onusienne dédiée à la culture, aux sciences et à l'éducation, contractée entre 2011 et 2018, atteint aujourd'hui 619 millions de dollars, soit davantage que le budget annuel de l'Unesco, évalué à 534 millions de dollars.

Les Etats-Unis ont indiqué avoir demandé au Congrès américain de décaisser 150 millions de dollars pour l'année fiscale 2024, un montant équivalent devant être déboursé les années suivantes *"jusqu'à résorption"* des arriérés à l'Unesco.

Ils avaient déjà quitté l'Unesco en 1984, sous Ronald Reagan, invoquant l'inutilité supposée et les débordements budgétaires de l'organisation qu'ils avaient ensuite réintégré en octobre 2003. AFP 1 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 7 juillet 2023.

J'ai diagnostiqué que j'avais une bronchopneumopathie chronique, maladie assez grave dite irréversible, c'est ce qu'ils disent, les alvéoles des poumons sont partiellement détruites à cause du tabac. Après le moindre effort on a du mal à respirer, on manque d'oxygène, y compris après manger ou lorsqu'on parle, même quand on réfléchit et je ne déconne pas, on se sent fatigué en permanence, aller faire des courses en scooter ou prendre une douche m'épuise, après j'ai besoin de m'asseoir et de reprendre ma respiration. Je ne fume plus que 3 petites clopes indiennes par jour. J'avais totalement arrêté fin février, et las j'ai repris très modérément, j'en ai marre de me priver de tout. Je pourrais aussi claquer en plein ébats sexuels, je m'en passe. Depuis deux jours cela va un peu mieux, mais je dors très mal, c'est épuisant.

Je pratique des exercices respiratoires pour me soulager, y compris chaque nuit, en plus de différents traitements naturels que j'ai trouvé ici ou là et que j'adapte, citron, gingembre, eucalyptus, repos, exercice, alimentation réduite, saine et équilibrée...

Je n'ai pas consulté de médecins ou d'hôpitaux, vous comprendrez pourquoi en lisant l'article ci-dessous.

Pour bien faire, je devrais cesser d'actualiser ce portail temporairement ou définitivement. J'y réfléchis.

Il est vrai aussi que moralement la situation nous travaille, jamais une bonne nouvelle, absolument rien ne nous permet d'être optimiste puisque chacun campe sur ses positions. Je ne dis qu'il faudrait adopter le même état d'esprit que ces jeunes palestiniens qui prennent les armes en ayant conscience qu'ils risquent d'y laisser leur peau et qui s'en moquent au regard du sort misérable qui leur était réservé sous occupation sioniste (à lire plus loin), ceux qui savent que le socialisme est l'unique alternative au capitalisme et qui disposent d'un mode de vie confortable, devraient ne pas hésiter à en sacrifier une petite partie pour notre cause, ne serait-ce que pour donner un sens à leur vie, cesser de vivre en permanence dans l'hypocrisie, y gagner un peu en dignité. Car si ceux qui ont acquis un jour un début de conscience politique ne s'en servent pas pour nous débarrasser du capitalisme ou ne la mettent pas au service de la révolution socialiste, on n'est pas près d'y arriver, et on ne peut pas, on ne doit pas compter sur une guerre mondiale, c'est trop insensé et cruel.

Avec LFI et la Nupes, les masses disposent d'une direction, celle des abattoirs ! Si on avait mieux à leur proposer, qui sait, ce jeune garçon ne serait peut-être pas mort à l'heure qu'il est, car l'espoir d'un monde meilleur existerait bel et bien.

Qui a dit ? Quand la médecine devient une croyance votre santé est menacée.

- "*Certains algorithmes savent faire des choses que les humains ne savent pas, et ne sauront jamais, faire, comme prédire votre risque à dix ou quinze ans de développer une maladie. Ou, en cas de maladie, de prédire les chances de guérison à cinq, dix ou quinze ans. Ces choses-là, même les meilleurs experts ne savent pas le faire.*"

Réponse : Le professeur Jean-Emmanuel Bibault, oncologue et chercheur à l'hôpital européen Georges-Pompidou, à Paris, dans un entretien à franceinfo (franceinfo.fr 6 juillet 2023)

Les « *meilleurs experts* » feraient mieux de la fermer, on s'en porterait mieux !

- « *Le savoir quand tu commences à mettre le nez dedans, c'est pire que la came.* »

Ça c'est du dialoguiste Michel Audiard dans *La grande sauterelle* de Georges Lautner (1966).

Un portail où télécharger des vidéos gratuitement.

Il faut cocher la case "*movies*", puis taper le nom d'un acteur, d'un metteur en scène ou le titre d'un film.

[https://archive.org/details/movies?and\[\]=mediatype%3A%22movies%22](https://archive.org/details/movies?and[]=mediatype%3A%22movies%22)

Lu dans un blog où je pêche des infos. (Le Media 442)

Il s'agit là d'une mise en garde destinée aux lecteurs qui sans s'en apercevoir se retrouvent attirés par des blogs à l'allure contestataires et qui distillent des idées d'extrême droite plus ou moins déguisées.

Je voudrais bien pêcher des infos dans des supports plus fréquentables ou respectables, mais ils ne courent pas les rues par les temps qui courent ou ils les censurent ! Ensuite on fait le tri dans leurs poubelles en se bouchant le nez, on en est là, hélas !

La véritable nature réactionnaire habituellement plus ou moins déguisée des souverainistes ou des nationalistes (des libertariens aussi) qui se prétendent progressistes ou démocrates, il arrive que l'actualité politique les conduise à se lâcher, en voici quelques exemples. Attention, c'est du lourd !

- Qui met le feu à la France : l'islam ou la délinquance ? – Youssef Hindi et Pierre-Antoine Plaquevent

Ces émeutes sont donc davantage de nature ethnique que religieuse...

« *En réalité, c'est l'absence de religiosité, l'absence de loi au sens profond du terme, y compris la loi naturelle, qui engendre ce type d'événements.* »

J-C - La loi naturelle, ce n'est pas un hasard si tous les adeptes du totalitarisme s'en réclament... Ce sont les contradictions exacerbées du capitalisme qui mettent « *le feu à la France* », cela, ils ne pouvaient pas le dire évidemment.

- Youssef Hindi et Pierre-Antoine Plaquevent sont-ils en désaccord avec Pierre Hillard ?

J-C - Pierre Hillard est un royaliste, no comment !

- Révélation du système occulte de Cyril Hanouna avec Xavier Poussard de « *Faits et Documents* »

Xavier Poussard, directeur de publication de Faits et Documents, est aujourd'hui l'invité spécial de Géopolitique Profonde pour une interview animée par Mike Borowski.

J-C - Faits et Documents et Géopolitique Profonde sont deux officines d'extrême droite.

- Communiqué vidéo d'Alain Soral : La guerre civile en France et le combat pour sa libération...

Alain Soral propose une analyse approfondie de la situation. Il appelle à un sursaut des bonnes volontés et à une union sacrée des patriotes pour lutter contre l'alliance de la racaille d'en haut et d'en bas qui s'oppose au peuple français.

J-C - Alain Soral issu du FN n'a jamais rompu avec l'idéologie d'extrême droite.

- « *Sauver l'humain, sauver la France* » par Jean-Dominique Michel

J-C - Cet anthropologue de la santé passe son temps à fournir des arguments à ceux qui se livrent à l'amalgame ordurier rouge-brun, c'est un anticommuniste primaire...

Quelques réflexions politiques.

- Cela fait partie de la stratégie de la tension et du chaos d'alimenter la violence dans la société, de créer des situations propices à son développement ou de profiter de toutes les occasions qui se présentent de manière à monter la majorité de la population contre ses auteurs, pour ensuite justifier l'adoption d'une législation de plus en plus répressive ou restreignant les libertés individuelles et collectives.

La rage destructrice de cette jeunesse est l'expression des conditions d'existence que leur impose le régime, de la violence dont fait preuve la classe dominante à leur égard et l'Etat,

quand ils les vouent à l'avance à la précarité et à la pauvreté comme seul avenir avec son lot ininterrompu de souffrances et de drames.

Ils cumulent tous les handicaps, ils ne supportent plus l'injustice sociale, que leurs aspirations soient en permanence bafouées. Ils ne s'en prennent pas aux symboles de la République, mais à ceux de l'État. Ils meurent d'envie de se révolter, de se soulever contre le régime pour mettre un terme aux privations, aux frustrations, aux humiliations qui rythment leur vie quotidienne, celle de leurs familles, comme n'importe quel travailleur ils aspirent à vivre dans une société meilleure, à vivre de son travail, à participer à la société.

- Quand on nie, néglige ou on se détourne des deux principaux moteurs du développement de la civilisation humaine que sont l'économie (capitaliste) et la lutte des classes, infailliblement on va être amené à adopter une orientation politique opportuniste ou pire, se retrouver dans le camp de la réaction jusqu'à flirter avec sa variante idéologique la plus extrême, le fascisme.

C'est ce qu'on peut observer quotidiennement depuis des décennies, et plus particulièrement depuis janvier 2020.

Voyez comment les commentateurs officiels ou autoproclamés s'y prennent pour éviter d'y faire référence ou alors à la marge pour immédiatement les oublier. Pourquoi agissent-ils de la sorte demanderez-vous peut-être. Parce qu'évoquer la crise du capitalisme amène à poser la question de sa responsabilité des maux et des souffrances qui accablent l'humanité toute entière. Ils ne viennent pas d'ailleurs, c'est la survie du capitalisme qui en est la cause, d'où leur incessante quête de boucs émissaires qui en seraient coupables à sa place, entendez par là, qu'il suffirait de changer le personnel qui dirige les États ou de modifier le fonctionnement de telle ou telle institution financière ou politique créées par les capitalistes eux-mêmes pour que le bonheur rayonne enfin sur Terre !

Vous ne trouverez pas un seul journaliste, un seul blog sur le Net qui ne soit pas sur cette orientation opportuniste, personnellement je n'en connais pas. Et comme tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier se sont gravement compromis à un moment donné ou plus généralement à de multiples reprises au cours des 70 dernières années, les masses exploitées et opprimées se retrouvent sans représentation politique digne d'incarner leurs besoins ou aspirations, et évidemment le socialisme.

La prise en compte de ces deux facteurs déterminants au cours de nos analyses, caractérise ce qu'on appelle le marxisme, pour faire bref. Ces deux facteurs interagissent l'un sur l'autre, tout d'abord parce que le système économique repose à l'origine sur les rapports qui existent entre les classes ou le pouvoir tel qu'il est réparti entre chacune d'entre elles sur la base des inégalités sociales existantes ou qui vont se creuser davantage dans le futur, ce système ne relevant pas de la génération spontanée mais ayant tendance à reproduire les rapports d'exploitation qui existaient sous l'Ancien Régime, les nobles, seigneurs ou aristocrates fortunés étant devenus des bourgeois, des industriels, des hommes d'affaires.

Si les rapports entre les classes sont à l'origine de l'économie, vous ne pouvez pas vous livrer à une analyse de fond de l'économie ou de la situation économique en faisant l'impasse sur les

classes et le rapport de force qui existe entre elles au moment où vous rédiger un article, à moins de brasser du vent pour induire vos lecteurs en erreur.

De la même manière, vous ne pouvez pas aborder un évènement ou la situation politique en ignorant la lutte des classes qui est omniprésente. C'est là qu'on s'aperçoit que c'est l'existence des classes sociales qui structurent l'ensemble de la société dans laquelle nous vivons. Et c'est ce qui devrait nous conduire à nous demander qu'est-ce qui permet de les distinguer, de les décrire ainsi que leur fonctionnement, de déterminer quelles différences il existe entre elles, quelle est leur véritable nature sociale, de préciser celles qui sont indépendantes, pourquoi leurs intérêts sont irrémédiablement inconciliables, disons, aussi sûrement qu'une barricade ne comporte que deux côtés, que l'eau et le feu sont incompatibles, vous pourrez toujours secouer un bocal renfermant de l'huile et du vinaigre, jamais ils ne constitueront une masse homogène, chacun conservera ses propriétés, jamais un voleur et sa victime ne conviendront qu'ils partageraient les mêmes intérêts...

C'est aussi simple que cela, trop, puisque tout le monde ou presque passe à côté, et c'est bien là que réside notre problème.

Lu.

- « *Les rédactions du monde entier observent avec stupeur la situation désastreuse à laquelle sont confrontés les Français...* »

- « *Cette spirale de violence témoigne de l'inefficacité des mesures sécuritaires mises en place par le gouvernement Macron.* »

Chaque évènement important permet de confondre ou démasquer les opportunistes, les imposteurs, les charlatans, les démagogues en tout genre, les ignorants, tous ces intellectuels qui se sont autoproclamés progressistes, démocrates, donc animés de bonnes intentions envers le peuple opprimé, cela inclus tous ceux qui ont créé des blogs, des organisations ou des associations dites alternatives, qui se servent quotidiennement des réseaux dits sociaux pour diffuser leur idéologie réactionnaire, antisociale, anti-ouvrière, antisocialiste.

C'est la réflexion que je me suis fait il y a quelques jours en lisant dans un blog les commentaires désabusés de lecteurs qui découvraient effarés qu'un grand nombre d'entre eux étaient racistes suite à la lecture de leurs commentaires après la mort de ce jeune garçon tué à bout portant par un policier à Nanterre. Jusque-là ils avaient cru que la plupart des lecteurs partageaient les mêmes intentions qu'eux, or ce n'était pas du tout le cas ou ils s'étaient lourdement abusés eux-mêmes, car c'est le constat auquel j'étais parvenu le premier jour lorsque j'avais lu des commentaires dans ce blog, je savais parfaitement à quoi m'en tenir, j'étais parvenu au même constat trois ans auparavant en participant au blog du Dr. Maudrux.

Il n'y a rien de surprenant à cela, puisqu'aucun n'avait réellement développé une conscience politique de classe. J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de m'en apercevoir en postant des commentaires politiques pour les tester, les faire parler, leur permettre d'exprimer librement ce qu'ils pensaient vraiment, et je n'ai pas été déçu ou cela a confirmé ce que je savais déjà. Et

pour tout vous dire, comme trois ans auparavant aucun n'a posté un commentaire indiquant qu'il partageait mon orientation politique ou tout simplement mon interprétation.

Ces lecteurs ont été d'autant plus désabusés de découvrir que leurs petits camarades tenaient des propos racistes ou soutenaient la répression féroce, criminelle des forces de l'ordre, qu'ils croyaient que parce qu'ils avaient tenu quelque temps plutôt des positions correctes sur la dictature sanitaire, ils devaient partager leurs autres positions ou ils étaient sur la même longueur d'onde, et bien pas du tout. Pourquoi, quelle en est la signification politique ? A suivre.

Lu. Ils partagent bien tous la même orientation politique. La preuve

J-C - Aucun chef d'Etat d'Amérique du Sud n'a déclaré que la pandémie de COVID-19 n'existait pas ou qu'elle était fabriquée. Tous se sont alignés sur Washington et l'OMS, Davos.

- Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 a encore accentué les graves inégalités sociales en Amérique du Sud.

J-C - Tous les chefs d'Etat d'Amérique du Sud ne pensent qu'en termes de marché à la manière des oligarques anglo-saxons.

- Le président brésilien a fait l'éloge du potentiel économique de l'Amérique du Sud, avec son PIB de 4000 milliards de dollars et ses 450 millions d'habitants qui constituent un important marché de consommation. En termes de ressources naturelles, il a affirmé que le continent possède «*le potentiel énergétique le plus important et le plus varié du monde*», une importante production alimentaire, un tiers des réserves d'eau douce de la planète, une riche biodiversité et des minéraux «*essentiels pour l'industrie de dernière génération*».

La libre concurrence est l'état normal du règne animal.

J-C – Partant de là, il ne faut s'étonner de rien de la part des hommes, n'est-ce pas ? Tous les adeptes du capitalisme ou de la propriété privée des moyens de production vénèrent la «*libre concurrence*», parce qu'elle permet de repousser les limites de l'exploitation humaine, de les diversifier au profit des négriers des temps modernes, ce qui explique pourquoi l'Union européenne lui vaut littéralement un culte.

Au-delà, elle sert le dumping social ou contribue à favoriser les entreprises où le coût du travail est le plus bas, à accroître le taux d'exploitation, le taux de profit...

La libre concurrence place les travailleurs dans une situation inique, où ils se retrouvent contraints de vendre leur force de travail au plus offrant ou au rabais pour obtenir un emploi pour survivre...

- Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance.

Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en œuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité et qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est à dire aujourd'hui la production sociale, reste soumise au jeu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire.

Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, un grand krach. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées peut élever les hommes au-dessus du reste du monde animal au point de vue social de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, notamment les sciences de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui l'aura précédé.

(Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme.- F.Engels 1876)

Attention, propriété privée !

Quels sont nos droits durant les vacances pour circuler et marcher dans la nature ou le long de la mer ? - francetvinfo.fr 2 juillet 2023

Tous les prétextes sont bons pour enrichir les armateurs selon leur porte-parole.

Tourisme : les bateaux de croisière font de plus en plus de mécontents - francetvinfo.fr 2 juillet 2023

francetvinfo - Si les croisières peuvent être bénéfiques aux villes desservies d'un point de vue économique...

- Une bonne nouvelle, a priori, pour l'économie des villes desservies.

J-C – Les guerres et les ventes d'armes aussi, quelles aubaines pour l'emploi !

Lu.

Les impôts ont flambé de 12% en 2022 pour atteindre le record de 451 milliards d'euros. Profitant de l'inflation, l'État a enregistré des rentrées hors-normes sur la TVA avec 20 milliards d'euros supplémentaires récupérés dans la poche des Français.

Lu.

Vanguard, BlackRock et State Street, la combinaison de leurs actifs gérés atteint 22 000 milliards de dollars et équivaut à plus de la moitié de la valeur combinée de toutes les actions des sociétés du "S&P 500", indice boursier basé sur 500 grandes entreprises cotées aux États-Unis.

BlackRock est un gestionnaire d'actifs qui réalise des investissements sur les marchés financiers pour le compte de ses clients. Créée en 1988 par Larry Fink, la société est actuellement le leader mondial de son activité, avec 10 000 milliards de dollars confiés par ses clients. Il s'agit également du premier actionnaire mondial, puisque BlackRock s'est exprimé en 2019 sur près de 159 000 résolutions (2), votant à plus de 17 000 assemblées générales (AG). Le gestionnaire d'actifs, présent dans 35 pays avec 18 400 employés, est actionnaire dans plusieurs sociétés, y compris les géants de la tech comme Google-Alphabet, Amazon, Meta, Apple, Microsoft (GAMAM). BlackRock est également actionnaire dans 18 sociétés françaises du CAC40 et détient une part de 2,1% de l'indice boursier.

Un portefeuille astronomique et un pouvoir de gouvernance dans les AG qui dote BlackRock d'une réelle influence mondiale, tant sur les entreprises que sur les politiciens.

Vanguard gère 7 200 milliards USD (dollar américain) d'actifs. Ce fonds d'investissements, lui-même actionnaire de BlackRock, agit différemment et joue le rôle d'intermédiaire pour plus de 30 millions de clients.

Ce sont ces derniers qui détiennent des parts dans les plus grandes sociétés du monde.

J-C – Comment ces officines mafieuses et criminelles ont-elles pu concentrer autant de richesses ? Apparemment elles auraient bénéficié de complicités au niveau des Etats ou des gouvernements...

Enfin, le visage humain du capitalisme. La poudre à canon au service de la chirurgie esthétique.

Conflits armés : 2022, l'année la plus meurtrière du siècle - France-Soir 29 juin 2023

Le rapport annuel publié hier, mercredi 28 juin, par le groupe de réflexion Institute for Economics and Peace (IEP) révèle une augmentation du nombre de décès dus aux conflits armés au cours de l'année dernière.

Les dépenses militaires totales ont augmenté de 17% depuis 2008 (92 pays ont augmenté leur budget militaire), les augmentations les plus importantes provenant de la Chine (180 milliards de dollars), des États-Unis (70 milliards de dollars) et de l'Inde (40 milliards de dollars). L'impact de la violence sur l'économie mondiale a augmenté de 1 000 milliards de dollars pour atteindre le chiffre record de 17 500 milliards de dollars, ce qui équivaut à 13% du PIB mondial (2 200 dollars par personne) et à 64% du PIB de l'Ukraine, en raison des dépenses militaires liées au conflit russo-ukrainien. La disparité de l'impact économique de la violence est frappante, les dix pays les plus touchés représentant en moyenne 34% du PIB, contre seulement 3% pour les dix pays les moins touchés.

<https://edition.francesoir.fr/politique-monde/conflits-armes-2022-l-annee-la-plus-meurtriere-du-siecle>

Totalitarisme. Ils ont trouvé un nouvel ennemi pour cet été : Les tongs !

J-C - Quelle niveau de connerie ! J'en porte toute l'année depuis 28 ans, le modèle de base, le moins cher, et j'ai les pieds parfaitement normaux.

Attention à ces chaussures vedettes de l'été, elles peuvent représenter un danger - Yahoo 3 juillet 2023

Sur TikTok, un podologue met en garde sur le port des tongs. Ces chaussures ouvertes peuvent représenter un danger pour la santé.

L'été et les vacances sont là. L'occasion pour de nombreuses personnes de ressortir leurs plus belles paires de tongs. Pourtant, ces chaussures stars des beaux jours pourraient faire du tort à vos pieds. Le New York Post relaye la mise en garde formulée sur TikTok par le podologue Paul Macaulay.

"Non seulement les sandales décontractées manquent de soutien de la voûte plantaire, mais elles manquent également de sécurité. Vous les portez pendant de longues périodes et vos orteils peuvent commencer à se raidir et à se cramponner, puis cela peut être difficile à

inverser", met en garde le spécialiste des pieds dans sa vidéo diffusée sur le réseau social. Pour limiter les conséquences, il recommande de porter des chaussures avec une sangle supplémentaire autour du talon. "Cela donnera plus de stabilité à la cheville et maintiendra le pied en place. Ou vous pouvez même choisir le style qui a une sangle sur le devant, qui maintient le pied vers le bas". Avant de compléter : "Les tongs sont OK si elles sont portées pour la bonne activité, si c'est juste de la voiture à la plage ou pour traverser la plage à pied, ça va. Le simple fait de les porter pour marcher 5 à 10 km ne serait pas recommandé car ils n'ont aucun soutien."

Autre conséquence liée au port des tongs, les pieds peuvent se fissurer. Le podologue met également en garde sur le risque de trébucher et de se faire mal à cause du manque de maintien des tongs. Yahoo 3 juillet 2023

J-C - Pauvre con, il suffit de regarder où tu fous tes pieds ! Ça touche combien par mois un podologue ?

Apprenez-leur le caniveau ou ceci explique cela.

États-Unis : un couple de policiers met leur fils de 3 ans en prison pour avoir fait dans sa culotte - Yahoo 3 juillet 2023

Les parents ont eu recours à deux reprises à cette punition très particulière pour obliger leur enfant à aller sur le pot.

Une méthode éducative qui fait débat. Aux États-Unis, un couple de policiers a été sommé de s'expliquer devant le département des services à l'enfance et aux familles de la Floride, après avoir menotté et emprisonné pendant quelques minutes leur fils âgé de 3 ans.

Des difficultés dans l'apprentissage de la propreté

Comme le rapporte Law&Crime, ce passage derrière les barreaux était en fait une punition décidée par les parents du petit garçon pour le forcer à aller sur le pot. Le média américain explique ainsi que le couple composé d'un lieutenant et d'une sergent avait rencontré quelques difficultés pour apprendre la propreté à leur enfant.

Ainsi, à l'automne dernier, alors que ses parents l'avaient inscrit dans une crèche n'acceptant que les enfants habitués au pot, le garçonnet faisait toujours régulièrement sous lui. Ses parents ont donc décidé d'employer une méthode radicale pour "aider" leur fils à passer enfin cette étape. " : "Tu sais, tu ne respectes pas les règles. Donc tu vas aller en prison", témoigne le papa, cité par Law&Crime.

"Il a réagi comme j'espérais qu'il réagisse"

Les deux policiers ont ainsi passé les menottes à leur enfant et l'ont ensuite enfermé dans une cellule pendant quelques minutes. Ils ont ensuite répété cette punition le lendemain. Interrogé par les services sociaux, le papa a assuré que la cellule en question avait été préalablement

inspectée et vidée, mais aussi que l'enfant n'avait jamais été laissé seul, un de ses parents se trouvant en permanence de l'autre côté des barreaux.

"Il pleurait, raconte le père. Il a réagi comme j'espérais qu'il réagisse." Le garçonnet aurait en effet fini par promettre qu'il ne ferait plus jamais dans sa culotte. D'après le témoignage des parents, la punition a ainsi produit l'effet escompté et leur fils va désormais sur le pot sans problème. Pour l'heure, le département des services à l'enfance et aux familles n'a pas encore livré ses conclusions concernant cette affaire peu banale. Yahoo 3 juillet 2023

Lu. Un brin d'humour qui sonne vrai.

- En attendant ce jour, nous avons réussi à développer une fois encore notre pouvoir d'acceptation, tout en repoussant les limites de notre endurance : *«Les Français se sont serré la ceinture aux repas de Noël»*, claironne Le Figaro du 29/12/2022. *«Inquiets de l'inflation, ils ont réduit leurs achats, surtout pour le champagne, le saumon et le foie gras»*.

En lisant Franceinfo, on ne peut que s'émerveiller devant la contribution étudiante à l'effondrement de l'économie russe : *«Précarité alimentaire : 97% des étudiants se restreignent sur la qualité et la quantité de leur alimentation : «Depuis la rentrée, les prix ont beaucoup augmenté», explique Morgane, étudiante à l'Inalco»*.

Malgré l'élan solidaire de cette jeunesse pleine d'espoir, un nouveau fléau frappe nos grandes surfaces : *«Vols à l'étalage : davantage de personnes âgées dérobent du beurre ou un morceau de fromage»*, titre TF1 le 28/12/2022. *«Des antivols sur la viande, les tablettes de chocolat, le thé... Avec la hausse des prix et l'augmentation des vols à l'étalage, les produits de consommation courante sont protégés comme des produits de luxe»*, nous rassure Le Figaro du 27/03/2023.

La bonne nouvelle c'est qu'en France, il y a une solution à tout. Comme par exemple les Restos du Cœur qui démarrent l'année en trombe, ce dont on ne peut que se féliciter : *«Sur les trois derniers mois, l'association a vu une hausse de 22% des bénéficiaires par rapport à la même période l'année dernière»*, s'enthousiasme RMC le 01/03/2023.

N'oublions pas non plus le sabordage enthousiaste des derniers lambeaux de notre secteur productif : *«Une hausse de 69% des défaillances d'entreprises enregistrée cet été par rapport à 2021»*, titre l'Obs du 11/10/2022. *«Ces chiffres n'avaient jamais été observés depuis plus de vingt-cinq ans»*. Ceux qui misaient sur un relâchement de la solidarité, ou sur un retour de l'irresponsabilité et des égoïsmes, ont clairement sous-estimé les Français.

Les résultats sont là, et les Ukrainiens nous font totalement confiance : *«Ils ne voulaient pas nous donner de l'artillerie lourde, alors ils l'ont fait. Ils ne voulaient pas nous donner les systèmes HIMARS, alors ils l'ont fait. Ils ne voulaient pas nous donner des chars, maintenant ils nous donnent des chars. En dehors des armes nucléaires, il ne reste rien que nous n'obtiendrons pas»*, s'extasie Yuriy Sak, conseiller du ministre ukrainien de la Défense.

Si à première vue, 2022 apparaît donc comme une année sans contrariétés majeures, il n'en faut pas moins se méfier des apparences.

«En 2022, treize personnes, 6 conducteurs et 7 passagers, sont mortes après des tirs de la police dans le cadre de refus d'obtempérer», nous apprend Franceinfo. «Un bien triste record», soupire 20 Minutes. Il faut reconnaître que si le fait de mitrailler des véhicules en pleine rue montre l'engagement de nos forces de l'ordre dans la lutte contre le CO2, leur palmarès annuel reste hélas bien en-deçà de ce qu'on observe outre-Atlantique, dans l'empire où la démocratie ne se couche jamais et où trois personnes sont tuées chaque jour par la police, selon *Le Monde* du 06/01/20231. Briser les codes, lutter au quotidien contre les conservatismes, mettre hors d'état de nuire les adversaires de la tolérance et de l'obtempérance : telle est la leçon à retenir de nos grands frères états-uniens.

Avec à peine 105 détenus pour 100 000 habitants, nous sommes également loin derrière le pays de la Liberté qui comme son nom l'indique, détient le taux d'incarcération le plus élevé au monde, c'est-à-dire six fois plus. Pour autant, notre démocratie n'est pas aussi vacillante que certains voudraient le croire, et c'est avec beaucoup de réactivité citoyenne que l'Assemblée nationale a mis sur pied une Commission d'enquête relative aux ingérences de puissances étrangères visant à influencer ou corrompre des relais d'opinion, des dirigeants ou des partis politiques français. Comme son nom l'indique, cette commission passe au crible les actions, fréquentations et opinions contraires à l'intérêt national des États-Unis d'Amérique, ou susceptibles d'être considérées comme telles : les illibéraux n'ont qu'à bien se tenir, car une formidable régulation se met en place, plus transpartisane que jamais.

Soutien inconditionnel au peuple palestinien.

Missiles, maisons rasées, huit Palestiniens tués : terrible bilan du raid israélien à Jénine - RT France 3 juillet 2023

«Jénine subit la plus grande opération militaire de l'occupation depuis 2002», a titré le journal qatari Al-Jazeera pour décrire la situation après le raid israélien dans le camp palestinien en Cisjordanie.

Dans la nuit du 2 au 3 juillet, Tsahal a lancé une «opération anti-terroriste» visant à neutraliser des cadres du Hamas, du Jihad islamique et d'autres factions combattantes palestiniennes. A l'aide de l'aviation, qui a pilonné plusieurs positions, l'armée israélienne est entrée dans le camp de Jénine. Des bulldozers ont notamment rasé des maisons et des trottoirs pour bloquer l'accès à certaines zones de la ville.

Alors que l'opération est toujours en cours, le bilan du raid est très lourd : huit Palestiniens ont été tués et une cinquantaine blessés, dont dix gravement.

A Jénine, il y a la ville, mais aussi le camp où vivent les descendants des Palestiniens chassés de leur terre en 1948, lors de la création d'Israël. « *Ce sont des réfugiés, déplacés de force une seconde fois* », s'insurgent des Palestiniens sur les réseaux sociaux.

Au total, 3 000 des 18 000 habitants du camp de Jénine ont dormi cette nuit dans les écoles de la région.

« Nous soutenons la sécurité d'Israël et son droit à défendre sa population contre le Hamas, le Jihad islamique palestinien et d'autres groupes terroristes », a déclaré un porte-parole du département d'Etat américain. AFP et RT France 3 juillet ; RFI 4 juillet 2023

J-C - Depuis le nombre de Palestiniens tués est passé à 12 et plus de 100 blessés, pour 1 Israélien tué.

Quand prend fin le temps des illusions. C'est une stratégie de survie et d'autodéfense.

En Cisjordanie occupée, une nouvelle génération de Palestiniens renoue avec la résistance armée - francetvinfo.fr 7 juillet 2023

Ces combattants appartiennent à une génération privée de toutes perspectives. Nés bien après les accords d'Oslo en 1993, qui prévoyaient une transition de cinq ans pour trouver un accord de paix, ils "ont été bercés d'illusions".

"Cette génération n'attend plus la validation de la communauté internationale pour résister. Elle se bat par tous les moyens, violents et non-violents. C'est une stratégie de survie et d'autodéfense."

"Aujourd'hui, un jeune qui a grandi à Jénine a des membres de sa famille en prison ou qui sont morts. Il est entouré de checkpoints et de murs, il ne peut pas aller à la mer, à l'hôpital ou travailler librement", décrit Inès Abdel Razek.

"La jeunesse qui a 15-20 ans aujourd'hui a vu que les manifestations non-violentes de ses parents, la création d'ONG, le dialogue, etc. n'ont rien amené", commente le chercheur indépendant Thomas Vescovi. Nombre d'entre eux n'ont jamais voté, la dernière élection datant de 2006. Et leur maigre espoir de changement s'est éteint avec l'annulation des élections législatives en 2021. "Cette absence de perspective politique nourrit ce sentiment que la lutte armée est la seule solution pour contraindre Israël à faire des concessions", analyse le chercheur.

Les jeunes nés dans les années 2000 "n'ont vu que la corruption des institutions et les échecs de la diplomatie internationale. Ils ne croient plus en une réconciliation et prennent les armes", déplore Ghaith Al-Omari, ancien cadre de l'Autorité palestinienne. Or, les jeunes nés dans les années 2000 "n'ont vu que la corruption des institutions et les échecs de la diplomatie internationale. Ils ne croient plus en une réconciliation et prennent les armes", déplore-t-il. Pour ce Palestinien, négociateur lors de pourparlers pour la paix dans les années 2000, la "situation est hors de contrôle et sans espoir". francetvinfo.fr 7 juillet 2023

J-C – Cela pourrait valoir pour de nombreux pays, y compris la France.

En réponse à une crise sociale et économique, ils préconisent l'intervention d'une force armée internationale.

Haïti : plus de 250 membres de gangs tués par des justiciers autoproclamés depuis avril - AFP/lepoint.fr 6 juillet 2023

Au moins 264 personnes soupçonnées d'appartenir à des gangs ont perdu la vie à Haïti depuis le mois d'avril, tuées par des justiciers autoproclamés. La représentante de l'ONU sur place a commenté ces chiffres, s'inquiétant du phénomène dans un pays frappé par les crises sociales et économiques.

Face à l'incapacité de la police à faire face à la violence sans précédent des gangs qui contrôlent une majorité du territoire de la capitale Port-au-Prince, des habitants ont décidé de faire justice eux-mêmes, tandis que la communauté internationale n'a toujours pas trouvé de pays pour mener une force d'intervention réclamée par l'ONU et le gouvernement haïtien.

Et « *il ne peut pas y avoir de solution politique durable et inclusive sans une amélioration radicale de la situation sécuritaire* », a insisté le secrétaire général, répétant son appel à envoyer une force internationale pour épauler la police et « *démanteler* » les gangs. AFP/lepoint.fr 6 juillet 2023

J-C – Ils n'ont que le mot sécuritaire à la bouche.

France. Nahel, c'est une exécution sommaire ! Mes commentaires publiés par un blog.

1 - Au cinéma comme à la télévision depuis sa naissance jusqu'à nos jours ont été diffusés de préférence par milliers et milliers des films violents, de guerres, de génocides aussi, de massacres, mettant en scène des militaires, des flics, des voyous, des gangsters, toute sorte de tueurs, pour dire que ce qu'il raconte dans cette vidéo est d'une banalité confondante, à croire qu'il savait qu'il existait un public pour de telles conneries. Ce blog en fait la promotion.

2 - Je ne suis pas d'accord avec vous, on aurait pu dire la même chose par exemple des Beatles, de Gabin ou de Belmondo, tous ont été manipulés et ils en prirent conscience à un moment donné, par qui, pardi par ceux qui financèrent leur carrière.

Vous pourriez dresser le même constat avec tous les arts, la drogue, l'alcool, le tabac, la pornographie, le sport et le culte de la puissance, du plus fort...

A une autre échelle à toutes les époques, aussi bien les tyrans que les truands furent glorifiés, mise en scène dans la littérature, le cinéma et le théâtre, puis plus tard à la télévision et dernièrement sur Internet, histoire de canaliser la haine et la violence que tous les régimes successifs inspiraient au peuple opprimé, afin de les détourner de ces régimes qui en étaient à l'origine.

Et force est de constater ici que cela fonctionne à merveille.

Pour les uns, le bouc émissaire c'est le flic, pour d'autres, c'est Macron, et pour la majorité ce sont ces jeunes des banlieues qui savent que leur avenir est hypothéqué dans cette société pourrie.

Qui réclame ici un changement de régime économique et politique, personne, c'est révélateur du degré de conscience politique misérable ambiant.

3 - Dommage qu'il ne suffise pas d'appuyer sur un bouton pour déclencher une révolution et renverser le régime en place !

Le problème ou la clé de la situation, c'est que cela nécessite un certain niveau d'organisation et de conscience politique qui font défaut aujourd'hui partout dans le monde.

A des degrés divers les masses se sont embourgeoisées, elles se sont laissées corrompre par l'idéologie de la classe dominante du fait de la profonde dégénérescence du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde révolutionnaire qui s'est compromise et à renier ses principes...

Notre tâche consiste à reconstruire une direction et un parti qui incarnent exclusivement les intérêts des exploités et des opprimés pour mener à bien notre lutte de classe, car c'est uniquement de cela dont il s'agit, d'une lutte à mort pour le pouvoir, qui doit gouverner la société, qui doit décider de son orientation, l'infime minorité des exploités que représente Macron ou l'immense majorité des exploités, qui doit détenir tous les pouvoirs, de la réponse à cette question dépend l'avenir de la société, de chacun d'entre nous. En rejetant cette orientation politique, on se prive des moyens de changer la société, c'est aussi simple que cela, mais ô combien difficile à faire comprendre ou à réaliser.

4 - Mes parents étaient de braves gens qui chérissaient leur petit garçon, si, si, vraiment, la preuve.

Ils menacèrent de m'envoyer en pension si je n'étais pas sage. Las, quelques années plus tard ils évoquèrent la maison de correction. Mon père regretta qu'il n'y ait pas une bonne petite guerre pour que j'y sois envoyé, car selon lui cela formait un homme. Enfin, en désespoir de cause ils optèrent très sérieusement pour l'asile psychiatrique ou l'enfermement de force, après m'avoir tabassé comme chaque fois, chaque jour.

Du coup, qu'est-ce qui se passa ? Je me mis à fréquenter des voyous, des délinquants. Agressions et vols au programme, bien arrosés. J'avais l'âge de Nahel, 16 ou 17 ans. Un samedi soir, on était 4 à s'emmerder sec, le plus âgé, il devait avoir 20 ans, maçon de son état, Jean-Yves Mignon, un colosse, il décide de piquer une bagnole pour aller faire un tour. Il ne trouva qu'une 2CV dont une porte était ouverte, pas génial mais peu repérable ! On se trouvait sur le pont de Chatou (92) quand la conduite de Jean-Yves attira l'attention d'un car de flic qui nous prit en filature à une certaine distance, il accélère pour le semer, arrivé au bout du pont de Chatou il décide brusquement de tourner à droite, et voilà qu'il chevauche le terre-plein et s'empale dans un panneau de signalisation. Marche-arrière, la bagnole roule encore. Là il prend l'allée qui longe la Seine, manque de bol, c'est un cul-de-sac ! Demi-tour et nous voilà face à face avec les flics qui s'étaient arrêtés et nous attendaient tranquillement en se marrant !

Les flics furent très corrects, très polis, pas d'insultes, pas de violences, ils n'ont pas dégainés leurs armes de service.

Une nuit en cage au commissariat en attendant que mes parents viennent me chercher, j'étais mineur. Aussi incroyable que cela puisse être, en plus de mes parents il y avait ma grand-mère maternelle qui était la bonté même, et bien ils ne décrocheront pas un mot de reproche, que dal, ils étaient en état de choc, ma grand-mère m'adressa un mot gentil pour me reconforter.

Rentrer à la maison, idem, pas un mot, pas un geste, je m'attendais à me faire démolir par mon père, rien. Ils ne comprenaient pas comment leur fils avait pu tourner ainsi après l'avoir envoyé dans des écoles privées confessionnelles catholiques, ils croyaient m'avoir donné une bonne éducation, alors qu'en réalité la fréquentation forcée de fils de bourgeois n'avait fait qu'alimenter la haine que j'avais de l'injustice sociale, mon père était menuisier en bâtiment et nous étions très pauvres.

A partir de ce moment-là, mes parents cessèrent de me menacer de me faire enfermer, et de mon côté de moi-même je cessai de fréquenter ces voyous.

Plus tard j'eus une fille, elle a 42 ans, elle est institutrice, je ne l'ai jamais frappé, je n'ai jamais crié dessus, elle est relativement épanouie, surtout, je lui ai évité de vivre ce que j'avais vécu.

Ceux qui flattent le recours à la violence sur des enfants sont des monstres de cruauté, des abrutis finis, des pauvres types ou des vieillards séniles et aigris, la vieillesse est souvent un naufrage, ce blog en regorge !

5 - A défaut de pencher d'un côté, on penche de l'autre, celui de la réaction, rien de plus normal.

Le système économique est au bout du rouleau, par tous les moyens possibles et inimaginables ils s'emploient à le tenir en survie artificielle, cela donne toutes les horreurs auxquelles nous assistons depuis le début du XXe siècle, guerres incessantes, guerres civiles, génocides, famines, épidémies, terrorisme, populations déplacées par dizaines de millions, enrichissement monstrueux d'une infime partie de la population ; médiocrité, paresse, corruption intellectuelle ; nihilisme, hédonisme, égocentrisme et individualisme forcené, mégalomanie ; indifférence, violence, schizophrénie aggravée, imposture, mensonge, hypocrisie ou lâcheté généralisée ; décomposition, dégénérescence, putréfaction de la société, etc.

Avec un tel tableau, les véritables humanistes se font forcément rares, sauf exception, ce n'est pas ici qu'il faut les chercher.

France. La réaction se déchaîne. Menace, intimidation, négationnisme, pousse au crime.

« M. Mélenchon est un factieux », dénonce Éric Ciotti - LePoint.fr 2 juillet 2023

Le président de LR s'en est pris à Jean-Luc Mélenchon et aux Insoumis, qu'il accuse de ne pas condamner les violences déclenchées par la mort de Nahel.

La France insoumise avait appelé vendredi 30 juin « *notamment les plus jeunes* » à « *ne pas toucher* » aux écoles ou aux bibliothèques en ajoutant que « *jamais les Insoumis n'ont été pour la violence* ». (Les vendus se repentent, ordures ! - J-C)

Pour Éric Ciotti, « *cette phrase est un appel à pouvoir attaquer en toute liberté [...] les autres bâtiments, y compris les commissariats et les mairies* ». Plus largement « *les Insoumis sont des dangers pour la République* », de même que d'autres élus à gauche comme l'écologiste Sandrine Rousseau qui « *a justifié les pillages* », a appuyé Éric Ciotti. Selon lui, « *il y a des réponses judiciaires qui devront être activées* ». « *Il faudra que des magistrats apprécient ceux qui ont allumé les mèches* » des émeutes depuis mardi en France. BFMTV 2 juillet 2023

En complément.

Mort de Nahel : Laurent Nuñez soutient qu'il n'y a "pas de racisme dans la police" - BFMTV 2 juillet 2023

Il n'y a pas que dans la police qu'il y en a.

Nanterre : une cagnotte en faveur du policier dépasse celle pour la famille de Nahel - LePoint.fr 2 juillet 2023

Une cagnotte lancée pour le fonctionnaire actuellement écroué a récolté près de 278 000 euros, contre 62 500 euros pour celle en soutien à la famille du jeune homme. A 16h elle s'élève à 635 220 euros versés par 30 221 donateurs avec des dons de plus de 3.000 euros.

Ouverte par Jean Messiha, ex-délégué du Rassemblement national et désormais membre du parti d'Éric Zemmour, Reconquête !, la cagnotte pour le policier atteint près de 278 000 euros samedi 1er juillet à 19 heures. Près de 14 000 personnes ont déjà fait un don. « *Soutien pour la famille du policier de Nanterre, Florian. M, qui a fait son travail et qui paie aujourd'hui le prix fort* », est-il indiqué.

De son côté, la cagnotte en soutien à la famille de Nahel atteint 62 500 euros, grâce aux dons de 4 200 personnes.

La cagnotte en « *soutien pour la famille du policier* », qui a tué le jeune Nahel à Nanterre avant d'être mis en examen pour homicide volontaire, a dépassé, ce lundi 3 juillet en milieu de journée, le million d'euros.

L'autre cagnotte ouverte en soutien à la maman de Nahel, ne dépasse pas les 200 000 euros à ce jour. - Le HuffPost 3 juillet 2023

Mercredi peu après minuit, elle affichait 1 636 220 euros de 78 000 dons. francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Décompte.

- Au total la Place Beauvau a comptabilisé quelque 5 000 véhicules incendiés, 10 000 feux de poubelles, près de 1 105 bâtiments brûlés ou dégradés, 269 attaques de commissariats ou de gendarmeries, plus de 700 membres des forces de l'ordre blessés... AFP 3 juillet 2023

Au niveau national, en une semaine, 3 625 personnes ont été placées en garde à vue, dont 1 124 mineurs. Parmi elles, 990 ont été déférées devant la justice et 380 incarcérées. francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Viendra le jour où à la place de gamins ce sera des ouvriers armés qui les affrontera...

Violences urbaines : près de Rouen, la municipalité de Darnétal instaure un couvre-feu jusqu'à la fin du mois de juillet pour les mineurs de moins de 16 ans - francetvinfo.fr 2 juillet 2023

Les mineurs de moins de 16 ans ne pourront pas circuler seuls dans la ville entre 21 heures jusqu'à 6 heures s'ils ne sont pas accompagnés d'un parent ou d'une représentant légal, sur une partie de la ville. francetvinfo.fr 2 juillet 2023

J-C - A les entendre des mineurs de moins de 16 ans se seraient livrés à des "*agressions sur des agents depositaires de l'autorité publique*". Question : Ils les recrutent où, sur quels critères, dans une agence de mannequins efféminés et poudrés ?

La prochaine fois, ce sera à balles réelles.

14-Juillet: Gérald Darmanin veut intensifier la lutte contre le détournement d'articles pyrotechniques - BFMTV 6 juillet 2023

Pas moins de 68.000 fusées d'artifices ont été saisies ces derniers jours sur tout le territoire. Ces feux d'artifice, en vente libre, sont détournés de leur usage depuis plusieurs années et utilisés à des fins illégales notamment dans le cadre d'attaques dirigées contre les forces de l'ordre, les bâtiments, véhicules ou bien même contre d'autres groupes criminels, selon une note récente de la direction générale des douanes.

En Île-de-France, plus d'une tonne de mortier a été saisie en région parisienne depuis une semaine. BFMTV 6 juillet 2023

La terreur est la norme, elle a raison.

Pour Yaël Braun-Pivet, il n'y a « aucun problème » dans la police en France - Le HuffPost 3 juillet 2023

En famille. La réaction sur toute la ligne est incompatible avec la justice. C'est le régime qui doit être renversé.

Après la mort de Nahel, Clémentine Autain plaide pour une "grande marche pour la justice" - BFMTV 4 juillet 2023

Et voilà qu'ils en profitent pour créer un nouveau délit.

Cyberharcèlement : le Sénat crée un nouveau délit d'outrage en ligne - Publicsenat.fr 5 juillet 2023

Hier soir, le Sénat a voté l'article 5 du projet de loi de sécurisation de l'espace numérique, qui instaure une peine complémentaire de « *bannissement* » de 6 mois des réseaux sociaux (un an en cas de récidive) dans le cas d'une condamnation pour haine en ligne, cyberharcèlement ou autres infractions graves. En commission, les sénateurs avaient élargi le champ des infractions concernées, en incluant notamment les « *menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique.* »

En séance, le Sénat a donc aussi complété le dispositif en adoptant un amendement du co-rapporteur Loïc Hervé qui crée un « *délit d'outrage en ligne* », puni d'une amende forfaitaire délictuelle de 300 à 600 euros. Le sénateur centriste entendait ainsi répondre aux « *difficultés posées par la réponse pénale classique* », qui suppose, en matière de harcèlement, des procédures lourdes. Le délit d'outrage en ligne imaginé par Loïc Hervé, inspiré du délit d'outrage sexiste et sexuel, permet la « *sanction immédiate par une amende forfaitaire délictuelle* » de « *contenus de toute nature portant atteinte à la dignité d'une personne ou présentant à son égard un caractère injurieux, dégradant ou humiliant, ou créant à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.* »

Assassinats en série.

Emeutes à Marseille : une information judiciaire ouverte après la mort d'un homme dans la nuit de samedi à dimanche, l'IGPN saisie - francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Le parquet de Marseille a ouvert une information judiciaire pour "*coups mortels avec usage ou menace d'une arme*" après la mort d'un homme de 27 ans dans la nuit du samedi 1er au dimanche 2 juillet, a-t-il annoncé mardi à France 3 Provence-Alpes-Côte d'Azur, confirmant une information de La Marseillaise. L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie, a appris franceinfo de source proche de l'enquête.

Le parquet juge "*probable un décès causé par un choc violent au niveau du thorax causé par le tir d'un projectile de type flash-ball*", ayant entraîné un arrêt cardiaque de la victime. Celle-ci a été découverte cours Lieutaud, dans le centre de Marseille, et transférée à l'hôpital, où elle est morte. francetvinfo.fr 4 juillet 2023

Il faut pourrir la vie de ces salopards !

Émeutes: pour Valérie Pécresse, "il faut pourrir les vacances" des casseurs - BFMTV 5 juillet 2023

La France serait-elle passée sous un régime autoritaire ?

Couper les réseaux sociaux en cas d'émeutes ? Olivier Véran précise ce qu'envisage le gouvernement - Le HuffPost 5 juillet 2023

Le porte-parole du gouvernement a été interrogé à la sortie du Conseil des ministres sur l'intention d'Emmanuel Macron de « couper » les plateformes « quand les choses s'emballent ». Le HuffPost 5 juillet 2023

Police et justice politique. Vous n'avez pas encore tout vu ! Le pervers sexuel cocaïnomanie assassin Palmade est en liberté !

"Jamais vu ça": après les émeutes en France, des peines très sévères prononcées par la justice - BFMTV 5 juillet 2023

Malgré la jeunesse des prévenus ou leur absence d'antécédents judiciaires, des mandats de dépôt ont été prononcés.

À Nanterre jeudi dernier, Aymeric C. fait certainement partie des premières personnes à comparaître à la suite des violences qui touchent la France depuis la mort de Nahel, un jeune de 17 ans tué par un tir policier lors d'un contrôle routier. La vingtaine, il est jugé pour avoir diffusé le nom et la ville où habite le policier mis en cause. Inconnu jusqu'alors de la justice, inséré professionnellement, il est condamné à 18 mois de prison dont 12 avec sursis pour une story Snapchat publiée en privé.

Depuis jeudi, la justice, de Marseille à Créteil en passant par Bobigny, Nanterre ou Grenoble, organise un défilé de comparutions immédiates de personnes soupçonnées d'être impliquées dans les émeutes. Incendie de poubelles, casse de commerces, pillages de magasins, ou attaques contre des policiers, la plupart disent regretter, beaucoup disent ne pas comprendre pourquoi ils ont agi de la sorte. Souvent, c'est l'effet de meute qui est invoqué. Pour l'heure, ce ne sont pas ceux en première ligne dans ces violences qui ont été jugés.

350 incarcérations

Ils ont 18, 19 ans, la trentaine tout au plus, ils sont insérés scolairement ou professionnellement, ils n'ont pas de casier judiciaire pour la plupart, mais sont condamnés, de l'avis de tous, et selon le souhait du gouvernement, "fermement". Sana, 18 ans, en formation pour être auxiliaire de vie, a écopé de quatre mois de prison ferme pour avoir tenté de piller un magasin rue Féréol à Marseille samedi soir. Un autre a pris 10 mois de prison ferme,

interpellé - en récidive - une canette de Red Bull à la main alors qu'il sortait d'un magasin pillé. À Montpellier, un homme a écopé de trois mois de prison ferme pour les mêmes faits.

Samedi, au tribunal de Bobigny, dix prévenus étaient jugés dans le cadre de cinq dossiers liés aux violences urbaines. Sur les dix, huit d'entre eux ont été incarcérés immédiatement à l'issue de l'audience pour effectuer la peine à laquelle ils venaient d'être condamnés. De nombreux tribunaux prononcent des mandats de dépôt, synonyme d'incarcération, là où la peine pourrait être faite sous bracelet électronique. Depuis le début des jugements, il y a eu 350 incarcérations, a précisé le garde des Sceaux ce mardi.

La justice pénale a un rôle de dissuasion générale. Dès vendredi, le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti a transmis une circulaire pour réclamer une réponse pénale "*rapide, ferme et systématique*". "*L'encre de la circulaire était à peine sèche que les procureurs la mettaient en marche*", a-t-il salué lors des questions au gouvernement dans l'hémicycle.

À Grenoble ou Bobigny, par exemple, les procureurs "*en chef*" sont d'ailleurs descendus requérir lors des comparutions immédiates, fait rarissime. "*Il y a eu atteinte à la sécurité publique collective, il faut une réponse pénale ferme, des peines pour l'exemplarité*", estimait le représentant du parquet à Marseille.

"*On constate qu'on a des peines fortes et qui sont des peines avec mandat de dépôt pour des gens qui n'ont pas de casier*", note Aurélien Martini, secrétaire général adjoint de l'Union Syndicale des Magistrats.

Pour les avocats, "*la justice est totalement instrumentalisée*" par le politique. "*Depuis la circulaire du 30 juin, le changement a été drastique*", constate Me Camille Vannier, qui a participé au système de défense collective ce week-end. "*Des mandats de dépôt, des mandats de dépôt, des mandats de dépôt... pour des faits mineurs*", poursuit l'avocate qui déplore que "*des jeunes, de très jeunes prévenus qui comparaissent pour la première fois*" soient qualifiés d'"*émeutiers*" par la justice.

"*Sur des délits aussi mineurs, je n'ai jamais vu ça*", martèle Me Vannier.

"*Les peines sont extrêmement fermes, les procédures bâclées, il y a de nombreux scénarios où on ne reconnaît pas les gens, les PV d'interpellation sont extrêmement flous, c'est une justice politique*", déplore à son tour Me Elsa Marcel. Le traitement de faveur est le même pour les mineurs, une justice rendue différemment que pour les majeurs. Alors que l'âge médian des personnes interpellées est de 17 ans, eux sont systématiquement déférés devant le parquet et notamment des jeunes de 13 ans, une situation extrêmement rare.

Ce qui est le plus inquiétant, c'est que "*les juges du siège (ceux qui prononcent les condamnations, NDLR) suivent de manière aveugle les réquisitions, c'est très inquiétant du point de vue de l'indépendance de la justice*", conclut Me Camille Vannier.

J-C – L'indépendance de la justice, cela n'existe pas en France, nulle part. Dans quel pays la classe ouvrière détiendrait-elle tous les pouvoirs ? Aucun.

"Un ras-le-bol général".

"Comment se faire entendre?" : un émeutier de 18 ans justifie les violences après la mort de Nahel - BFMTV 6 juillet 2023

Un jeune homme de 18 ans raconte à BFMTV les raisons pour lesquelles il est descendu dans la rue la semaine dernière pour participer aux émeutes liées à la mort de Nahel, 17 ans, tué par un policier à Nanterre.

Le lycéen préfère éviter d'employer le terme de "casseurs", car pour lui ces violences urbaines sont liées à "un ras-le-bol général" provoqué par les conditions de vie dans les quartiers. *"C'est pas à cause de la mort de Nahel que tout ça a été provoqué. C'est à cause de tout ce qui se passe dans nos quartiers, dans tous les quartiers de France".*

"Vous le savez, dans les quartiers il n'y a pas énormément d'argent et on se débrouille comme on peut. C'est ça qui fait qu'il y a eu un soulèvement général", appuie cet homme qui se surnomme "La Flèche".

"Comment on va se faire entendre?", s'interroge-t-il encore, avant d'évoquer les contrôles au faciès de la police qui sont selon lui monnaie courante dans certains quartiers. Il raconte *"la peur constante, quand on revient tranquillement du lycée et qu'on se fait contrôler au faciès, pour rien, parce qu'on est des arabes et des noirs". "Nous les jeunes de banlieue, quand on sort dans la rue avec la peur constante de se faire arrêter et de risquer de se faire tuer parce qu'on a fait un refus d'obtempérer".*

Et d'ajouter: *"Une personne noire, une personne d'origine maghrébine va prendre plus de prison qu'un homme blanc d'un quartier riche, même s'il a fait quelque chose de bien plus répréhensible que moi".*

"Rien ne change" : à Guyancourt, des jeunes habitants racontent leurs relations avec la police et les discriminations qu'ils subissent au quotidien - Franceinfo 02 juillet 2023

Tous les huit ont entre 18 et 23 ans. Trappes, Elancourt, Coignières, Plaisir... Ils habitent dans des communes des Yvelines où des émeutes ont éclaté depuis la mort de Nahel, ce jeune de 17 ans tué par un policier, mardi 27 juin. Sans filtre, ils livrent leur regard sur la situation, vendredi, et racontent leurs rapports avec la police, les contrôles quotidiens et décrivent les humiliations.

Magasins saccagés, écoles et voitures brûlées... Depuis plusieurs nuits, les scènes de violences se multiplient dans le pays. Pour Elie, 20 ans, les auteurs de ces faits sont très jeunes, autour de 15 ans. *"Ils ont grandi dans les quartiers. Ils voient très bien que les plus grands ont déjà vécu ces violences avec la police, que rien ne change",* raconte cet habitant de Guyancourt.

"On vient de la cité, ça ne sert à rien de prendre un micro et de parler. Il n'y a que comme ça qu'on peut se faire entendre." Elie, 20 ans à franceinfo

D'une voix grave et posée, le jeune homme raconte tous ces moments vécus avec les forces de l'ordre, où il s'est senti malmené, humilié, visé parce qu'habitant des quartiers. *"Les bavures policières, il y en a tous les jours. Il y a toutes celles qui ne sont pas filmées, explique-t-il.*

J'entends toujours : 'Retourne chez toi' de la part de la police. Pour eux, je suis noir et sénégalais, je ne suis pas français", accuse-t-il.

"Certains policiers ont des problèmes avec certaines personnes"

D'autres, autour de la table, acquiescent. Ce genre d'expériences ne fait pas exception. *"Je ne connaissais pas les contrôles de police. Mais quand je suis sorti de mon quartier, dans Paris, dans d'autres villes ou départements, j'ai compris comment ça se passait, j'ai vu qu'on se faisait plaquer au mur et qu'on se faisait insulter",* relate Marius, 19 ans. Il raconte ces interpellations où son origine roumaine a été l'objet de moqueries, de discriminations. *"Un jour, un policier m'a dit : 'Ah, encore un Arabe, toujours les mêmes !' Je l'ai regardé et je lui ai dit : 'Ah non monsieur, je suis roumain.' Il m'a dit : 'Ah ben, encore pire.' J'ai été vexé, mais je n'ai rien pu faire."*

A ses côtés, Amine, 23 ans, qui habite à Elancourt, refuse de faire des généralités sur les policiers. Mais, déplore-t-il, les "mauvais" ont une influence sur ceux qui tentent "d'apaiser les choses". Lui aussi relate des contrôles au cours desquels les policiers n'hésitaient pas à le menacer : *"J'étais respectueux, j'étais tranquille, je ne disais rien... Pourtant, on m'a dit : 'Si tu continues à faire le malin, je vais te mettre un rapport et dire que tu as craché par terre.' Et cracher par terre, c'est une amende..."* "Certains policiers ont des problèmes avec certaines personnes : il y a des têtes qu'ils n'aiment pas. Des Blancs, comme moi, ils ne vont pas les contrôler... Je remarque qu'il y a davantage de contrôles sur les gens de couleur", dénonce Léa, 19 ans, qui aspire à devenir infirmière, grâce à l'aide des conseillers de la mission locale.

Tous se disent très satisfaits de ce dispositif d'accompagnement pour trouver un emploi. *"Cela permet de se professionnaliser sans être discriminé parce que les intervenants sont à l'écoute, pas hypocrites et pas racistes",* glisse Shawn, 19 ans, en référence à ce qu'il raconte avoir vécu lors d'entretiens d'embauche ou lors de sa scolarité. "J'essaye d'avoir un regard neutre", glisse-t-il en aparté. *"Je comprends aussi que les policiers soient usés après les 'gilets jaunes', les manifestations... Qu'ils n'ont pas les moyens",* étaye-t-il. Ils font face à des jeunes déterminés, estime son collègue Elie, qui pense que la situation n'est pas près de se calmer : *"Ça va continuer comme en 2005."* Franceinfo 02 juillet 2023

J'ai trouvé un article qui résume assez bien la mystification dans laquelle on voudrait nous enfermer, qui consiste à imputer ces événements à des boucs émissaires ou à accuser tel ou tel acteur social, afin de détourner l'attention de l'unique facteur qui en est à l'origine, le système économique en place, la survie artificielle du capitalisme, la crise économique dont le capitalisme est incapable de sortir, qui se traduit par des conditions matérielles d'existence faites à une couche du prolétariat de plus en plus large ne lui permettant pas de satisfaire ses besoins élémentaires, une injustice sociale d'une violence intolérable, une multitudes de difficultés au quotidien pour tout juste parvenir à survivre, élever ses enfants, qui se transforment en cauchemars permanents et en désespoir justifiant le passage à des actes illégaux qu'on ne condamnera pas, car n'ayant plus rien à attendre de personne, des institutions, de cette société dégénérée, décadente, largement entrée en décomposition accélérée, en putréfaction, qui finalement n'ont plus rien à perdre.

Vous reconnaîtrez dans les extraits ci-dessous les différents acteurs ou facteurs qui ont joué un rôle dans ce drame, tout y passe, mais le régime est épargné, jamais cité, les conditions sociales désastreuses de cette couche de la jeunesse qui en sont à l'origine n'y figurent pas, ailleurs elles seront citées à la marge par des acteurs politiques qui n'entendent pas rompre avec le capitalisme, j'insiste lourdement sur ce point, cela paraîtra pénible à certains lecteurs, car c'est la seule explication conforme aux intérêts collectifs de la classe ouvrière et à l'issue politique qui permettrait de les satisfaire pour peu qu'elle se réalise, qui permet de se dissocier de toutes les autres interprétations opportunistes ou démagogiques, populistes ou franchement réactionnaires, qui toutes s'en prennent à une couche ou une autre des masses, le coupable idéal, alors qu'elles sont les victimes de la trahison ou de la compromission des dirigeants qui contrôlent le mouvement ouvrier.

L'auteur confond la forme et le contenu, les causes, les moyens et les conséquences parce que cela l'arrange, c'est un ex-gendarme.

- Nos élites (Le réseau Soros, Attali, Minc qui a accouché de Macron), corrompues et apatrides dans l'âme, oeuvrent désormais depuis plus d'un demi-siècle à la destruction intégrale de notre pays.

- Les racailles sont les idiots utiles d'un système ambivalent qui a posé tous les jalons nécessaires à leur révolte, et dans le même temps, tous les jalons nécessaires à leur détestation.

Le fait divers à l'origine de ces événements n'est pas un accident hasardeux car il résulte de la conjonction de deux phénomènes orchestrés par les élites, les ayant de facto conduites à anticiper ce qui allait se produire.

Le premier facteur est consécutif à la communautarisation d'une frange ethnicisée de la population qui a de plus en plus évolué à la marge au point de s'inscrire dans une déviance qui ne la fait plus adhérer aux normes de la société.

Dès le départ, il existait chez ces populations issues majoritairement de couches sociales précaires en provenance du continent Africain, des incompatibilités sociologiques profondes, notamment quant à la structure de la famille et à la place qu'occupe le garçon au sein de cette cellule familiale

Le rejet des normes sociétales s'accompagne de l'instauration de nouvelles normes propres à définir l'identité du groupe : le jeune des banlieues n'est donc pas en mal de repères parce que précaire économiquement, mais parce que, conduit par ses déterminismes sociaux à ne pas pouvoir s'accorder avec le modèle qui est censé l'assimiler.

Les délinquants sont ceux dont la structuration et l'autorité de la famille sont pour le moins inexistantes.

Le deuxième facteur à l'origine de ce drame est humain. Il relève probablement d'une erreur d'appréciation du cadre légal dans lequel le policier s'est situé et a décidé d'ouvrir le feu. La justice tranchera afin de déterminer si le tir était justifié ou non.

Le fait est que le drame qui s'est produit ne serait jamais arrivé s'il n'y avait pas eu la conjonction de ces deux facteurs : déviance sociologique du délinquant non assimilé et faute humaine, certainement accentuée par un contexte de tension constante sur le terrain.

Il existe une réelle complicité entre la racaille d'en bas et la racaille d'en haut qui la soutient.

Fin de l'extrait.

On pourrait partager l'éditorial de *La Tribune des travailleurs* qui a traité ce sujet, à ceci près ou on voudrait rappeler à ses dirigeants, qu'appeler à rompre avec Macron, c'est très bien, on est au moins d'accord sur ce point, encore faudrait-il qu'ils rompent eux-mêmes avec les dirigeants corrompus des syndicats, qui de Bergeron(FO) et Séguy (CGT) jusqu'à nos jours se sont employés à pratiquer sans interruption la collaborations de classes avec les capitalistes et leurs représentants pendant plus d'un demi-siècle, tout en subordonnant les classes exploitées aux institutions anti-ouvrières de la Ve République, détournant ainsi leur lutte de classe de leur émancipation du capital ou du socialisme...

On ne peut pas passer sous silence cet aspect capital de la situation politique, car c'est lui qui en grande partie a conduit à la situation actuelle, en privant les masses de toute issue politique conforme à leurs intérêts et les livrer au désespoir, à leurs bourreaux, ainsi désarmées sur le plan théorique, politique, organisationnelle, puisqu'il n'existe pas de parti politique dans lesquels elles pourraient se reconnaître. Elles se retrouvent livrées à elles-mêmes pour le meilleur et le pire surtout, surtout les jeunes qui par nature sont impatients et aspirent légitimement à un avenir meilleur que le sort qui avait été réservé à leurs parents.

Il faut rappeler ou avoir à l'esprit, que les dirigeants syndicaux qui étaient tous liés au PS ou au PCF ou au parti officiel de l'ordre ou qui partageaient leur idéologie réactionnaire, ont accepté de négocier avec les gouvernements successifs depuis 1958 ainsi que le patronat, une multitude de mesures au détriment des intérêts des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière qui étaient destinées à les maintenir dans la précarité ou la pauvreté, mes parents et moi-même en faisons partie, en échange de quoi le reste de la classe ouvrière bénéficiait de conditions de travail ou d'existence plus avantageuses, d'où sa neutralité ou son soutien au régime en place.

Du coup les uns et les autres en ont oublié que quel que soit notre statut social ou le niveau de notre rémunération, c'est bien une vraie vie de merde à laquelle on était promis et qu'on aura vécu depuis notre naissance au XXe siècle ou au début du XXIe, et qu'on est voué à ne connaître rien d'autre jusqu'à notre dernier souffle comme c'est parti, alors que la vie pourrait être si agréable, si douce, si belle, un vrai bonheur que nous ne connaissons jamais.

Nous y avons tous aspiré quand nous étions jeunes, puis cela nous est sorti de l'esprit pour ne jamais plus y revenir, comme c'est dommage et bien triste. C'était parfaitement légitime contrairement à l'exploitation et à l'oppression, à toutes les souffrances qu'on nous a infligées, aux guerres... Et ne voilà-t-il pas que le socialisme qui incarne ces aspirations manquerait de légitimité. Tiens donc, pourquoi ? Pardi, par ignorance ! Alors il n'est jamais trop tard pour corriger cette aberration et l'adopter, au lieu d'écouter ceux qui s'étaient employés à le

déformer et à le criminaliser. Mais qui donc ? Voyons, les tenants du capitalisme, qui voulez-vous que ce soit, qui y avait intérêt franchement.

Quand on est indépendant, on arrive toujours à se poser les bonnes questions et à leur trouver des réponses satisfaisantes.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein

Pas avec lui !

Dans la situation chaotique que connaît le pays, il y a quelque chose d'indécent et de grotesque à voir Macron et ses ministres s'agiter pour défendre des causes qui ne sont pas les leurs.

L'école, les services publics, les transports ? C'est Macron qui ordonne fermetures et privatisations.

La vie des travailleurs ? C'est lui qui fait rallonger de deux ans la vie de travail avec sa réforme des retraites, c'est lui qui bloque tout mécanisme d'ajustement des salaires sur l'inflation.

La défense des élus ? Il alourdit toujours plus les charges qui pèsent sur les communes, creusant le fossé entre les élus et la population.

Le pillage ? Son gouvernement a prélevé 600 milliards d'euros de fonds publics pour les offrir aux patrons pendant la pandémie, puis à nouveau 413 milliards pour la loi de programmation militaire, c'est-à-dire pour la guerre. C'est lui qui encourage les multinationales à piller les richesses des pays d'Afrique et d'Asie au détriment des intérêts de leurs peuples.

Ce gouvernement qui fait mine de vouloir protéger la population a déjà préparé ses prochains coups, comme le Service national universel obligatoire pour embrigader la jeunesse et le nouveau plan d'austérité de 60 milliards d'euros, exigé par l'Union européenne, pour tailler en pièces les services publics et la Sécurité sociale.

Ni Macron, ni Borne et leurs ministres ne peuvent défendre la population, ses intérêts, ses services publics, ses commerces de proximité.

Pourtant, force est de constater qu'au prétexte de faire face au chaos les dirigeants de la « gauche » jouent la carte de l'Union sacrée.

Borne invite les groupes parlementaires à chercher des solutions avec elle ? Ils y sont tous. Macron convoque les élus de toutes couleurs politiques ? Ils y vont. Certes, les dirigeants de la Nupes critiquent ici ou là la politique du gouvernement. Mais pas un seul n'ose dire : Macron doit partir tout de suite !

C'est pourtant la question centrale. Ce pays est profondément malade, il se fracture et se disloque. De quoi est-il malade ? De la politique d'un gouvernement tout entier au service des

banquiers, capitalistes et spéculateurs, un gouvernement qui n'hésite devant aucune destruction, aucune remise en cause des droits, aucun démantèlement social pour satisfaire leur appétit de profit.

Loin de répondre à l'attente du peuple travailleur, les dirigeants de « *gauche* » poursuivent sur la voie de l'Union sacrée, comme ils l'ont fait auparavant en votant au Parlement européen avec les députés macronistes et de droite pour donner toujours plus d'argent pour la guerre en Ukraine.

Ce n'est pas avec Macron et consorts que des solutions seront trouvées. C'est au contraire sans eux, et contre eux. L'exigence de la rupture avec Macron est au centre de toute réponse ouvrière à la situation.

Lutter pour un gouvernement sans Macron ni patrons, pour un gouvernement sans armée dans les écoles et sans pillage des fonds publics pour les multinationales et la guerre : telle est la ligne de conduite du POID, dictée par les seuls intérêts des travailleurs et des jeunes.

Dictature et escroquerie climatique.

Domage !

Sécheresse : bonne nouvelle pour ces 5 départements, les nappes phréatiques sont pleines - femmeactuelle.fr 3 juillet 2023

Il s'agit des Pyrénées-Atlantiques, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, du Tarn dans le sud-ouest, et du Vaucluse dans le sud-est. D'autres, comme l'Ariège, les Bouches-du-Rhône, les Hautes-Alpes ou la Haute-Corse semblent également un peu mieux armés face à la sécheresse grâce à des niveaux "*modérément hauts*" de leurs nappes phréatiques. Idem pour le Cantal, la Haute-Loire, la Meurthe-et-Moselle, le Pas-de-Calais et le Morbihan. Plus généralement, la Bretagne semble épargnée par un plus grand risque de sécheresse grâce à des sous-sols bien remplis : le Finistère, les Côtes-d'Armor, l'Ille-et-Villaine, mais aussi le Loire-Atlantique et la Mayenne présentent des niveaux jugés "*proches de la moyenne*". Même chose pour l'Indre-et-Loire, les Deux-Sèvres, la Charente-Maritime, les Landes, la Corrèze, l'Hérault, ou encore la Corse du Sud.

J-C - Attendez, aussitôt ces cinglés

Toutefois, ces pluies printanières abondantes, ainsi que les pluies d'orages qui ont arrosé les sols durant le mois de juin, n'ont pas forcément été suffisantes pour recharger les sols en profondeur.

Miracle ! Comment faire croire que c'est mieux avec la gauche ? Réponse avec l'AFP ou pourquoi l'oligarchie a-t-elle voté Lula.

J-C- Pour que la mystification climatique du Forum économique mondial fonctionne et qu'il parvienne à ses fins, il faut que les acteurs politiques étiquetés à gauche (à tort) jouent le jeu, ensuite, soit la droite conservatrice s'y rallie, soit elle est jeté en pâture à l'opprobre public de façon à être marginalisée ou éliminée de la scène politique au profit de l'extrême centre ou de la fausse gauche qui leur est acquise ou qu'ils peuvent instrumentaliser à leur guise, sachant qu'elle n'a pas d'autres alternatives puisque jamais elle ne se tournera vers le socialisme ou ne rompra avec le capitalisme.

Brésil : la déforestation de l'Amazonie a baissé d'un tiers au premier semestre - AFP/LePoint.fr 7 juillet 2023

Une chute de 33,6 % en un an. La déforestation de la partie brésilienne de la forêt d'Amazonie a baissé entre janvier et juin 2023 par rapport à la même période l'an passé, selon des données officielles publiées jeudi.

La lutte contre l'exploitation de la forêt amazonienne est l'un des principaux objectifs du gouvernement de Luiz Inacio Lula da Silva, redevenu président du Brésil le 1er janvier.

A cette époque, le dirigeant d'extrême droite Jair Bolsonaro, très critiqué pour sa gestion de l'Amazonie, était encore au pouvoir. AFP/LePoint.fr 7 juillet 2023

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

De Kinsey à Matzneff La pédophilie de réseau avec Francesca Gee et Marion Sigaut

<https://www.youtube.com/watch?v=RPBnoDdkw2I>

Toujours plus dégénérés.

Les députés LFI réclament l'ouverture de la PMA aux hommes transgenres - BFMTV 6 juillet 2023

"L'égalité et la non-discrimination sont des principes universels", a déclaré la députée insoumise Ségolène Amiot lors de la présentation du texte. BFMTV 6 juillet 2023

Santé.

Portez-vous bien !

Cancers : les femmes de plus en plus exposées, le nombre de nouveaux cas a presque doublé en France depuis 1990 - BFMTV 4 juillet 2023

Pour 2023, le nombre de nouveaux cancers est estimé à 433.136 cas, indique ce travail de Santé publique France, de l'Institut national du cancer (Inca), du réseau des registres des cancers Francim et du service de biostatistique-bioinformatique des Hospices Civils de Lyon (HCL).

"Entre 1990 et 2023, le nombre de nouveaux cas de cancers a doublé, avec une augmentation de 98% des cancers chez l'homme et de 104% chez la femme, toutes localisations confondues", selon cette étude parue dans le bulletin épidémiologique hebdomadaire de SpF.

L'âge médian au diagnostic est de 70 ans chez l'homme et de 68 ans chez la femme, précise ce travail portant sur les 19 cancers les plus fréquents et sur les seules tumeurs invasives.

La hausse du nombre de cancers est liée dans une large mesure à l'évolution démographique de la France (accroissement et vieillissement de la population), mais aussi à une hausse du risque lié aux comportements et modes de vie, notent les chercheurs. BFMTV 4 juillet 2023

Obligation vaccinale : plus de 300 militaires canadiens portent plainte contre l'Armée et réclament 500 millions de dollars - France-Soir 29 juin 2023

Des centaines de membres, actifs ou anciens, des Forces armées canadiennes (FAC), qui estiment avoir été lésés par l'obligation vaccinale contre le Covid-19, intentent un procès contre l'Armée canadienne et le chef d'État-major de la Défense. Dans un recours déposé le 21 juin dernier à la Cour fédérale, ces militaires se disent victimes d'un *"abus de pouvoir"* de la part du commandement des FAC, ayant subi de *"graves conséquences"* comme la perte de leur carrière ainsi que leurs droits. Ils réclament un dédommagement à hauteur de 500 millions de dollars.

Les plaignants reprochent à l'Armée canadienne d'avoir injecté *"un produit non testé"*, *"une thérapie génique expérimentale étiquetée comme un vaccin"* et d'avoir *"sciemment fait de fausses déclarations sur son innocuité et son efficacité"*. Il est également reproché au haut commandement d'avoir écarté *"toute possibilité de refuser le vaccin, à l'exception d'un départ permanent du service"*.

Les 330 plaignants accusent les FAC et le chef d'État-major de leur avoir *"causé des blessures"* et de leur avoir fait subir *"une coercition, une discrimination, une menace de perte de carrière et d'autres avantages"*.

Les accusés auraient aussi, selon les plaignants, *"ignoré les limites législatives de leurs actions"*, *"en autorisant la torture physique et/ou psychologique de membres non vaccinés"* et

en "ignorant la loi établie sur le droit à la vie privée", sur "le droit de choisir un traitement médical", sur "le consentement éclairé" et sur "les croyances religieuses et spirituelles".

<https://edition.francesoir.fr/monde-societe-sante/obligation-vaccin-militaires-canadiens-plainte-armee>

Un joueur de basketball professionnel de 28 ans meurt d'une crise cardiaque – moins de deux ans après avoir dit à ses fans que les vaccins de Pfizer l'avaient conduit à développer une myocardite induite par le vaccin - Mondialisation.ca 29 juin 2023

https://www.mondialisation.ca/un-joueur-de-basketball-professionnel-de-28-ans-meurt-dune-crise-cardiaque-moins-de-deux-ans-apres-avoir-dit-a-ses-fans-que-les-vaccins-de-pfizer-lavaient-conduit-a-develop/5679035?doing_wp_cron=1688293018.2002611160278320312500

La Chine est partie prenante de la stratégie mondialiste totalitaire de Davos, la preuve si nécessaire.

Moderna va produire des vaccins à ARN messenger en Chine - Courrier international 6 juillet 2023

Le laboratoire américain pourra développer en Chine des médicaments utilisant la technologie de l'ARN messenger.

“Le gouvernement de la municipalité de Shanghai a confirmé la signature d'accords de coopération stratégique avec Moderna après la rencontre, mercredi, entre des responsables chinois, parmi lesquels le secrétaire du Parti communiste de Shanghai, Chen Jining, et [le Français] Stéphane Bancel, PDG du groupe pharmaceutique.”

Les grands laboratoires pharmaceutiques cherchent à se développer en Chine, un pays dont la population est vieillissante et qui enregistre des taux élevés de maladies chroniques et des problèmes de santé découlant d'un régime alimentaire de plus en plus occidentalisé. Courrier international 6 juillet 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

«Il n'y a jamais eu aucune intention sincère» des Européens, estime Lavrov - RT France 30 juin 2023

Depuis l'ambassade de Biélorussie, où il assistait ce 30 juin à la réception donnée pour la Fête de l'Indépendance, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est montré critique à l'encontre des Européens.

«*Nous voyons aujourd'hui le nazisme renaître avec la pleine complaisance de nos voisins occidentaux*» a notamment fustigé le diplomate, qui venait de rappeler les origines de la fête de l'indépendance biélorusse. Célébrée le 3 juillet, elle commémore la libération en 1944 par l'armée rouge de la ville de Minsk alors sous occupation allemande.

«*Dans cette maison commune européenne – que l'on croyait en tout cas comme tel – où l'on voit de nouveau les idées de suppression des cultures, de domination raciale*», a estimé Sergueï Lavrov. «*Ce n'est pas tu, c'est au contraire entériné dans la politique officielle*», accuse-t-il, avant de poursuivre. «*On voit aujourd'hui des monuments historiques être détruits et remplacés par des monuments à Bandera, Choukhevytch et leurs complices*».

Face à ces «*déclarations d'intolérance*» qui «*vont à l'encontre de l'humanisme européen*», le chef de la diplomatie russe a dressé un constat sévère. Selon lui, «*tout ce qui s'est passé*» entre la Russie et la Biélorussie d'une part et l'Europe d'autre part, «*n'était qu'un jeu, une couverture, pour défendre les intérêts égoïstes des pays occidentaux, sans aucun souhait de mettre en œuvre les promesses faites d'établir un espace commun, de promouvoir des valeurs communes sur la base du respect mutuel entre les pays. Il n'y avait aucune intention sincère ici. Les accords qui ont été conclus ont tous été piétinés*».

«*La conclusion qui s'impose est que nous devons nous appuyer sur nous-mêmes*», poursuit Sergueï Lavrov, mettant en avant les relations bilatérales entre Moscou et Minsk à travers l'Etat de l'Union, mais également l'Union eurasiatique, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou encore l'Organisation de coopération de Shanghai. RT France 30 juin 2023

Les pays du Sud global n'ont pas signé de déclarations communes avec l'Occident, dit Lavrov - fr.sputniknews.africa 1er juillet

L'objectif principal de l'Occident est d'amener les pays du Sud, dont les BRICS, à soutenir un "*plan de paix*" ukrainien qui prévoit le retrait des troupes russes. Mais les pays concernés ont refusé de signer des déclarations communes lors d'une réunion au Danemark, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères au groupe Radio et TV Portugal.

Les pays du Sud global (les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine) ont refusé de signer des déclarations communes avec l'Occident lors d'une rencontre consacrée à l'Ukraine. Cette déclaration a été faite par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans une interview accordée au groupe de médias Radio et TV Portugal.

Selon lui, l'Occident a publiquement annoncé son intention de "*tirer*" les pays du Sud, y compris les BRICS, de son côté sur la question ukrainienne, afin qu'un traité de paix puisse être conclu à l'aide de la "*formule Zelensky*", visant à faire capituler la Russie.

"*Cette question a fait l'objet d'une réunion à Copenhague, à laquelle ont été conviés un certain nombre de pays respectés du Sud global, qui, comme on nous l'a dit, ont refusé de signer des déclarations communes*", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

En outre, M.Lavrov a estimé que les États occidentaux continueraient d'essayer de rallier les pays concernés à leur cause.

"C'est là le cœur du processus politique que l'Occident veut imposer à tous les autres: attirer nos amis, nos partenaires stratégiques partageant les mêmes idées dans le camp de Zelensky pour la capitulation de la Russie. Si c'est le cas, et c'est vraiment le cas, puisqu'ils en parlent publiquement, alors, pour le moins, la qualité de l'art diplomatique laisse à désirer", a-t-il ajouté.

La pression occidentale

Lors d'un point de presse le 30 juin, le ministre russe a dénoncé une pression occidentale *"absolument effrontée, impudente et sans cérémonie"* contre les pays du Sud global. Il a appelé l'Occident à *"laisser les autres tranquilles"*.

Les services secrets russes et occidentaux face à rébellion d'Evgueni Prigojine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 juillet 2023

En se rebellant en pleine guerre pour conserver en nom propre les biens qui lui avaient été confiés, Evgueni Prigojine a menacé la cohésion de son pays. Cette affaire, qui aurait pu être dramatique, s'est pourtant bien terminée. Indépendamment de cette initiative, les services secrets occidentaux et russes avaient à l'avance prévu, les uns et les autres, les avantages qu'ils pourraient en tirer.

<https://www.voltairenet.org/article219580.html>

J-C - Cette version confirme celle que j'avais proposée dès le 24 juin 2023.

L'Algérie et la Russie veulent coopérer dans ce secteur clé - fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

Alger et Moscou vont travailler de concert dans le domaine des hydrocarbures, ont annoncé les autorités russes. Le géant russe Gazprom collabore déjà avec la Sonatrach pour exploiter des champs gaziers en Algérie.

"La Russie et l'Algérie mettent en œuvre de nombreux projets conjoints dans le domaine du combustible et de l'énergie. Les entreprises de nos pays sont intéressées par la poursuite du développement du dialogue énergétique et de la coopération mutuellement bénéfique", a ainsi déclaré Sergueï Motchalnikov dans un communiqué. fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

Organisation de coopération de Shanghai

C'est officiel : l'Iran devient le neuvième membre de l'Organisation de coopération de Shanghai - RT France 4 juillet 2023

Ce n'était qu'une question de temps depuis l'annonce de son adhésion en 2021. L'entrée de l'Iran dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a été officialisée lors du sommet à New Delhi, en Inde, ce 4 juillet.

«Les États membres ont souligné l'importance historique de l'admission de la République islamique d'Iran à l'OCS en tant qu'État membre à part entière», indique le document.

«L'hégémonie du monde occidental contribue à l'hégémonie du dollar. Afin de créer un nouvel ordre économique, il est nécessaire de supprimer cet instrument d'hégémonie dans la pratique mondiale, d'utiliser les monnaies nationales dans les règlements entre pays», a déclaré le chef d'Etat iranien.

L'Iran rejoint ainsi la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, l'Inde et le Pakistan dans l'organisation régionale. La Mongolie, la Biélorussie et l'Afghanistan en sont membres observateurs. RT France 4 juillet 2023

Xi Jinping : «Les pays de l'OCS doivent respecter les intérêts fondamentaux de chacun» - RT France 4 juillet 2023

A l'invitation du Premier ministre indien, Narendra Modi, le président chinois Xi Jinping a participé par liaison vidéo depuis Pékin à la 23e réunion du Conseil des chefs d'Etat de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), accueilli pour cette édition par l'Inde.

Lors de son allocution, Xi a exhorté ses partenaires à *«privilégier la coopération et non la concurrence et à respecter les intérêts et préoccupations fondamentaux de chacun»*. Un principe d'égalité qui s'accompagne selon lui d'une opposition *«catégorique»* à *«toute tentative d'ingérence étrangère et d'incitation à des révolutions de couleur pour quelque motif que ce soit»*.

Sur le plan économique, le dirigeant chinois a appelé à *«augmenter la part des règlements en monnaies nationales dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai»* [...] et à *«renforcer la coopération pour une monnaie numérique souveraine, travailler à la mise en œuvre d'une banque de développement de l'Organisation de coopération de Shanghai»*.

L'OCS, pilotée par Moscou et Pékin, a vocation à créer des synergies sur le plan sécuritaire et géopolitique.

BRICS.

Le Président Ramaphosa a invité tous les dirigeants africains au sommet des BRICS - fr.sputniknews.africa 6 juillet 2023

Le Président sud-africain Cyril Ramaphosa a décidé d'inviter tous les dirigeants des pays africains au prochain sommet des BRICS, a fait savoir l'ambassadeur itinérant des BRICS pour l'Afrique du Sud.

J-C – Un camouflet de plus pour Macron qui voulait s'inviter à ce sommet, mais qui s'est fait rembarré par la Russie.

Les BRICS finalisent un document pour faciliter leur extension - fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

Les BRICS ouvrent la porte à un élargissement. Le calendrier pour fixer les contours de cette extension se précise alors qu'un document est en cours de finalisation, a affirmé à Sputnik Anil Sooklal, ambassadeur itinérant des BRICS pour l'Afrique du Sud.

Ce document est en train d'être parachevé à Durban, à travers une réunion d'urgence des sherpas et sous-sherpas du groupe des Cinq (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Il sera ensuite transmis aux ministres des Affaires étrangères des BRICS.

"Il y a un mois, nous avons présenté notre document sur les principes de l'extension des BRICS lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères au Cap. Ils nous ont demandé de finaliser notre rapport. Nous devons soumettre le document mis à jour lors d'une nouvelle réunion le 20 juillet. Ils étudieront notre rapport et donneront leurs recommandations sur l'expansion pour le prochain sommet des BRICS à Johannesburg en août", explique ainsi Anil Sooklal.

Une trentaine de pays intéressés

L'idée d'un élargissement plane au sein des BRICS depuis plusieurs mois. Une trentaine de pays s'intéressent aux travaux du groupe, souligne Anil Sooklal. Certains États africains ont déjà officiellement déposé une demande d'adhésion, comme l'Algérie, l'Égypte ou l'Éthiopie.
fr.sputniknews.africa 5 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 13 juillet 2023.

La santé se maintient avec des nuits très perturbées. Le moral est meilleur, je dispose de ressources quasi-inépuisables, heureusement. Je ne compte que sur moi-même.

On arrive à survivre en jonglant, j'ai dorénavant une personne en plus à charge, la grand-mère de 88 ans qui mange autant ou plus que moi. J'ai perdu 4 kilos, je veux en perdre encore 10. La chienne a mis bas. Il reste 4 chiots sur 6 en bonne santé, ils ressemblent tous à leur père, entre le berger allemand et le rottweiler, ils ont 3 semaines et bouffent comme 4, ils sont déjà placés, mais il va falloir les nourrir pendant encore 2 ou 3 mois. Je dépense déjà une fortune en viande et œuf, plus que pour moi et Selvi mensuellement, je préfère qu'ils soient en bonne santé, que de filer du pognon au vétérinaire ou balancer du fric dans des médicaments, ils sont heureux, c'est le principal, le pognon, je m'en tape !

J'ai fait une connerie en prenant un chien il y a 3 ans, j'ai craqué sur un malheureux chiot maladif, et comme il s'emmerdait, j'ai pris une chienne pour lui tenir compagnie, et me voilà embarqué pendant 10 ans dans des dépenses qui sont au-dessus de mes moyens, ce n'est pas très sérieux. Vous voyez où cela mène la bonté, à des emmerdements supplémentaires, cela dit, je les adore évidemment, j'assume mes faiblesses.

Sinon, toujours autant de boulot. On vit une époque formidable ou on ne peut pas lire un truc sans qu'il soit bourré de conneries, c'est délirant ! Du coup je laisse passer un tas de sujets, pas le temps de tout démêler à chaque fois, ce qui nécessite des recherches et une longue écriture. Un mensonge ou une falsification isolée, c'est facile à rectifier, mais quand c'est tout le contenu d'un article qui relève de l'imposture ou qui a été trafiqué, et qu'il faut le réécrire en remettant chaque chose à sa place sans commettre de contresens ou s'emmêler les pinceaux, cela prend un temps fou.

Je me demande comment on peut se complaire dans une société aussi pourrie et sans idéal, il faut n'avoir aucun principe ni dignité, c'est très troublant, surtout quand cela concerne nos proches. Toute discussion devient impossible, comme ils la fuient en général, cela tombe bien ! On finit par s'y habituer.

En revanche, de jeunes Indiens me questionnent sur la situation économique et politique dans le monde, généralement ils ne regardent pas la télé et ne lisent pas de journaux, donc ils sont peu informés, le bouche à oreille seulement, ils n'utilisent pas Internet pour s'informer sur le plan politique, pas confiance apparemment, trop de corruption en Inde...

Quelque part, ils sont moins intoxiqués que les Français qui croient encore n'importe qui ou n'importe quoi, chez nous ici, c'est au-dessus de nos moyens.

Brûlez-les !

Whitesnake - Burn (Deep Purple) (Live 2004)

<https://www.youtube.com/watch?v=wAydlI2fOjs>

Michael Angelo Batio - Burn

<https://www.youtube.com/watch?v=WIwj8bNH0TE>

Rothschild ou The Economist n'aime pas Modi, France(dés)info non plus !

Narendra Modi invité du 14-Juillet : comment la démocratie indienne a reculé sous les mandats du nationaliste hindou - francetvinfo.fr 13 juillet 2023

Opposants écartés, minorités ostracisées, médias mis au pas... En neuf ans à la tête du gouvernement de l'Inde, Narendra Modi a resserré son emprise autoritaire sur cet immense pays multiconfessionnel.

J-C – Pour "*resserrer son emprise autoritaire*" sur ce minuscule pays qu'est la France, il a fallu moins de temps à Macron.

Francetvinfo - Avec la victoire des nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (BJP) aux législatives de 2014, l'Inde est peu à peu devenue une "*démocratie ethnique*". "*Ce terme désigne un régime dans lequel des citoyens de 'second rang' issus de minorités n'ont pas les mêmes droits que la majorité*", explicite Christophe Jaffrelot, politiste au Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris (Ceri).

J-C - En France, la "*démocratie ethnique*" est assurée par Macron pour le compte de la minorité du CAC40, qui elle non plus n'a pas "*les mêmes droits que la majorité*" !

Francetvinfo - La dernière décennie a ainsi vu "*se multiplier les attaques contre les minorités religieuses, en particulier les musulmans*", selon Meenakshi Ganguly, directrice Asie du Sud de l'ONG Human Rights Watch.

J-C - En France les musulmans sont les bienvenues, qui l'ignore franchement !

Francetvinfo - Si l'Inde continue d'organiser des scrutins réguliers et "*disputés, grâce à un multipartisme très riche*", il existe "*un déséquilibre dans la compétition électorale*", juge Christophe Jaffrelot.

J-C - Pas en France !

Francetvinfo - Car "*le BJP a d'énormes ressources financières*", qui lui permettent de dominer l'espace médiatique lors des campagnes. Mais le pouvoir a entrepris d'étouffer plus encore les partis adverses. Human Rights Watch dénonce ainsi des tentatives d'intimidation contre l'opposition.

J-C - Ce n'est pas le cas en France ou certains partis disposent de millions d'euros, pendant que d'autres font la manche pour payer leur bulletins électoraux !

Francetvinfo - Le Parlement a par ailleurs été "*réduit à une chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif*", selon Christophe Jaffrelot. "*Narendra Modi gouverne beaucoup par ordonnances. Lorsqu'une loi est présentée aux élus, elle est souvent introduite au moment du vote, sans débat préalable*", illustre-t-il.

J-C - En France, jamais ! Le Parlement "*réduit à une chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif*", c'est inscrit dans la Constitution de la Ve République.

Francetvinfo - Le Parlement n'est pas le seul contre-pouvoir à être entravé. La Commission électorale indienne, chargée de garantir l'indépendance des scrutins, est "*très politisée*", analyse Christophe Jaffrelot.

J-C - Le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel ne le sont pas en France, c'est bien connu!

Francetvinfo - Les journalistes sont, eux aussi, dans le viseur des nationalistes hindous.

J-C - En France aussi, ils sont virés manu militari, passés à tabac !

Francetvinfo - "*Le BJP entretient des liens étroits avec les oligarques indiens, qui ont acquis de nombreux médias, surtout dans l'audiovisuel*", relève Christophe Jaffrelot.

J-C - Macron pas du tout !

Francetvinfo - Les médias indépendants font, eux, l'objet de "*pressions via des descentes de police, des enquêtes administratives et fiscales, ou se voient privés de contrats publicitaires*", dénonce Meenakshi Ganguly.

J-C - Pareil en France ou pire encore, menaces, intimidations, arrestations arbitraires, coups de matraque ou gazage, etc.

Francetvinfo - "*Le gouvernement ne tolère aucune forme de critique et cela affecte le fonctionnement même de la démocratie, en empêchant l'expression de toute opinion dissidente.*", selon Meenakshi Ganguly, directrice Asie du Sud de Human Rights Watch à franceinfo

J-C - En France c'est la censure et l'autocensure qui règnent en maître.

Francetvinfo - Ces tentatives d'intimidation visent aussi les médias étrangers.

J-C - En France ils ont interdit RT et Sputnik, non ?

Francetvinfo - Autre "*enjeu considérable*" : la révision des manuels d'histoire pour servir le récit des nationalistes hindous, en "*effaçant l'héritage du [parti du] Congrès ou l'apport des musulmans à la culture indienne*", relève Christophe Jaffrelot.

J-C - En France les manuels d'histoire relèvent du conte de fées ou du révisionnisme ! Au passage, vous savez pour qui France(dés)info vote, comme Rothschild voyons !

Francetvinfo - Sous Narendra Modi, l'Inde est devenue un environnement de plus en plus hostile pour les ONG.

J-C - Qui s'en plaindrait franchement, cette pourriture sont des agents de Washington ou Davos.

Francetvinfo - Les autorités ont aussi gelé les comptes d'ONG de défense des droits humains, contraignant Amnesty International à fermer ses bureaux indiens en 2020.

J-C - Qui s'en plaindra ? Personne.

J-C - Voilà un bel exercice de propagande ou de désinformation mené de la première à la dernière ligne. Ne croyez jamais ce qu'ils disent, ils vous manipulent.

J'étais en train de penser à ma fille, et je me suis demandé si F. Engels avaient eu des enfants, la réponse est non.

Pour la petite histoire, moi non plus je ne voulais pas d'enfant au regard du monde pourri dans lequel ils devraient vivre, car j'avais déjà dans l'idée que nos conditions d'existence n'allaient pas s'améliorer dans le futur, et je ne m'étais pas trompé. Aussi, quand ma première épouse tomba enceinte, c'est elle qui décida de garder l'enfant qu'elle portait, dans le but de se l'accaparer, puisqu'elle m'évincera de sa vie le jour même de sa naissance. Je résisterai pendant 8 ans où je vivrai un cauchemar avant qu'elle me quitte sachant que sa fille lui reviendrait, nous divorçâmes. Elle me dit en substance le jour où elle apprit qu'elle attendait un enfant : Si tu n'es pas d'accord avec moi, tu peux partir, je ne te retiens pas, tu es libre, je ne t'en voudrais pas, j'avais le choix entre abandonner mon bébé et priver cet enfant de père ou devoir vivre l'enfer avec cette femme et être profondément malheureux en attendant des jours meilleurs qui ne viendront jamais, je choisis de chérir et d'élever cet enfant le mieux que je pourrais.

C'est d'ailleurs à cette occasion que j'arrêtai de militer, parce que pour me contraindre à la quitter ainsi que notre enfant, elle se livra à un ignoble chantage : Tu choisis entre continuer de militer et notre couple, profondément attaché à mon enfant je capitulais sans condition. Au passage, je n'ai jamais capitulé politiquement, c'est la seule fois dans ma vie où j'ai fait passer mes idées ou mon idéal au second plan. Depuis 22 ans j'essaie de me rattraper, donc ne m'en veuillez pas d'avoir eu cette faiblesse, qui toutefois ne manquait pas d'humanisme, j'espère que vous l'accorderez, merci.

Venons-en à notre grand ami Engels.

Engels vécut avec Mary Burns, une ouvrière irlandaise qui avait immigré en Angleterre, ils se sont toujours opposés à l'idée de mariage, considéré comme une institution bourgeoise, et à sa mort il vécut avec sa soeur cadette Lizzie qui vivait avec eux comme servante, il l'épousa

quelques heures avant sa mort pour répondre aux attentes religieuses de cette dernière. (Moi je m'étais marié à la mairie uniquement pour payer moins d'impôts ! J-C)

Toutes les deux n'apprirent jamais à lire et à écrire. Bien qu'illettrée, Lizzie était sincère, honnête et en quelque sorte dotée d'une finesse que l'on ne rencontre que rarement. Engels dira à son propos : Ma femme était un véritable enfant du prolétariat irlandais et sa dévotion passionnée pour la classe dans laquelle elle était née valait bien plus pour moi - et m'a bien plus aidé dans mes moments de doute - que toute l'élégance d'une artiste intellectuelle et éduquée de la classe moyenne. (Source Wikipédia)

Moi aussi je vis avec une femme illettrée, une femme tamoule de 50 ans, Selvi, qui était destinée à être ma servante et ma maîtresse, puisque mon épouse handicapée avait décidé de partir vivre en France, Selvi est devenue ma compagne à part entière il y a 10 ans déjà, et je ne la traite pas en servante. La comparaison s'arrête là.

Cependant, je me suis demandé si l'attitude malveillante à mon égard de la part de mes lecteurs (réfugiés dans l'anonymat), ne proviendrait pas en partie de mon parcours pour le moins anachronique, au point que je ne leur inspirerais aucune confiance ; Imaginant qu'ils étaient sans doute bourrés de préjugés ou d'idées préconçues, il n'y aurait rien d'étonnant à cela, puisque finalement je ne corresponds à aucun moule ou je suis inclassable. Contrairement à Engels, à sa demande, j'ai aidé Selvi à apprendre à lire et à écrire sa langue maternelle, et si c'est encore laborieux, cela lui procure une grande satisfaction.

FRIEDRICH ENGELS par V. LENINE

Extrait.

- Friedrich Engels s'est éteint à Londres le 5 août (24 juillet ancien style) 1895. Après son ami Karl Marx (mort en 1883), Engels fut le savant le plus remarquable et l'éducateur du prolétariat contemporain du monde civilisé tout entier. Du jour où la destinée a réuni Karl Marx et Friedrich Engels, l'œuvre de toute la vie des deux amis est devenue le fruit de leur activité commune. Aussi, pour comprendre ce que Friedrich Engels a fait pour le prolétariat, faut-il se faire une idée précise du rôle joué par la doctrine et l'activité de Marx dans le développement du mouvement ouvrier contemporain. Marx et Engels ont été les premiers à montrer que la classe ouvrière et ses revendications sont un produit nécessaire du régime économique actuel qui crée et organise inéluctablement le prolétariat en même temps que la bourgeoisie; ils ont montré que ce ne sont pas les tentatives bien intentionnées d'hommes au cœur généreux qui délivreront l'humanité des maux qui l'accablent aujourd'hui, mais la lutte de classe du prolétariat organisé. Dans leurs œuvres scientifiques, Marx et Engels ont été les premiers à expliquer que le socialisme n'est pas une chimère, mais le but final et le résultat nécessaire du développement des forces productives de la société actuelle. Toute l'histoire écrite jusqu'à nos jours a été l'histoire de la lutte des classes, de la domination et des victoires de certaines classes sociales sur d'autres. Et cet état de choses continuera tant que n'auront pas disparu les bases de la lutte des classes et de la domination de classe: la propriété privée et l'anarchie de la production sociale. Les intérêts du prolétariat exigent la destruction de ces bases, contre lesquelles doit donc être orientée la lutte de classe consciente des ouvriers organisés. Or, toute lutte de classe est une lutte politique.

Ces conceptions de Marx et d'Engels, tout le prolétariat qui lutte pour son émancipation les a aujourd'hui faites siennes; mais dans les années quarante, quand les deux amis commencèrent à collaborer aux publications socialistes et à participer aux mouvements sociaux de leur époque, elles étaient entièrement nouvelles. Nombreux étaient alors les hommes de talent ou sans talent, honnêtes ou malhonnêtes, qui, tout à la lutte pour la liberté politique, contre l'arbitraire des rois, de la police et du clergé, ne voyaient pas l'opposition des intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat. Ils n'admettaient même pas l'idée que les ouvriers puissent agir comme force sociale indépendante. D'autre part, bon nombre de rêveurs, dont certains avaient même du génie, pensaient qu'il suffirait de convaincre les gouvernants et les classes dominantes de l'iniquité de l'ordre social existant pour faire régner sur terre la paix et le bien-être général. Ils rêvaient d'un socialisme sans lutte. Enfin, la plupart des socialistes d'alors et, d'une façon générale, des amis de la classe ouvrière, ne voyaient dans le prolétariat qu'une plaie qu'ils regardaient grandît avec horreur à mesure que l'industrie se développait. Aussi cherchaient-ils tous le moyen d'arrêter le développement de l'industrie et du prolétariat, d'arrêter la «*roue de l'histoire*». Alors que le développement du prolétariat inspirait une peur générale, c'est dans la croissance ininterrompue du prolétariat que Marx et Engels mettaient tous leurs espoirs. Plus il y aurait de prolétaires, plus grande serait leur force en tant que classe révolutionnaire, et plus le socialisme serait proche et possible. On peut exprimer en quelques mots les services rendus par Marx et Engels à la classe ouvrière en disant qu'ils lui ont appris à se connaître et à prendre conscience d'elle-même, et qu'ils ont substitué la science aux chimères.

Voilà pourquoi le nom et la vie d'Engels doivent être connus de chaque ouvrier; voilà pourquoi, dans notre recueil, dont le but, comme celui de toutes nos publications, est d'éveiller la conscience de classe des ouvriers russes, nous nous devons de donner un aperçu de la vie et de l'activité de Friedrich Engels, l'un des deux grands éducateurs du prolétariat contemporain.

Engels naquit en 1820 à Barmen, dans la province rhénane du Royaume de Prusse. Son père était un fabricant. En 1838, pour des raisons de famille, Engels dut abandonner ses études au lycée et entrer comme commis dans une maison de commerce de Brême. Ses occupations commerciales ne l'empêchèrent pas de travailler à parfaire son instruction scientifique et politique. Dès le lycée, il avait pris en haine l'absolutisme et l'arbitraire de la bureaucratie. Ses études de philosophie le menèrent plus loin encore. La doctrine de Hegel régnait alors dans la philosophie allemande et Engels s'en fit le disciple. Bien que Hegel fût, pour sa part, un admirateur de l'Etat prussien absolutiste au service duquel il se trouvait en sa qualité de professeur à l'Université de Berlin, sa doctrine était révolutionnaire. La foi de Hegel dans la raison humaine et dans ses droits et le principe fondamental de la philosophie hégélienne selon lequel le monde est le théâtre d'un processus permanent de transformation et de développement conduisirent, ceux d'entre les disciples du philosophe berlinois qui ne voulaient pas s'accommoder de la réalité, à l'idée que la lutte contre la réalité, la lutte contre l'iniquité existante et le mal régnant, procède, elle aussi, de la loi universelle du développement perpétuel. Si tout se développe, si certaines institutions sont remplacées par d'autres, pourquoi l'absolutisme du roi de Prusse ou du tsar de Russie, l'enrichissement d'une infime minorité aux dépens de l'immense majorité, la domination de la bourgeoisie sur le peuple se perpétueraient-ils? La philosophie de Hegel traitait du développement de l'esprit et des idées; elle était idéaliste. Du développement de l'esprit, elle déduisait celui de la nature, de l'homme et des rapports entre les hommes au sein de la société. Tout en reprenant l'idée hégélienne d'un processus perpétuel de développement, Marx et Engels en rejetèrent l'idéalisme préconçu; l'étude de la vie leur montra que ce n'est pas le développement de l'esprit

qui explique celui de la nature, mais qu'au contraire il convient d'expliquer l'esprit à partir de la nature, de la matière...

A l'opposé de Hegel et des autres hégéliens, Marx et Engels étaient des matérialistes. Partant d'une conception matérialiste du monde et de l'humanité, ils constatèrent que, de même que tous les phénomènes de la nature ont des causes matérielles, de même le développement de la société humaine est conditionné par celui de forces matérielles, les forces productives. Du développement des forces productives dépendent les rapports qui s'établissent entre les hommes dans la production des objets nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Et ce sont ces rapports qui expliquent tous les phénomènes de la vie sociale, les aspirations des hommes, leurs idées et leurs lois. Le développement des forces productives crée des rapports sociaux qui reposent sur la propriété privée, mais nous voyons aujourd'hui ce même développement des forces productives priver la majorité de toute propriété et concentrer celle-ci entre les mains d'une infime minorité. Il abolit la propriété, base de l'ordre social contemporain, et tend de lui-même au but que se sont assigné les socialistes. Ces derniers doivent seulement comprendre quelle est la force sociale qui, de par sa situation dans la société actuelle, est intéressée à la réalisation du socialisme, et inculquer à cette force la conscience de ses intérêts et de sa mission historique. Cette force, c'est le prolétariat.

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1895/00/fe.html>

J-C - Chercher par "*tous le moyen d'arrêter le développement de l'industrie et du prolétariat, d'arrêter la «roue de l'histoire»*", cela vous dit sans doute quelque chose, c'est le discours que tiennent les adeptes de «*la décroissance*» ou ceux qui s'en prennent à ce qu'ils appellent «*le productivisme*», qui veulent supprimer les énergies fossiles et l'énergie nucléaire pour nous ramener au Moyen-Age ou arrêter la «*roue de l'histoire*», la faire revenir en arrière quand les exploités n'avait conquis aucun droit politique...

Pourquoi y a-t-il des gens qui évoluent et d'autres non ?

Pour répondre à cette question, j'ai comparé le comportement de trois enfants issus dans deux familles différentes. Une explication parmi d'autres...

J'ai expliqué à ma compagne en présence de sa petite fille dimanche dernier, que les expériences qu'avait vécues un enfant au cours des premières années de sa vie, ainsi que les relations qu'il avait eues avec ses parents, détermineraient souvent son comportement durant le restant de ses jours.

Pour se faire j'ai comparé le comportement de trois enfants issus de deux familles différentes, et chaque fois le même constat s'est imposé. En examinant ce qu'ils avaient vécu en tenant compte de leur âge, il s'est avéré que trois conditions devaient être réunies.

1 - Pour que l'enfant devenu adulte, dont le cerveau a été formaté ou qui a été endoctriné, modifie radicalement son comportement, il a besoin d'un choc psychologique.

2- Ce choc doit se produire le plus tôt possible pour produire un effet bénéfique ou exploitable, trop tard son cerveau serait déjà fossilisé et toute évolution serait rendue très compliquée ou parsemée d'obstacles pratiquement infranchissables, sauf en cas de choc collectif, pour le meilleur ou le pire.

3 - Pour finir, il doit rencontrer la ou les bonnes personnes, des personnes bien intentionnées en qui il aura confiance, qui lui transmettront les leçons qu'ils avaient tirées de leurs propres expériences ou lui procureront les précieux conseils qui lui permettront de progresser, pour peu qu'il les prenne au sérieux ou les mette en pratique.

Personnellement, j'ai eu la chance inouïe de rassembler ces trois conditions quand j'avais entre 18 et 19 ans. A l'époque j'étais un abruti fini, un ignare de la pire espèce, le dernier des cons, timide, craintif, complexé... J'étais donc encore jeune, il a suffi que j'en prenne soudain conscience au contact de jeunes à peine plus âgés et beaucoup plus évolués que moi, pour que cela me procure une sorte d'électrochoc violent et salutaire. Surtout, j'eus la bonne idée d'en parler avec l'un d'entre eux, qui au lieu de se moquer de moi eut la gentillesse de me prêter des manuels scolaires de philosophie à étudier, tout en se proposant de m'aider au besoin, et surtout, sans en parler à personne tellement j'avais honte de mon ignorance. Je lui voue une gratitude infinie, d'autant plus que le malheureux se suicida d'une balle dans la tête quelques années plus tard.

Mes deux sœurs plus jeunes que moi n'ont pas eu cette chance, l'une à 64 ans, l'autre 58 ans, et elles sont restées aussi bêtes que 40 ans auparavant, l'une un peu moins que l'autre, parce qu'elle a subi de rudes épreuves au cours de sa vie et vit avec une retraite misérable de 1150 euros par mois, cela fait un peu réfléchir mais sans plus.

Deux de mes commentaires publiés dans un blog.

1- La totalité des articles ou vidéos proposés partagent la même trame et au moins un objectif politique.

Quelle est l'orientation politique de cet article ? Est-elle anodine ? Au détriment de qui ?

Pour un peu il se réjouit de la hausse vertigineuse du prix de l'énergie et des matières premières...

- *"La flambée des prix de l'énergie et des matières premières finira par provoquer une forte baisse du pouvoir d'achat du dollar américain."*

De quoi est fait son «Globe mondial», pour quel type de régime s'enflamme-t-il ?

- *"À plus long terme, les principaux acteurs du «Globe mondial» – la Chine, l'Iran, la Turquie, les Émirats arabes unis"*

Sa seule préoccupation réside dans la préservation du modèle de société basé à l'échelle mondiale sur l'exploitation et l'oppression des peuples, qui à aucun moment ne doivent s'en émanciper ou conquérir leur liberté. On a là la réponse à notre première question : tout doit

changer sans que rien ne change dans les rapports entre les classes au profit de la classe dominante.

- *"Le cœur du problème est bien sûr la volonté d'instaurer un ordre mondial multipolaire équitable, à l'opposé de «l'ordre international fondé sur des règles» imposé par l'hégémon."*

- *"Un autre système mondial est plus que jamais possible."*

Mais pas celui qu'il prône, une République social universelle débarrassée du capitalisme, de tous les régimes qui existent actuellement qui sont tous à des degrés divers dictatoriaux et esclavagistes.

Finance, puissance, intégration : L'OCS accueille un nouveau «Globe mondial»

<https://reseauinternational.net/finance-puissance-integration-locs-accueille-un-nouveau-globe-mondial/>

2 - Si *"tant de «gens biens» finissent par adhérer à des idéologies liberticides"*, c'est parce que des intellectuels de votre espèce ne leur proposent aucune issue politique pour en finir avec le régime en place avec lequel ils se sont trop compromis.

Pourquoi ne le peuvent-ils pas ? Tout simplement parce qu'ils sont corrompus dans tous les sens du terme par l'idéologie de la classe dominante ou ils auraient trop à perdre à rompre avec le capitalisme et ses institutions.

Ariane Bilheran & J-D. Michel : Décoder la «nature perverse» du pouvoir autoritaire en marche

<https://reseauinternational.net/ariane-bilheran-j-d-michel-decoder-la-nature-perverse-du-pouvoir-autoritaire-en-marche/>

L'extrême gauche la plus bête ou manipulatrice du monde, digne des pires révisionnistes ou de la pire réaction.

Discussion : à propos d'un appel unitaire. Arguments pour la lutte sociale - 7 juillet 2023

L'auteur en deux mots : Vincent Prémey, ex-membre du Conseil économique et social et environnemental, délégué départemental de la FSU de l'Allier, compatible avec la direction pourrie de ce syndicat...

<https://aplutsoc.org/2023/07/07/discussion-a-propos-dun-appel-unitaire/#respond>

Après une semaine d'affrontements, des milliers d'arrestations, des morts et des blessés, sort l'appel *« Notre pays est en deuil et en colère »* (ci-dessous) signé par des syndicats (CGT, FSU, Solidaires), des associations (du DAL à la Libre Pensée et au RAAR en passant par la

LDH et ATTAC), pas mal de collectifs nationaux dont le Comité Vérité et Justice pour Adama, ou locaux, des partis ou groupes politiques : LFI, EELV, POI, NPA (publiant l'Anticapitaliste), UCL, PEPS, Réseau Bastille ...

A la différence de ce qui s'était passé en 2005, nous avons là un appel large de défense des jeunes et des habitants de nombreux quartiers contre la répression (sans aller pour autant jusqu'à exprimer la légitimité de la recherche de l'affrontement avec L'État). C'est à souligner, d'autant que manquent les signatures du PCF et du PS, le premier soucieux de combattre la chienlit conformément à la « *ligne Roussel* », le second peu désireux de revendiquer l'abrogation de la loi Cazeneuve de 2017 permettant largement à la police de tirer. Il y a donc une dimension indispensable de défense contre la répression que l'on doit saluer, et qui, il faut le dire, est le fruit de la réalité politique et sociale : des millions ont cherché à vaincre Macron en défense des retraites, des centaines de milliers se sont littéralement soulevés depuis une semaine.

Cela étant dit, que préconise cet appel ? Citons-le. « *La situation nécessite que le gouvernement prenne ses responsabilités et apporte des réponses immédiates pour sortir de l'affrontement* » (en gras dans le texte). Suivent les « *réponses immédiates* » qu'il est donc explicitement demandé à Macron, Borne et Darmanin de mettre en œuvre : abrogation de la loi de 2017, « *réforme en profondeur de la police* », remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant et création de services de l'État dédiés à la lutte contre les discriminations. Certes, est-il ajouté, « *Rien ne peut se faire sans un partage des richesses* » et sans la lutte contre la pauvreté, la précarité, le dérèglement climatique ... toutes choses belles et bonnes qui constituent donc les « *chantiers auxquels le gouvernement devrait s'attaquer* ».

Un pas en avant, un pas en arrière ! La supplique à Macron, Borne et Darmanin est explicite, elle a pour message : ce président et ce gouvernement doivent rester en place. En cela, cet appel formule une orientation politique conséquente qui s'oppose au mouvement qui a poussé des millions à manifester pour les retraites et des centaines de milliers de jeunes à affronter l'État. Sa signature par un certain nombre d'organisations et de groupes se voulant anticapitalistes et opposés à cet État, n'est pas anodine : leur droit d'ainesse contre un plat de lentilles !

Bien entendu, personne ne demande à la Ligue des Droits de l'Homme, par exemple, d'appeler au renversement de Macron. Mais là c'est l'inverse : pour signer un appel contre la répression, il a fallu signer un appel posant explicitement le maintien du président et du gouvernement en place, le respect de la V^o République, et donc au final y compris la préservation de la police, nantie d'une « *réforme en profondeur* » à laquelle il est demandé de fait à ... Darmanin, de procéder !

Alors qu'un simple appel en défense des jeunes, contre la répression, laissant chacun libre de ses orientations politiques par ailleurs, eût été parfaitement possible. Remarquons d'ailleurs que quitte à adresser au gouvernement des doléances, la dissolution des organisations factieuses, qui ne sont pas des syndicats, telles que Alliance, dont J-L. Mélenchon vient de dire à juste titre, dans une interview à Médiapart, que le gouvernement en a peur et leur sert la soupe, aurait pu figurer dans la liste : même pas. Il ne s'agissait donc même pas d'adresser à ce gouvernement des exigences démontrant son incompatibilité absolue avec la sécurité publique la plus élémentaire, mais bien de lui demander responsablement de gouverner (ce qu'il fait !!!) et qu'il « *prenne ses responsabilités* » – sic.

Bien entendu, les milliers et les milliers, et Aplutsoc en sera, qui manifesteront samedi 8 juillet pour la justice, dans les « *marches citoyennes* » appelées par les signataires, seront présents, pas pour que le gouvernement Macron-Borne-Darmanin prenne ses responsabilités, mais pour le combattre et le battre sans attendre 2027.

J-C – Monsieur Prémey a omis de reproduire le passage suivant qui indiquait clairement l'objectif de ces « *marches citoyennes* », le même que Macron :

- "*L'apaisement durable n'est possible que si le gouvernement prend les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence de la situation et aux exigences des populations concernées.*"

J-C – Je n'aurais pas appelé à participer à ces « *marches citoyennes* » avec ce panier de crabes de vendus. Oui, mais vous avez appelé à manifester le samedi pendant plus de deux ans contre la dictature sanitaire, alors que ces manifestations étaient organisées par des organisations conservatrices ou liées à l'extrême droite.

Comprenez bien, tout d'abord il s'agissait d'une question de vie ou de mort, ensuite c'était le seul moyen de s'opposer publiquement à la politique de Macron, et pour terminer, aucun de mes lecteurs n'étaient censés être attirés par ces organisations infréquentables, contrairement à la pseudo gauche et extrême gauche qui avancent masquées et les manipuleraient facilement. La pseudo gauche et extrême gauche ont collaboré à la dictature sanitaire, on ne peut pas nous le reprocher tout de même. Et puis, depuis le temps, aurions-nous viré à droite ou à l'extrême droite, je n'en ai pas l'impression, bien au contraire.

Cet appel et les signataires :

Notre pays est en deuil et en colère - L'appel des collectifs, associations, syndicats et organisations politiques le 5 juillet 2023.

<https://lafranceinsoumise.fr/2023/07/05/notre-pays-est-en-deuil-et-en-colere-lappel-des-collectifs-associations-syndicats-et-organisations-politiques/>

On va en finir une bonne fois pour toute avec ce groupuscule opportuniste.

Vive l'OTAN ! Au moins c'est clair.

- L'intérêt des peuples et de la démocratie, c'est sa chute au plus vite (de Poutine - JC), et le bon canal, c'est l'armement de l'Ukraine sans conditions ni restrictions posées par l'OTAN, et le soutien aux forces révolutionnaires, démocratiques et défaitistes réelles en Russie, dont celles des peuples non-russes. aplutsoc.org

<https://aplutsoc.org/2023/07/02/la-question-russe-revient-au-centre-par-vincent-presumey/>

J-C - Ce que ne vous dit pas Prémey, c'est que les "*forces révolutionnaires, démocratiques et défaitistes réelles en Russie, dont celles des peuples non-russes*" n'existent tout simplement pas pour constituer une alternative au régime en place !

« *L'armement de l'Ukraine sans conditions* », message reçu 5/5 par le cinglé qui trône à l'Élysée, Prémey va applaudir :

Guerre en Ukraine : la France va livrer des missiles « Scalp » à Kiev, annonce Emmanuel Macron - Le HuffPost 11 juillet 2023

Le chef de l'État a annoncé la livraison prochaine de ces missiles longue portée à son arrivée au sommet de l'Otan à Vilnius, en Lituanie.

« *Compte tenu de la situation, et de la contre-offensive qui est menée aujourd'hui par l'Ukraine, j'ai pris la décision d'accroître les livraisons d'armes et d'équipement* », a déclaré devant la presse le chef de l'État, afin de permettre à l'armée ukrainienne d'avoir « *des capacités de frappe dans la profondeur* », qui lui permettront d'atteindre les zones occupées par la Russie à l'Est, ce qui lui est difficile actuellement avec les missiles de moyenne portée dont elle dispose. Le HuffPost 11 juillet 2023

Pire encore, si, si c'est possible.

J-C - Il est de bon ton chez certains courants d'extrême gauche dits trotskystes hier vassalisés au PS, de nos jours à ses rejetons ou déchets avançant masqués, à ceux qui ont pris sa place ou remplissent les mêmes fonctions contre-révolutionnaires qu'autrefois, d'afficher haut et fort sa russophobie, son soutien au régime ukrainien néonazi, pardon, démocratique et indépendant, à l'OTAN ! Logique après avoir collaboré à la mystification sanitaire et climatique, tout se tient.

Une imposture aussi invraisemblable ou grotesque ne pouvait se réduire à un simple déni de la réalité, il fallait réécrire quasiment la totalité des relations qu'avait entretenues la Russie avec l'Ukraine depuis au moins un siècle, exercice périlleux, épreuve fatale compte tenu de la richesse de la documentation qui existe qui permet de remettre chaque événement à sa place ou dans son contexte historique. Je n'ai pas eu le temps de fouiller dans le Net pour me documenter comme il le faudrait, cependant je suis tombé sur un texte qui faisait parfaitement l'affaire, sourcé et très bien documenté apparemment, j'ignorais tout de son auteur, peu importe, plus loin je vous fournis quelques éléments pour le situer.

Vous voyez, si nous avions construit une petite organisation, on aurait pu faire minutieusement ce travail et le livrer à nos lecteurs, tout le monde y aurait gagné, la vérité surtout. En attendant, on fera bref ou on ira à l'essentiel, un brin bâclé, je n'y peux rien.

Rien que ces passages suffiront à vous filer la nausée :

Des fakes à la place de la réalité ukrainienne : une peste émotionnelle.

<https://aplutsoc.org/2023/02/18/des-fakes-a-la-place-de-la-realite-ukrainienne-une-peste-emotionnelle/>

- Or, en 2013-2014, c'est une crise révolutionnaire que connaît l'Ukraine, avec le Maïdan, qui aboutit à chasser Ianoukovitch. Sa fuite vers la Russie dans la nuit du 22 février 2014 n'est pas du tout le résultat d'un coup d'État, mais de la formidable pression populaire

insurrectionnelle. Juste auparavant, les ministres des Affaires étrangères allemand, français et polonais étaient venus négocier son maintien dans le cadre d'une « *union nationale* » impossible. Le Maïdan fut un soulèvement démocratique de masse. Bien entendu, il ne s'affichait pas comme « *progressiste* » ou « *socialiste* » : nous sommes ici dans un pays qui a connu le stalinisme et le Holodomor. La comparaison la plus parlante pour des Français serait celle des Gilets jaunes : le Maïdan, ce furent des GJ à la puissance 10.

- ...le Maïdan fut le premier grand mouvement insurrectionnel sur le continent européen du cycle commencé avec les « *révolutions arabes* », un maillon très important dans l'histoire des mouvements populaires.

- La qualification de génocide semble du coup justifiée pour le Holodomor : mais ce fut le génocide caché, celui dont il était interdit de parler.

- En réalité, la révolution ukrainienne a côtoyé la révolution russe et a été niée par elle ; c'est pour cela qu'il y a eu un grand désordre et ceci n'a pas été la cause la moins importante, mais toujours ignorée, de la rapide dégénérescence de la révolution russe. aplutsoc.org

J-C - Vous vous demandez peut-être légitimement si l'auteur de ces ignominies est fou, non, pas du tout, c'est un professeur agrégé, un ex-dirigeant trotskyste (OCI), il est vieux, il a fait naufrage depuis déjà pas mal d'années, c'est tout !

Voyons ce qu'il en fut vraiment, très rapidement. Il semblerait que la révolution ukrainienne livrée à elle-même ne fut pas très folichonne ou ne correspond pas vraiment à ce que nous en a dit Prumey, c'est le moins qu'on puisse dire. Il réécrit l'histoire comme cela l'arrange. La totalité de son discours colle parfaitement avec celui de Washington, Macron et l'OTAN, une simple coïncidence sans doute.

L'Ukraine et la révolution de 1917

Promesse d'émancipations et limites de l'indépendance par Thomas Chopard

Pru dans Vingtième Siècle. Revue d'histoire 2017/3 (N° 135), pages 73 à 86

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2017-3-page-73.htm>

Extraits.

- Mais tout en souhaitant se prémunir d'une radicalisation de la révolution, la Rada n'en adopte pas moins des mesures prises par le jeune gouvernement soviétique : socialisation de la terre, abolition des grandes propriétés nobles et cléricales, journée de huit heures dans les usines, « *contrôle d'État de toute la production à travers l'Ukraine* », négociations de paix immédiates. La révolution ukrainienne ne peut se poursuivre sans adopter les revendications sociales emblématiques de la révolution de 1917.

- La redéfinition de l'Ukraine sur la base d'un ethno-nationalisme agressif est donc profondément liée à la révolution.

- Sur le plan économique, aussi, l'égalité tarde à se concrétiser. Les difficultés dans la nouvelle répartition des terres entraînent des résolutions interdisant aux Juifs de posséder des terres, renouvelant de fait des discriminations que la révolution avait balayées. L'impossible intégration de cette minorité à la paysannerie met en lumière un problème plus sourd mais certainement plus crucial en Ukraine.

- L'élaboration d'une opposition contre des populations que la Rada prétendait gouverner. Elle fragilisait donc dans le même temps l'assise de la République populaire ukrainienne. Ainsi, les politiques d'inclusion volontariste des minorités ne résolurent pas localement l'exclusion qui s'organisait.

- Mais contrairement à la révolution paysanne en Russie, qui ne connut aucun frein, la paysannerie en Ukraine fut très largement entravée par l'armée et ses exigences de ravitaillement. Face à la multiplication des émeutes paysannes et la menace de destructions des propriétés, les autorités militaires, sans susciter de récrimination de la Rada, envoient la troupe.

J'ai trouvé cela pour illustrer la personnalité et l'expérience de l'auteur de ces extraits sur l'Ukraine, à première vue cela semble sérieux, cela m'étonnerait fort que Présumey fasse le poids à côté, jugez plutôt.

Curriculum vitae de Thomas CHOPARD (Extraits)

FONCTIONS & AFFILIATIONS

Chercheur postdoctorant ERC au CNRS, rattaché à l'Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine (IHMC – CNRS/ENS), projet ERC consolidator « Lubartworld » porté par Claire Zalc

Chercheur associé à l'Institut Convergences Migrations (Collège de France)

Chercheur associé à l'Institute of Historical Research, School of Advanced Studies, University of London

Chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC – CNRS/EHESS)

CURSUS UNIVERSITAIRE 2009 - 2015

Doctorat en Histoire & Civilisations

Ecole des Hautes études en Sciences sociales (EHESS), Paris, France

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC) sous la direction d'Alain Blum (EHESS/INED)

Thèse : « *La guerre aux civils : Les violences contre les populations juives d'Ukraine (1917-1924). Guerre totale, occupation, insurrections, pogroms* »

Mémoire de Master : « *Les violences et les femmes au cours du processus révolutionnaire et de la guerre civile en Russie (1917-1922)* »

OUVRAGES

co-direction avec Elissa Bemporad (CUNY) du numéro thématique de *Quest. Issues in Contemporary Jewish History*, « *The Pogroms of the Russian Civil War at 100: New Trends, New Sources* » n°15, septembre 2019, 257 p

Le Martyre de Kiev. 1919. L'Ukraine en révolution entre terreur soviétique, nationalisme et antisémitisme, Paris, Vendémiaire, 283 p

Articles dans des revues à comité de lecture.

« *Ukrainian Neighbors. Pogroms and Exterminations in Ukraine, 1919-1920* », *Quest. Issues in Contemporary Jewish History*, n°15, septembre 2019, pp.139-167.

« *L'ère des atamans. Politique, guerre civile et insurrections paysannes en Ukraine* », 20&21, n°141, 2019/1, pp.55-68.

« *L'écho des persécutions. Les minorités nationales, la Conférence de la Paix et les guerres civiles à l'Est de l'Europe (1919-1920)* », *Relations Internationales*, n°175, 2018/3, pp.79-92.

« *L'Ukraine et la révolution de 1917. Promesse d'émancipation et limites de l'indépendance* », *Vingtième Siècle*, n°135, 2017/3, pp.73-86

« *Rapatriés et expulsés. Le retour des réfugiés de guerre juifs en Ukraine soviétique, entre exigences étatiques et urgences humanitaires (1919-1924)* », *Cahiers du Monde Russe*, 2015/1, vol.56, pp.175-198.

« *De la guerre mondiale à la guerre civile. L'occupation austro-allemande de l'Ukraine en 1918* », *Hispania Nova. Revista de Historia Contemporanea*, 2015, n°13, pp.218-231.

« *Identifier, légitimer, stigmatiser. Les matériaux de la Délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix de Paris (1918-1920)* », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°113-114, pp.180-185.

Contributions à des ouvrages collectifs

« *Voisins et pogromistes. Exterminations de communautés juives en Ukraine (1919-1920)* », Laurent Besse, Albane Cogné, Ulrike Krampfl, Stéphanie Sauget (dir.), *Voisiner. Mutations urbaines et construction de la cité du Moyen Âge à nos jours*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2018, pp.277-290.

« *Biélorussie* », « *Pologne* », « *Ukraine* », *A l'Est, la guerre sans fin (1918-1923)*, Paris, Gallimard/Musée de l'Armée, 2018.

(avec Eric Aunoble) « *Les victimes juives en Ukraine soviétique : entre reconnaissance et abstraction* », in *Filmer la guerre : les Soviétiques face à la Shoah (1941-1946)*, Paris, éditions du Mémorial de la Shoah, 2015, pp.97-102.

<https://lubartworld.cnrs.fr/wp-content/uploads/2020/04/CV-tc.pdf>

J-C – D’après vous, entre monsieur Vincent Prémey et monsieur Thomas Chopard, lequel des deux au premier abord connaît le mieux l’histoire de l’Ukraine ? Il n’y a pas photo, n’est-ce pas ? Et monsieur Chopard n’avait apparemment aucun intérêt à falsifier l’histoire de l’Ukraine contrairement à monsieur Prémey.

Dans quel monde vivons-nous ? Deux documents sidérants à retenir.

J-C – Pourquoi sommes-nous comme ils disent « *anti-vax* » et nous le revendiquons ?

Ne pas faire de la malaria en Afrique le fonds de commerce d’un vaccin business commandité

Rappel à titre indicatif

Nigeria, juin 2007 : le gouvernement intente des actions en justice suite aux essais illégaux de médicaments anti-méningite de la firme Pfizer qui ont tué ou handicapé des enfants.¹

Tchad, décembre 2012 : une vaccination contre la méningite tourne au drame vu que des enfants injectés sont victimes de troubles neurologiques et de paralysie.²

Guinée Bissau, 2017 : 30 ans de dossiers médicaux consultés par les experts mondiaux Soren Morgensen et Peter Aaby, révèlent que les filles vaccinées avec le DTC (diphtérie-tétanos-coqueluche) ont été 10 fois plus nombreuses à mourir que les enfants non vaccinés.³

Angola, Cameroun, Congo, Nigeria, Tchad, Zambie, septembre 2020 : l’OMS reconnaît que le vaccin oral liquide contre la polio a donné naissance dans ces pays, à des souches plus virulentes alors que le virus sauvage commençait à disparaître de lui-même comme l’avait constaté le CDC Usa depuis 2016 !

Guinée équatoriale, 19 mai 2022 : AFP annonce que des centaines de jeunes filles ont été hospitalisées après avoir reçu le vaccin diphtérie-tétanos.

Gabon, suite à la folie sanitaire Covid d’injecter de l’ARN dans une population saine, ce sont 300 femmes vaccinées qui ont pris d’assaut les médecins généralistes et gynécologues pour les interpeller au sujet de la disparition de leur cycle menstruel. L’omerta au sujet de ce préjudice s’avoisine à celle qu’ont connue les femmes rendues stériles à leur insu par des vaccins contenant l’hormone bêta-GCh.⁴

Le palu et l’humain

Le palu est transmis aux humains lors de piqûres de moustiques avec lesquels nous cohabitons sous les ères géologiques ! Dans les écosystèmes encore préservés telles les forêts d’Afrique et d’Amazonie qui sont de véritables eldorados de moustiques, la nature veut que l’on fasse son palu pour en être immunisé à vie par l’usage de plantes et autres traitements naturels ! En règle générale, les virus et les microbes ont toujours fait partie de la vie et la nature ne tolère aucune construction moléculaire qui n’appartient pas à son univers bactérien. D’ailleurs, on n’a pas vocation d’injecter dans l’organisme, à tout bout de champ, des anticorps pour toutes

les maladies. En harmonie avec la nature, le système immunitaire de notre corps ne contient-il pas seulement 30 milliards de cellules, contre 100 mille milliards de bactéries et 3 mille milliards de virus !

En 2007, sur la base d'études cliniques, Pr Valentin Agon du Bénin a mis au point, «Api Palu», un traitement à base de palmier à huile et autorisé dans 5 pays africains. C'est un concentré d'extraits antipaludique efficace à 97% sur les plasmodiums falciparum, vivax, ovale.

En 2015, la pharmacienne Youyou Tu se voit décerner le Prix Nobel de médecine pour ses travaux sur l'Artémisia annua, une plante particulièrement efficace contre le palu et utilisée en médecine traditionnelle chinoise depuis des millénaires.

En 2018, Dr Jérôme Munyangi publie les résultats d'un essai contrôlé randomisé sur 1000 patients porteurs du falciparum et répartis en 02 cohortes. La parasitologie révèle que chez les patients sous tisane Artémisia annua, la charge parasitaire disparaît avec une efficacité de 97%. Par contre, chez les patients sous ACT, des parasites subsistent dans leur sang malgré une efficacité de 80%.

<https://reseauinternational.net/elementor-331447/>

En complément.

Les vérités cachées des vaccins : «C'est le plus grand scandale sanitaire de tous les temps»

Christine Cotton est biostatisticienne, ex-PDG d'une société de recherche sous contrat spécialisée dans la gestion des essais cliniques pour l'industrie pharmaceutique. Au cours de sa carrière, elle a travaillé sur plus de 500 essais cliniques pour le compte de grands laboratoires (Pierre Fabre, Roche, Sanofi, Aventis, Bayer, Pfizer, AstraZeneca, Ipsen, Janssen-Cilag, Virbac, etc.) ainsi que sur des études observationnelles.

Elle vient de publier «Tous vaccinés, tous protégés ? – Chronique d'une catastrophe sanitaire annoncée», aux éditions Guy Trédaniel. Un ouvrage qui détaille les déviations et les biais méthodologiques des essais cliniques des vaccins développés par Pfizer/BioNTech, mais qui donne aussi la parole aux victimes d'effets indésirables graves.

<https://reseauinternational.net/les-verites-cachees-des-vaccins-cest-le-plus-grand-scandale-sanitaire-de-tous-les-temps/>

Capitalisme : Stop ou encore ? Pourquoi ces monstres exposent-ils leurs propres crimes ?

Ce que vous allez lire là dépasse en horreur tout ce que vous avez pu prendre connaissance jusqu'à maintenant.

Je préfère prévenir les lecteurs, afin de mettre en garde ceux qui sont déjà sujets à un état dépressif ou gravement déstabilisés psychologiquement ou profondément démoralisés, le sadisme ou la cruauté n'a pas de limite chez les psychopathes qui détiennent tous les pouvoirs ou gouvernent le monde.

J'ajoute quelques mots au courriel ci-dessous adressé à un acteur politique influent il y a quelques jours, resté sans réponse comme il se doit.

Je m'étais demandé quels intérêts les oligarques mondialistes de Davos auraient-ils à exposer en long et en large leurs forfaits et leurs intentions malfaisantes. Attention, il s'y mêle de fausses informations destinées aux esprits faibles, tordus ou malintentionnés, qui en y faisant référence aveuglément se ridiculiseront eux-mêmes auprès de leurs lecteurs ou qui jetteront un doute sur les informations réelles que contiennent ces documents au profit de ces oligarques, le but étant de les épargner, tout en semant le désarroi ou le désespoir chez ceux qui voudraient les combattre.

Sur cette planche pourrie ou savonneuse, il est plus facile de se casser la gueule, que de rester debout en bonne santé mentale. Ils savent que la plupart des gens réagiront impulsivement ou émotionnellement ou que leur faculté de discernement fait défaut, et qu'ils auront tendance à prendre pour vrai ce qui est faux ou fabriqué, par conséquent ils passeront à côté de ce qui est vrai, c'est leur objectif, les jeter dans une confusion extrême dont ils ne pourront jamais sortir ou certainement pas indemne. Ils deviendront ainsi les précieux agents au sein de toutes les couches de la société de leur propagande. Il suffit d'observer le nombre ahurissant d'articles à dormir debout ou carrément débiles que publient quotidiennement les médias ou blogs dits alternatifs pour en avoir une idée assez précise, tous les réseaux dits sociaux sont mis à contribution.

Revenons à mon courriel.

On pourrait ajouter aux hypothèses que j'ai émises, couper l'herbe sous le pied de ceux qui dénoncent leurs crimes et comment les normaliser en quelque sorte, dit autrement, faire en sorte que tout le monde en parle comme si c'était la norme, inévitable, au-delà nécessaire, pour que cela devienne la norme, ce qui leur permettrait de continuer de perpétrer leurs crimes en toute tranquillité ou sans être inquiété par la justice, pour mieux parvenir à leurs fins. Pour emprunter leur terminologie, imaginez un instant les Rothschild, Rockefeller et Cie traduits en justice et accusés de crime contre l'humanité, de haute trahison, d'avoir attenté à la sécurité des Etats-Unis ou de la France, etc. et être passibles de la peine capitale ou la réclusion à perpétuité...

Sérieusement, il n'y a qu'un tribunal révolutionnaire qui les dépouillerait de tous leurs biens et les enverrait travailler dans une mine de charbon pour rembourser la dette qu'ils ont contractée et qu'ils doivent rembourser à leurs innombrables victimes à travers le monde, ce châtiment serait pour eux pire que la peine de mort.

Mon courriel.

- Connaissez-vous cette officine Stop World Control ? Je suis tombé dessus par hasard, comme très souvent. Voyez ce qu'elle dénonce (1), et qui y participe, dont la plupart des gouvernements occidentaux et The Open Society Institute de Soros, je ne vous en dis pas plus.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi ils fournissent ainsi des arguments documentés et sourcés à ceux qui combattent leur politique, pour qu'on ne les accuse pas de participer à cette entreprise totalitaire, cela ne tient pas debout puisque les preuves existent qu'ils en sont à l'origine ou tout du moins qu'ils sont mouillés dans tous ces crimes ou toutes ces mystifications ; pour déstabiliser leurs ennemis, on ne voit pas en quoi encore une fois puisque les faits sont établis ; pour montrer qu'ils sont tout puissants et démoraliser leurs ennemis, pour les faire douter et abandonner leur combat, c'est possible, il existe une autre explication.

Toute leur politique est tournée contre l'ONU pour la faire exploser. Pourquoi ? Parce que tous les Etats de la planète y participent. Ce serait donc eux qui seraient visés finalement, là ça se tient apparemment. Certains Etats profite de la tribune des Nations Unis pour manifester leur résistance ou leur opposition au nouvel ordre mondial piloté par l'oligarchie financière anglo-saxonne, ce qu'ils ne tolèrent plus ou constitue un obstacle à leur stratégie, par conséquent vaudrait mieux encore que l'ONU disparaisse et que les Etats se retrouvent seuls ou isolés pour les affronter, ce qui leur permettrait de mieux briser leur résistance (coups d'Etat) ou les soumettre à leur politique. Cette hypothèse me semble crédible, même si cela semble irréaliste ou un vœu pieux de psychopathes mégalomanes enragés ! J'ai laissé de côté leur dénonciation d'un gouvernement mondial communiste, car c'était trop ridicule.

A les entendre, l'instauration d'un gouvernement communiste mondial serait la pire menace qui planerait sur l'humanité.

En fait, ils préconisent et exécutent tous les forfaits ou crimes qu'ils avaient initialement imputés au communisme, leur nouvel ordre mondial totalitaire en est l'exacte négation. Pour un peu, et ce serait logique, ils signifieraient que le communisme est bien la seule alternative à leur modèle de société, et que tous ceux qui le rejettent devraient adopter le communisme.

1 - Les Nations unies déploient actuellement l'Agenda 2030, avec les fameux "*objectifs de durabilité*". Ce projet mondial vise à transformer complètement tous les aspects de l'existence humaine : alimentation, sexualité, famille, travail, finances, santé, éducation, tout ! Il est censé mettre fin à la pauvreté, à la faim, aux inégalités, aux maladies et à bien d'autres maux mais un ancien directeur exécutif qui a travaillé à l'ONU pendant deux décennies raconte une histoire bien différente. Il dévoile et explique que l'ONU est contrôlée par des criminels qui l'utilisent pour s'enrichir et asservir l'humanité.

- Nous révélons bien plus que cette vidéo. Par exemple, comment une seule société possède virtuellement le monde entier, qui sont les entités obscures qui contrôlent la plupart des gouvernements, comment nos élections sont truquées pour positionner les marionnettes des criminels, comment notre météo est manipulée pour créer le "*changement climatique*", et même comment les pandémies sont orchestrées pour imposer la tyrannie à l'humanité. Tout est basé à 100% sur des preuves et peut être vérifié de manière approfondie par des centaines de références.

<https://stopworldcontrol.com/fr/nu/>

Quand ils font la promotion de la pédophilie ou ils se font les avocats de la pédocriminalité internationale.

« Préparer les enfants à avoir des relations sexuelles » – L’agenda de l’ONU pour normaliser la pédophilie

Extraits.

- Ce rapport de preuves révèle comment l'Organisation Mondiale de la Santé et les Nations Unies sexualisent les petits enfants dans l'enseignement primaire partout dans le monde, dans le but de normaliser la pédophilie. Ce rapport n'est constitué que de preuves solides, avec de nombreux documents officiels, vidéos, livres, archives, etc. Tous les documents PDF peuvent être téléchargés dans la section "*Références*" à la fin de ce rapport.

Les Nations Unies ont publié le document intitulé "*Guide technique international sur l'éducation sexuelle*", qui constitue la ligne directrice officielle pour les écoles élémentaires du monde entier. L'objectif de ce document est décrit à la page 16 :

Selon leurs propres termes : "*Il vise à équiper les enfants... à développer des relations sexuelles*".

À la page 17, les Nations Unies expliquent que ce guide est destiné à aider les enfants à construire des relations avec des partenaires romantiques ou sexuels.

Selon leurs propres termes : "*Ces compétences peuvent aider les enfants à nouer des relations avec... des partenaires sexuels*".

À la page 71, les éducateurs sont invités à enseigner aux enfants dès l'âge de 5 ans les baisers, les étreintes, les attouchements et les comportements sexuels. Les enfants de 9 ans doivent être sensibilisés à la masturbation, à l'attirance sexuelle et à la stimulation sexuelle.

L'Organisation Mondiale de la Santé développe actuellement un programme visant à garantir que les jeunes enfants aient des partenaires sexuels. Son document intitulé "*Standards pour l'éducation sexuelle en Europe*"² contient les instructions suivantes à l'intention des écoles maternelles et élémentaires:

- Les enfants de 0 à 4 ans doivent apprendre ce qu'est la masturbation et s'intéresser à leur propre corps et à celui des autres.
- Les enfants de 4 à 6 ans doivent apprendre la masturbation et être encouragés à exprimer leurs besoins et désirs sexuels.
- Les enfants de 6 à 9 ans doivent apprendre ce que sont les rapports sexuels, la pornographie en ligne, l'amour secret et l'autostimulation.

- Les enfants de 9 à 12 ans doivent avoir leur première expérience sexuelle et apprendre à utiliser la pornographie en ligne.

<https://stopworldcontrol.com/fr/enfants/>

<https://stopworldcontrol.com/fr/maltraitent/>

Chine : Un laboratoire du totalitarisme mondial pour Davos.

"Summer Davos" : malgré la fin du zéro-covid, Klaus Schwab flatte le gouvernement chinois, "impatient d'apprendre" de sa "vision"... pour imposer le crédit social ? - France-Soir 05 juillet 2023

Créée en 2017, la réunion des "*Nouveaux Champions du WEF*", tenue au sein du forum "*Summer Davos*", se tient chaque été en Chine et réunit des participants issus des pays émergents, des chefs entreprises, des "*leaders*" de la "*prochaine génération*" ou encore des personnalités de la Tech.

Cette année, la nouvelle mouture a eu lieu à Tianjin du 27 au 29 juin 2023. Au programme des discussions : des thématiques traditionnellement prisées par le WEF et déjà abordées lors des précédentes éditions du Forum de Davos, comme la sécurité alimentaire et les biotechnologies, le climat et le réchauffement climatique, le futur de la monnaie ou encore l'Intelligence artificielle.

Lutter contre le réchauffement climatique "*auprès de la Chine*"

Cette nouvelle édition fait surtout parler d'elle en raison du discours d'ouverture de Klaus Schwab. Dans son allocution, il a ouvertement exprimé la reconnaissance du WEF pour son "*partenariat de plus de 40 ans avec le Parti communiste chinois*" (PCC), se disant prêt à "*l'approfondir*". Le fondateur du Forum s'engage par exemple à "*lutter contre le réchauffement climatique*" aux côtés de la Chine, saluée "*pour ses mesures de contrôles anti-Covid*".

Cet exemple chinois, avec sa "*modernisation durant les 40 dernières années*" et ses mesures anti-Covid, est ainsi, ce que beaucoup redoutent, le modèle que le WEF et son fondateur Klaus Schwab souhaiteraient instaurer dans plusieurs autres nations, notamment européennes et nord-américaines. Une "*modernisation*" accompagnée par des technologies de surveillance de masse, qui rime en fait avec l'instauration d'un système de crédit social.

Mais les procédés qui suscitent l'inquiétude en Occident sont différents. Malgré le rejet des mesures anti-Covid par une partie de la population, comme le port du masque, la vaccination ou le confinement, des États du G20 ou des organisations mondiales comme l'OMS envisagent ouvertement de reconduire la mise en place de passe sanitaire, "*pour prévenir les prochaines pandémies*".

Le WEF "*impatient*" d'apprendre de la "*vision*" chinoise

De nombreuses autres initiatives, visant à "*lutter*" contre les épidémies, le réchauffement climatique ou à protéger les mineurs font planer le risque d'un système de crédit social semblable à celui instauré en Chine et sont, à chaque fois, décriées par des citoyens, en France comme ailleurs en Europe ou aux États-Unis.

Citons les projets européen et américain de créer une version numérique de leurs devises respectives, l'euro et le dollar, ou encore le projet français d'un certificat digital pour empêcher l'accès des mineurs à des sites pornographiques. N'omettons pas le projet européen d'une identité numérique, qui pourrait intégrer "*des données sociales, financières, médicales, professionnelles et bien plus encore*", et de "*stocker les informations personnelles dans un seul identifiant numérique*".

La lutte contre le réchauffement climatique suscite aussi une appréhension, puisque, parmi les mesures proposées (et parfois adoptées), figurent la surveillance obligatoire de l'empreinte carbone des individus, à travers un "*pass*" que certains voient comme une violation de la vie privée et des libertés individuelles.

Lu.

La mort du jeune Nahel est l'étincelle qui a mis le feu à une poudrière sociale dans les quartiers abandonnés par la République. En plus du racisme systémique dont sont principalement victimes les personnes issues de l'immigration (47% des personnes originaires d'Afrique subsaharienne et 30% des personnes originaires du Maghreb en sont victimes), les populations défavorisées sont délaissées par les pouvoirs publics. Les chiffres sont éloquentes : 7,5% des Français (5,5 millions d'habitants) vivent dans les banlieues.

Dans ces territoires, le taux de chômage est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. La moitié des jeunes ne disposent pas d'emploi. Près de 40% des habitants n'ont aucun diplôme alors que la moyenne nationale est de 20%. Il y a près de deux fois moins de bibliothèques et trois fois moins d'équipements sportifs dans les quartiers populaires que dans le reste du pays.

Le taux de pauvreté y est trois fois plus élevé que dans le reste du pays (42% contre 14,9%). Pour rappel, il y a 9 millions de pauvres en France, dont 3 millions d'enfants. Alors que la moyenne nationale est de 400 médecins pour 100 000 habitants, ils ne sont que 250 dans les quartiers populaires. 40% des quartiers populaires ne disposent pas de crèches, alors que les familles monoparentales y sont deux fois plus nombreuses que dans le reste du pays (20%). Contrairement à une idée reçue, les transferts sociaux y sont moins élevés : 6 100 euros par an et par habitant contre 6 800 euros pour la moyenne nationale.

En outre, ces quartiers, loin d'être sous perfusion, contribuent davantage à l'effort national que le reste du pays. Par exemple, la Seine-Saint-Denis est le troisième département le plus pauvre de France (le premier de l'hexagone) sur un total de 101 départements et celui qui reçoit le moins de protection sociale par habitant, alors qu'il est le huitième contributeur social aux finances publiques du pays. Ainsi, la Seine-Saint-Denis compte 1 100 effectifs de la fonction publique hospitalière pour 100 000 habitants contre une moyenne de 1 800 pour le reste du pays. Les gouvernements ne se soucient guère du sort de ces populations paupérisées car elles ne disposent que de très peu de pouvoir politique et électoral. En effet, 48% des habitants des quartiers populaires sont soit non-inscrits, soit se sont abstenus lors des dernières élections présidentielles.

J-C – Voilà ce que préconisent ceux qui tiennent ce genre de discours : "*Le gouvernement doit apporter une réponse politique, économique et sociale à la question de la pauvreté, de l'exclusion sociale et des discriminations*".

Quelle en est la signification politique ? C'est simple : Faites confiance à Macron !

Lu. Le vers était dans le fruit dès le départ.

- Marine Tondelier (EELV). ...une question sur l'Ukraine, la végétarienne ne laisse pas la machine humaine terminer sa phrase et coupe : «*Des avions ! Des avions ! Il faut tout de suite envoyer des avions à Zélinisky !*».

Voilà donc le cas clinique d'une femme, mère de famille, qui mange des plantes, déteste le mot chasse accolé à un fusil mais l'adore s'il est associé à avion. Ah ! Un bel avion de chasse !

Faut dire que cette guerrière a connu une enfance douloureuse. Un père médecin, une mère dentiste, un grand père gros paysan Picard, une grand-mère pharmacienne, il faut assumer cette précoce prolétarianisation. Pourtant ce monde des gueux qu'elle entend maintenant représenter. Sûr que ce n'est pas au boulot qu'elle a rencontré le travail, et ceux qui transpirent. La militante a passé toute sa vie, ou presque, à faire des acrobaties électorales dans son «*territoire*» des Hauts-de-France, avec un départ un tremplin à 1,63% des voix. Pas grave, le moulin à paroles à la bouche ouvrière, sait convaincre une population qui adore les bombardiers. D'ailleurs elle s'y connaît donc en politique étrangère. Naguère, n'a-t-elle pas fait une manif à Alep pour soutenir les «*petits gars*» d'al-Qaïda qui, dixit Fabius, d'al-Qaïda faisaient ici «*du bon boulot*».

Marine devrait se méfier de l'histoire. Se rappeler par exemple que les racines de l'écologie, même vertes, ne sont pas pur esprit. René Dumont, pacifiste, excellent et admirable candidat écolo à la présidentielle de 1974, a aussi été un gentil fonctionnaire de l'État de Pétain à Vichy. Pour vous dire que souvent, les «*Verts*», même s'ils sont dans le fruit, devraient se méfier de leurs propres élans. Regardez le meilleur d'entre eux, l'inimitable Cohn Bendit : il a su passer du col Mao au Rotary et se laissant glisser sur le toboggan de l'ultra libéralisme made in USA. Retour aux sources puisqu'en Mai 68 il avait déjà bien défendu l'Amérique.

Qu'est-ce que l'ordre fondé sur des règles, le terme le plus fréquemment utilisé dans la diplomatie américaine ?

Les États-Unis ne sont plus capables de maintenir un «*ordre fondé sur des règles*» de type mafieux

Qu'est-ce que l'ordre fondé sur des règles, le terme le plus fréquemment utilisé dans la diplomatie américaine ? Il n'a jamais été défini avec précision, jusqu'à ce qu'un récent tweet révèle sa véritable nature mafieuse.

Nury Vittachi, un journaliste chevronné né au Sri Lanka et basé à Hong Kong, a publié lundi 10 définitions de l'ordre fondé sur des règles, notamment :

Les États-Unis gouvernent le monde ;

Les États-Unis établissent toutes les règles ;

Personne ne peut savoir quelles sont les règles, seulement qu'elles existent ;

Les États-Unis seront responsables de la flexibilité offerte par le caractère inexistant des règles ;

Les règles alternatives de gouvernance qui fonctionnent avec succès (cf. Chine, Singapour) doivent toujours être tournées en dérision comme de «l'autoritarisme» ;

La domination mondiale injuste de la minorité occidentale de 13% (cf. totalitarisme) doit toujours être qualifiée de «démocratie».

<https://reseauinternational.net/les-etats-unis-ne-sont-plus-capables-de-maintenir-un-ordre-fonde-sur-des-regles-de-type-mafieu/>

Parole d'internaute.

1 - Pour bien comparer les pays, il ne faut pas prendre le PIB mais les composantes du PIB correspondant à la production réelle et non à du vent. Le vent étant des avocats, des médecins, des financiers, des communicants, des sportifs, des artistes surpayés.

Ainsi, grosso modo, cela revient à conserver le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, forêts), le secteur secondaire (industrie et artisanat) ainsi que la faible part du secteur tertiaire en lien direct avec l'industrie (ce qui ne devrait pas être sous-traité en fait).

Egalement, il faut mettre cela en parité de pouvoir d'achat parce que la structure de coûts est bien différente entre les Etats-Unis, la France et la Russie par exemple.

Cela donne ceci pour les derniers chiffres disponibles il y a 6 mois, date des calculs (en dollar):

- * Chine : 10 965 B USD.
- * Inde : 4 312 B USD.
- * Etats-Unis : 3 732 B USD.
- * Indonésie : 1 803 B USD.
- * Japon : 1 608 B USD.
- * Russie : 1 481 B USD.
- * Allemagne : 1 153 B USD.
- * Corée du sud : 948 B USD.
- * Iran : 888 B USD.
- * Brésil : 857 B USD.

- * Turquie : 821 B USD.
- * Italie : 548 B USD.
- * France : 540 B USD.
- * UK : 535 B USD.
- * Espagne : 416 B USD.
- * Philippines : 365 B USD.
- * Viêt-Nam : 336 B USD.

Donc la Chine colle une tête aux Etats-Unis : 10 965 B USD vs 3 732 B USD.

Egalement, la Russie dépasse l'Allemagne : 1 481 B US vs 1 153 B USD. La Russie pèse 40% des Etats-Unis, sachant que le ratio de population est 45% (avec les nouveaux territoires d'Ukraine).

BRICS = CN+IN+RU+IR+BR = 18 503 B USD

BRICS+ = BRICS+ID+TR = 21 127 B USD.

OTAN = EU+DE+IT+FR+UK+ES = 6 924 B USD

OTAN+JP+KR = 9 480 B USD.

2 - Pourquoi personne ne voit la mascarade des PIB des pays occidentaux par rapport aux pays des BRICS ? Nos PIB sont en grande partie basés sur des services, entre autres financiers, qui ne représentent pas de vraie richesse, alors que les BRICS ont encore une industrie et créent des choses en plus d'avoir les ressources pour ce faire. En Europe, nous n'avons presque plus d'énergie, presque plus d'industrie, nous avons un coût du travail qui est un multiple de celui des pays qui nous concurrencent. Comment pouvons-nous espérer entrer en compétition avec eux ? Nous n'avons même plus de supériorité dans l'éducation des ingénieurs ou dans le dépôt de brevets...

3 - Quand on regarde à distance, on constate que les BRICS proposent un modèle de développement centré sur les pays non-occidentaux qui regorgent non seulement de ressources abondantes, mais d'un fort potentiel de croissance.

J-C – Voilà un sujet que j'aborderai dans la prochaine causerie ou plus tard, en tordant le cou à la propagande consistant à faire croire que les BRICS feraient mieux que les anciennes puissances impérialistes coloniales occidentales.

Succinctement, on peut avancer qu'en réalité les BRICS se proposent de prendre le relais de l'occident grâce à leur croissance économique pour assurer la pérennité du capitalisme, en exploitant les richesses de l'Afrique et des pays asiatiques ou d'Amérique latine qui disposent d'une gigantesque réserve de matières premières et d'énergies fossiles, nécessitant des investissements colossaux, y compris pour construire des infrastructures à l'échelle d'un continent...

Cette stratégie n'est pas incompatible avec celle du Forum économique mondiale, elles se combinent dans la perspective de l'instauration d'un nouvel ordre mondial totalitaire, chaque puissance y contribuant en fonction de ses particularités historiques et des moyens dont elles disposent, ainsi que leur situation sur le plan économique, financier, politique, militaire, technologique et scientifique...

A lire.

J-C – Je vous avouerais que je n'ai pas eu le temps de les lire tous, l'orientation politique semble correcte, il semble avoir déjoué tous les pièges, à vous de juger.

Oui, il y a bien une justice de classe en France - frustrationmagazine.fr 7 Jul 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/justice-de-classe/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juillet-09_07_23

Révolte des banlieues : ceci est bien un mouvement social - frustrationmagazine.fr 5 Jul 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/revolte-banlieues/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juillet-09_07_23

Chronique d'une France en feu : pas de justice, pas de calme - frustrationmagazine.fr 6 Jul 2023

https://www.frustrationmagazine.fr/justice-emeutes/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=frustration-nouvelles-du-front-juillet-09_07_23

France.

Ils collaborèrent même avec un régime tyrannique.

Élisabeth Borne reçoit les syndicats pour une opération câlinothérapie après la réforme des retraites - Le HuffPost 12 juillet 2023

Ce mardi 11 juillet, la Première ministre Élisabeth Borne reçoit les organisations syndicales et patronales pour « *préparer l'agenda social* » des prochains mois. À Matignon, on se réjouit de cette rencontre. « *La Première ministre aura à cœur de réaffirmer sa confiance dans le dialogue social et les partenaires sociaux, elle redira que c'est sa marque de fabrique, son mode de travail habituel depuis qu'elle est ministre et même avant, dans ses fonctions précédentes comme à la RATP* », insiste-t-on à Matignon.

J-C - Le corporatisme n'est pas « *une nouvelle méthode totalement inédite* ».

Le HuffPost - C'est en vantant « *une nouvelle méthode totalement inédite* » qu'Élisabeth Borne entend se réconcilier avec les organisations syndicales : la transposition des accords

trouvés par les partenaires sociaux seront désormais « *le plus fidèlement possible et intégralement au Parlement, avant même que l'on les ait vus* ».

Le ballon d'essai a pris la forme du projet de loi sur le partage de la valeur présenté fin mai. Adopté le 29 juin par l'Assemblée nationale, le texte est désormais utilisé par le gouvernement comme la preuve par l'exemple que cette méthode est la bonne. Ainsi, Matignon n'oublie pas de souligner que « *les partenaires sociaux sont satisfaits de ce qui est ressorti de l'Assemblée nationale* ». Et en rajoute une couche : « *Cette méthode consiste en un a priori de confiance extrêmement fort du gouvernement envers les partenaires sociaux, dans leurs capacités à trouver les meilleurs accords possibles* ».

« *Les partenaires sociaux ont coché presque toutes les cases de nos propositions. Ils ont repris à leurs comptes les idées qu'on a pu leur proposer et nous, ça nous va très bien* », se réjouit-on. Le HuffPost 12 juillet 2023

J-C - Il faudrait être difficile pour espérer mieux ! Ces ordures se rendent à Matignon le lendemain de l'adoption par le Sénat d'une mesure scélérate visant les chômeurs.

Ils renouent avec le STO !

RSA : le Sénat vote les 15 heures d'activité hebdomadaire obligatoire pour les allocataires - publicsénat.fr 11 juillet 2023

Ce ne sont ainsi pas simplement les allocataires du RSA qui seront finalement concernés, « *même si ceux-ci doivent être mobilisés en priorité, mais à tous les demandeurs d'emploi signataires d'un contrat d'engagement et nécessitant un accompagnement, notamment les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et les autres chômeurs de longue durée* », précise la commission des Affaires sociales.

L'article 3 du texte en question réforme le régime de sanctions applicables aux allocataires du revenu de solidarité active (RSA), qui ne respecteraient pas leurs obligations.

En cas de non-respect de ces contrats, le projet de loi a pour objectif de rendre « *plus progressives* » et « *plus effectives* » les sanctions prévues par la loi. Il crée à ce titre, avant la sanction maximale de la radiation (peu utilisée), la suspension temporaire du RSA en cas de manquements. Une régularisation est prévue si la personne respecte à nouveau ses devoirs. Pour le ministre du Travail Olivier Dussopt, cette nouvelle sanction nommée « *suspension-remobilisation* » vise à « *rénover l'accompagnement* » des allocataires du RSA. « *Cela nous paraît équilibré, cela nous paraît utile aussi* », a-t-il ajouté.

En commission des affaires sociales, les sénateurs ont limité à trois mois de RSA les sommes pouvant être restituées. publicsénat.fr 11 juillet 2023

France(dés)Info n'aime pas la SNCF et tiens à le faire savoir.

Transports : les premiers trains Lyon-Barcelone de la Renfe débarquent en France pour concurrencer la SNCF - francetvinfo.fr 13 juillet 2023

Avec l'ouverture à la concurrence du marché ferroviaire français, les premiers trains de la compagnie espagnole roulent à partir de ce jeudi 13 juillet entre Lyon et Barcelone, pour un trajet direct de 5h contre 5h30 avec un changement dans la meilleure des configurations pour la SNCF.

Les prix de lancement sont très attractifs, 29 euros pour un départ depuis la gare de Lyon Part Dieu.

L'opérateur espère ainsi conquérir les voyageurs par la qualité de ses trains et leur ponctualité.

En deux semaines, 31 000 billets ont été vendus sur le territoire historique de la SNCF. Ce concurrent de plus pour l'opérateur français a de l'appétit et entend se faire une place sur le corridor stratégique Paris Lyon. francetvinfo.fr 13 juillet 2023

Les masques tombent. Quand ceux qui dénoncent le racisme arment les néonazis de Kiev.

La cheffe de l'extrême droite finlandaise obligée de s'excuser après un énième scandale raciste - Le HuffPost 12 juillet 2023

Le président finlandais Sauli Niinistö, depuis le sommet de l'Otan à Vilnius, a appelé le gouvernement « à prendre une position claire de tolérance zéro contre le racisme ». Le HuffPost 12 juillet 2023

Dictature et escroquerie climatique.

Stratégie de la terreur et du chaos, manipulation de la météo et mystification climatique à la rescousse.

Europe : plus de 60 000 décès attribuables à la chaleur à l'été 2022 - LePoint.fr

Une étude publiée ce lundi estime que le continent fera face à une moyenne de plus de 68 000 décès excédentaires chaque été à l'horizon 2030.

Plus de 60 000 morts en Europe durant l'été 2022, le plus chaud jamais enregistré - France 24

Vers plus de 120 000 morts par an en Europe d'ici 2050 à cause de la chaleur - Le HuffPost

Canicule: un été 2022 très meurtrier en Europe - AFP

Jusqu'à 44°C: l'Espagne fait face à nouvel épisode de chaleur extrême - BFMTV

Le sud des Etats-Unis se prépare à une forte vague de chaleur - AFP

Au Japon, des morts et des milliers d'évacuations après des pluies hors normes - Euronews

États-Unis: de fortes pluies et des inondations font au moins un mort dans l'État de New York - BFMTV

Fabrique du consentement ou quand les services corrompus de l'Etat fabriquent un "baromètre".

Climat : les Franciliens et les plus aisés sont ceux qui soutiennent le plus les mesures environnementales, selon une étude - francetvinfo.fr 11 juillet 2023

"Les problèmes environnementaux apparaissent comme l'une des préoccupations majeures des Français", confirme ce mardi le baromètre annuel d'opinion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), le service statistique du ministère de la Santé.

Toutefois, l'étude menée auprès de 4 000 personnes, âgées d'au moins 18 ans, révèle que pour lutter contre le changement climatique, les Franciliens et les personnes les plus socialement favorisées soutiennent davantage les mesures environnementales que les autres catégories sociales et que les habitants des communes rurales.

57% des Franciliens se disent par exemple favorables à l'augmentation de la taxe carbone contre 20% des résidents des communes rurales et près d'un tiers des résidents des autres unités urbaines.

Chez les cadres, ils sont 47% à y être favorables contre 35 % pour l'ensemble des personnes interrogées. Globalement, les mesures qui visent à adopter des modes de vie décarbonés, mais qui ont des effets négatifs immédiats sur le pouvoir d'achat et qui affectent le quotidien *"rencontrent une moindre adhésion"*. (En fait elles sont majoritairement rejetées. - J-C)

Les mesures proposées pour faire face au changement climatique ne font donc pas l'unanimité alors que, dans ce baromètre d'opinion 2022 de la DREES, cette *"préoccupation environnementale"* est largement partagée. 84% des Français interrogés se disent, en effet, *"préoccupés"* par *"les problèmes liés à l'environnement"*. C'est même leur deuxième préoccupation, derrière le niveau de salaire et le pouvoir d'achat (91%) et devant la pauvreté (83%), l'avenir du système de retraite (80 %), et le sexisme et les violences faites aux femmes (78%). Dans cette étude, l'insécurité arrive en 14e position des préoccupations, partagée par 44% des personnes interrogées. francetvinfo.fr 11 juillet 2023

J-C – En Inde, la "*préoccupation environnementale*" arriverait en dernière position, tout le monde s'en fout parce qu'elle n'a pas lieu d'être, tout simplement. Et pour cause, tout va bien, la température est inférieure à la normale saisonnière et il pleut beaucoup. Cela n'était pas arrivé depuis plusieurs mois, alors qui s'en plaindrait !

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

France. Un mouvement placé sous protection policière...

Violences contre les personnes LGBT+ : le gouvernement annonce un plan contre les discriminations - BFMTV 9 juillet 2023

Les Pays-Bas servent de quartier général et de laboratoire à Davos.

Une femme transgenre remporte pour la première fois le concours de Miss Pays-Bas - BFMTV 10 juillet 2023

Stop World Control ?

En tête du box-office US, le film "Sound Of Freedom" évoque la traite des enfants et bouscule Hollywood - France-Soir 07 juillet 2023

Au lendemain de sa sortie dans les salles de cinéma aux États-Unis, mardi 4 juillet, le thriller Sound Of Freedom a déjà engrangé 11,5 millions de dollars de préventes. Réalisé par Alejandro Monteverde avec Jim Caviezel au premier rôle, le long-métrage aborde le thème du trafic d'enfants. Il retrace l'histoire véridique de Tim Ballard, un ancien agent du gouvernement américain qui a lutté contre cette activité criminelle, notamment en Amérique du sud. Malgré un impressionnant engouement du public (avec un meilleur démarrage au box-office que le blockbuster Indiana Jones), le soutien de personnalités comme Elon Musk ou l'acteur Mel Gibson et de nombreuses critiques positives, Sound of Freedom n'est pas évoqué dans les médias mainstream.

Timothy Ballard est le fondateur de l'organisation à but non lucratif, Operation Underground Railroad (OUR), spécialisée dans la lutte contre le trafic sexuel et le trafic d'enfants. Avant de lancer cette organisation, Tim Ballard, auteur de plusieurs livres, affirme avoir servi pendant 12 ans au Département américain de la Sécurité intérieure (DHS), au sein d'une task force (un groupe de travail, ndlr) chargée d'enquêter à propos des crimes perpétrés sur Internet contre les enfants. Il a été déployé comme agent d'infiltration au sein d'une équipe US contre le tourisme sexuel d'enfants, lit-on sur le site de l'OUR.

"*Frustré*" par le manque de stratégies pour sauver des enfants kidnappés ou victimes de la traite, particulièrement dans les pays sous-développés, Tim Ballard, qui a aussi interpellé le

Congrès américain à ce propos, quitte le DHS et fonde son organisation à but non lucratif en 2013, aux côtés “d’anciens agents du FBI et coéquipiers de la CIA”.

Interrogé par OSV News, l’acteur est revenu sur “*l’objectif*” de ce film, de “*vendre 2 millions de billets pour 2 millions d’enfants*” concernés par le trafic. Le producteur du film, le Mexicain Eduardo Verástegui, explique, de son côté, qu’il entend faire de ce thriller “une arme d’instruction et d’inspiration de masse” contre cette activité aussi criminelle qu’inhumaine.

Pour atteindre ce but, le distributeur du film, Angel Studios, adopte la même méthode de financement participatif déjà appliquée pour sa série à succès, “*The Chosen*”. Les téléspectateurs qui achètent des billets permettront à d’autres de regarder ce thriller gratuitement.

<https://edition.francesoir.fr/culture-cinema/cinema-film-sound-freedom-sur-la-traite-des-enfants>

Dr John Money : théorie du genre et pédophilie - lemediaen442.fr 8 juillet 2023

À la fin de ses études de doctorat, Money a été invité par l’endocrinologue pédiatrique Lawson Wilkins pour être codirecteur d’une unité de recherche nouvellement créée à l’hôpital universitaire Johns Hopkins de Baltimore. C’est dans ce contexte que Money a identifié un terme global pour parler de la masculinité et de la féminité des intersexués. Le terme qu’il a finalement choisi était « *le rôle des genres* ». Il a théorisé et a inventé les expressions « *identité de genre* » et « *orientation sexuelle* » et les a ensuite étendu à l’identité/rôle de genre, reconnaissant pour la première fois les distinctions entre le sexe, le sexe biologique et le comportement sexuel. Selon lui, les organes génitaux ainsi que les rôles sexuels devraient être désormais non liés.

<https://lemediaen442.fr/dr-john-money-theorie-du-genre-et-pedophilie/>

Bud Light évincée du top 10 des meilleures bières américaines à cause de l’influenceur transgenre Dylan Mulvaney

<https://lemediaen442.fr/bud-light-evincee-du-top-10-des-meilleures-bieres-americaines-a-cause-de-linfluenceur-transgenre-dylan-mulvaney/>

Santé.

Vidéo. Covid-19 : sans soin, on survit moins

La crise Covid-19 semble derrière nous, mais les règlements de compte se poursuivent. L'IHU de Marseille et son ancien directeur, Didier Raoult, ont été accusés d'avoir effectué des "*expérimentations sauvages*".

Personne n'est dupe, il s'agit toujours de faire payer à l'équipe de Marseille la promotion de l'hydroxychloroquine comme traitement pendant la crise. Or les vaccins anti-Covid-19 avaient besoin qu'il n'existe aucun traitement alternatif pour s'imposer sur le marché. Il fallait donc tuer dans l'œuf toute tentative d'apaiser la peur ou de soigner les malades. A ce titre, il y a bien une expérimentation qui a été menée à grande échelle en France : celle de ne pas soigner les malades.

Grâce à cette expérimentation réalisée en 2020 et 2021, nous savons dorénavant que moins on soigne les gens et plus ils meurent. De façon très nette, les départements ayant la plus forte baisse du nombre d'hospitalisés sont ceux accusant la plus forte hausse de décès. Dommage pour les participants qui n'étaient pas dans le bon groupe, mais qu'ils se réjouissent, grâce à eux la science progresse.

https://www.youtube.com/watch?v=ljZu_rdxsRw

Rapport trimestriel de situation Covid planétaire du samedi 1er Juillet 2023 0h00 GMT

Elle aura fait, in fine, un nombre infime de victimes: 0,885 décès pour mille habitants en 3 ans et demi, soit 0,25 décès sur 1000 habitants en moyenne annuelle, principalement des personnes âgées atteintes de comorbidités (88%). Elle aura donc été plus politique et médiatique, que réelle et grave.

Des vaccins élaborés à la hâte, vendues pour une efficacité de 95% sur les formes graves, et injectés en priorité aux personnes les plus exposées, auraient dû enrayer très vite (dès 2021) cette pandémie, s'ils avaient eu l'efficacité proclamée par l'industrie pharmaceutique, ses relais politiques et médiatiques, et les autorités de santé les plus corrompues.

Cela n'a pas été le cas. Cette épidémie a encore provoqué près de 200 000 décès au premier semestre 2023, dont 62% dans les 31 pays de l'OTAN, très vaccinés, qui ne représentent pourtant que 12% de la population de la planète

3 pays de l'OTAN, les USA, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont cumulé, à eux seuls, près de la moitié des décès Covid déclarés sur la planète au 1er semestre 2023... Ils ont eu manifestement plus de difficultés que d'autres à se remettre de l'épidémie. Les deux premiers d'entre eux (USA et UK) ont, hélas, été pris en référence par de trop nombreux pays qui en ont payé le prix (fort).

S'agissant des vaccins, 4,2 milliards de doses avaient été «*sécurisées*» pour l'UE par madame von der Leyen pour un montant de 75 milliards d'euros dans des accords secrets, passés avec l'industrie pharmaceutique (10 doses pour chaque citoyen de l'UE).

0,9 milliard de doses auraient été utilisées à ce jour en UE (source : Our World in data) à l'heure où la vaccination se ralentit énormément, voire s'arrête un peu partout en Europe.

Autrement dit, plus des trois quarts des doses commandées pour l'UE devront être détruites. Trois quarts de l'investissement (75 milliards d'euros) auront donc été gaspillés en pure perte. Escroquerie du siècle ou Incompétence abyssale au plus haut niveau de l'UE ? La question se pose, désormais.

2ème rapport trimestriel de situation Covid planétaire du samedi 1er Juillet 2023 0h00 GMT

Remarques sur le tableau ci-dessus :

Avec près de 376,5 millions de tests positifs déclarés en 2022 dans une population mondiale de 8 milliards d'habitants qui avait déjà reçu 9,2 milliards de doses de vaccin en 2021, on réalise que la contamination n'a jamais été réduite par le vaccin, bien au contraire, puisqu'elle a été 4,5 fois plus importante en 2022 sur des populations vaccinées qu'en 2020 sans vaccin. Qui ne connaît pas parmi ses proches des gens double ou triple vaccinés qui ont attrapé le Covid en 2022 ?

Le slogan «*Tous vaccinés, tous protégés*» était donc un énorme mensonge répété ad nauseam par les pseudo-scientifiques, les politiques et leurs relais médiatiques, corrompus par Big Pharma. Les populations vaccinées, souvent par la contrainte, s'en sont rendues compte puisqu'elles ont très vite renoncé aux rappels conseillés et prescrits par les autorités gouvernementales et médicales (0,37 milliards de doses de primo-vaccination ou de rappel au 1er semestre 2023 contre 9,2 milliards en 2021).

La grande majorité des contaminations et des décès des années 2022 et 2023 l'a été dans des pays très vaccinés d'Europe et d'Amérique du Nord (Voir les détails dans les tableaux qui suivront). L'Europe est d'ailleurs restée l'épicentre de l'épidémie depuis vingt et un mois, sans discontinuer, ce qui est la preuve que la stratégie du tout vaccinal n'y a jamais fonctionné. Elle ne compte que 9,5% de la population mondiale mais déclare encore sur les quinze derniers jours, plus de 30% des décès enregistrés sur la planète. C'est un fait difficilement contestable, même par les «*déconneurs*» du Monde ou de Libération qui ont réponse à tout.

Malgré une vaccination de masse menée tambours battants depuis début décembre 2020, l'épidémie aura été deux fois plus meurtrière en 2021 qu'en 2020 (contamination et nombre de décès) sur l'ensemble de la planète. La vaccination n'a donc pas fait reculer l'épidémie partout où elle a été appliquée en 2021. Pour 2022, les chiffres de contamination ont été bien pire (multiplication par 4,5) et la mortalité, à peine meilleure, qu'en 2020, sans vaccin. Pour 2023, les pays en développement les moins vaccinés d'Afrique et d'Asie se sont sortis beaucoup plus vite de l'épidémie que les pays développés les plus vaccinés. Ce sont des faits.

Comme toutes les autres épidémies avant elle, nouveaux variants ou pas, l'épidémie Covid-19 a fini par régresser naturellement sous l'effet de plusieurs facteurs :

- La prolifération des variants rend chacun d'entre eux moins létal au fil du temps. C'est le cas du Omicron et de ses derniers sous-variants.
- Le réservoir de personnes fragiles et atteintes de comorbidité, donc susceptibles de faire des formes graves de la Covid s'est progressivement «vidé» par décès des plus fragiles. On ne meurt pas deux fois.
- Dans de nombreux pays, une meilleure prise en charge des patients et l'apparition et l'application de nouveaux traitements précoces pour les personnes atteintes de la Covid ont réduit considérablement la mortalité liée à ce virus.
- L'immunisation naturelle d'une partie croissante de la population mondiale qui, testée ou non, vaccinée ou non, a contracté la maladie et en a guéri, a également contribué à la baisse de la létalité. À cet égard, le variant Omicron et ses sous-variants, très contagieux mais très peu létaux, ont joué le rôle de véritables vaccins naturels pour ceux qui ont contracté la maladie, sans être porteurs de multiples facteurs de comorbidité.

Notons qu'avec la guerre en Ukraine qui impacte la planète entière, les médias ont un nouvel os à ronger. Les grands titres de l'actualité s'en trouvent considérablement changés mais les médias et les politiques continuent à surfer sur la peur et à manipuler l'opinion sur ce nouveau sujet.

Les données présentées par différents pays (UK, France, Israël, Italie) montrent que seulement 12% environ des décès attribués à la Covid peuvent être attribués uniquement à la Covid et de manière certaine. 88% des décès auraient donc pu être attribués à l'une ou l'autre des multiples comorbidités dont souffraient les patients décédés. Autrement dit, le nombre de 6,9 millions de décès sur trois ans est certainement surévalué, et pas qu'un peu. Il pourrait fort bien être de l'ordre de 1 millions qui, répartis sur trois ans et demi, deviendrait un nombre dérisoire au niveau planétaire. De là à dire que cette «pandémie» a été plus médiatique et politique que réelle, il n'y a qu'un pas que je n'hésite plus à franchir...

32,2% seulement des habitants des pays à faible revenu, donc moins solvables, auraient reçu au moins une dose. Ils ne s'en portent pas plus mal, bien au contraire. Ce simple constat montre, s'il en était besoin, que la vaccination était, avant tout, une affaire de gros sous pour Big Pharma et ses relais corrompus. Les riches populations de la région Nord Atlantique intéressaient bien davantage l'OMS et les laboratoires pharmaceutiques que les populations les plus pauvres et les moins solvables d'Afrique ou d'Asie.

À l'échelle planétaire, il y aura eu deux fois plus de décès Covid en 2021 avec le vaccin qu'en 2020 sans vaccin, alors même qu'il y a consensus scientifique pour admettre que le variant delta a été moins létal que ses prédécesseurs.

<https://reseauinternational.net/rapport-trimestriel-de-situation-covid-planetaire-du-samedi-1er-juillet-2023-0h00-gmt/>

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Contre-offensive de Kiev: plus de 26.000 soldats tués, 1.244 chars détruits, selon la Défense russe - fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

Depuis le début de la contre-offensive ukrainienne le 4 juin, les forces russes ont éliminé 1.244 blindés ukrainiens, rapporte la Défense russe ce 11 juillet.

Parmi ces véhicules, figurent 17 chars Léopard, 5 chars français AMX et 12 véhicules de combat américains Bradley.

Au total, 3.000 unités d'armement ont été détruites. Les pertes humaines se chiffrent à 26.000 soldats.

Nous avons anéanti 915 unités de véhicules militaires spéciaux, deux systèmes antiaériens, 25 lance-roquettes multiples, 403 canons et mortiers dont 43 systèmes d'artillerie américains M777 et 46 canons automoteurs polonais, américains et français. La défense anti-aérienne a abattu 176 munitions Himars, 27 missiles de croisière Storm Shadow et 483 drones, a détaillé le chef de la Défense russe. fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

Les Etats-Unis vont livrer des armes à sous-munitions à l'Ukraine - AFP 8 juillet 2023

Les Etats-Unis ont franchi vendredi un pas supplémentaire dans la guerre en Ukraine, en décidant de livrer à Kiev des armes à sous-munitions qui tuent à l'aveugle et sont interdites dans nombre de pays notamment européens.

Ces armes dites à sous-munitions dispersent ou libèrent des petites charges explosive conçues pour exploser avant, à, ou après l'impact. Selon le type d'arme utilisé, le nombre de sous-munitions dispersées peut aller de quelques dizaines à plus de 600.

Nombre de pays en ont interdit l'utilisation et la production dans le cadre de la Convention d'Oslo de 2008 dont ni les Etats-Unis ni l'Ukraine ne sont parties prenantes.

Comment la France va bombarder davantage la population civile du Donbass.

Guerre en Ukraine : la France va livrer des missiles « Scalp » à Kiev, annonce Emmanuel Macron - Le HuffPost 11 juillet 2023

Le chef de l'État a annoncé la livraison prochaine de ces missiles longue portée à son arrivée au sommet de l'Otan à Vilnius, en Lituanie.

« *Compte tenu de la situation, et de la contre-offensive qui est menée aujourd'hui par l'Ukraine, j'ai pris la décision d'accroître les livraisons d'armes et d'équipement* », a déclaré devant la presse le chef de l'État, afin de permettre à l'armée ukrainienne d'avoir « *des capacités de frappe dans la profondeur* », qui lui permettront d'atteindre les zones occupées

par la Russie à l'Est, ce qui lui est difficile actuellement avec les missiles de moyenne portée dont elle dispose. Le HuffPost 11 juillet 2023

L'ambassade de Russie à Paris a quant à elle fait part de sa déception. «*Comme la pratique l'a déjà montré, le régime de Kiev utilise l'analogie britannique de ce missile de croisière pour attaquer les zones résidentielles des villes et les infrastructures civiles, entraînant la mort de civils, y compris des femmes et des enfants*» a-t-elle ajouté, précisant que la partie française devait être «*consciente*» de son «*degré de responsabilité*». RT 11 juillet 2023

Les médias français en pincent pour le nazisme, pas étonnant.

J-C - Ils présentent à nouveau des néonazis ukrainiens en "*militaires ukrainiens*" ou "*commandants ukrainiens*".

Erdogan libère des combattants d'Azov, Moscou dénonce une violation de l'accord - RT 8 juillet 2023

Guerre en Ukraine : le retour à Kiev de ces militaires ukrainiens détenus en Turquie ulcère Poutine - Le HuffPost 9 juillet 2023

Les combattants d'Azov, la gifle diplomatique de Volodymyr Zelensky à Vladimir Poutine - France 24 10 juillet 2023

Guerre en Ukraine : le Kremlin furieux après le retour de commandants ukrainiens de Turquie - BFMTV 9 juillet 2023

Le Kremlin a fustigé ce samedi le rapatriement par le président ukrainien Volodymyr Zelensky de plusieurs commandants ukrainiens qui devaient rester en Turquie jusqu'à la fin du conflit à la faveur d'un accord entre Moscou et Kiev.

La présidence ukrainienne a confirmé avoir obtenu le retour de ces membres du régiment Azov, honni en Russie, après des "*négociations avec la partie turque*". Ils ont été accueillis à l'aéroport d'Istanbul par le président Volodymyr Zelensky, qui effectuait une visite en Turquie.

"*Le retour des commandants d'Azov de la Turquie vers l'Ukraine n'est rien d'autre qu'une violation directe des termes des accords existants*", a fustigé le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, cité par les agences de presse russes.

Une partie du bataillon capturée à Marioupol

Selon lui, tant l'Ukraine que la Turquie ont violé les termes de cet accord qui prévoyait que ces hommes demeurent en Turquie jusqu'à la fin du conflit.

L'Ukraine avait annoncé fin septembre l'échange avec la Russie de 215 militaires dont des chefs de la défense de l'aciérie Azovstal.

Cinq commandants militaires, "*des superhéros*", selon Volodymyr Zelensky, avaient été transférés en Turquie. Ils devaient y rester "*en sécurité absolue et dans des conditions confortables*" jusqu'"à la fin de la guerre", selon un accord avec M. Erdogan. BFMTV 9 juillet 2023

L'Otan est déjà en conflit avec la Russie, estime Moscou - fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

"*Bien entendu, l'Otan ne cherche pas le conflit avec la Russie. L'Otan ne fait qu'y participer*", a écrit sur Telegram Maria Zakharova, commentant ainsi le communiqué du sommet de Vilnius.

Depuis le début de l'opération spéciale militaire russe, les pays membres de l'Otan ne cessent de fournir des armes à l'Ukraine, notamment des chars européens et américains et des missiles à longue portée.

Le 10 juillet, le ministère russe de la Défense a dénombré, depuis le 24 février 2022, plus de 11.500 mercenaires étrangers en Ukraine qui ont pris et prennent encore part aux hostilités, dont 4.845 ont été neutralisés. Pour la plupart, il s'agit de ressortissants américains, canadiens ou de pays européens. fr.sputniknews.africa 11 juillet 2023

Coup de théâtre à Bruxelles : Zelensky éjecté du sommet UE-CELAC suite à l'opposition de l'Amérique latine - lemediaen442.fr 8 juillet 2023

Selon des sources diplomatiques anonymes citées par le portail d'informations basé à Bruxelles, EURACTIV, un scandale retentissant secoue actuellement les plus hautes sphères de la politique internationale. Les dirigeants de 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont contraint l'Union européenne d'annuler l'invitation du président ukrainien Volodymyr Zelensky au sommet UE-CELAC qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 juillet.

Les tensions entre Zelensky et les pays d'Amérique latine sont exacerbées par l'attitude du président ukrainien et sa proximité avec les États-Unis. L'Amérique latine affiche ouvertement son soutien au président russe Vladimir Poutine, mettant ainsi en évidence sa position influente et affirmée.

C'est une énième défaite pour le président ukrainien puisque les dirigeants de 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont insisté pour supprimer tous les paragraphes sur le soutien à l'Ukraine du projet de déclaration finale de l'événement. La CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes) a soumis une contre-proposition au projet de texte qui lui a été transmis par Bruxelles, supprimant tous les éléments concernant l'Ukraine.

Cette décision fracassante a mis l'Espagne — qui occupe actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne — dans une position des plus embarrassantes, étant donné que c'est elle qui avait initialement adressé l'invitation à Zelensky. Toutefois, face à l'opposition farouche des dirigeants latino-américains, l'Espagne n'a eu d'autre choix que de se plier à leur volonté et d'annuler l'invitation de manière définitive et sans appel.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, c'était engagée à travailler avec chaque pays du monde pour exiger qu'ils expriment clairement leur position concernant l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine... elle ne s'attendait pas à un tel revers.

<https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/leak-latin-american-countries-push-back-on-ukraine-eu-agenda-ahead-of-joint-summit/>

La Défense russe révèle le nombre de mercenaires étrangers en Ukraine depuis le début du conflit - fr.sputniknews.africa 10 juillet 2023

Au total, 11.675 mercenaires issus de 84 pays différents sont arrivés sur le front ukrainien depuis le début du conflit militaire, a rapporté ce 10 juillet le ministère russe de la Défense.

Les mercenaires sont principalement venus de Pologne (plus de 2.600 personnes), des États-Unis et du Canada (plus de 900 personnes sur les deux pays), de Géorgie (plus de 800 personnes), du Royaume-Uni (plus de 700 personnes), de France (environ 200 personnes) et de la zone syrienne contrôlée par la Turquie (environ 200 personnes).

Au cours des combats, 4.845 mercenaires ont été éliminés dont la plupart sont ressortissants des États-Unis, du Canada ou de pays européens. 4.801 mercenaires ont fui l'Ukraine, précise le ministère.

Recrutement acharné face aux pertes élevées

Durant le dernier mois, l'Ukraine a procédé au recrutement de mercenaires en Argentine, en Afghanistan, au Brésil, en Irak et dans la zone syrienne contrôlée par les États-Unis. L'embauche de mercenaires a été également mise en œuvre aux États-Unis et au Canada, a indiqué la Défense russe. Selon l'instance, Kiev est assisté par des services spéciaux occidentaux.

BRICS.

Un pays européen déclare son intention d'adhérer aux BRICS fr.sputniknews.africa 7 juillet 2023

La Biélorussie a remis au Brésil une note confirmant son intention de devenir membre du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a fait savoir la diplomatie biélorusse.

L'ambassadeur biélorusse au Brésil Sergueï Loukachevitch, a informé les autorités du pays latino-américain de l'intention de Minsk d'adhérer au groupe BRICS, a annoncé le service de presse du ministère biélorusse des Affaires étrangères.

Le diplomate s'est réuni avec la vice-ministre brésilienne des Affaires étrangères, Maria Luisa Escorel de Moraes, indique le communiqué ministériel. Ils ont discuté notamment des livraisons des engrais potassiques biélorusses au marché brésilien ainsi que des perspectives de participation de Minsk aux programmes publics brésiliens pour les agriculteurs privés et les exploitations familiales.

Auparavant, le quotidien indien Business Standard, citant ses propres sources, a rapporté que le prochain sommet des BRICS à Johannesburg en août pourrait voir l'intronisation de cinq nouveaux membres – l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Fin janvier, le chef de la diplomatie biélorusse Sergueï Aleïnik a déclaré que la Russie s'était déclarée prête à soutenir son pays s'il souhaitait rejoindre les BRICS.

Chine.

Guerre des puces: Pékin porte un coup à Washington sur les terres rares - fr.sputniknews.africa 6 juillet 2023

Les restrictions sur l'exportation de gallium et de germanium mettent Washington en délicatesse dans la guerre des puces électroniques, ces deux composants étant indispensables à leur fabrication, a expliqué à Sputnik Thomas W. Pauken, géopolitologue américain.

Ironiquement, les États-Unis se sont mis eux-mêmes en difficulté, en frappant les premiers et en renforçant les contrôles à l'exportation sur l'achat de puces avancées, en octobre. Des sanctions présentées à l'époque comme une victoire côté américain, mais qui entraînent aujourd'hui ces contre-mesures chinoises sur les terres rares, souligne Thomas W. Pauken.

"Il est plutôt risible que l'administration Biden ait pensé pouvoir gagner cette guerre technologique. Si vous n'avez pas accès aux terres rares, si vous n'avez pas accès aux chaînes d'approvisionnement pour produire ces appareils électroniques, vous êtes totalement détruits, vous êtes dévastés, les États-Unis le savaient. Ils savaient à quel point ils dépendaient des terres rares. Ils savaient à quel point ils devaient compter sur la Chine pour relocaliser leurs usines", explique-t-il ainsi.

C'est donc bien la Chine qui tient les meilleures cartes dans cette confrontation, souligne Thomas W. Pauken. L'Empire du Milieu contrôle 63% de l'extraction mondiale de terres rares et 78% de ces matériaux importés aux États-Unis viennent de Chine, rappelait d'ailleurs une étude de l'US Geological Survey de 2022. fr.sputniknews.africa 6 juillet 2023

Bolivie.

La Bolivie va transformer le lithium avec des entreprises russes et chinoises - tvbrics.com 9 juillet 2023

L'administration du président bolivien Luis Arce a convenu avec des entreprises chinoises et russes de mettre en œuvre une technologie d'extraction directe du lithium dans deux marais salants.

Le chef de l'État a signé des accords avec les entreprises pour appliquer leur technologie d'extraction directe du lithium (DLE) dans deux marais salants avec un investissement total de 1,4 milliard de dollars.

Ces documents s'ajoutent à l'accord signé en janvier avec un important consortium chinois. Le président Arce a déclaré que la Bolivie avait signé des accords pour la production industrielle de lithium d'une valeur de 2,8 milliards de dollars au premier semestre de 2023.

Le ministre des Hydrocarbures et de l'Énergie, Franklin Molina, a rappelé que le processus de sélection de la technologie DLE a débuté en 2021.

Molina a souligné que la deuxième étape cruciale était la signature d'accords avec le leader chinois de la technologie DLE avec la production de batteries et de véhicules électriques et une société russe qui a 70 ans d'expérience dans le recyclage du lithium et la production de batteries.

Les accords prévoient la construction de deux usines de recyclage DLE dans les zones de Pastos Grandes et d'Uyuni Norte, situées dans la région de Potosi, où au moins 45 000 tonnes de lithium seront produites chaque année.

Grâce à ces accords, l'administration Arce vise à produire environ 100 000 tonnes de carbonate de lithium d'ici 2025. La Bolivie possède des réserves de lithium estimées à 21 millions de tonnes, réparties à Uyuni, Pastos Grandes et Coipasa.

Le pays dispose actuellement d'une usine de traitement industriel du chlorure de potassium, d'une usine pilote de production de carbonate de lithium et d'une autre usine en construction pour le traitement industriel du lithium.

Ces usines pourront produire jusqu'à 25 000 tonnes par année de carbonate de lithium de qualité batterie d'une pureté de 99,5%.

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 17 juillet 2023.

Essayez le marxisme, le socialisme.

Albert Einstein : La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent !

Une telle confusion n'est plus permise.

Docteur Herbert Shelton (1895-1985).

- À toutes les époques, les médecins ont confondu les actions d'autodéfense de l'organisme vivant pour se défendre et les actions de substances étrangères. Ils ont confondu l'action vitale d'expulser des substances étrangères de l'organisme et l'attaque d'une entité extérieure sur le corps. En confondant ainsi la véritable nature des opérations observées dans la maladie, ils ont tenté de soumettre, supprimer et détruire les actions et les processus qui seuls peuvent sauver la vie du patient. Dans leurs efforts pour guérir (exorciser ou tuer un ennemi imaginaire), ils ont fait la guerre à la constitution humaine.

Une réflexion.

Il y a un truc que je n'avais pas encore dit.

Dorénavant ou régulièrement, on se retrouve à traiter des évènements destinés à nous mettre mal à l'aise ou en porte-à-faux, à perdre l'équilibre, de véritables planches savonneuses pour se casser la gueule d'un côté ou de l'autre selon la manière dont on les interprétera. On prendra le risque de passer pour gauchiste ou réactionnaire. Mieux, on n'échappera pas à l'une ou l'autre de ces accusations, ce qui me laisse de marbre, car j'ai bien conscience de ces pièges à con et de n'être ni l'un ni l'autre, car n'y ayant aucun intérêt personnel.

Dans ce cas de figure, avant de prendre position je réfléchis longuement, et je me détermine uniquement par rapport au gain politique que pourrait en tirer notre cause et pas autres choses, est-ce bien clair ? Je me contrefous de ce que peuvent penser untel ou untel, jamais cela aura une influence sur mes décisions ou mon orientation politique.

Dans l'affaire Traoré, j'ai pris le parti de ne pas y participer, de condamner l'exploitation politique qui en est faite par ceux qui soutiennent Assa Traoré ou le comité Adama Traoré. Je fournis toute une argumentation à la clé. Tout me débecte dans cette femme, elle n'a aucune dignité, elle incarne le lumpenprolétariat d'en haut et d'en bas, vous lirez plus loin pourquoi.

Je salue ici le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID), qui a décidé de ne pas en être, pour dire que, sur ce coup-là je ne suis pas tout seul à ne pas verser dans l'opportunisme le plus ignoble qui soit.

Vous savez qu'en Inde je baigne dans un des milieux les plus pauvres de la planète depuis des décennies, donc je n'ai pas à me justifier davantage, personne parmi les Indiens que je connais ou que j'ai croisés un jour et qui sont tous pauvres ou très pauvres ne se comporteraient comme les Traoré. Et bien que personne parmi nous n'aime la police, parce qu'elle est corrompue et peut être violente, il ne viendrait à l'esprit de personne de la traiter comme le font ces voyous, car en dernier recours c'est à elle qu'on s'adresse quand on a un grave différent à régler.

Autrement dit, sans avoir développé de valeurs républicaines, les Indiens savent garder raison, et que généralement la police est garante des intérêts de chaque citoyen sans considération de richesse ou de statut social, il existe évidemment des exceptions comme partout qui confirment la règle, au-delà de son rôle de gardien de l'ordre établi qu'on lui contestera sur le plan politique, mais pas en lui tirant dessus, seulement si les conditions politiques l'ordonnaient... Ici en l'occurrence, c'est la règle qui nous importe, et non de faire régner notre propre loi, on verra cela plus tard quand on aura pris le pouvoir, c'est une autre histoire.

Je ne suis pas un gauchiste, un opportuniste, un réactionnaire, un extrémiste fanatique, un populiste, un démagogue, un mégalomane, un charlatan, juste un brin marxiste ou socialiste, et cela me suffit amplement. C'est tout ce que je vous souhaite.

A Lire. Un document sur le développement économique de la Chine.

Chine : Le seul tableau qui explique tout

<https://reseauinternational.net/elementor-331929/>

J-C – Personne n'est supposé ignorer le fulgurant développement de la Chine au cours des 4 dernières décennies, surtout le Forum économique mondial qui l'a forcément intégrée dans sa stratégie du Great Reset. Aussi, ce à quoi nous assistons à l'heure actuelle avec la montée en puissance de la Chine alliée à la Russie et d'autres partenaires (BRICS), ressemble à la transmission du témoin en athlétisme de l'empire colonial britannique aux Etats-Unis à l'occasion de la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour achever la mondialisation de l'économie capitaliste à l'échelle de la planète ou porter son développement à un niveau supérieur en englobant la totalité des pays où les infrastructures étaient demeurées à l'état de sous-développement, de manière à assurer durant une période dont on ignore la durée la survie du capitalisme en décomposition à l'état d'asphyxie dans l'ensemble des pays occidentaux.

La nature de ces Etats et leur histoire ne se ressemblent pas, pire, dans le passé jusqu'à notre époque, leurs rapports ont sans cesse été émaillés de tensions et de guerres, chacun défendant ses intérêts au détriment des autres, en recourant à la diplomatie ou à la force, les plus puissants écrasant les plus faibles, les moins développés sur le plan économique et donc militaire.

Il ne faut se faire aucune illusion sur les intentions bienveillantes affichées par la Chine, car il en ira toujours ainsi tant que le capitalisme existera, puisqu'il implique la concurrence à tous les niveaux de la société et entre tous les Etats, qui engendrent les génocides, les guerres et les guerres civiles entre autres souffrances imposées injustement et inutilement aux peuples... A suivre.

Si vous ne voulez pas devenir enveloppé ou obèse, cessez de vous gaver et dormez davantage !

J-C - Leur délire concerne vraiment tous les aspects de notre vie quotidienne qu'ils veulent formater, de quoi je me mêle. Je vais vous raconter un truc.

Avoir du ventre me contrarie, parce que c'est moche et c'est un signe d'opulence que je ne tolère pas chez moi, chez les autres je m'en fous.

Avant je bouffais comme quatre, cela a duré pendant 50 ans environ. Evidemment, je me suis rapidement retrouvé en surpoids, un peu tant que je bossais et j'étais jeune, beaucoup, plus tard quand je suis devenu rentier (mais pas oisif, je précise.), je suis monté à 83 kilos pour 1,63m dans les années 2000. J'ai saisi l'occasion du départ de mon épouse indienne en 2012 pour réduire mon alimentation, pas suffisamment pour perdre beaucoup de poids. 8 ans plus tard, profitant de l'épisode de la dictature sanitaire, j'ai supprimé la Vodka, les amuse-gueules salées, les glaces, etc. et j'ai divisé au moins par 4 ma ration alimentaire quotidienne réduite à celle de la grand-mère indienne de 88 ans qui vit chez moi, cela depuis un mois et j'ai perdu 4 kilos. L'année dernière j'étais redescendu à 75 kilos, il a suffi que mon épouse ramène de France une valise pleine de victuailles, charcuterie, fromage, etc. et j'ai repris ces 5 kilos en 4 mois, après impossible de les reperdre, d'où cette décision drastique mais efficace, économique aussi, ça aide à payer la facture d'électricité qui s'est envolée !

Au début, tous les jours j'ai ressenti cette sensation de faim. Je l'avais déjà expérimentée dans ma jeunesse, un jour j'étais même allé bosser sous bouffer pendant 3 jours, c'était en 1976. Cette sensation de faim, je l'ai observée, pesée, je me sentais plus léger, agréable sensation que d'autres maudissent parce qu'ils ne l'ont pas choisie. Je n'ai rien fait, j'ai fini par ne plus y faire attention ou l'oublier. C'est comme si elle avait disparu toute seule, sauf la nuit quand je me lève. Cela m'a inspiré la réflexion suivante : Tu n'as pas honte, pendant qu'il y en a encore qui crèvent de faim. Je n'y suis pour rien, c'est pour eux que je me bats ici.

Cet aliment insoupçonné serait très efficace pour réduire la graisse du ventre - Grazia 14 juillet 2023

On connaît très bien les haricots verts, en salade ou en accompagnement. Mais il est plus rare de cuisiner des recettes maison avec des haricots noirs. Pourtant, ces derniers sont de réels alliés minceur et sont notamment efficaces pour perdre du gras du ventre. Très riches en fibres, les haricots noirs apportent une sensation de satiété tout en réduisant les fringales dans la journée. Grazia 14 juillet 2023

J-C - Avoir faim ou la boulimie est un luxe de gavés, obnubilés par leur frigo qui doit toujours être plein à craquer, de nantis réduits à un tube digestif ! C'est cela qui aura raison de leur santé, chez d'autres c'est le sexe qui fait office de cerveau ou c'est tout ce qui en reste, ce qui ne vaut guère mieux !

Au violon ? Même pas !

Royaume-Uni: un festival de musique classique interrompu par des militants écologistes - BFMTV 15 juillet 2023

Deux manifestants écologistes du mouvement britannique "*Just Stop Oil*" ont brièvement interrompu un concert de musique classique au Royal Albert Hall, ce vendredi soir à Londres. Les deux militants ont tenté de brandir une banderole, avant d'être rapidement exfiltré par la sécurité. BFMTV 15 juillet 2023

Le capitalisme à visage humain a une dent contre vous.

Faute d'accès aux soins, de plus en plus de Britanniques s'arrachent leurs propres dents - BFMTV 14 juillet 2023

Au Royaume-Uni, l'accès aux soins dentaires est hors d'atteinte pour toute une partie de la population. Démunis et en souffrance, certains Britanniques en arrivent même à s'arracher leurs propres dents. Des soins "*DIY*", "*fait maison*", retrouvés chez 10% des sondés, parmi les 2100 des participants d'une étude YouGov.

Plus précisément, le rapport pointe des défaillances au sein des National Health Service (NHS), le département de la santé et de la protection sociale britannique. Au Royaume-Uni, les soins sont répartis entre la NHS, gratuite et publique, et les hôpitaux indépendants gérés par des sociétés.

En l'état, plusieurs caries rongent l'accès aux soins publics. Les centres dentaires sont soit trop éloignés, ne proposent pas de rendez-vous dans des délais raisonnables, ou les deux. Des lacunes qui poussent ceux qui en ont les moyens vers le secteur privé, et les autres vers l'impasse.

Comme le rapporte The Independent, des témoignages marquants ont été entendus par les parlementaires. Comme celui d'une personne ayant roulé pendant cinq heures pour trouver un rendez-vous. D'autres font avec les moyens du bord.

"Entendre parler d'une personne souffrant d'une telle douleur et d'une telle détresse qu'elle a dû utiliser des pinces pour extraire ses dents démontre la crise que traversent les services dentaires du NHS", déplore Steve Brine, le président de la commission de la santé et des affaires sociales.

La situation n'affecte pas uniformément tous les Britanniques. Les premières victimes sont *"les individus et les groupes vulnérables et socialement défavorisés"*: personnes à faibles revenus, minorités ethniques, personnes autistes, réfugiés et demandeurs d'asile et, les personnes sans domicile fixe.

Un rapport de l'OMS paru en novembre 2022 souligne que *"le défaut de soins bucco-dentaires touche près de la moitié de la population mondiale"*. BFMTV 14 juillet 2023

Double peine. Ce qu'il y a de bien dans l'esclavage, c'est que la liberté est en sécurité.

J-C – Entre nous, c'est aussi pourquoi ils ont imaginé les coffres-forts !

Dans la nuit du 28 juin, les émeutiers avaient pris pour cible la mairie de Mons-en-Barœul (Nord). Alors face à la décision du maire de renoncer aux feux d'artifices de la fête nationale, les habitants se montrent compréhensifs. *"C'est vrai que ça s'est calmé mais on ne sait jamais, on préfère la sécurité avant tout"*, déclare une habitante. francetvinfo.fr 13 juillet 2023

J-C – La société du spectacle en son et lumière pour le même prix. Il n'y a rien de plus éphémère que les feux d'artifices et les pétards, ajoutons les bombes, et cons, hormis les jeux vidéo et la guerre grandeur nature... Cela dit, pour les crétins qui s'en faisaient une joie. A force de s'accommoder de tout, on récolte le pire un jour, c'était écrit.

La sécurité, c'est pour les biens lotis, les bien-pensants, les rentiers, y compris ceux du 3e âge qui ignorent ce que c'est que la pauvreté et la précarité, le vacarme des bombardements, les nuits blanches ou les nuits habitées de cauchemars, l'angoisse du lendemain, survivre un jour de plus, un destin sans espoir.

Émeutes : la ville du Blanc-Mesnil annule sa plage d'été pour payer les dégâts - AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

La municipalité (LR) a annoncé que les équipements municipaux seront réparés avec les économies réalisées par l'annulation de la plage d'été. AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

Seule l'exploitation justifie l'oppression et la répression.

Pour Gabriel Attal, "les seules réponses possibles" aux émeutes sont "l'ordre et l'autorité" - BFMTV 13 juillet 2023

La création de 3.000 places de prison supplémentaires votée par LR et la majorité - 20minutes.fr 13 juillet 2023

Totalitarisme. Discrimination, exclusion, stigmatisation, ils en sont à dénoncer 1/12° de l'humanité à éviter.

Couple : ce signe astrologique dont il vaut mieux éviter de tomber amoureux - closermag.fr 13 juillet 2023

Tout partager avec sa moitié, se projeter dans le futur et avoir des projets communs, voilà le genre de relation que l'on rêve tous de vivre un jour. Sauf le Verseau, bien sûr ! Volatile et individualiste, ce signe astrologique est loin d'être l'âme sœur parfaite. Car oui, malgré ses nombreuses qualités, le Verseau ne risque certainement pas de vous faire passer en priorité. Si vous recherchez de l'engagement et de la stabilité dans votre couple, alors fuyez avant qu'il ne soit trop tard... Au moins, vous êtes prévenus ! closermag.fr 13 juillet 2023

Vaut mieux ne pas être un chat non plus ! L'Australie instaure un couvre-feu... pour les chats domestiques !

J-C – Rappel. Lors de l'épisode de la dictature sanitaire, les autorités australiennes avaient imposé à la population 6 confinements soit 235 jours et les habitants de Melbourne auront subi une limitation de leurs déplacements durant un total de 267 jours.

L'Australie va éradiquer plusieurs millions de chats errants à l'aide de robots intelligents - BFMTV 13 juillet 2023

Les autorités australiennes estiment que les chats errants sont responsables de la disparition de 9 millions d'animaux de manière quotidienne, parmi eux, des mammifères, dont l'endémique marsupial fourmilier, des reptiles, des oiseaux, des invertébrés ou encore des amphibiens.

Pour venir à bout du fléau, les chats errants seraient six millions en Australie, un robot nommé Felixer a été testé durant de nombreuses années dans cet État.

Celui-ci, grâce à l'intelligence artificielle dont il est équipé, est capable de reconnaître les chats puis de leur lancer un jet de huit milligrammes de fluoroacétate de sodium, aussi appelé "*poison 1080*", extrêmement nocif pour les félins. Une fois touché, le chat va se lécher et avaler le poison. BFMTV 13 juillet 2023

Comment, cela produiraient des effets secondaires graves chez les enfants similaires à ceux des injections géniques à ARN M, quelle aubaine !

J-C – Ces monstres n'ont pas pu injecter leur saloperie à l'ensemble des jeunes, alors ils se rattrapent autrement.

Un conseil, si vous avez des enfants ou petits-enfants bannissez toutes les boissons pétillantes sucrées destinées aux enfants ou adultes, privilégiez les jus de fruits ou les sirops, si possible naturels, après c'est une question de fric. Moi j'ai la chance d'en fabriquer toute l'année, orange, citron, cerise, hibiscus et bientôt peut-être noix de coco, j'ai juste le sucre à acheter.

La nouvelle boisson à la mode aux Etats-Unis fait des vagues - AFP 15 juillet 2023

Avec ses quantités très élevées de caféine, une nouvelle boisson à la mode aux Etats-Unis est accusée d'être dangereuse pour les enfants, qui se l'arrachent depuis qu'elle a été lancée par de célèbres Youtubeurs.

Prime Energy. Une seule cannette contient 200 mg de caféine -- soit bien plus que les 30 mg contenus dans une cannette de Coca-Cola, et les 80 mg d'une cannette de Red Bull. Les enfants de moins de 12 ans ne devraient pas en consommer du tout, prévient l'Académie américaine pour la psychiatrie des enfants et adolescents (AACAP), une association professionnelle. Et entre 12 et 18 ans, une limite de 100 mg par jour est conseillée -- soit une demie cannette de Prime Energy.

Outre de l'agitation, de l'anxiété ou des maux de tête, l'ingestion de trop de caféine par un enfant peut entraîner des vomissements, une pression sanguine élevée, ou encore des problèmes de rythme cardiaque, selon l'AACAP. Certains peuvent y être plus sensibles que d'autres.

"Ce produit a un seul vrai marché cible: les enfants de moins de 18 ans, et voilà pourquoi je sonne l'alarme", a déclaré cette semaine l'influent sénateur démocrate Chuck Schumer, qui a pris le sujet à bras-le-corps.

Prime Energy existe dans de nombreux parfums attractifs pour les plus jeunes (orange-mangue, framboise-melon...).

Mais les niveaux de caféine contenus dans cette boisson sont "*ahurissants pour le corps d'un enfant*", s'est offusqué Chuck Schumer. Elle "*est à la mode parce qu'elle est devenue un symbole de statut social influencé par les réseaux sociaux, que les enfants essaient à tout prix de copier*", a jugé son bureau dans un communiqué.

Le marché des boissons énergétiques est prospère et en pleine expansion, et les rayons des supermarchés américains regorgent de différentes marques.

Sur la première année d'opérations, Prime a vendu pour 250 millions de dollars de produits, avait précédemment déclaré Logan Paul lors d'une interview. AFP 15 juillet 2023

En terme d'hypocrisie, ils en connaissent un rayon chez Musk et Sputnik.

Elon Musk condamne l'"hypocrisie" de Washington sur les armes à sous-munitions pour Kiev - fr.sputniknews.africa 15 juillet 2023

Voici comment le Starlink d'Elon Musk est utilisé par les Ukrainiens sur le front - fr.sputniknews.africa 15 juillet 2023

Les perles de Public Sénat lors de la visite en France le 14 juillet du Premier ministre indien, Narendra Modi.

- Les deux Etats cherchent à porter une politique étrangère de non-alignement...
- Emmanuel Macron et Narendra Modi revendiquent tous les deux une véritable autonomie stratégique...
- J-C - Dans les deux cas c'est vrai pour l'Inde, c'est faux pour la France vassal de Washington.

Et pour cause, la conclusion serait la même en France !

Etats-Unis : Pas de suspect découvert sur la cocaïne trouvée à la Maison-Blanche - 20minutes.fr 13 juillet 2023

Les deux grèves qu'on ne soutiendra pas.

Royaume-Uni : les médecins entament une nouvelle grève - AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

Les « *junior doctors* » ont appelé à une nouvelle grève de cinq jours ce jeudi. Ils demandent une hausse de leurs salaires au gouvernement. Les « *junior doctors* », statut proche de celui des internes en France, entament une nouvelle grève à partir de 7 heures jeudi, jusqu'à mardi à la même heure

Au Royaume-Uni, les « *junior doctors* » représentent environ la moitié des médecins hospitaliers, allant de jeunes médecins sortant juste de l'université à des praticiens ayant plus de huit ans d'expérience. Le syndicat demande une augmentation de 35 % des salaires, ce à quoi s'oppose le gouvernement. AFP/LePoint.fr 13 juillet 2023

J-C – On ne choisit pas cette profession pour s'enrichir ou obtenir un statut social supérieur, mais pour soulager la souffrance des patients sans condition de revenu ou même gratuitement s'ils sont trop pauvres.

États-Unis: après les scénaristes, les acteurs d'Hollywood entrent officiellement en grève - BFMTV 14 juillet 2023

Après l'échec des négociations entre les grands studios américains et le puissant syndicat des acteurs, les acteurs d'Hollywood sont officiellement entrés en grève ce jeudi soir, a annoncé leur syndicat.

"Le conseil national du SAG-AFTRA a voté à l'unanimité un ordre de grève contre les studios et les diffuseurs", a annoncé Duncan Crabtree-Ireland, le directeur exécutif national de ce syndicat qui représente 160.000 acteurs et autres professionnels du grand et petit écran.

Les deux corps de métiers réclament une revalorisation de leurs rémunérations, en berne à l'ère du streaming. Ils souhaitent également obtenir des garanties concernant l'usage de l'intelligence artificielle (IA), pour l'empêcher de générer des scripts, ou de cloner leur voix et leur image.

Ce double mouvement social réunissant les visages et les plumes de l'industrie cinématographique est une première à Hollywood depuis 1960. BFMTV 14 juillet 2023

J-C – Le temple de la propagande néolibérale, de l'abrutissement des masses, nuisible ou non-indispensable, hormis quelques rares exceptions pour cause de box-office.

Nous ne ferons pas la « promotion de l'homosexualité, de la transidentité », de la pédophilie.

Hongrie : des milliers de personnes participent à la marche des fiertés à Budapest - BFMTV 16 juillet 2023

Des milliers de personnes ont participé, sous la chaleur, à la marche des fiertés de Budapest, en Hongrie, ce samedi, exprimant leur inquiétude face aux pressions croissantes exercées sur la communauté LGBTQ+ par le gouvernement conservateur de Viktor Orbán.

Les masques tombent ou fin d'une mystification : L'UE l'américaine !

J-C - Une nouvelle occasion d'union nationale.

L'ensemble des élus au Parlement européen voulaient faire croire qu'ils pourraient imposer leur loi au GAFAM ou "*réguler les GAFAM*", la Commission européenne vient de leur opposer un cinglant démenti qui fait désordre. Au passage il leur a été rappelé qu'ils ne détenaient aucun pouvoir, hormis celui d'entériner la politique ou les directives de la Commission européenne.

Fiona Scott Morton, une Américaine nommée à Bruxelles, fait l'unanimité contre elle en France - Le HuffPost 13 juillet 2023

Cette ancienne consultante de Microsoft et Apple a été nommée à un poste lié à la régulation des géants américains de la tech. Le HuffPost 13 juillet 2023

France.

Le nihilisme par lui-même.

J-C – La métamorphose de la social-démocratie en social-patriote, social-impérialiste, social-libéral, social-libéral libertaire correspond bien à quelque chose sur le plan idéologique,

l'adoption de l'idéologie capitaliste partagée par Macron et l'extrême-centre. Leur ennemi commun, l'idéologie des exploités, la classe ouvrière, le communisme.

Pour François Hollande, le macronisme "*ne correspond à rien sur le plan idéologique*" - BFMTV 13 juillet 2023

François Hollande reproche à Emmanuel Macron d'être à l'origine du schéma politique apparu lors des deux dernières présidentielles. Selon lui, celui-ci "*oppose l'extrême droite à un mouvement central qui ne correspond à rien sur le plan idéologique et qui a de moins en moins de force et de vitalité dans l'opinion.*" BFMTV 13 juillet 2023

Le parti de Macron est aussi "*à l'extrême droite de l'échiquier politique*" français, mais ils s'en accommodent très bien.

- Le parti de Narendra Modi « *est un mouvement politique nationaliste hindou à l'extrême droite de l'échiquier politique indien* », ont écrit les écologistes dans un communiqué. AFP 14 juillet 2023

Vive la guerre en famille !

Loi de programmation militaire : le Parlement adopte définitivement le texte - Publicsenat.fr 13 juillet 2023

Comme espéré par le gouvernement, la loi est actée avant la fête nationale. Avec 313 voix en faveur du texte, 13 abstentions et 17 « *contre* », le texte consacre bel et bien 413,3 milliards d'euros à la défense pour les 7 prochaines années. « *Il entend maintenir l'objectif de porter l'effort national de défense à hauteur de 2 % du PIB à compter de 2025* », avance le Sénat.

Pour l'adopter, ce mercredi à l'Assemblée nationale, les forces de Renaissance se sont alliées avec les groupes LR, Liot, PS et quelques voix du RN. Au Sénat, la grande majorité des refus proviennent du groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Écologiste alors que la plupart des écologistes se sont abstenus.

Les rangs socialistes se réjouissent. Rachid Temal (PS) avance que l'accord est « *à la fois une victoire pour le Sénat et les socialistes du Sénat* ». Publicsenat.fr 13 juillet 2023

En famille. Ils sont plus que complémentaires, sans eux, Mélenchon n'existerait plus !

Mélenchon dénonce « *une jonction dans les faits* » entre Macron et l'extrême droite - AFP/LePoint.fr 16 juillet 2023

Sur son blog, l'ancien député fustige la « *glissade assumée* » vers l'extrême droite du parti présidentiel, qui exclurait la France Insoumise de « *l'arc républicain* ».

« *Mais le plus fort est la mise à l'écart de LFI qui fonctionne comme un dénominateur commun. C'est leur liant, leur motif de vote mutuel au deuxième tour* », relève-t-il. AFP/LePoint.fr 16 juillet 2023

J-C - Pourquoi, devraient-ils avoir une autre attitude envers LFI ? Entendez, Macron devrait l'écouter, adopter sa politique... Macron dehors, ça il ne le dira pas le charlatan.

Quelle idée incongrue !

"Rien à fiche des changements de ministres": Jean-Louis Debré préconise une dissolution ou un référendum - BFMTV 15 juillet 2023

L'ancien président de l'Assemblée et du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré préconise une "*dissolution ou référendum*" afin de "*sortir de l'impasse politique actuelle*", dans un entretien au Parisien publié ce samedi.

"*Pour sortir de l'impasse politique actuelle, je pense que le retour au souverain, c'est-à-dire au peuple, s'impose*", assure l'ancien ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac (1995-97).

"*Dissolution ou référendum, c'est un choix du président*", poursuit-il, rappelant que le général de Gaulle avait "*réglé la crise de 1968 par un retour devant le peuple souverain*", avec une dissolution de l'Assemblée nationale qui lui était pourtant favorable.

"*Les Français n'ont rien à fiche des changements de ministres*"

"*Vous ne pouvez pas passer des textes aussi importants que la réforme des retraites sans avoir une consultation populaire*", insiste encore l'ancien titulaire du Perchoir de 2002 à 2007. Faute de majorité absolue à l'Assemblée, l'exécutif avait fait adopter le texte en recourant à l'article 49-3, qui permet d'échapper au vote.

Selon Jean-Louis Debré, Emmanuel Macron "*s'est enfermé dans ce slogan des cent jours, promettant un apaisement du pays*".

"*Or, force est de constater que ces cent jours*", décrétés le 17 avril et dont l'échéance était fixée au 14 juillet, "*n'ont pas été à la hauteur de l'espérance présidentielle*", estime celui qui déplore la "*disparition du sentiment national*".

"*Il faut retrouver une volonté politique*", plaide l'ex président du Conseil constitutionnel (2007-2016), en ironisant sur l'effet que pourrait produire un remaniement. "*Les Français n'ont rien à fiche des changements de ministres. D'ailleurs, on n'en connaît que quatre ou cinq*", fait-il valoir. BFMTV 15 juillet 2023

Pourquoi chassez Macron s'il est « utile » ? C'est vrai qu'ils ont voté pour lui.

Agenda social : les partenaires sociaux jugent que l'entretien à Matignon a été « utile » - Publicsenat.fr 12 juillet 2023

Élisabeth Borne a salué « *un agenda social ambitieux, très dense* ». « *Je souhaite poursuivre un travail riche et constructif avec vous comme avec l'ensemble des partenaires sociaux* », a dit Borne. (Gageons qu'elle sera entendue ! - J-C)

« *Ce que nous avons engagé aujourd'hui, c'est une reprise en main qui marque le début des quatre prochaines années* », a affirmé Sophie Binet (CGT). Publicsenat.fr 12 juillet 2023

J-C - Elle a également émis un regret : « *La réunion d'aujourd'hui marque l'échec consternant des 100 jours annoncés par le président de la République* », parce qu'il aurait dû en être autrement ?

Tribune Libre.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein.

Non à la division, c'est à Macron qu'il faut s'attaquer !

En six ans de présidence, Macron a provoqué le mouvement des gilets jaunes, six mois de grèves et de manifestations ouvrières par millions contre la réforme des retraites et la flambée de révolte à la suite du meurtre de Nahel. Rien de commun en apparence entre ces trois explosions sociales... hormis qu'elles ont été nourries par une même conviction, celle d'une injustice sociale croissante.

C'est un fait : la politique conduite par Macron et ses ministres accable les pauvres et engraisse les riches. La revue procapitaliste Challenges révèle qu'en dix ans les 500 plus grosses fortunes de France ont vu leur valeur cumulée multipliée par 3,5. Elle atteint désormais des chiffres que Challenges qualifie de « *démesurés, famalgames, monumentaux* » : 1 170 milliards d'euros ! Cette véritable caverne d'Ali Baba contient plus de richesses qu'il ne serait nécessaire pour répondre aux besoins du peuple. Ainsi le recrutement d'un million d'enseignants et d'un million de personnels soignants représenterait à peine... un dixième de ce trésor accumulé sur la base de l'exploitation de la force de travail, du pillage des peuples et de la spéculation !

À la porte de cette caverne d'Ali Baba des temps modernes, Macron monte la garde pour protéger les intérêts des 500 ultra-riches qui remplacent les 40 voleurs. C'est pourquoi les travailleurs et les jeunes doivent le chasser pour récupérer ce qui leur a été volé.

Au lieu de quoi, dans les sommets de la « *gauche* », on fait le choix de déchaîner la division tout en épargnant Macron !

Qu'on en juge... Le 4 juillet, un appel est lancé par un vaste éventail d'organisations politiques et syndicales autour de La France insoumise. Intitulé « *Notre pays est en deuil et en*

colère », il se conclut sur une seule demande concrète, celle adressée au gouvernement pour qu'il « *prenne ses responsabilités* » en procédant à des réformettes de la police. Le nom de Macron est absent de cet appel.

Le même jour, le Parti communiste – qui n'est pas signataire de l'appel précédent – rend public son « *plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine* » qui appelle à un « *Grenelle pour l'égalité* ». Lui aussi ignore le nom de Macron.

Pendant ce temps, le PS vote sans vergogne avec les députés macronistes la loi de programmation militaire (LPM) et d'autres lois du gouvernement.

Tandis qu'elles s'en remettent ainsi au gouvernement pour sortir de la crise, les composantes de la Nupes s'invectivent avec force et se divisent, à la plus grande satisfaction de Macron qui en profite pour aligner ses plans et déchaîner la répression contre les travailleurs et la jeunesse.

La division orchestrée par une « *gauche* » qui tend la main à Macron ne sert que ce dernier. C'est contre Macron et sa politique qu'il faut s'unir et non pas s'unir avec lui pour diviser.

Pour répondre aux besoins urgents des hôpitaux, de l'école, des services publics, du logement social et de l'emploi des jeunes, les moyens existent : réquisition des 1 170 milliards accumulés par les 500 brigands capitalistes et des 413 milliards de la LPM ! Unité pour chasser Macron, maintenant !

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=7791

J-C - Ne serait-il pas temps de tourner définitivement le dos à toutes ces ordures du PS, PCF, LFI, Nupes et Cie.? Unité pour chasser Macron ne peut pas, ne doit pas s'adresser à eux, mais à l'ensemble des militants et des travailleurs.

N'oublions pas non plus qu'une révolution politique serait insuffisante. On doit réaliser une révolution sociale, procéder à un changement de régime économique. Chasser Macron, bien sûr, et le plus tôt sera le mieux, s'attaquer aux fondements du capitalisme dans la foulée pour répondre immédiatement aux immenses besoins sociaux des masses, une nécessité absolue pour les gagner à la révolution, instaurer une République sociale et avancer sur la voie du socialisme.

Voilà que les adeptes de la muselière pendant deux dénoncent une " tentative de museler l'expression politique des quartiers populaires".

J-C - Les médecins interdits de prescrire, les malades empêchés de se soigner, les vieux dans les Ehpad euthanasiés, plus de 100.000 morts causés par Macron avec leur complicité, plus que des "violences policières", un véritable massacre, vous croyez qu'on a déjà oublié ?

Une nouvelle marche contre les violences policières visée par une interdiction à Paris, la gauche outrée - Le HuffPost 15 juillet 2023

Partis politiques, organisations syndicales et collectifs militants dénoncent « *un évident signe d'autoritarisme* », une semaine après l'interdiction d'une marche en mémoire d'Adama Traoré.

« *Nous dénonçons avec force cette tentative de museler l'expression politique des quartiers populaires et la répression des mouvements sociaux et écologistes. Les organisations exigent que cette marche puisse se tenir* », ont-ils affirmé. Le HuffPost 15 juillet 2023

J-C - Ce sont d'ignobles provocateurs qui œuvrent pour Macron, ils instrumentalisent le désarroi des jeunes des couches les plus mal lotis pour détourner la classe ouvrière du combat politique pour chasser Macron.

L'affaire du "jeune Nahel" : un test social grandeur nature - francesoir.fr 12 juillet 2023

Patrick de Pontonx est avocat au barreau de Paris

J-C - J'ai lu cet article, dans lequel évidemment il y a des choses intéressantes et certaines à jeter.

Je me suis surtout attaché aux non-dits, parce que c'est sur eux que repose la plaidoirie ou la propagande de cet avocat de l'ordre établi, à savoir le : "*ce pourquoi*" qui manque, les "*circonstances*" dissimulées, "*les faits*", lesquels, sans remonter à leurs origines, pour finalement accuser de "lâcheté, d'aveuglement et d'incompétence" ceux d'"*en bas*" au profit de "*l'intérêt du pays et le service de l'État*" voyou ou terroriste, vous aurez reconnu ceux d'en haut qui justement portent la responsabilité de ce drame ou de la situation sociale.

Patrick de Pontonx :

- Alors, adaptant leur discours à leur comportement, voici que celui qui défie la loi est présenté d'une autre manière ; ce qu'il a pu faire, **ce pourquoi** la police l'a arrêté ou neutralisé et sans quoi l'événement ne se serait jamais produit, tout cela disparaît comme un fond d'image effacé.

- Cependant, une chose est de considérer cette jeunesse en soi, et de la considérer par rapport aux circonstances. Dans le premier cas, on s'applique à ne considérer que le jeune âge pour incliner à la compassion ; dans le second, on met en relation ce jeune âge **aux faits**, ce qui change singulièrement les perspectives.

- **Les faits** qui ont occasionné sa mort sont des faits de délinquance avérée, qu'il a lui-même provoqués.

- En haut, **l'intérêt du pays et le service de l'État** ; en bas, et toujours, la délinquance, ses multiples ramifications et ses multiples acteurs, quel que soit leur âge.

- **En bas** aussi ceux qui par leur lâcheté, leur aveuglement et leur incompétence conduisent cette société à la violence

Sélection de commentaires.

1 - ...le principal est occulté : la disproportion entre un refus d'obtempérer et sa sanction aussi brutale et arbitraire que définitive : la mort. Et cela vaut pour tout le monde, blanc, noir, beur, jeune ou vieux.

Demain peut-être ce sera un "*bon français de souche*" (!) désinhibé qui aura picolé, un dépressif abruti par des médocs sans conscience du réel, un gars sobre mais ayant peur de l'uniforme et qui panique....

Certains me diront qu'on ne conduit pas alcoolisé, ou drogué et ils auront raison, mais malheureusement ça existe. La possibilité que non arrêtés, ceux-ci provoquent alors un accident est également une réalité, comme le gars qui s'endort ou qui téléphone au volant.

Heureusement la probabilité qu'un refus d'obtempérer se termine par la peine de mort est faible, mais sur les 13 exécutés combien méritaient réellement cette sanction ? N'y avait-il pas d'alternative ? Tirer dans les pneus, un bras, une jambe.... Il y a je crois une doctrine à revoir et ceux qui à l'évidence tirent pour tuer sans qu'en face il y ait une menace proportionnelle méritent d'être écartés des forces de l'ordre et condamnés en conséquence. C'est la politique de l'état qui est à incriminer.

Et l'argument qui voudrait qu'en redémarrant la personne mettrait potentiellement la vie d'innocents (ou de malfrats d'ailleurs qui sait) en jeu ne tient pas : on ne condamne pas quelqu'un pour ce qu'il pourrait peut-être faire, encore moins à la peine de mort.

Xavier Azalbert le disait il y a peu :

« En dehors de toute comédie, juridiquement, la peine de mort a été abolie en France en 1981. Mais après un tel drame, la mort d'un jeune homme de 17 ans, n'est-elle pas d'une certaine façon toujours en pratique, en France ? »

Car c'est ça le fond du problème, jamais évoqué par M. de Pontonx qui considère que ce policier exemplaire a fait son travail et que la vie d'un jeune délinquant n'est pas si importante dans la balance (de la justice ?).

Voilà pourquoi j'ai eu envie de vomir à la lecture de sa plaidoirie.

2 - Oui de quoi vomir assurément.

Une exécution sommaire est inadmissible, qu'elle soit perpétrée par un jeune immigré ou par un policier.

Il y a toujours un "*deux poids, deux mesures*" chez nos politiques qui s'émeuvent à géométrie variable selon leurs intérêts... Ils participent aux clivages qu'on retrouve ici et ailleurs. (...)

Mais commencer à légitimer des exécutions d'où qu'elles viennent c'est entrer soi-même dans une danse infernale et un emballement sans fin (que je sens enclenché mais auquel je ne veux pas participer).

3 - Quels que soient les antécédents du conducteur puisqu'inconnus au moment des faits, le geste du policier n'est pas acceptable et doit être sanctionné, il me semble. Il y avait d'autres façons d'immobiliser le véhicule. On parle d'utilisation d'arme à feu à bout portant de manière totalement disproportionnée par rapport à l'agression, pas d'un simple coup de matraque. Inverser la réalité des faits est assez inquiétant, surtout ici, et me fait poser quelques questions !

Il n'y a en fait pas de différence entre cette tribune et une tribune qui tenterait d'expliquer que la gestion de la pandémie était légitime.

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/affaire-du-jeune-nahel-test-social-grandeur-nature>

Que pensaient les marxistes du lumpenprolétariat ?

Je n'ai pas de temps de faire des recherches pour argumenter davantage, alors on se contentera de cet aperçu de la page que Wikipédia a consacré au lumpenprolétariat.

Dans la pensée marxiste, les membres du lumpenprolétariat n'ont aucune conscience de classe, ne veulent pas en avoir, et sont incapables de mener une lutte politique organisée ; leur instabilité morale, leur paresse, leur manque d'éducation, leur penchant pour l'aventure, leur violence potentielle permettent à la bourgeoisie d'utiliser certains de ses représentants comme briseurs de grève, membres des bandes de pogrom, etc.

Engels

Engels insiste sur leur cupidité et leur violence, en évoquant le lumpenprolétariat napolitain, appelé "*lazzaroni*", en l'illustrant par son opposition aux autres prolétaires lors de la répression de la révolution de 1848 à Naples :

« Cette action du sous-prolétariat napolitain a décidé de la défaite de la révolution. Des gardes suisses, des soldats napolitains et des lazzaroni (voyous des rues napolitaines) se sont rués tous ensemble sur les défenseurs des barricades. »

Friedrich Engels, dans la préface de 1874 de *La Guerre des paysans en Allemagne* (1850), il met en garde les socialistes allemands :

- Le lumpenprolétariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes, est de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s'appuie sur eux, prouve déjà par-là qu'il n'est qu'un traître au mouvement.

Engels Friedrich, *Nouvelle Gazette rhénane*, 29 juin 1848, n° 29 :

- Engels qualifie la garde mobile de « *lumpenprolétariat organisé* », composé d'« *anciens mendiants, vagabonds, escrocs, gamins et petits voleurs* ».

Marx

Dans d'autres écrits, Marx a également vu peu de « potentiel » dans ces couches de la société. À propos des mercenaires rebelles, il écrit : « *une équipe hétéroclite de soldats ; des mutins qui ont assassiné leurs officiers, déchiré les liens de la discipline, et n'ont pas réussi à trouver en leur sein un homme à qui donner le commandement suprême sont certainement les corps moins susceptibles d'organiser une résistance sérieuse et durable* »

La description de Marx de ces révoltés comme étant non fiables pourrait être longuement discutée. Les mutins de l'armée russe et leurs comités de soldats furent essentiels pour le renversement du régime tsariste pendant la révolution russe de 1917. Pourtant, il y a une différence, en cela que la révolution russe était un soulèvement général de la plupart des classes populaires de la Russie, et pas seulement une mutinerie militaire. En outre, l'armée impériale russe était une armée régulière de conscrits, pas une armée de mercenaires ; en tant que telle, son extraction sociale était très différente et beaucoup plus proche de la paysannerie que du lumpenprolétariat.

Selon Marx, le sous-prolétariat n'avait pas de motif particulier pour avoir participé à la révolution, et pourrait même avoir eu un intérêt dans la préservation de la structure de classe actuelle, parce que les membres du sous-prolétariat dépendent généralement de la bourgeoisie et de l'aristocratie pour leur survie au quotidien. En ce sens, Marx voyait le lumpenprolétariat comme une force contre-révolutionnaire.

Dans Les Lutttes de classes en France, on lit, à propos de la garde mobile :

Ils appartenaient pour la plupart au lumpenprolétariat qui, dans toutes les grandes villes, constitue une masse distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu.

Au chapitre V de son livre Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte paru en 1852 :

- Des roués désargentés aux moyens d'existence douteux, et à l'origine tout aussi douteuse, des rejetons dépravés et aventureux de la bourgeoisie, des vagabonds, des soldats limogés, des détenus libérés, des forçats évadés des galères, des escrocs, des saltimbanques, des lazzaroni, des pickpockets, des joueurs de bonneteau, des joueurs, des maquereaux, des tenanciers de bordels, des portefaix, des littérateurs, des tourneurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, bref, toute la masse indéterminée, dissolue, ballotée et flottante, que les Français appellent la « *bohème* ».

Dans Les Lutttes de classes en France :

- L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.

Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient « *A la corruption !* », le peuple criait : « *A bas les grands voleurs ! A bas les assassins !* » quand, en 1847, dans les théâtres les plus illustres de la société bourgeoise, on représentait publiquement les scènes mêmes qui conduisent, d'ordinaire, le lumpenprolétariat dans les

bordels, dans les hospices et dans les maisons de fous, devant les juges, dans les bagnes et à l'échafaud.

Dans le Manifeste du parti communiste, paru en 1848 :

- Quant au lumpenprolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

Trotsky

Léon Trotsky a développé ce point de vue, voyant le lumpenprolétariat comme particulièrement vulnérable à la pensée réactionnaire. Dans son essai (série d'articles sur le fascisme) Comment vaincre le fascisme ? il décrit la prise du pouvoir de Benito Mussolini : « Grâce à la propagande fasciste, le capitalisme a mis en mouvement les masses de la petite bourgeoisie affolée et les bandes d'un lumpenprolétariat déclassé et démoralisé - tous ces êtres humains, innombrables, que le capitalisme financier avait lui-même portés au désespoir et la frénésie ».

Le militant anarchiste et influent théoricien du XIXe siècle Mikhaïl Bakounine avait une vue presque opposée à celle de Marx sur le potentiel révolutionnaire du lumpenprolétariat (tout en le distinguant du prolétariat).

Populisme/contre-populisme - Marx et le lumpenprolétariat par Jean-Claude Bourdin - Page 39 à 55

- La condamnation du lumpenprolétariat par Marx et Engels est politique.

- Le lumpenprolétariat ne peut se changer ni s'engager dans un changement de l'état actuel. Si le prolétariat ne peut « balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles » (K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande) que par une révolution, on comprend que le lumpenprolétariat qui manque de l'énergie nécessaire pour la révolution ne balayera pas la pourriture du vieux système, car il est cette pourriture. Marx en tire la conséquence, douloureuse pour les belles âmes, que le lumpenprolétariat doit être abandonné à son sort, qu'il est vain de chercher à le réformer, qu'il faut surtout se préserver de sa contamination.

<https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2013-2-page-39.htm#re1no1>

Confirmation.

Précision. Je me suis livré là à un travail de journaliste d'investigation en recueillant des faits où elles étaient disponibles, les idées ou opinions délivrés par ces journalistes ne nous intéressent pas ici.

Toute cette histoire pue l'instrumentalisation du début à la fin, ce sera donc sans moi.

Pour Assa Traoré l'argent n'a pas d'odeur ou n'est pas raciste.

J-C - Assa Traoré récupérée par Agnelli copropriétaire avec Rothschild de *The Economist*, qui définit l'orientation politique de l'extrême-centre auquel appartient Macron.

- Assa Traoré travaille à Sarcelles pour la Fondation OPEJ - Baron Edmond de Rothschild lorsque son frère trouve la mort ; elle est alors mise en arrêt maladie jusqu'en août 2017 et reste employée de l'OPEJ, sans solde, jusqu'en décembre 2019. Wikipédia

« C'est bien connu, ce sont les multinationales qui font le progrès social », Assa Traoré n'en a rien à foutre du progrès social.

La violence du système capitaliste - dont Christian Louboutin, 850 millions d'euros sur la balance selon Challenges, est un éminent représentant -, ne semble pas, elle, déranger Assa Traoré. N'en déplaise aux Goodyear, Whirlpool, Ford et autres Continental. La militante antiraciste met donc son image au service d'une entreprise détenue à 24 % par la famille Agnelli, laquelle n'a jamais hésité à tailler à la hache dans les effectifs de Fiat. Évidemment, ces luttes sociales sont moins glamours que l'icône « woke » qu'est devenue Assa Traoré.

Louboutin a bien compris le filon marketing, faisant de différentes figures du mouvement Black Lives Matter - Quincy Jones, Idris et Sabrina Elba - les ambassadeurs de sa collection. Et c'est donc dans *Le Figaro*, quotidien bien connu pour ses engagements progressistes et sociaux, que le cordonnier pour riches et l'acteur de *Sur écoute*, Idris Elba, convolent en juste noce.

« J'étais au Portugal quand George Floyd est mort, explique Christian Louboutin. Comme le monde entier, j'ai été choqué de ces images, de ce qui était en train de se passer. Quelques jours après, (...) en me baladant sur Instagram, je suis tombé sur le compte d'Opal Tometti. Elle était en direct sur la plateforme avec Idris et Sabrina. Leur discussion était non seulement passionnante mais aussi très émouvante. Le lendemain, je les ai appelés pour les féliciter et pour leur demander ce que nous pourrions faire pour aider la cause. » C'est beau, la conscience sociale. Surtout depuis le Portugal.

On se pince en lisant cette analyse d'Idris Elba : *« De nombreuses marques se sont levées et ont déclenché une prise de conscience auprès du grand public. »* C'est bien connu, ce sont les multinationales qui font le progrès social.

<https://www.marianne.net/societe/medias/lutte-sociale-assa-traore-partenaire-de-louboutin-contre-le-racisme>

Rappel des faits.

Le 19 juillet dernier (2016), cet homme de 24 ans, déjà bien connu des services de police, s'enfuit pour esquiver un contrôle d'identité lors de l'arrestation de son frère, dans le cadre d'une enquête sur une extorsion de fonds.

Rattrapé et menotté, il parvient à nouveau à s'échapper et se réfugie dans un appartement alentour, selon les informations de FranceTVinfo et de Libération. «*Il venait de sortir de prison il y a peu de temps. Il ne voulait pas y retourner*», expliquera plus tard l'un de ses amis. Là, il est interpellé par trois gendarmes: «*Il a pris le poids de nos corps à tous les trois*», notent-ils dans le procès-verbal, en précisant toutefois avoir «*employé la force strictement nécessaire pour le maîtriser*». Car Traoré, qui pratique la musculation, est en outre parvenu à se débarrasser de ses menottes et se débat. «*J'étais sur ses jambes. Mes deux autres collègues contrôlaient chacun un bras*», relate un gendarme. Très essoufflé, il est pris d'un malaise dans le fourgon qui le conduit à la gendarmerie tout près. Les secours ne parviendront pas à le ranimer.

Comme par hasard, le New York Times pond dans la foulée un éditorial au vitriol, intitulé «*Black Lives Matters in France, too*», en référence au mouvement outre-Atlantique pointant les brutalités policières contre les Afro-américains. «*La culture de l'impunité, bien ancrée chez les policiers, mène à des abus d'autorité sur les minorités*», prétend le célèbre quotidien américain, pas vraiment au parfum des zones de non-droit qui se développent en France, ni de l'impuissance des pouvoirs publics paralysés par l'angoisse du moindre dérapage sécuritaire qui mettrait le feu aux poudres - preuve éclatante en fut donnée durant l'épisode Nuit Debout et manifs anti-loi Travail, où les casseurs purent donner libre cours à leurs pulsions destructrices.

On garde le meilleur pour la fin: «*Daech a montré qu'il est en mesure d'exploiter les sentiments de colère et de l'aliénation à des fins meurtrières. (...) Maintenant, plus que jamais, la police doit rétablir la confiance avec les communautés minoritaires, en démontrant son respect des droits de tous les citoyens français, quelles que soient leur foi ou leur couleur, et qu'une application impartiale de la justice ne fait aucune exception pour la police*». En somme, les forces de l'ordre devraient éviter d'importuner les délinquants issus de la diversité pour ne pas risquer d'accroître les dissensions ethno-religieuses qui délitent la cohésion nationale, parce que c'est ce que recherchent, paraît-il, les terroristes. Ainsi s'enracine le nouveau sophisme en vogue chez les médias et les politiques depuis les derniers attentats. Après avoir voulu museler pendant des décennies les voix s'élevant contre l'immigration de masse, l'insécurité, le communautarisme, en les accusant de faire «le jeu du Front national» (mais ça ne prend plus, mince alors!), on leur reproche aujourd'hui de faire «le jeu de Daech». Ce raisonnement pervers ouvre la porte à toutes les soumissions, toutes les cécités. Adama Traoré n'est pas une victime innocente mais un délinquant multirécidiviste qui a résisté à une interpellation. Le Figaro 2 août 2016

La nature exacte de sa maladie ne regarde qu'elle, mais n'importe qui peut facilement vérifier qu'elle a fait preuve durant ces douze mois d'un allant formidable, enchaînant les meetings, les déplacements et les interviews.

Elle reçoit *Libération* pour un portrait publié en septembre 2016.

Le 13 octobre suivant, elle répond à *Jeune Afrique*.

Le 5 novembre, porte-voix en main, elle anime un petit cortège place de la République, à Paris.

Le 17 novembre, elle se manifeste au conseil municipal de Beaumont-sur-Oise, pour réclamer la vérité.

Le 31 décembre, elle met en ligne ses vœux en vidéo sur Médiapart, à l'invitation du site.

En janvier 2017, elle tient la vedette dans l'émission La Clique, de Mouloud Achour.

En 2018, même énergie : elle parle à Bastamag et Reporterre, elle se déplace en banlieue. Elle fait un entretien croisé avec Angela Davis, publié par la revue *Ballast*, en janvier 2019.

Elle est en *Une des Inrocks* en avril 2019 et annonce qu'elle relance sa ligne de vêtements, dans la rubrique "*Où est le cool ?*". En avril 2019, elle publie un second livre chez Stock, avec l'universitaire Geoffroy de Lagasnerie.

Elle termine l'année 2019 comme vedette d'une soirée de soutien réunissant l'écrivain Edouard Louis, l'économiste Thomas Porcher, l'ex-footballeur Vikash Dhorasoo, la chanteuse Camélia Jordana, la militante Rokhaya Diallo, etc. causeur.fr 19 juin 2020

France : deux frères d'Adama Traoré écroués dans l'attente de leur procès - AFP/france24.com 23 novembre 2016

Accusés de violences et outrages contre des policiers, deux frères d'Adama Traoré, le jeune homme de 24 ans décédé au cours de son arrestation en juillet à Beaumont-sur-Oise, ont été écroués dans l'attente de leur procès le 14 décembre.

Adama Traoré est mort le 19 juillet lors de son interpellation par des gendarmes. Qualifié de "*bavure*" policière par son entourage, le décès du jeune homme de 24 ans avait entraîné plusieurs nuits de violences à Beaumont-sur-Oise et dans les communes alentours.

Ses deux frères, Bagui, 25 ans, et Yssoufou, 22 ans, ont obtenu un délai pour préparer leur défense. Mais, dans l'attente de leur procès, la cour a décidé de les placer en détention provisoire "*pour éviter qu'ils n'exercent des pressions sur les témoins appelés à être cités à l'audience*" du 14 décembre.

La cour a suivi les réquisitions du procureur, qui avait demandé que les deux prévenus soient écroués, invoquant notamment le risque de nouveaux troubles à l'ordre public comme ceux qui s'étaient produits le 17 novembre en marge du conseil municipal de Beaumont-sur-Oise, dans le Val-d'Oise.

Ce jour-là, la séance avait dû être levée après que des heurts eurent opposé des soutiens de la famille Traoré aux forces de l'ordre devant l'Hôtel de Ville. Bagui et Yssoufou Traoré, qui nient les faits, doivent répondre de violences, outrages et menaces sur huit personnes dépositaires de l'autorité publique.

Bagui Traoré, dont le casier judiciaire comporte 13 mentions et qui a déjà été incarcéré pour des vols avec violences, est notamment accusé d'avoir porté des coups au visage d'une policière, lui occasionnant un jour d'ITT.

Identifiés par des vidéos et des témoignages, les deux frères ont été interpellés cinq jours après les faits au terme d'une enquête "*totalelement à charge*", a dénoncé Me Noémie Saidi-Cottier, l'avocate de Bagui Traoré. "*Il y a de nombreux témoignages et vidéos à exploiter*", a indiqué la défenseure, qui assure n'avoir pas "reconnu son client" sur les images versées au dossier.

Présents en nombre à l'audience qui était gardée par un important dispositif policier, les membres de la famille et leurs soutiens ont quitté le tribunal dans le calme. "*Ils disent qu'on ne voulait pas les laisser entrer mais je veux qu'on entende que la maire [de Beaumont-sur-Oise] avait laissé entrer la grande sœur et la mère d'Adama Traoré*", a ajouté l'avocate des parties civiles qui s'insurge contre "*l'instrumentalisation*" de la mort du jeune homme. AFP/france24.com 23 novembre 2016

Le wokisme à la mode Soros ou Davos importé en France est destiné à diviser les travailleurs et les militants et à les détourner de l'unité indispensable pour lutter efficacement contre le régime, chassez Macron...

Céline Pina: «Comment l'affaire Adama Traoré est instrumentalisée pour entretenir le communautarisme» - lefigaro.fr 4 juin 2020

Extraits

Céline Pina - Cette logique de victimisation est renforcée par les liens que le mouvement décolonial a tissé avec les mouvements de gauche (NPA, une partie de la LFI, une partie du PC, du PS) et qui aboutissent à ce que les références à la lutte des classes soient en train de disparaître, faute de combattants, au profit de la «*guerre des races*». Une guerre sans issue puisqu'elle essentialise en fonction de la couleur de peau. Reste encore à trouver un symbole pour radicaliser et faire basculer des individus dans le communautarisme et le séparatisme. Voilà pourquoi ces gens sont en quête de leur affaire Dreyfus, celle qui leur permettra d'intenter un procès retentissant à l'État et à la société. Le but est de remettre en cause le modèle culturel français en arguant de son échec et de proposer un nouveau modèle multiculturaliste. Transformer un fait divers en crime politique, pour augmenter son emprise sur sa communauté d'origine, faire chanter le gouvernement ou le pouvoir local, gagner en influence et en impunité est devenu une habitude.

J-C - En réalité, "*les mouvements de gauche*" ont abandonné le terrain de la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, tous ont trahi la classe ouvrière et le socialisme, par conséquent tous ces acteurs politiques et syndicaux n'ont aucune légitimité pour parler au nom du prolétariat et sa jeunesse, mais comme pour se faire élire et exister ils en ont besoin lors des élections, aussi versent-ils dans le populisme le plus abjecte, flattent ou encouragent le lumpenprolétariat à commettre toute sorte de forfaits qui servent directement le régime en place ou justifient l'adoption de nouvelles mesures policières ou liberticides qui sont ensuite employés pour réprimer la lutte de classe des travailleurs.

Leur humanisme est la politesse des salauds, qui soutiennent le régime néonazi en Ukraine, après avoir collaboré à la dictature sanitaire et climatique. Ils ne proposent à ces jeunes

aucune issue politique pour en finir avec Macron et le capitalisme, ceci explique cela. Ils n'en ont rien à foutre du racisme, du sort des immigrés, des femmes travailleuses, etc.

Céline Pina - Pas étonnant qu'une gauche en mal de projet ne résiste pas à la tentation de récupérer tout ce qui peut se transformer en fer de lance d'un grand mouvement de révolte qui s'en prend à l'ordre établi. À défaut de proposer un chemin d'avenir, investir sur la frustration permet de se créer des troupes et du genre qui effraient par leur violence. Mais ce faisant elle abîme le combat antiraciste, voire le dénature.

Le relais médiatiques a été très complaisant, prenant fait et cause de la version donnée par la famille sans poser beaucoup de questions ni faire un minimum d'enquête, voire simplement d'envisager qu'un travail contradictoire soit nécessaire. Ils ont donc tendu un micro à Assa Traoré et ont fait monter la sauce émotionnelle sans jamais faire usage de raison. Que ce soit dans le cas de Mouloud Achour sur Canal + ou d'Edwy Plenel, on est dans l'instrumentalisation. Peu de personnes ont l'air vraiment soucieuse de savoir ce qui est vraiment arrivé à Adama Traoré et cela fait bien longtemps que les associations mobilisées sur cette histoire ont rompu avec toute quête de vérité.

Ainsi on fait de la famille Traoré, une famille martyre, ce que la réalité dément. Peu de journalistes ont creusé les témoignages d'habitants se plaignant du fait que la famille Traoré inspirait la peur dans le quartier. Et on peut le comprendre au vu des condamnations que collectionnait Adama Traoré, accusé du viol d'un co-détenu peu avant son décès, mais aussi des violences commises par certains membres de la fratrie. Les frères d'Adama sont régulièrement inculpés et parfois condamnés pour faits de violences, d'intimidation, d'expéditions punitives, d'escroquerie sur personnes vulnérables, etc. Mais cela importe peu. Une fois que la mayonnaise a pris et que l'image victimaire est bien installée dans la tête du public, qu'importe la vérité, l'essentiel est de gagner la bataille de communication. On en est là.

On a ainsi vu peu à peu le comité Adama de plus en plus visible dans toutes sortes de manifestations, pour finir par être placé parfois en tête de cortège, comme ce fut le cas pour la «*Fête à Macron*», marche organisée par LFI en mai 2018. Ils ont été aussi des acteurs remarqués lors de la marche contre l'islamophobie où Allah Akbar a été scandé non loin du Bataclan et où les manifestants se baladaient affublés d'étoiles jaunes.

À cette gauche, vient s'ajouter Madjid Messaoudène, élu sulfureux de Saint-Denis, organisateur d'ailleurs de cette fameuse marche contre l'islamophobie, ou encore des Youcef Brakni, présenté parfois comme porte-parole du comité. Sûr de son fait, lui n'hésite pas à déclarer en toute modestie dans les Inrocks: «*Notre travail profite aux autres victimes de la police et de la gendarmerie...*» Il a rapproché le comité Adama du mouvement des gilets jaunes au nom de la convergence des luttes. Pari gagné. Le comité Adama sera placé en tête de cortège dans certaines manifestations des Gilets jaunes. Pourtant, «*Indiymédia Nantes*», site très à gauche, a souligné qu'il dénonce les violences policières «*sauf quand les victimes sont blanches*». Le site poursuit «*Youcef Brakni n'affiche pas seulement ses convictions religieuses. Il en use comme une arme politique. Sa citation de Mao Zedong juste après celle du soi-disant prophète Mohamed renforce également le symbole de cette alliance entre l'islam politique et une partie d'une certaine extrême gauche.*» Avec de tels soutiens, le comité Adama se caractérise au fil du temps par un discours politique de plus en plus victimaire et séparatiste et par un flirt de plus en plus assumé avec les islamistes.

Ainsi, le langage utilisé par Assa Traoré a évolué vers une politisation de son discours: «*Ce nom Adama met à nu le système répressif autoritaire français, cette machine de guerre qui nous a transformé en soldats malgré nous.*» De quelle armée, de quelle guerre parle-t-elle? Parce que si on regarde la réalité, en face, la vérité est que le prédateur du voyou de banlieue est l'autre voyou de banlieue et pas la police. Dans le même ordre d'idée, on a pu constater hier, devant le Palais de justice que, si le gouvernement ne se gêne pas pour frapper les Gilets jaunes et armer la police de LBD et de grenades de désencerclement ; face à la violence des quartiers, il baisse les yeux et laisse faire. S'il y a bien deux poids, deux mesures, il est en faveur des voyous, pas des travailleurs pauvres, il est ethnique et pas social. Et quand le pouvoir n'a pas de mots assez durs pour ostraciser les gilets jaunes, il se montre soumis face aux exactions et aux émeutes pour peu que soit brandi le prétexte de l'antiracisme. Le problème c'est que cela se voit et que ce qui amène les classes populaires vers le vote RN, ce n'est pas l'adhésion à un fantasme d'ordre pour l'ordre, mais cette lâcheté d'un État qui n'a pas de ligne et se montre dur avec les petits et faible avec les caïds.

D'ailleurs, quand on a été élue en banlieue, on sait que ce que réclament les habitants, c'est au contraire plus de police. Ils se plaignent d'être à la merci des chefs communautaires et des caïds. Ce que réclament les caïds et les gauchistes, c'est au contraire plus de pouvoir et cela passe par la délégitimation de la police. Alors oui les bavures existent et il faut les punir. C'est le rôle des tribunaux, laissons-les juger.

Derrière l'instrumentalisation de ce drame, on retrouve tous ceux pour qui la France est une certaine idée à abattre. Mais ce mouvement n'est pas que français. Tout le travail de sape fait par les identitaires multiculturalistes anglo-saxons fait émerger une société de la revanche où la seule question est d'appartenir au groupe ethnique qui dominera les autres. Le drame atroce qui a vu mourir George Floyd n'est qu'un prétexte à attiser la haine raciale et on voit le fait-divers tragique est d'ailleurs instrumentalisé et donne des émeutes jusqu'en Grèce.

En France, c'est toute la question économique et sociale qui tend à disparaître sous la tension raciale. Celle-ci est alimentée par des groupuscules qui rêvent ouvertement d'allumer le feu d'une guerre civile ethnoraciale.

Assa Traoré : “Cinq des frères d'Adama sont passés par la case prison, on a fait presque toutes les prisons d'Île-de-France” - valeursactuelles.com 12 avril 2021

Assa Traoré : « *On a mis tous mes petits frères en prison. Il faut savoir que cinq des frères d'Adama Traoré sont passés par la case prison. On a fait toutes les prisons d'Île-de-France* »

Selon nos informations, les cinq frères auxquels fait référence Assa Traoré sont : Bagui, Yacouba, Youssouf, Serene et Samba. Pour rappel, Samba Traoré avait été condamné en 2018 à quatre ans de prison, dont 30 mois ferme. Une sanction évidemment dénoncée par son clan. Le sixième frère n'était autre qu'Adama, qui avait lui aussi été emprisonné.

Déjà condamnée à verser 4 000 euros aux gendarmes qu'elle accuse ouvertement d'avoir « tué » son frère, Assa Traoré a appris, jeudi 8 avril, qu'elle était mise en examen, sans préciser la raison. Elle comparait ce lundi 12 avril devant le tribunal judiciaire de Paris.

Dictature et escroquerie climatique.

Mystification. Ces fanatiques ne sont jamais avares de superlatifs absolus ou de tournures sémantiques alarmistes pour créer une psychose collective.

Les scientifiques martèlent que le réchauffement de la planète, lié à la dépendance de l'humanité aux énergies fossiles, est responsable de la multiplication et de l'intensification des vagues de chaleur dans le monde. AFP 14 juillet 2023

- Les autorités sonnent l'alarme en continu
- Des températures dangereusement élevées
- Un dôme de chaleur
- Des vagues de chaleur extrême

Ils la tiennent leur quatrième guerre mondiale : Il faut bien justifier la quatrième révolution industrielle et le Green New Deal !

Le sud des Etats-Unis rôtit sous une vague de chaleur - AFP

43°C aux États-Unis, 40°C en Chine, 37°C en Italie... Le monde frappé par de fortes vagues de chaleur - BFMTV

Vague de chaleur dans le sud de l'Europe : l'Italie pourrait frôler les 48 degrés - euronews

Vagues de chaleur : l'hémisphère nord suffoque, jusqu'à 48 °C attendus en Europe - LePoint.fr

En Italie, une vague de chaleur doit toucher dès samedi le pays avec des pointes à 40 °C et au-delà tandis qu'en Espagne, la température du sol est montée jusqu'à 60 °C.

J-C – A la surface du sol la température est plus élevée de 15 à 20°C que dans l'air selon le revêtement du sol.

Les Etats-Unis touchés par une vague de chaleur « extrêmement dangereuse » - 20minutes.fr

Europe, Chine, États-Unis... Plusieurs régions du monde frappées par d'intenses vagues de chaleur - Courrier international

Des températures potentiellement record sont attendues en Europe dans les prochains jours. Courrier international

J-C - Vous aurez admiré "*potentiellement*", autrement dit, un souhait exprimé à haute voix !

Italie, Grèce, Espagne : l'Europe suffoque sous la chaleur - Paris Match

Grèce : à Athènes, l'Acropole ferme en raison de la canicule qui frappe le pays et une partie de l'Europe - Le HuffPost

Il fait plus de 40 degrés au sommet de l'Acropole, et « *la température ressentie par le corps est considérablement plus élevée* », a alerté le ministère de la Culture. Le HuffPost

J-C – La température ressentie remplace la température tout court quand elle n'est pas assez haute. C'est la même histoire. Avant de déclarer une pandémie ils comptabilisaient le nombre de morts, depuis l'épisode de la covid-19 ils comptent le nombre de malades de tout ce qu'on voudra !

Quand le micro-Etat des Marshall se porte garant de la destinée du monde !

J-C - Le pays n'a pas d'armée. La défense du territoire est assurée par les États-Unis. Tout s'explique !

Climat : une coalition de pays réclame une "*sortie urgente*" des énergies fossiles - AFP/franceinfo 14 juillet 2023.

"*Nous devons atteindre le pic d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2025 au plus tard*", défendent 18 pays.

Une coalition de 18 pays menée par les Iles Marshall a réclamé, vendredi 14 juillet, "*une sortie urgente des énergies fossiles*" au terme d'un sommet sur le climat à Bruxelles. "*Nous devons accélérer la transition énergétique mondiale hors des énergies fossiles*", objectif affiché du G7, et "*nous devons atteindre le pic d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2025 au plus tard*", affirme le texte signé par des ministres représentant l'Allemagne, la France, le Sénégal, la Colombie et plusieurs Etats insulaires.

Énergie : état des lieux selon ex-BP - Association des climato-réalistes 3 juillet 2023

Conclusion.

Un simple coup d'œil sur tous ces graphiques mettent à mal les « *scénarios* » énergétiques du GIEC – dont quatre au moins ne sont que de fausses fenêtres – ainsi que le fameux « *Net Zero* » qui s'effiloche progressivement. Sous le regard ironique des quatre-cinquièmes de l'humanité, les Etats occidentaux se sont fourvoyés dans un modèle énergétique dont la frivolité et l'extravagance apparaissent de plus en plus au grand jour. Nos « *autorités* », qu'elles soient politiques, médiatiques ou « *scientifiques* », restent murées dans leur oratoire, aveugles et sourdes aux réalités. Aveugles et sourdes, mais non pas muettes, à voir la logorrhée pléthorique et répétitive dont elles nous inondent à longueur de temps, matraquage

incessant qui rappelle des époques ou des régimes peu engageants. On se demande avec inquiétude si – et quand – ce moulin à prière va s'enrayer. En attendant, les opinions publiques occidentales en restent comme médusées : pour combien de temps encore ?

<https://www.climato-realistes.fr/energie-etat-des-lieux-selon-ex-bp/>

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

L'Union Cycliste Internationale interdit les compétitions féminines aux coureuses transgenres - lemediaen442.fr 15 juillet 2023

L'Union Cycliste Internationale (UCI) a annoncé vendredi qu'elle allait interdire la participation aux compétitions internationales des athlètes transgenres féminines. Cette décision a été prise lors d'une réunion extraordinaire du Comité Directeur de l'UCI, qui a décidé d'adapter le règlement actuel sur le droit des athlètes féminines transgenres de participer aux compétitions du Calendrier International UCI. Les nouvelles règles entreront en vigueur le 17 juillet 2023.

Big Pharma toujours en quête de nouvelles proies. Et ce sont les pédophiles qui vont apprécier.

Les Etats-Unis autorisent la vente d'une pilule contraceptive sans ordonnance - AFP 13 juillet 2023

Les Etats-Unis ont autorisé jeudi la vente sans ordonnance d'une pilule contraceptive, une première dans le pays, qui espère ainsi faciliter son accès notamment pour les jeunes filles. AFP 13 juillet 2023

J-C - Vous connaissez ces monstres, vous les croyez animés de généreuses intentions ? Vérifions ce qu'il en est immédiatement.

La pilule provoque-t-elle le cancer ? - vidal.fr 03 avril 2023

L'effet de la pilule sur le risque de développer un cancer a fait l'objet d'un long débat scientifique durant ces dix dernières années, car il est difficile à démontrer. Un groupe de chercheurs du Centre international de recherche sur le cancer, à Lyon, a rendu ses conclusions : les contraceptifs oraux estroprogestatifs augmentent le risque de cancer du sein, du col de l'utérus et du foie, mais ils réduisent de moitié la survenue de cancers de l'ovaire et de l'endomètre. Le risque de cancer du sein est surtout accru pour les utilisatrices récentes (donc les femmes les plus jeunes).

<https://www.vidal.fr/maladies/sexualite-contraception/contraception-feminine/cancer.html>

Effets secondaires et indésirables de la pilule contraceptive. Quels sont les risques ? - cyclotest.fr

Les risques et effets secondaires les plus courants de la pilule sont les maux de tête, la prise de poids, les saignements inter-menstruels, les sautes d'humeur, le risque accru de thrombose et le risque accru de certains cancers et de maladies cardiovasculaires. cyclotest.fr

Le rapport sur les pilules contraceptive 2015 de l'université de Brême l'a clairement souligné : La pilule contraceptive augmente le risque de thrombose ou de formation de caillots dans les vaisseaux sanguins.

Une autre étude scientifique publiée en 2016 par l'Université de Copenhague a révélé que la pilule contraceptive augmentait le risque de dépression. Dans cette étude, les chercheurs ont examiné les données de santé de plus d'un million de femmes danoises âgées de 15 à 34 ans.

Les personnes prenant une micropilule comme contraceptif étaient 23 % plus susceptibles d'être diagnostiquées dépressives et de se voir prescrire des antidépresseurs.

La probabilité était encore plus élevée pour celles qui prenaient la minipilule progestative (hormone lutéale) ou pour les adolescentes âgées de 15 à 19 ans. cyclotest.fr

<https://www.cyclotest.fr/effet-indesirable-pilule-contraceptive/>

Ils sont toujours bien inspirés. Un député n'a-t-il rien de mieux à faire ? Sont-ils devenus psychopathes ?

Quand LFI défend le droit des trans en prison - LePoint.fr 14 juillet 2023

Le député LFI Andy Kerbrat a défendu l'amendement 1056 pour que « *la mise à l'écrou* » soit « *effectuée en fonction de l'identité de genre déclarée de la personne condamnée, indépendamment du genre indiqué à l'état civil au moment de la condamnation* ».

Autrement dit : une personne née homme – mais qui se dit femme – pourrait être transférée dans une prison pour femmes sur la base de cette seule déclaration. Dans l'exposé sommaire, le groupe LFI poursuit en écrivant que « *la grande majorité des personnes transgenres n'ont rien à faire en prison. Elles s'y retrouvent pourtant* ». LePoint.fr 14 juillet 2023

Étude alarmante : une hausse des délinquants sexuels masculins se revendiquant « transgenres » dans les prisons pour femmes - lemediaen442.fr 14 juillet 2023

La question des hommes qui se prétendent « *transgenres* » pour s'infiltrer dans les prisons réservées aux femmes a connu une escalade ces dernières années, et une récente étude démontre une hausse croissante du nombre de délinquants sexuels masculins qui revendiquent une identité « *transgenre* ».

En août dernier, le site d'information Townhall a rapporté comment dans le New Jersey un prisonnier nommé Demi Minor, qui a déclaré s'être identifié comme une femme, a fini par

violier deux détenues au centre correctionnel pour femmes d'Edna Mahan. Dans une interview dans le New York Post, l'ancienne mère adoptive de Minor, le Dr Wanda Broach-Butts, a déclaré qu'elle pensait que son fils était un « *psychopathe* » et qu'il utilisait le transgenre comme « *stratégie* » pour se faire enfermer parmi les femmes.

En novembre, un homme biologique qui s'identifie comme transgenre aurait violé une jeune fille de 14 ans au Royaume-Uni. L'homme, David Orton, qui avait 25 ans au moment de la condamnation, risque neuf ans et demi de prison après avoir été reconnu coupable d'activités sexuelles avec pénétration sur un enfant.

Plus tôt cette année, un autre homme biologique au Royaume-Uni qui s'est identifié comme une femme transgenre a été reconnue coupable du viol de deux femmes. Par la suite, on apprenait que le violeur condamné, qui s'appelle « *Isla Bryson* », était incarcéré dans une prison pour femmes en attendant sa condamnation. L'ex-épouse de Bryson, Shonna Graham, 31 ans, a déclaré au Daily Mail que Bryson « harcelait » les responsables sur le fait d'être transgenre pour obtenir « *une vie plus facile en prison* ». Bryson s'appelait auparavant « *Adam Graham* ». En réponse à la préoccupation du public, le Premier ministre écossais, Nicola Sturgeon, a annoncé que Bryson serait transféré hors de la prison pour femmes. À partir de maintenant, il est instauré une « *pause* » temporaire, en attente d'instructions ultérieures, concernant le placement des détenus transgenres ayant des antécédents de violence contre les femmes dans les prisons réservées aux femmes. lemediaen442.fr 14 juillet 2023

J-C- Vous avez remarqué, sauf exceptions à la marge, chaque fois que LFI est amenée à prendre position sur quoi que ce soit, il faut qu'ils rejoignent la réaction, c'est plus fort qu'eux apparemment. Qui s'en aperçoit ?

Santé.

Effets secondaires du « *Vaccin anti-Covid* » : des premières indemnités tombent ! - lemediaen442.fr 15 juillet 2023

Certains effets secondaires avaient été pointés du doigt pendant la campagne de vaccination contre le Covid. Deux ans plus tard, soixante-douze personnes ont été indemnisées par l'organisme national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam), principalement pour des myocardites ou des péricardites, survenues après une telle vaccination, selon des chiffres rendus publics ce mercredi au Sénat. Aucune indication sur le montant des indemnités proposées aux personnes concernées n'a été donnée.

« *Au 30 juin, l'Oniam s'est prononcée sur le droit à l'indemnisation dans 241 dossiers* » de troubles post-vaccination Covid, « *dont 30% en faveur d'une indemnisation* », a déclaré devant la commission des Affaires sociales du Sénat François Toujas, candidat à la présidence de l'Oniam. Les propositions d'indemnisation de l'Oniam concernent « *principalement des myocardites ou des péricardites* », a-t-il ajouté.

196 dossiers pour troubles neurologiques

En France, 150 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 ont été administrées. Et, au total, l'Oniam a reçu au 30 juin 1.020 demandes d'indemnisation amiable pour un problème de santé après une vaccination Covid, dont 768 restent en cours d'instruction, selon les chiffres présentés par François Toujas. Ces demandes concernent dans 691 cas le vaccin Pfizer, dans 199 cas le vaccin Moderna, dans 92 cas le vaccin AstraZeneca, et dans 19 cas le vaccin Janssen. Certains dossiers ne mentionnent pas le type de vaccin utilisé, et un dossier porte sur un dommage consécutif au geste vaccinal lui-même, et non au vaccin utilisé, selon la même source.

En tête des problèmes de santé mentionnés dans les demandes d'indemnisations viennent les péricardites et myocardites (inflammations du cœur), avec 211 dossiers. Viennent ensuite les troubles neurologiques (196 dossiers, dont 33 avec paralysie faciale), les AVC/thromboses/embolies pulmonaires (129 dossiers), les troubles articulaires (91 dossiers), les troubles auditifs (67 dossiers) et les troubles dermatologiques (31 dossiers).

<https://www.tf1info.fr/sante/covid-19-vaccination-72-personnes-indemniees-apres-des-effets-secondaires-2263412.html>

Réunion publique du Conseil Scientifique Indépendant

https://crowdbunker.com/v/gQ7RvVxA?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20juillet%202023&utm_medium=email

Reiner Fuellmich - Fausse pandémie!

Manipulations, mensonges, délis d'initiés à l'échelle internationale (ONU, OMS, gouvernement américain, européens, U.E.)

<https://crowdbunker.com/v/kgVCZbvqsK>

CSI n° 110 : 29/06/23 - L'actualité scientifique et juridique

https://crowdbunker.com/v/iUQVj3kA?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20juillet%202023&utm_medium=email

Faites tomber les masques.

Encore une confirmation de l'inutilité des masques à contenir les épidémies virales respiratoires. - conseil-scientifique-independant.org

Les masques sont le point central du dispositif de lutte contre le COVID. Central car visible sur le visage de tous les adultes et enfants.

La France, par son ministre de la Santé M Véran, a imposé les masques à l'ensemble de la population dès juillet 2020 jusqu'en mars 2022. En octobre 2020, les enfants, dès 6 ans, ont dû supporter, eux aussi, le masque à l'école jusqu'à 10h par jour.

Était-ce scientifiquement et médicalement justifié ?

Nous avons déjà largement répondu à cette question durant les derniers mois. [2] [3]

Mais cette fois, c'est la revue Cochrane qui vient donner le résultat de son analyse de l'efficacité des masques à réduire les contaminations d'infections virales.

Cochrane c'est quoi ?

Cochrane est un groupe de chercheurs indépendants ayant pour objectif d'éclairer la prise de décision en matière de soins de santé.

Cochrane est un réseau mondial et indépendant qui compte des membres dans plus de 50 pays

Les revues Cochrane sont mondialement reconnues comme fournissant les preuves du plus haut niveau en matière de soins de santé fondées sur des données probantes.

Le « *gold standard* » en médecine.

C'est pour cela que leur revue sur les masques de janvier 2023 n'est pas passée inaperçue.

Les résultats de leur analyse de 2023

En janvier 2023, Cochrane publie une revue de plus de 300 pages sur les mesures non pharmaceutiques pour réduire les contaminations de la population par les virus respiratoires.

Une partie est évidemment consacrée aux masques.

Au total, 78 études sont incluses dont 11 études (représentant 610872 participants supplémentaires) publiées entre 2020 et 2022. Il s'agit donc d'études faites spécifiquement pour le COVID.

Chaque étude est très précisément détaillée et analysée dans les 300 pages de la revue.

La conclusion est simple bien que très prudente.

« *Le port du masque dans la communauté fait probablement peu ou pas de différences* »

« *Les résultats ne suggèrent pas que les masques chirurgicaux réduisent la propagation virale* »

« *Les masques FFP2/N95 pourraient avoir un impact marginal* »

En résumé, Cochrane confirme, avec beaucoup de précautions oratoires, n'avoir trouvé aucune preuve d'efficacité.

Les masques chirurgicaux, mais aussi FFP2, ne montrent aucune action significative sur le contrôle des épidémies virales respiratoires.

Il est difficile d'être plus clair.

Mais en fait...

En novembre 2020, Cochrane avait déjà publié une analyse de l'efficacité des masques. La conclusion était exactement la même :

« Aucune une preuve suffisante d'efficacité des masques ».

La revue de 2023 ne nous apprend finalement rien de nouveau. Elle confirme juste que les études faites spécifiquement sur le COVID ne montrent pas non plus d'efficacité du masque.

Notamment celle faite au Bangladesh que nous avons aussi analysée. [4]

Mais en fait...

L'OMS, fin 2019, avait déjà fait la même analyse, par la lecture de 1100 études et avait mis en avant les mêmes publications que la revue Cochrane. [2]

Sans surprise, l'OMS avait conclu que les masques n'étaient pas utiles.

Dans les mêmes termes que Cochrane.

La mémoire courte ?

Et pour finir, il ne faut pas oublier qu'en 2002, il était considéré comme de la torture de faire porter des masques...

En effet, des médecins de la Croix-Rouge qui avaient pu se rendre à la prison de Guantanamo avaient considéré que les masques chirurgicaux portés, sous la contrainte, par les prisonniers étaient une torture. [5]

t pourtant, en 2020, beaucoup ont trouvé judicieux (sans aucune justification véritablement rationnelle) d'en faire porter à des enfants de 6 ans toute la journée.

Sous l'œil complaisant et malsain des mêmes qui n'en mettaient pas...

[1] <https://www.cochranelibrary.com/cdsr/doi/10.1002/14651858.CD006207.pub6/epdf/full>

[2] <https://reinfocovid.fr/science/moi-je-veux-bien-mettre-un-masque-mais/>

[3] <https://reinfocovid.fr/science/et-si-vous-decouvriez-que-meme-le-masque-de-votre-chirurgien-ne-vous-protege-pas-des-infections/>

[4] <https://reinfocovid.fr/science/le-masque-reduit-les-infections-covid-de-006/>

[5] <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/11809632/>

https://www.conseil-scientifique-independant.org/encore-une-confirmation-de-linutilite-des-masques-a-contenir-les-epidemies-virales-respiratoires/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20juillet%202023&utm_medium=email

<https://d.video-cdn.divulg.org/cb-medias6/videos/01GCNZ33TDV2BMNX7G3FKAW566/240p-x264-4Qxq.m3u8>

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

«Atmosphère de russophobie débridée» : Moscou annonce la fermeture du consulat de Pologne à Smolensk - RT 14 juillet 2023

Ce 14 juillet au matin, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé avoir convoqué l'ambassadeur de Pologne, Krzysztof Krajewski. L'envoyé de Varsovie s'est vu notifier la décision de Moscou de faire fermer l'agence consulaire polonaise à Smolensk, relate le ministère dans un communiqué.

«L'atmosphère de russophobie débridée, qui acquiert des traits pathologiques, qui règne en Pologne s'oppose à la démonstration de tout "geste de bonne volonté" de notre part», peut-on lire dans ce document, qui énumère les griefs à l'encontre de Varsovie. Ces derniers vont du soutien militaire apporté au régime de Kiev à la destruction de sites mémoriels de l'Armée rouge, en passant par les *«bouffonneries provocatrices»* des autorités polonaises à l'encontre de diplomates russes.

«En 2011, la Russie s'est montrée sincèrement disposée à répondre aux demandes de la partie polonaise et, en signe de bonne volonté, a assuré l'ouverture de l'agence consulaire susmentionnée dans la région, où se trouvent des sites commémoratifs importants pour la partie polonaise», précise le communiqué du ministère russe. Ce dernier souligne que la Russie avait, à l'époque, *«accepté de changer la parité en faveur de la Pologne»* pour permettre l'ouverture de ce consulat à Smolensk.

Murs de barbelés érigés à la frontière avec Kaliningrad, interdiction de territoire visant des diplomates de haut rang, incidents en marge des commémorations du 9 mai, arrestation de citoyens russes accusés d'espionnage ou encore saisie de fonds sur les comptes de l'ambassade russe : les relations entre Moscou et Varsovie se sont particulièrement dégradées depuis le début du conflit en Ukraine.

Et si tout cela était pour cela ? Un secret de polichinelle en Russie.

Wagner : le Kremlin dit envisager de donner un statut légal aux sociétés militaires privées - BFMTV 14 juillet 2023

Le Kremlin a dit vendredi envisager la légalisation des sociétés militaires privées, notamment le groupe Wagner, dont l'existence n'est actuellement toujours pas autorisée par la loi russe malgré leur implication dans le conflit en Ukraine.

"Juridiquement, la compagnie militaire privée Wagner n'existe pas et n'a jamais existé, c'est une question à étudier, à examiner davantage", a déclaré aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Selon Dmitri Peskov, c'est *"une question assez complexe, concernant le statut juridique de telles compagnies, et qui doit être étudiée"*.

Ces déclarations du porte-parole de la présidence russe font suite à un message similaire la veille de Vladimir Poutine, dans une interview au journal Kommersant.

"Le groupe [Wagner] est là, mais il n'existe pas juridiquement! (...) C'est une autre question liée à [leur] légalisation effective. Une question qui doit être évoquée à la Douma [chambre basse du Parlement, NDLR], au sein du gouvernement", a affirmé Vladimir Poutine.

Le 27 juin, le président russe a affirmé que le groupe Wagner avait reçu près d'un milliard d'euros de l'Etat durant l'année écoulée, malgré son absence de statut juridique.

Pendant des années, le Kremlin et le chef de Wagner, Evguéni Prigojine, ont nié l'existence de ce groupe paramilitaire, chargé de mener dans l'ombre des missions militaires et des opérations d'influence pour le compte de Moscou.

En septembre 2022, Evguéni Prigojine a finalement reconnu être le chef de Wagner, qui a participé pleinement aux combats contre l'armée ukrainienne et notamment capturé la ville de Bakhmout, après des mois de combats acharnés. D'autres groupes militaires privés russes, certains liés à des grandes entreprises ou au ministère de la Défense, ont depuis révélé leur existence.

Dans son interview à Kommersant, Vladimir Poutine a affirmé avoir proposé aux combattants de Wagner, lors d'une rencontre au Kremlin le 29 juin, de servir sous le commandement d'un autre homme mais que Evguéni Prigojine avait refusé cette offre.

Les soldats de Wagner *"auraient pu être réunis dans un seul endroit et continuer à servir. Pour eux, rien n'aurait changé, ils auraient été dirigés par la personne qui était leur véritable commandant pendant toute cette période"*, a affirmé Vladimir Poutine.

Kommersant précise que cet homme est un commandant de Wagner ayant pour nom de guerre "Sedoi" (Cheveux gris) et qui aurait, selon Vladimir Poutine, réellement dirigé les paramilitaires sur le front ukrainien.

"Beaucoup [de commandants de Wagner] ont acquiescé de la tête quand j'ai dit ça. Mais [Evguéni] Prigojine, qui était assis devant, ne l'a pas vu et a dit, après avoir écouté: 'Non, les gars ne sont pas d'accord avec cette solution'", a assuré M. Poutine. BFMTV 14 juillet 2023

J-C - Prigojine, la marionnette de Poutine, ne pouvait pas réagir autrement, sinon on aurait pu croire qu'ils étaient de mèche...

Précision sur « Sedoy ».

Le HuffPost - « Sedoy » est l'indicatif d'Andrei Troshev, un colonel russe à la retraite né en avril 1953 à Leningrad. Il est membre fondateur et directeur exécutif du groupe Wagner, selon des documents publiés par l'Union européenne et la France en décembre 2021.

Parmi ses associés, figure le fondateur du groupe Wagner, Dmitri Outkine, qui est aussi un ancien officier du renseignement militaire russe.

Andrei Troshev est par ailleurs un ancien employé du détachement spécial d'intervention rapide du district fédéral du nord-ouest du ministère russe de l'Intérieur, selon le journal en ligne russe Fontanka. Vétéran des guerres en Tchétchénie et en Afghanistan, il a été décoré pour ses services. Pour l'opération en Tchétchénie, il a reçu deux fois l'ordre du courage et une médaille de l'Ordre du mérite pour la patrie. Pour l'Afghanistan, il a reçu deux ordres de l'étoile rouge - une décoration de l'Union soviétique pour service exceptionnel rendu. Le HuffPost 15 juillet 2023

Cette "tendance monstrueuse" doit être bannie de l'humanité !

La Russie adopte une loi répressive contre les personnes transgenres - AFP 14 juillet 2023

Les députés russes ont adopté vendredi une loi contre les personnes transgenres, interdisant leurs transitions et bannissant notamment leur droit d'adopter des enfants, en plein virage ultra-conservateur depuis l'offensive en Ukraine.

"Cette décision protège nos citoyens, nos enfants", a assuré sur la messagerie Telegram Viatcheslav Volodine, le président de la chambre basse du Parlement (Douma), alors que les modifications à l'état civil, les opérations chirurgicales et les traitements hormonaux étaient devenus accessibles en Russie après la chute de l'URSS.

Depuis l'attaque en Ukraine, les autorités ont multiplié les mesures conservatrices, notamment contre les LGBT+, en disant vouloir éliminer des comportements qu'ils jugent déviants et importés d'Occident.

Pour justifier ce projet de loi, Viatcheslav Volodine a assuré vendredi que les opérations chirurgicales pour les réassignations de genre avaient explosé aux Etats-Unis ces dix dernières années.

"Quelle tendance monstrueuse ! C'est une voie qui mène à la dégénérescence d'une nation. C'est inacceptable pour nous", a plaidé M. Volodine.

Le projet de loi a été adopté en troisième et dernière lecture. Il doit maintenant être validé par la Chambre haute du Parlement, le Conseil de la fédération, puis signé par le président Vladimir Poutine pour entrer en vigueur, deux étapes qui sont généralement des formalités.

Le changement de la mention du sexe dans les documents d'identité sera par ailleurs proscrit.

Des exceptions médicales, sur décision d'une commission spéciale, seront possibles en cas *"d'anomalies congénitales"* chez les enfants ou de maladies génétiques ou endocriniennes, précise la Douma.

Les mariages impliquant une personne transgenre seront *"annulés"* après l'entrée en vigueur de la loi, précise la Douma. Enfin, les personnes transgenres auront aussi l'interdiction d'avoir la garde d'enfants ou d'en adopter en Russie. AFP 14 juillet 2023

Pour Stoltenberg, la sécurité est un «enjeu mondial», Lavrov balaie son «néo-colonialisme» - RT 13 juillet 2023

«Leur ligne n'aura pas le dessus», a prévenu le chef de la diplomatie russe après le sommet de l'Alliance atlantique à Vilnius. Sergueï Lavrov s'exprimait ce 13 juillet à Djakarta, lors d'une conférence de presse en marge du sommet des ministres des affaires étrangères de l'Asean auquel il était invité.

Les *«documents doctrinaux de l'OTAN qualifient la Russie et la Chine de menaces pour l'Alliance»*, a pointé le chef de la diplomatie russe. *«Cela montre la nécessité de résister aux formes nouvelles de colonialisme et d'hégémonie sur le monde»*, qui sont selon Lavrov des *«infractions à la Charte de l'ONU»*.

Aussi a-t-il ironisé sur la *«folie des grandeurs»* des dirigeants occidentaux, évoquant la tirade de Josep Borrell qui, en octobre 2022, avait assimilé l'Union européenne à un *«jardin»* et le reste du monde à une *«jungle»*.

Conférence de presse de Sergueï Lavrov au sommet de l'Asean à Djakarta - RT 13 juillet 2023

Sergueï Lavrov est en Indonésie pour la 13e réunion des ministres des Affaires étrangères du sommet de l'Asie de l'Est. Les projets de coopération dans le cadre du format Russie-Asean ont été accueillis favorablement.

<https://francais.rt.com/international/106281-conference-presse-serguei-lavrov-sommet-asean>

OTAN : Pékin blâme une alliance restée à l'heure de la Guerre froide - RT 12 juillet 2023

Plusieurs organes diplomatiques chinois ont réagi, ce 12 juillet, au communiqué conjoint des 31 membres de l'OTAN émis la veille lors du sommet de l'Alliance à Vilnius, désignant la politique chinoise comme une menace à sa sécurité.

«L'OTAN ignore des faits fondamentaux, déforme volontairement la position et les politiques de la Chine et dénigre délibérément Pékin», a rétorqué dans un communiqué la mission chinoise auprès de l'Union européenne.

Celle-ci fustige un communiqué «rempli d'une rhétorique répétitive faisant écho à la mentalité et aux préjugés idéologiques de la Guerre froide». «En tant que produit de la Guerre froide, l'OTAN a un mauvais bilan historique», poursuit la diplomatie chinoise, pointant «l'hypocrisie» de l'Alliance à l'heure où la sécurité internationale «se dégrade».

«Nous exhortons l'OTAN à suivre la tendance de l'époque, à écouter le juste appel de la communauté internationale à la paix, au développement et à la coopération, à corriger ses idées fausses et ses politiques, et à jouer un rôle constructif dans la paix et la stabilité mondiale», déclare encore la mission chinoise auprès de l'UE.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a également réagi au communiqué de l'OTAN. Interrogé en conférence de presse, le diplomate a déclaré que la relation entre Pékin et Moscou avait «surclassé le modèle d'alliance militaropolitique hérité de l'ère de la Guerre froide».

«Les relations entre la Chine et la Russie sont fondées sur les principes du non-alignement et de la non-confrontation et ne sont dirigées contre aucun pays tiers», a souligné le diplomate chinois, estimant que cela constituait une différence «fondamentale» avec la logique et de groupes fermés et de confrontation de blocs mise en œuvre par certains pays de l'OTAN. RT 12 juillet 2023

Déclaration finale du Sommet annuel des chefs d'État des pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghaï

<https://reseauinternational.net/declaration-finale-du-sommet-annuel-des-chefs-detat-des-pays-membres-de-lorganisation-de-shangai-ocs/>

Afrique.

L'Inde affirme sa présence en Afrique - Le Point 14 juillet 2023

Selon un rapport de l'agence Bloomberg, quarante-deux pays africains ont reçu environ 12 milliards de dollars, soit 38 % de tous les crédits accordés par l'Inde au cours de la dernière

décennie. Ce rapprochement avec l'Afrique est destiné, avant tout, à contrer l'influence grandissante de la Chine en Afrique. Pékin a promis jusqu'à 134,6 milliards de dollars aux pays africains, selon les données du Global Development Policy Center de l'université de Boston, c'est onze fois plus que l'Inde.

our rattraper son retard, les gouvernants indiens multiplient l'organisation de sommets et de rencontres afin de dessiner le cadre d'un partenariat stratégique et le secteur privé avance, lui aussi, ses pions. New Delhi peut s'appuyer sur son bras armé financier l'Export Import Bank of India, dirigée par Harsha Bangari. La banque est un instrument de la « *diplomatie économique* » de l'Inde, a-t-il déclaré dans une récente interview, ajoutant que la nation sud-asiatique a également ouvert 195 lignes de crédit pour des projets à travers l'Afrique. De fait, les investissements indiens sont de plus en plus significatifs. On peut citer le métro de Maurice, des exportations d'autobus de l'Inde vers le Sénégal, un projet d'électricité en Gambie, le parc industriel d'Adétikopé, au Togo, avec, sur place, plusieurs usines (assemblage de motos électriques et de textile) et la transformation d'aluminium par le groupe indien Gravita.

Les services de l'Exim Bank affirment aussi que, avec près de 75 milliards de dollars d'investissements par des entreprises indiennes, le géant fait partie des cinq premiers investisseurs en Afrique. Le commerce bilatéral entre l'Inde et l'Afrique a atteint près de 100 milliards de dollars en mars 2023, et le gouvernement vise à le porter à 200 milliards de dollars d'ici à 2030. New Delhi est membre de la Banque africaine de développement, qui regroupe cinquante-quatre pays africains et vingt-huit partenaires non africains.

Contrairement à la Chine, l'Inde peut s'appuyer en Afrique sur une présence ancienne, liée à une histoire partagée depuis la colonisation britannique, et la solidarité née de la décolonisation et du mouvement des non-alignés dans les années 1960 et 1970. Cette solidarité politique trouve actuellement un écho sur la scène internationale, en effet l'Inde et l'Afrique du Sud sont toutes deux candidates à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, au nom de la nécessaire représentation des puissances économiques des pays du « *Sud Global*. »

Sommet États-Unis-Afrique: les puissances économiques se disputent la proximité avec le continent - RFI 14 juillet 2023

Les États-Unis souhaitent poursuivre leur élan et relancer leurs relations avec le continent africain, notamment commerciales : c'est le message passé lors d'une réunion des milieux d'affaires, le « *US-Africa Business Summit* », qui s'est terminé vendredi 14 juillet à Gaborone, au Botswana. Mais ce sommet intervient alors que de nombreux acteurs économiques mondiaux courtisent les leaders africains pour accroître ou démarrer une relation.

Ce sommet de Gaborone intervient juste avant le forum Russie-Afrique de Saint-Pétersbourg à la fin du mois, et le rassemblement des Brics de Johannesburg en août, où ont été invités tous les leaders africains. Le continent se fait donc courtiser, et les États-Unis ne veulent pas rester sur la touche, souhaitant combler leur retard en termes d'échanges commerciaux avec lui, échanges trois fois moins élevés, en 2021, que ceux entretenus par Pékin.

Car tous ont en tête le marché que représentera l’Afrique d’ici 2050 : le continent rassemblera un quart de la population mondiale, avec la moitié des habitants âgés de moins de 25 ans.

Il existe pourtant encore des blocages, du côté du secteur privé américain, notamment en termes de perception des risques. Le programme de l’Agoa, qui doit expirer en 2025, a aussi donné des résultats mitigés, profitant à une poignée de pays et de secteurs, alors que le continent rêverait de transferts de technologies pour développer des produits à valeur ajoutée.

Le président Joe Biden devrait aussi prochainement visiter des pays africains, probablement cette année, signe de l’intérêt renouvelé de la Maison Blanche alors que la dernière visite présidentielle en Afrique remonte à l’époque de Barack Obama.

Pour Judd Devermont, assistant spécial du président et directeur principal pour l’Afrique au sein du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, les progrès accomplis depuis le sommet États-Unis-Afrique de décembre représentaient un tournant dans la politique américaine. Gaborone est l’opportunité « *pour démontrer notre volonté de faire avancer ce partenariat renouvelé avec le continent* ».

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 21 juillet 2023.

Une riche causerie. Je regrette de ne pas pouvoir en faire davantage. La santé se maintient, s'améliore, le moral est au beau fixe, le temps est merveilleux, moins chaud que les années antérieures, je confirme, quel bonheur, vive le socialisme !

Je plains sincèrement ceux qui se mettent la tête dans le sable et se satisfont de leurs médiocres petits plaisirs individuels, qui vont jusqu'à refuser toute discussion en dehors de leurs petites affaires personnelles ou de famille, car ils en sont là. Ils ne s'intéressent à rien, ils ne veulent pas entendre parler de ce qui se passe dans le monde, cela les indispose, trouble leur petit confort matériel, leur routine, ils sont conformistes à ce point-là et font leur propre malheur à venir et celui de leurs enfants, ce dont ils se moquent apparemment.

Il y a ceux qui font l'histoire, et il y a ceux qui y participent malgré eux ou plutôt la subissent en maudissant la Terre entière, parce que contrairement à ce qu'ils laissent paraître, ils ne sont pas heureux, et partis comme ils sont, ils ne le seront jamais, c'est stupide d'être si évolués pour se gâcher ainsi la vie.

Le secret pour aborder la politique sans tomber dans une profonde dépression ou cauchemarder, consiste à prendre du recul, à ne rien intérioriser ou le moins possible, à considérer que si la situation est telle qu'elle est, c'est qu'il ne pouvait pas en être autrement compte tenu des conditions existantes. Il est donc inutile de s'exciter ou de refaire le monde après coup, ce serait se faire du mal inutilement, vaudrait mieux prendre les choses telles qu'elles sont en attendant des jours meilleurs qui viendront forcément. Tout ceux qui ont vécu des drames dans leur vie le savent, ayez confiance dans la dialectique, elle seule peut vous sauver.

Il y en a qui sont littéralement terrorisés par la tournure que prend la situation mondiale, par toutes ces mystifications destinées à nous pourrir toujours plus l'existence, réduire nos libertés. On les comprend très bien, il faut qu'ils sachent que c'est parce qu'on n'a pas réagi à leur hauteur, que les choses n'ont fait qu'empirer au cours des dernières années ou décennies, et qu'il en aurait été autrement si on s'était regroupé et organisé pour affronter nos ennemis. Alors même que cela n'engageait à rien, c'est ce que j'ai proposé à mes lecteurs, qui ont fait mine de n'avoir rien entendu, qu'ils s'en prennent qu'à eux-mêmes.

Si nous ne sommes pas responsables de la situation, en revanche dès lors qu'on a un choix à faire, cela ne tient qu'à nous de prendre en mains notre destin ou de laisser le soin à d'autres de s'en occuper à notre place. Ensuite, à nous d'assumer notre décision et de supporter les conséquences qui en découleront.

La société ressemble de plus en plus à la jungle, à chacun de voir si c'est dans ce genre de société qu'il veut vivre ou non.

L'ONU incarnerait les droits des peuples, il doit y avoir une erreur quelque part !

Faute d'argent, le Programme alimentaire mondial réduit son aide alimentaire en Haïti - BFMTV 17 juillet 2023

"*Tragiquement*", cette réduction de 25% par rapport au mois précédent signifie que 100.000 Haïtiens vont être privés d'aide du PAM en juillet, a indiqué l'organisation onusienne dans un communiqué. BFMTV 17 juillet 2023

Engels, dans La Guerre des paysans en Allemagne (1850)

- Le Lumpenprolétariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Quand les ouvriers français écrivaient sur les maisons, à chaque révolution, l'inscription : "*Mort aux voleurs !*" et qu'ils en fusillaient même plus d'un, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien parce qu'ils savaient très justement qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette bande. Tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s'appuie sur eux, prouve déjà par-là qu'il n'est qu'un traître au mouvement. (Note préliminaire (1870 puis 1874)

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/00/fe1850a.htm>

Quelques réflexions sur la situation politique.

1- L'éducation sexuelle à des enfants par des adultes ne faisant pas partie de leur famille favorise la pédophilie ou l'encouragement... Le recours à des éléments extérieurs aux établissements scolaires devrait être banni.

La mission de l'Éducation nationale n'est plus d'apprendre à lire, écrire et compter à nos enfants, de transmettre des connaissances, mais de savoir tout ce qu'on peut faire avec son sexe en promouvant la théorie du genre qui sert de cache-sexe à la pornographie, à la prostitution, à la pédophilie.

Le sexe, c'est comme la philosophie ou la religion, les goûts et les couleurs, c'est une question purement personnelle qui ne regarde personne d'autres.

2- La délation, le commérage, le ragot de quartier, la rumeur sortie des chiottes, sont devenus en France le sport national des paumés, des frustrés, des refoulés, des haineux ou aigris en tout genre, si c'est valable pour les hommes, cela l'est encore plus pour les femmes particulièrement vulnérables.

3- Encourager quelqu'un à changer de comportement et ensuite l'accuser d'avoir adopté celui qu'on l'avait incité à adopter, cela s'appelle du sadisme. Je pense principalement à ceux qui sont addicts au tabac, à l'alcool, au jeu, à n'importe quoi.

4- Les femmes en voulant devenir des hommes ont atteint au moins un objectif, faire disparaître la femme.

5- Quand des femmes sont payés pour se dénuder ou afficher leur nudité en public, je pense au cinéma ou dans des magazines, sur des affiches murales, il ne faut pas qu'elles s'étonnent que des hommes leur font des avances, les harcèlent ou les tripotent, les traitent comme des putes.

6- "*Quatre femmes témoignent dans Mediapart*" contre Nicolas Bedos, un exemple parmi des dizaines d'autres.

Qu'est-ce que c'est que ces pratiques d'officines policières qui rendent publiques les récits de victimes présumés d'agressions sexuelles, qu'ils prennent pour argent comptant à l'insu de leurs auteurs présumés, qui relèvent de la délation pur et simple ou rappellent les méthodes employées sous l'Inquisition au moyen d'une accusation arbitraire piétinant allègrement la présomption d'innocence et le droit à la défense, tant que la culpabilité des accusés n'a pas été établie par un tribunal sur la base de preuves matérielles, sinon un abus de pouvoir caractérisé auquel recours les régimes tyranniques.

Dans une saloperie d'article daté du 18 juillet 2023, ils ont été jusqu'à faire savoir à leurs lecteurs que celui que Mediapart jetait en pâture à la vindicte publique "*n'a pas souhaité faire de commentaire*", ce qui implicitement tendrait à faire croire qu'il manquerait d'arguments pour se défendre ou qu'il serait coupable.

Tu m'étonnes, en présence d'un procédé aussi dégueulasse et d'un article à charge, il a dû estimer qu'il était préférable de garder le silence pour ne pas aggraver son cas. Je précise que je ne connais pas du tout Nicolas Bedos en dehors du fait qu'il était le fils de son père, et que je me tape de ce qu'il est ou ce qu'il fait dans la vie.

A une autre époque les sketches de son père mettant en scène un personnage misogyne avait été très bien reçu, aujourd'hui il serait cloué au pilori, excommunié du show-business ou du cinéma. Personnellement je n'ai jamais apprécié la vulgarité du personnage.

Il fit plus chaud un siècle plus tôt !

Le record mondial de températures a failli être battu ce dimanche dans la Vallée de la Mort, aux États-Unis. Un pic à 53,3°C a été enregistré par le bureau de Las Vegas du Service météo national américain, à seulement trois degrés du record de 1913 enregistré au même endroit. BFMTV 16 juillet 2023

Parole d'internaute.

- Cette confusion complète, ce mélange des genres, des idées et des critiques tous azimuts, m'énerve. D'autant qu'aucune proposition constructive et cohérente pour tenter de résoudre cette surpopulation globale n'est avancée. A moins que cette surpopulation ne soit niée. A

moins que le lien entre cette surpopulation et les destructions du milieu global ne soit lui aussi nié, à moins que cette croissance des exigences matérielles à chaque génération ne soit niée, elle aussi. Dit autrement, être de plus en plus nombreux à consommer de plus en plus ne fait aucun bien à notre planète. Le nier relève de la pure mauvaise foi. Bref, j'ai comme l'impression d'avoir perdu mon temps à écouter cette constatation négationniste du problème le plus important de l'Humanité.

J-C - Cette personne réagissait après avoir regardé une vidéo de Pierre-Antoine Plaquevent, Globalisme et dépopulation, liaisons dangereuses ?

J'ai posté le commentaire suivant :

- J'ajouterais négationnisme du fait que c'est au prolétariat mondial de résoudre cette question et à personne d'autres, encore faudrait-il qu'il détienne le pouvoir...

Or, cette question déterminante est également ignorée, délibérément par tous ces acteurs politiques ou géopoliticiens autoproclamés qui bénéficient de la bienveillance de YouTube qui par ailleurs censure à tout va, n'est-ce pas.

Si YouTube ou Davos trouve son compte dans cette vidéo, c'est qu'il y a un lézard quelque part ou on vous mène en bateau, non ? Fin.

Des militants et des travailleurs apprécient ce genre de vidéo sans trop se poser de questions, tout comme les articles du même genre et des mêmes auteurs, ils n'imaginent pas forcément ou pas un seul instant qu'on les manipule, et parmi ceux qui y ont pensé, rares sont ceux qui découvriront où, comment et pour quoi en un ou deux mots. C'est à cela qu'on va s'atteler maintenant brièvement.

Avertissement destiné aux naïfs ou aux paumés plutôt excités ou impatients, prêts à s'en remettre aux premiers venus dès lors qu'ils flattent leur ego ou partageraient en apparence leurs intentions, pour mieux les berner par la suite et les entraîner vers l'abîme. On se retrouve là en terrain miné ou sur une planche pourrie, qui est tendue aux naufragés de la lutte de classe, pour mieux les entraîner vers le fond, et non pas pour les sauver comme ils pourraient avoir la faiblesse fatale de le croire.

Les voilà prévenus. Maintenant on peut continuer tranquillement sans prendre le risque de s'égarer, notre unique objectif étant de récolter des données ou faits pour tester la solidité ou la validité de notre stratégie ou les positions que nous avons adoptées, pour peaufiner notre argumentation théorique, gagner en crédibilité aussi. Malheureusement, je n'aurais pas souvent le temps à consacrer à la déconstruction de la propagande qui sert de trame ou de direction à ces articles ou documents, je n'ai qu'une tête et il n'y a que 24h dans une journée, désolé. Cependant, après l'avoir cernée ou caractérisée, les lecteurs devraient éviter les principaux pièges ou écueils, pour peu qu'ils l'aient à l'esprit en permanence et qu'ils soient très vigilants, concentrés sur leur lecture, c'est juste une question d'entraînement, avec un peu d'expérience on est beaucoup plus à l'aise et cette exercice est moins désagréable.

- "*Pour comprendre pourquoi la subversion freudo-marxiste et l'État profond « américain » convergeaient en mai 68 afin de déstabiliser le régime du général de Gaulle...*"

Au lieu de mettre en relief et d'expliquer que cette "*convergence*" n'était que le produit d'une manipulation réalisée par des acteurs politiques étrangers à la lutte des classes en France, leur entreprise va consister au contraire à l'aide d'acteurs politiques participant à la lutte de classe de la jeunesse principalement idéologiquement compromis ou corrompus se réclamant du mouvement ouvrier, à étouffer ou faire disparaître la lutte de classe que menait la classe ouvrière en France depuis l'avènement de la Ve République en 1958 au profit d'un récit de type romanesque ou policier, histoire de mieux embrouiller ceux qui auraient souhaité tirer des enseignements politiques de la lutte des classes en France et rejoindre les organisations censées incarner le socialisme qui regroupaient un certain nombre de militants honnêtes et sincères.

Voilà ce que recouvre cette officine souverainiste compatible avec l'extrême droite, je parle de Strategika, mais c'est valable pour Geopolintel, Stratpol, Arrêt sur info, Les Non Alignés, etc. et les acteurs suivants, Pierre-Antoine Plaquevent, Lucien Cerise, Youssef Hindi, Général Dominique Delawarde, Valérie Bugault, Nicolas Bonnal et d'autres encore.

S'ils sont classés dans la "*fachosphère*" ou accusés de "*complotisme*" par les fact-checkers des médias mainstream à tort ou à raison, ce n'est pas parce qu'ils flirteraient avec l'extrême droite ou partageraient en partie son idéologie, mais parce qu'ils se démarquent de la politique du gouvernement ou s'y opposent de manière virulente en révélant ce qu'elle recouvre vraiment ou les mystifications auxquelles Macron se livre, et qui ne doivent surtout pas parvenir à la connaissance des masses et des militants du mouvement ouvrier. C'est justement ce qui nous intéresse dans leurs articles ou documents, car on peut y puiser des données précieuses qui nous serviront d'arguments pour combattre Macron et son gouvernement.

En allant au passage traitant du but que le think tank Strategika se donne, vous remarquerez, d'une part qu'il s'adresse à une catégorie spécifique de la population "*les acteurs politiques et stratégiques*", donc des acteurs qui détiennent du pouvoir, donc issus de la classe dominante ou susceptibles de représenter ses intérêts, et que d'autre part leurs articles sont mis en ligne dans un tas de blogs à la disposition d'une toute autre catégorie de la population qu'il appelle "*le grand public*", les éléments doués d'un esprit critique parmi les plus évolués de la classe ouvrière et les membres des classes moyennes, les intellectuels, les opposants à Macron, qui ne remarqueront pas que ces articles n'ont pas été conçus pour eux ou à partir de leurs besoins ou aspirations, mais ceux de leurs ennemis, c'est écrit en toutes lettres, il suffit de savoir lire :

- D'orienter les acteurs politiques et stratégiques dans le contexte d'une multipolarité émergente et des reconfigurations des équilibres en cours dans le domaine des relations internationales.

- De leur donner une vision d'ensemble des enjeux géostratégiques contemporains. Vision qui inclut toutes les composantes du bilan géopolitique à même de leur permettre de concevoir une stratégie globale dans les rapports de force entre les puissances.

- De tracer les délinéaments de ces rapports de forces afin de redonner à la France et à ses partenaires la connaissance des moyens d'une puissance et d'une influence renouvelées.

- De tracer les contours d'une orientation stratégique française et européenne alternative à tous les scénarios de suggestion et de soumission venus de l'extérieur quelles que soient leurs formes.

- De former le grand public aux questions géopolitiques, religieuses, culturelles et philosophiques contemporaines.

<https://strategika.fr/presentation-de-strategika/>

Dilemme ou paradoxe.

Un groupe de climato-réalistes a cru bon d'accepter une tribune dans *Valeurs Actuelles* catalogué à l'extrême droite. Certain lecteurs leur ont reproché, d'autres non. Leur argument a été de dire, qu'ils avaient été rejetés par tous les autres médias et qu'il aurait été dommage de ne pas pouvoir partager leurs réflexions scientifiques avec le plus grand nombre. C'est là qu'on s'aperçoit et c'est valable en général, qu'on ne choisit pas vraiment les conditions dans lesquelles on vit ou on travaille, on a très peu de liberté dans cette société.

Valeurs Actuelles tirent à environ 100.000 exemplaires et parmi eux doivent se trouver un grand nombre d'intellectuels, universitaires, chercheurs, scientifiques comme eux. Je comprends leur démarche qui n'a rien d'idéologique, mais je ne peux pas la soutenir, j'explique pourquoi.

- Il y en a qui rédigent des articles, des rapports, des études, des vidéos, des documentaires, des livres, etc. et qui ne trouvent personne pour les publier ou en parler, du coup lorsqu'une offre se présente enfin ou ils reçoivent une réponse positive, ils sont prêts à accepter cette offre de service sans se soucier de l'orientation idéologique du média qui en est à l'origine.

Certains se disent, soit on accepte, soit on demeure invisible, entendez par là, qu'ils ne pourront pas partager leurs idées, et tout leur travail de réflexion ou de recherche n'aura servi à rien.

Quand on n'a pas une conscience politique bien arrêtée, on peut se permettre de ne pas tenir compte de l'orientation idéologique de ce média, mais quand on en a une, on ne peut se permettre ce genre de compromission. D'autant plus que cela servira à rien puisque ceux qui liront leur travaux ou les écouteront sont déjà acquis à leurs idées qui ne sont pas forcément cantonnées à la politique, puisque ces idées sont partagées par ce média, donc par leurs clients ou sympathisants, autrement dit, ils seront en terrain conquis ou pratiqueront le entre soi, répétons-le, à l'arrivée le résultat sera nul.

Alors à quoi bon se compromettre ou se retrouver en compagnie de gens infréquentables de la droite conservatrice ou de l'extrême droite, voilà ce qu'on pourrait leur dire en guise de conseil.

- J'ai découvert un nouveau blog américain libertarien qui a publié de longs articles fort intéressants sur les deux guerres mondiales, apparemment rédigés par des intellectuels qui ont étudié à fond ce sujet ou très sérieusement et qui fournissent leurs sources. Cela m'a donné l'occasion de confronter mes propres connaissances et d'y faire un peu de ménage si nécessaire. J'ai surtout appris beaucoup de choses ou j'ai obtenu les renseignements décisifs qui me manquaient parfois pour étayer certaines conclusions auxquelles j'étais parvenu, j'en suis ravi évidemment. Ces renseignements sont issus de journaux d'époque pratiquement

introuvables de nos jours ou d'archives récemment déclassifiées ou accessibles au public, qui permettent d'éclaircir, confirmer ou infirmer certains points d'histoire ou plus précisément le rôle des différents protagonistes ou acteurs politiques et financiers...

Ce qui s'est passé en réalité, c'est que les faits qui se sont produits et qui ont été rapportés par des acteurs politiques ou des médias à différentes époques, principalement durant les 2 ou 3 décennies qui ont suivi les deux guerres mondiales, ont totalement disparu de la circulation par la suite, ils ont été enterrés littéralement, délibérément, de sorte que plus personne ne pourraient les mentionner sans prendre le risque de ne pas être prise au sérieux ou passer pour un fabulateur, de nos jours on dirait un affreux complotiste, puisque ne pouvant pas être étayés avec des éléments solides ou vérifiables, incontestables.

Ce qui était sorti dans les médias pouvait fournir une piste pour comprendre la situation, mais souvent les faits étaient déformés ou incomplets. Il ne faut pas oublier que les médias étaient déjà aussi corrompus qu'aujourd'hui, donc la confiance qu'on pouvait leur accorder devait être conditionnelle ou sujette à caution, toutefois il arrivait qu'au détour d'une conversation rapportée ou d'une interview certains acteurs parlent trop ou livrent des détails révélateurs, qui reliés entre eux fournissaient les clés qu'il manquait pour y voir plus clair, pour étayer une hypothèse ou formuler une interprétation plausible ou conforme à la réalité.

Si j'en trouve le temps, j'essaierai de vous livrer quelques morceaux de premier choix en extrayant les passages les plus significatifs de ces articles. C'est passionnant de découvrir à quel point on nous a menti sur pratiquement absolument tout dans des proportions qu'on n'imagine même pas. Vous me direz que bien des choses ont été publiées que je n'ai jamais lues, certes, j'en ai bien conscience, surtout rédigées dans d'autres langues que le français, parfois traduites parfois non. Disons que je vous offre la possibilité d'apprendre des choses en même temps que moi, cela vous intéresse ou non, à vous de voir.

L'adresse du portail en question.

Ce sont des anticommunistes forcenés je vous aurai prévenus, ne venez pas m'accuser par la suite de fricoter avec ces gens-là, d'accord ? Je vous rappelle que si Marx et Engels avaient dû se passer des documents rédigés pour un grand nombre d'entre eux par des fripouilles, ils n'auraient jamais pu publier le moindre ouvrage. Ce portail est en anglais, vous pouvez cliquer sur un article et le télécharger en pdf, ensuite à l'aide de www.deepl.com/fr/translator, vous pourrez le traduire automatiquement en français. J'allais oublier un détail important, il semblerait que ce genre de blog sert de source à ce qu'on appelle les géopoliticiens.

<https://www.unz.com/>

L'évolution du taux de CO2 dans l'atmosphère et les variations de la température de la Terre.

Entre l'évolution du taux de CO2 dans l'atmosphère et les variations de la température de la Terre, il n'existe aucun rapport de corrélation ni lien de causalité, puisque dans le passé il a existé des périodes où le niveau de CO2 était beaucoup plus bas qu'aujourd'hui avec des températures beaucoup plus élevées, et il a été constaté que le niveau de CO2 fluctuait sans

que la température présenta les mêmes variations, ce qui signifie que les facteurs qui étaient à l'origine de la hausse de la température notamment, n'avaient aucune incidence sur le niveau de CO₂, et que les facteurs qui étaient à l'origine de la fluctuation du CO₂ n'affectaient pas la température, il a été relevé que parfois il y eut des périodes où la courbe du CO₂ fut identique à celle de la température, celle-ci précédant toujours celle du CO₂, ce qui invalide la théorie du GIEC sur le réchauffement climatique d'origine anthropique ou humaine.

Je suis encore tombé sur un scientifique, un physicien bourré de diplômes et de médailles, qui dénonçait la confusion entre la corrélation et la causalité pour s'y livrer à son tour en termes très savants, remettant en question les liens entre le cerveau et la conscience au profit du hasard heureux, entendez par là le processus historique inconscient qui a accouché de la civilisation humaine ou la société moderne dans laquelle nous vivons un bonheur indéfinissable. Bref, autant dire que la formule était pour le moins malheureuse ou inappropriée, hasardeuse, d'autant plus qu'il ne lui est pas venu à l'esprit d'en conclure que le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme correspondait à la fin d'un cycle, celui de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a débuté lorsque les ancêtres des homos sapiens se démarquèrent du règne animal en prenant conscience qu'ils étaient les instruments de leur propre transformation ainsi que leur environnement conduisant à leur émancipation du règne de la nécessité, condition indispensable pour entrer dans celui de la liberté ou faire leur propre histoire consciemment cette fois, et pour le coup, remettant le hasard à la place marginale qu'il n'aurait jamais dû quitter pour peu qu'il ait un rôle à jouer dans la suite de la fabuleuse aventure de l'espèce humaine.

Le hasard correspond à ce qu'on ne comprend pas, à ce qu'on ne maîtrise pas, à ce qui existe indépendamment de nous et qu'on n'a pas encore découvert, il ne permet pas d'expliquer quoi que ce soit. Il peut éventuellement servir de prétexte pour ne pas engager le combat politique pour en finir avec le capitalisme, entendez par là, que, si le hasard est doué d'un pouvoir quasi-miraculeux ou mystique de bien faire les choses, pourquoi ne pas s'en remettre à lui pour résoudre toutes les difficultés qui nous accablent.

Les définitions du Larousse.

Corrélation

Relation existant entre deux notions dont l'une ne peut être pensée sans l'autre, entre deux faits liés par une dépendance nécessaire : Établir une corrélation entre la délinquance et le milieu social. (La cause est à rechercher du côté des inégalités sociales à l'origine du capitalisme. - J-C)

Synonymes : correspondance - interdépendance - liaison - relation - subordination

Contraires : autonomie - indépendance

- En corrélation avec quelque chose, en rapport étroit avec.

- Il y a une corrélation entre l'augmentation de la température et la dilatation du métal

Causalité

Lien qui unit la cause à l'effet.

Lu.

Le CFR pour Council on foreign relations est une organisation américaine spécialisée dans les relations internationales fondé en 1921 par Edward Mandell House, conseiller à l'époque du Président Wilson.

Depuis 1 siècle, chaque crise globale internationale l'a fait monter en puissance. Sa fondation est précédée par la création des différents organes de la gouvernance globale avec la fondation Rockefeller, la création de la FED (la fédérale réserve dont les mêmes financiers seront à l'origine du CFR). C'est post 1ère guerre mondiale, à l'initiative du Président Wilson, que le Traité de Versailles trouve son origine. C'est à partir de ce traité qu'est créé le CFR, Council on foreign relations, et la SDN, la Société Des Nations, l'ancêtre de l'ONU.

Plus de la moitié des membres de l'administration Biden est passée par le CFR. Tous les directeurs historiques de la CIA ont appartenu à cette organisation. Le but du CFR est d'avoir des hommes d'influence dans les 2 partis politiques représentés afin que l'un ou l'autre réalise la politique stratégique souhaitée par le CFR.

On apprend comment est gérée la politique migratoire suite aux différents conflits à travers l'influence d'une personne comme George Soros, ce dernier appartenant au CFR et ayant participé à la version européenne du CFR, le ECFR pour European Council on foreign relations dont la gestion migratoire est réalisée sous l'European Stability Initiative.

Leur vision dans leur logique globaliste est que l'Europe est une plateforme interface entre les autres continents en facilitant les déplacements des populations quand c'est dans leur intérêt stratégique tout en voulant stabiliser la démographie. Le CFR est évidemment en étroite collaboration avec les géants de la technologie numérique avec Apple, Google et les finances avec BlackRock, Goldman Sachs, Morgan Stanley.

Ces entreprises adhèrent au CFR pour avoir des orientations d'ouverture de marché à l'internationale et inversement, la stratégie politique américaine a besoin de ces entreprises pour étendre l'influence américaine au monde entier. C'est réellement une interface fonctionnelle entre le monde de la finance, des nouvelles technologies, de la diplomatie, du monde politique, du monde du renseignement, du monde militaire aux USA et par extension à tous les pays contrôlés par ce dernier.

Pour la version européenne du CFR, nous retrouvons des noms français comme Bernard Kouchner, Pierre Moscovici, Clément Beaune, Christine Ockrent, Laurence Parisot...

Leur humanisme est la politesse des salauds... Ceux qui s'en offusquent soutiennent le régime néonazi ukrainien.

Tollé en Pologne, où le ministre de la Justice libère une jeune militante néonazie condamnée à 3 ans de prison - Le HuffPost 18 juillet 2023

Cette jeune femme, condamnée pour des faits datant de 2020 lors d'une pride à Poznan, a été libérée après avoir passé un an derrière les barreaux.

Les faits remontent à 2020. Une militante d'extrême droite et néonazie de 21 ans, Marika Matuszak, avait été condamnée à trois ans de prison ferme pour avoir agressé une femme lors d'une pride à Poznan en Pologne.

Avec trois autres militants, elle avait voulu s'emparer d'un sac aux couleurs de l'arc-en-ciel de cette femme, causant des contusions et des entorses aux mains et aux poignets de la victime.

Après un an passé en prison, le ministre de la Justice, Zbigniew Ziobro, qui exerce également les fonctions de procureur général, a décidé en fin de semaine dernière de libérer cette militante d'extrême droite après avoir pris en compte sa « demande de sursis de peine », rapporte le site européen d'information Euractiv. Son agression a été minimisée et réduite à une simple tentative de vol de sac.

« *Le tribunal a envoyé une jeune fille en prison pour trois ans parce qu'elle a protesté contre la promotion de l'idéologie gauchiste et de l'homosexualité. Les tribunaux punissent impitoyablement les Polonais qui défendent la foi et les valeurs. Pour avoir attaqué des églises, battu des croyants et craché sur des policiers, ils les laissent en liberté. Les actions de certains procureurs dans cette affaire constituent un autre problème. Cela ne restera pas sans conséquences...* », a écrit Zbigniew Ziobro sur Twitter.

« *Ziobro prend le parti du criminel. Cela donne le signal que la tentative de vol est justifiée lorsque la victime est une personne LGBT* », a réagi sur Twitter la députée Kamila Gasiuk-Pihowicz.

« *Voilà à quoi ressemble un État autoritaire. C'est un État où vous pouvez appeler un verdict d'un tribunal indépendant un "crime judiciaire", exiger la responsabilité pénale du juge et du procureur, puis ignorer toute question sur les détails du cas couvert par le verdict* », a renchéri Mikolaj Iwanski, docteur en sciences du droit à l'Université Jagellonne de Cracovie.

Le cas de Marika Matuszak était récemment devenu célèbre en Pologne, quand l'institut catholique fondamentaliste Ordo Iuris avait lancé une campagne pour sa libération, arguant qu'une peine plus clémente aurait pu être appliquée pour la jeune femme, qu'il estime condamnée pour des raisons idéologiques.

Sur les réseaux sociaux, avaient rapidement émergé des photos de Marika Matuszak portant des emblèmes néonazis ou posant avec le drapeau du Troisième Reich et portant un uniforme rappelant celui de la Gestapo.

Par ailleurs, la jeune femme et son compagnon sont cofondateurs de l'organisation néonazie « *Front pour le nettoyage national* » (« *Front Oczyszczenia Narodowego* »), dont l'objectif

principal est de « *nettoyer les taches, saletés et ennemis de la nation polonaise* », note Euractiv. Le HuffPost 18 juillet 2023

J-C – Résumons. Nous voilà en présence de bien-pensants qui ont une drôle de conception de la justice, car ils estiment que la tentative de vol d'un sac mériterait trois ans de prison, tandis que commettre des agressions dans des églises ou « *cracher* » sur des policiers ne mériterait aucune peine de prison.

Que ne vont-ils pas inventer, les antifas autoproclamés qui sont en réalité des agents du nouvel ordre mondial totalitaire de Davos.

Il faut bien comprendre qu'en cautionnant un abus de pouvoir commis par les autorités judiciaires, certes à l'encontre d'une néonazie, ils justifient à l'avance tout abus de pouvoir commis à l'encontre de n'importe quel citoyen ou opposant politique au régime en place, ce qui pour nous est inacceptable, car c'est le meilleur moyen d'encourager l'instauration d'un régime autoritaire, fasciste ou nazi.

Totalitarisme. La transition numérique va servir essentiellement à renforcer la surveillance de la population.

L'Éthiopie va rendre l'identification numérique obligatoire pour les opérations bancaires - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Il va être difficile, voire impossible, d'échapper à l'identité numérique, même si vous vous réfugiez dans un pays pauvre d'Afrique. Par exemple, l'Éthiopie a récemment annoncé que l'identité numérique sera bientôt obligatoire pour toutes les transactions avec les institutions financières, grâce à son programme Fayda.

Selon une annonce conjointe de la Banque nationale d'Éthiopie, la banque centrale du pays, et du programme national d'identification, l'objectif du pays est d'inscrire tous les clients des banques à l'identification numérique au cours de l'exercice 2023/2024 afin d'accélérer l'ambition du gouvernement en matière d'inclusion financière. Les clients des banques utiliseront Fayda comme identifiant bancaire pour effectuer des vérifications KYC et effectuer l'intégration à distance.

L'utilisation de Fayda facilitera la vérification d'identité pour les utilisateurs des banques dans un système qui, selon l'annonce, garantit la confidentialité et la sécurité des données. La banque centrale a également assuré que le projet d'utiliser Fayda comme pièce d'identité principale pour les opérations bancaires améliorera considérablement la transparence, la stabilité et la sécurité du secteur financier éthiopien.

L'approche contraste quelque peu avec celle du Nigéria, où les banques peuvent émettre des cartes à utiliser à la fois comme pièce d'identité nationale et pour les transactions financières.

L'Éthiopie met en œuvre un projet d'identification numérique basé sur le MOSIP, soutenu par la Banque mondiale, qui vise à inscrire tous les citoyens éligibles d'ici 2025. Le pays a

également récemment engagé IrisGuard pour prendre en charge le paiement des prestations aux citoyens avec la biométrie de l'iris. lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Quand Big Data ou les GAFAM détiennent tous les pouvoirs.

J-C - Ils ont décrété que les mesures drastiques qu'ils imposaient aux peuples dans le cadre de l'arnaque climatique ne les concernaient pas, normal jusque-là, mais pas sûr que cela se passera comme ils l'escomptaient...

Uruguay : Google accusé de piller les dernières gouttes d'eau potable - lepoint.fr 19 juillet 2023

Une crise de l'eau sans précédent en Uruguay serait en train de s'aggraver à cause d'un projet de Google. Comme le rapporte HuffPost, plus de la moitié des 3,5 millions d'habitants du pays n'ont plus accès à l'eau potable depuis le mois de mai en raison d'une grave sécheresse.

Alors que le principal réservoir d'eau de la capitale, Montevideo, ne compte plus que 2 % de son contenu, le gouvernement uruguayen a déclaré « *l'état d'urgence* » sur les ressources en eau depuis un mois. Face à cette situation, les dirigeants du pays ont par ailleurs décidé d'ajouter à l'eau douce de l'eau salée provenant de l'estuaire du Rio de la Plata, pour subvenir aux besoins vitaux de ses habitants. Mais celle-ci reste presque imbuvable en raison de résidus marron qui la rendent « *nauséabonde* ».

Dans ce contexte, l'annonce récente de la construction d'un centre de données par Google a été la goutte de trop pour l'opinion publique. Comme le décryptent nos confrères, cette infrastructure consommerait 7,6 millions de litres d'eau par jour pour refroidir ses serveurs, ce qui équivaut à la consommation domestique quotidienne de 55 000 personnes. En guise de protestation, de nombreux manifestants ont tagué le mot « *pillage* » sur les murs de la capitale. Si le ministre de l'Industrie et Google ont assuré que la consommation en eau du centre serait finalement plus faible, les tensions ne semblent pas s'estomper ces derniers jours. lepoint.fr 19 juillet 2023

J-C - Question : Qu'est-ce que fout Google en Uruguay ?

France.

Jobard le tyran et l'affreux jojo.

« Quand Emmanuel Macron invoque “Jojo” comme mètre-étalon du Français moyen » - lemonde.fr 27 juin 2023

Plusieurs proches du président de la République, sollicités par « *Le Monde* », confirment que ce dernier évoque régulièrement la figure de « *Jojo* » au moment d'élaborer les politiques publiques, explique, dans sa chronique, Solenn de Royer, journaliste au « *Monde* ». lemonde.fr 27 juin 2023

Qui gouverne en France ?

En 3 ans, Macron a passé 500 commandes aux cabinets privés, 43 milliards d'euros dépensés

Les données sont hallucinantes. Ainsi, d'après le Nouvel Obs, «dans une note publiée en avril, un groupe de hauts fonctionnaires estime à 163 milliards d'euros les services que l'État externalise sous forme de délégation de service public (120 milliards) ou d'achats de prestations intellectuelles (43 milliards)». 43 milliards d'euros, près de 6% du budget de l'État et des collectivités locales !

<https://reseauinternational.net/en-3-ans-macron-a-passe-500-commandes-aux-cabinets-privés-43-milliards-deuros-depenses/>

Sans blague ! Secret de polichinelle.

Des liens entre Emmanuel Macron et Uber existeraient selon la commission d'enquête - AFP/LePoint.fr 18 juillet 2023

Les députés réunis dans la commission d'enquête ont reconnu l'existence de liens entre le président et la plateforme dans le dossier des Uber Files.

L'affaire a été déclenchée par la révélation des « *Uber Files* », soit la fuite de 124 000 documents internes recueillis par Mark McGann, ancien lobbyiste pour le compte d'Uber, et communiqués au journal britannique The Guardian.

La commission d'enquête parlementaire a rendu son rapport final sur l'affaire dite des « *Uber Files* ». Ce texte, publié le 18 juillet, déplore l'existence de liens « *opaques* » et « *privilegiés* » tissés par Emmanuel Macron avec la plateforme américaine.

Le président de la République, ministre de l'Économie à l'époque des faits, poursuit-il, avait passé un « *deal secret* » avec la société américaine pour qu'elle renonce à son application controversée Uber Pop en échange de la simplification des conditions nécessaires à l'obtention d'une licence de voiture de transport avec chauffeur (VTC). AFP/LePoint.fr 18 juillet 2023

J-C - La ligne éditoriale du journal d'information britannique The Guardian relève du social-libéralisme (centre gauche) paraît-il. Pour rappel, The Guardian est financé par Gates et Soros notamment.

Question : Quel intérêt aurait-il eu à mettre en difficulté Macron ? Aucun, il faut donc chercher une autre explication pour justifier la publication de ces documents par The Guardian.

Avant d'y venir, il faut avoir à l'esprit qu'Uber est interdit dans plusieurs pays dont le Hongrie, la Turquie, ou a été interdit dans plusieurs capitales dont Bruxelles et New Delhi, et que dans pratiquement tous les pays il a été trainé en justice, rien qu'aux États-Unis Uber a fait

l'objet de plus de 170 procès (Wikipédia), et bien malgré cela entre 2014 et 2021 le chiffre d'affaires d'Uber est passé de 495,3 millions de dollars à 17,5 milliards de dollars, et son Résultat comptable négatif (endettement) de 2,8 milliards de dollars en 216 à un résultat positif de - 6,8 milliards de dollars en 2020, ce qui signifie que plus Uber était mis à l'index ou montré du doigt ici ou là, plus il s'est développé tranquillement ailleurs et c'est cela seulement qui compte pour son principal actionnaire, la banque américaine Morgan Stanley dont les propriétaires ne sont rien de moins que les cofondateurs de la FED, des gens qui ne plaisaient pas vraiment avec ce genre d'affaire !

Ce qui vaut pour Macron pourrait valoir ailleurs, et puis Uber n'a pas été expulsée de France, bien au contraire, alors !

The Guardian savait que Macron était protégé, invulnérable, intouchable, au-dessus des lois en France, certes, mais cela n'explique pas pourquoi cette affaire. A moins que certains en douteraient et n'oseraient pas aborder Macron, ce qui aurait fait du tort à certains intérêts hauts placés, ceux qui tirent les ficelles et s'enrichissent toujours plus au passage. Ils visent aussi à contrôler certains secteurs économiques qui leur échappaient. Pourquoi pas après tout, allez-y les gars tenter le tout pour le tout avec Macron, on vous assure que vous ne risquez rien, Macron ne risque rien, mais pas ces corrupteurs que les oligarques utilisent et sacrifieront au besoin, ils le savent et c'est cela qui les retient ou les fait hésiter. Ce serait une manière poli de les rassurer ou de leur forcer la main, ailleurs ou avec d'autres acteurs politiques décisionnaires, qui sait ? Voyez-vous dans l'affaire dite des « *Uber Files* », personne ne s'est retrouvé en prison, alors que craigniez-vous, Uber a été amené à déboursier des milliards dans le lobbying, pour se mettre en conformité avec la législation de certains pays, pour régler de lourdes amendes, cela dit, on est là avec nos médias et nos avocats pour vous secourir au cas où les choses tourneraient mal ou seraient éventées, allez, au boulot !

Le tyran est fier d'avoir "*fait bouger les choses*", à nous de les faire exploser !

"On peut être très fiers": Emmanuel Macron félicite ses ministres après une "*année très chargée*" - BFMTV 19 juillet 2023

Le président de la République recevait ce mardi soir à l'Élysée les membres de son gouvernement et leurs conjoints. Avant un probable remaniement, Emmanuel Macron a surtout félicité ses ministres après "*une année très chargée*" et leur a annoncé que des "*réformes décisives*" devront être conduites "*à la rentrée*", a appris BFMTV auprès de participants à ce dîner.

"*Là où on nous prédisait le pire, le gouvernement a mené beaucoup de réformes qui étaient envisagées par certains, décalées par d'autres, impensables pour beaucoup*", leur a dit Emmanuel Macron.

"*On a fait bouger les choses, des retraites au marché du travail. On a pris des grandes mesures sur l'emploi, l'énergie ou la transition écologique. On a porté de grandes réformes*", s'est-il félicité. BFMTV 19 juillet 2023

Quand les sionistes d'extrême droite vole au secours de Macron.

Mélenchon dénonce la « jonction dans les faits » entre Macron et l'extrême droite - 20minutes.fr

Le président du Crif, Yonathan Arfi, accuse Jean-Luc Mélenchon de se "*compromettre loin du pacte républicain*" - franceinfo 16 juillet 2023

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Yonathan Arfi, a accusé, dimanche 16 juillet, Jean-Luc Mélenchon de se "*compromettre loin du pacte républicain*". Face à la menace d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir en 2027, "*les porte-voix de La France insoumise font davantage partie du problème que de la solution*", a lancé le président du Crif lors d'un discours prononcé à Paris à l'occasion de la Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites, hommage aux Justes.

"*Le président du #CRIF utilise la cérémonie à la mémoire des victimes de la rafle des juifs par la police française pour me prendre à partie. Abject. L'extrême droite n'a plus de limite*", a répondu en retour Jean-Luc Mélenchon sur Twitter.

Accuser le Crif d'être d'extrême droite, alors qu'il a été "*fondé dans la Résistance*" et qu'il a inscrit la lutte contre l'extrême droite dans son "*ADN profond*", est "*particulièrement pervers*" et "*grotesque*", a réagi Yonathan Arfi dans une déclaration à l'AFP. franceinfo 16 juillet 2023

Fanatique et opportuniste. LFI ou les idiots utiles de Davos et Macron.

Interrogé à l'Assemblée sur la vague de chaleur, Christophe Béchu répond « *émeutes* », « *Crif* » et « *Mélenchon* » - Le HuffPost 18 juillet 2023

« *L'Europe est frappée par une chaleur intense qui s'étend désormais sur toute la France et le bassin méditerranéen,* » a rappelé le député insoumis, en dénonçant les récents propos de Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture, qui a affirmé que les températures de cet été étaient « *normales* ». Le HuffPost 18 juillet 2023

J-C - Décidément, ils sont tous aussi tarés à LFI. Le Pen déclarerait que la Terre est ronde, et Béchu prétendrait qu'elle est plate, quel l'abruti !

Totalitarisme. La suite logique des « *gestes barrières* » en régime policier.

Une amende pour être assis dans la rue ? À Angoulême, avec cet arrêté « *tout le monde ou presque pourrait être arrêté et verbalisé* » - Le HuffPost 17 juillet 2023

Circulez, s'il vous plaît. Dans la ville d'Angoulême, en Charente, il est désormais interdit de rester dans une position assise, debout ou allongée dans l'espace public, dès lors que notre

présence peut occasionner des « nuisances ». C'est l'objet du nouvel arrêté municipal pris par le maire Xavier Bonnefont (Horizons), mardi 11 juillet, qui a pour but de lutter contre « l'occupation abusive de l'espace public ». Les personnes ne respectant pas la mesure s'exposent à une amende de 35 euros, qui monte jusqu'à 150 euros si récidive.

Selon les termes de l'arrêté, cités par Franceinfo, « est interdite toute occupation abusive et prolongée des rues et autres espaces publics, c'est-à-dire par des individus regroupés, de manière immobile ou peu mobile, n'étant pas en transit et générant des nuisances (sonores, dégradations, menaces, etc.) qui troublent la tranquillité des passants ou des riverains ».

Selon Anthony Pecqueux, sociologue spécialiste de l'ethnographie urbaine et chargé de recherche au CNRS, que nous avons contacté, ce nouvel arrêté est une « atteinte à la ville comme bien commun » et une « porte ouverte à l'arbitraire ».

Anthony Pecqueux - C'est une mesure qui s'inscrit dans plusieurs trajectoires : d'une part, celle de cette mairie qui a déjà essayé il y a quelques années de grillager les bancs publics [une mesure qui avait provoqué un tollé en 2014, ndlr].

Anthony Pecqueux - Cet arrêté, comme l'ensemble de l'urbanisme dissuasif, est pris en vue de faire de la ville et de l'espace public, urbain et central, un espace lisse qui soit fait pour les voyageurs et les touristes. Les marginaux, les personnes SDF et les jeunes en situation d'errance sont clairement visés. Au regard des détails de la mesure, de l'histoire d'Angoulême et des centres-villes urbains depuis une quinzaine d'années, on est en droit de penser que l'arrêté vise les marginaux. C'est une continuité très lisible, et il n'y a aucun moyen de faire une autre interprétation.

Anthony Pecqueux - Mais quand on prend des arrêtés aussi flous, tout le monde ou presque pourrait être arrêté et verbalisé. Il n'y a aucun domaine d'application clair. Pour moi, c'est la porte ouverte à l'arbitraire.

Fanatisme. Apprenez le caniveau à Robert Ménard, là où est sa place !

Totalitarisme à Béziers : Robert Ménard met en place le fichage ADN canin pour lutter contre les crottes de chiens - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Le totalitarisme avance toujours et encore, parfois à des endroits où on ne l'attendait pas. Ainsi, le crédit social à Béziers va mettre les mains dans la merde de chiens pour sanctionner les mauvais citoyens. En effet, le maire de Béziers, Robert Ménard, a mis en place un système de fichage ADN canin dans une partie du centre-ville pour lutter contre les crottes de chien non ramassées. Cette mesure vise à sanctionner les propriétaires négligents.

Selon une annonce faite par le maire à France Bleu Hérault, l'ADN canin est désormais obligatoire dans une zone spécifique du centre-ville. L'arrêté correspondant a été déposé en sous-préfecture et n'a pas été contesté pendant la période réglementaire de deux mois.

FLASH – Les chiens de #Béziers vont devoir posséder un passeport génétique (avec leur ADN) pour se promener au centre-ville, afin qu'ils puissent être identifiés en cas de crottes non ramassées. (France Bleu) pic.twitter.com/OjapUImSTY

— Mediavenir (@Mediavenir) July 17, 2023

Cette expérimentation durera deux ans, jusqu'en juillet 2025. Chaque chien devra posséder un passeport génétique et les propriétaires qui ne seront pas en mesure de fournir ce document s'exposeront à une amende de 38 euros s'ils résident dans l'hyper centre-ville. De plus, s'ils ne ramassent pas les déjections de leur chien, l'amende sera de 122 euros.

La municipalité proposera aux habitants de procéder gratuitement au prélèvement salivaire de leur animal. Les vétérinaires pourront également effectuer ces prélèvements. Robert Ménard explique : *“Je n'en peux plus de toutes ces crottes. On en ramasse plus d'un millier chaque mois, rien que dans le centre-ville. Il faut sanctionner pour que les gens se comportent bien”*. Il convient de rappeler qu'en 2016, Robert Ménard avait déjà tenté de mettre en place un système similaire mais le projet avait été rejeté par le tribunal administratif de Montpellier.

J-C – Avec la bénédiction du Préfet nommé par Macron... Cela devient un cauchemar de vivre en France, vous comprendrez pourquoi je ne me plains pas des petits (et grands) désagréments que je subis en Inde, l'un des pays les plus dégueulasses de la planète, au moins, même si c'est une illusion, on s'y sent plus libre, moins susceptible d'être réprimé pour un oui ou un non...

Totalitarisme. Un régime policier, c'est bon pour le climat !

Vignette, excès de vitesse, drogue, points sur le permis : ces règles qui vont changer sur la route - Le HuffPost 17 juillet 2023

Au total, 38 mesures sont prévues.

Extrait.

Suspension automatique du permis en cas de stupéfiant

Pour lutter contre « *le fléau* » des comportements addictifs au volant, la Première ministre a en revanche déclaré que le gouvernement entendait « *sanctionner plus sévèrement les conduites addictives* » en rendant « *automatique la suspension du permis en cas de conduite sous l'emprise de stupéfiants* ». Concrètement, huit points seront désormais supprimés, contre six actuellement, en cas de conduite sous stupéfiants ou sous alcool.

Possibilité de suspendre le permis pour raisons de santé

Parmi les dispositions annoncées, figure également la possibilité de suspendre le permis de conduire « *le temps d'une vérification médicale d'aptitude dès lors qu'une infraction aura un problème médical comme origine présumée* », selon les mots de la Première ministre. Dans quel cadre précis ? Dans quelles conditions ? La mesure devra être éclaircie.

J-C - La numérisation au service du fichage, flicage.

Fin de la vignette verte

L'exécutif promet également la fin de la vignette verte, et ce dès le 1er avril 2024. « *Il n'y aura plus de vignette d'assurance à mettre sur son véhicule, tout sera enregistré par les assurances dans le fichier* », a expliqué le ministre de l'Intérieur. Concrètement, les forces de l'ordre pourront consulter directement les informations liées à l'assurance de l'automobiliste sur un fichier, sans que ce dernier soit forcé de la présenter.

Dématérialisation « totale » du permis

Même chose pour le permis de conduire. Celui-ci sera « *totalelement dématérialisé* » dans le courant de l'année 2024. « *Il y aura toujours un permis physique pour tous les citoyens, mais parallèlement existera un permis dématérialisé que vous pourrez avoir sur votre téléphone* », a ainsi explicité le ministre de l'Intérieur. Il pourra être « *présenté aux forces de l'ordre lors des contrôles* » ou permettra à tous de « *regarder le nombre de points qu'il vous reste.* » Le HuffPost 17 juillet 2023

Il faut bien qu'ils récupèrent d'une main ce qu'ils vous ont donné dans l'autre.

J-C – Il ne faut se faire absolument aucune illusion, cette tendance devrait s'amplifier dans les années à venir, compte tenu qu'il n'existe plus une puissante opposition organisée pour s'opposer à leur politique et mobiliser les masses, revendiquer le pouvoir.

Quand j'évoquais la nécessité d'en créer une nouvelle, on se foutait de ma gueule, alors je ne propose plus rien.

Un jour je m'étais livré à un petit calcul à partir d'une centaine de militants, pour voir à combien on pourrait en être au bout de 5 ans en s'y mettant sérieusement, je crois que j'étais arrivé à plusieurs dizaines de milliers de militants, car une fois la dynamique lancée elle ne s'arrêterait plus jusqu'à ce qu'on ait atteint notre objectif, pourvu que cela ne reste pas à l'état d'utopie...

Augmentation de 10 % des prix de l'électricité : « *Il faut siffler la fin* » du bouclier tarifaire, estiment les sénateurs LR - Publicsenat.fr 18 juillet 2023

Le 1er août sonnera la première étape de la sortie du bouclier tarifaire. À cette date, synonyme de mise à jour semestrielle des tarifs réglementés de vente (TRV) de l'électricité qui dicte les prix des fournisseurs sur le marché, le gouvernement a choisi d'appliquer une hausse de 10 % sur les prix de l'électricité, soit environ +160 euros par an par ménage selon les calculs du gouvernement. Cette hausse ne s'appliquera, toutefois, qu'aux ménages et aux petites entreprises « *raccordés à un compteur d'une puissance jusqu'à 36 kilovoltampères* », précise le cabinet ministériel.

Après une première hausse en février de 15 %, les prix ont donc globalement augmenté de 31 % depuis 2021. Un chiffre qui reste bien inférieur aux tarifs réels de l'électricité sur les

marchés. Selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE), les prix de l'électricité ont bondi de 35 % en 2022 et doubleront en 2023. « *On est donc largement en-dessous* », note Christine Lavarde, sénatrice LR de la commission des finances et auteure d'un rapport sénatorial sur le bouclier tarifaire en juin dernier. D'ailleurs, la CRE préconisait même une augmentation de 74,5 % des TRV en août. Ainsi, si Bercy entrouvre la porte à une sortie progressive du bouclier tarifaire, le gouvernement reste tout de même au chevet des Français. Selon le rapport de Christine Lavarde, la France a déjà creusé un trou de 85 milliards d'euros, entre l'ensemble des dispositifs de lutte contre la crise inflationniste et le manque-à-gagner en termes de recettes fiscales lié à l'assouplissement des règles à direction des entreprises.

Le sénateur communiste de Seine-Saint-Denis Fabien Gay est affligé par les annonces du gouvernement. « *Arrêtons ! On a 15 millions de personnes en situation de précarité énergétique dans ce pays* ». « *Alors même que les coûts de production de notre système électrique sont stables, cette énième augmentation porte à plus de 80 % la hausse du prix de ce bien essentiel en près de 10 ans, ce qui portera la facture d'électricité à un peu plus de 1850 euros par an et par foyer en moyenne* », calcule le groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Écologiste dans un communiqué. Face à cette hausse, Fabien Gay évoque même un « *scandale* », qui n'est pas documenté dans les médias français. « *L'an dernier, l'application du bouclier tarifaire, du filet de sécurité, c'est 42 milliards d'euros d'argent public. Ce sont nos impôts, qui ont financé les énergéticiens pour appliquer ce bouclier. Ces mêmes énergéticiens touchaient l'ARENH à 42 euros et l'ont revendu jusqu'à 400 euros sur les marchés européens ! C'est un racket en bande organisée* », s'énerve-t-il. Concrètement, face à l'utilisation du bouclier tarifaire à des fins spéculatives, Fabien Gay déplore que le gouvernement puisse maintenant exiger aux ménages de mettre la main à la poche, au détriment des moins aisés.

Plus largement, cette première étape de la sortie du bouclier tarifaire s'inscrit dans une dynamique de réduction des dépenses publiques.

Une première depuis 2015, qualifiée « *d'historique* » par le ministre délégué chargé des Comptes publics Gabriel Attal. Les crédits pour l'année prochaine devraient ainsi se situer aux alentours de 356 milliards d'euros, soit une baisse de 4,8 milliards par rapport à cette année. Publicsenat.fr 18 juillet 2023

Syrie : la visite d'une délégation française chez les séparatistes kurdes provoque l'ire de Damas - RT 18 juillet 2023

La visite d'une délégation française le 10 juillet à l'est de l'Euphrate pour rencontrer le Conseil exécutif du Rojava, qui regroupe divers groupes séparatistes kurdes, a provoqué la colère des autorités syriennes.

Selon une source officielle au sein du ministère syrien des Affaires étrangères, citée ce 18 juillet par l'agence Sana, Damas «*condamne avec les termes les plus sévères l'accès illégal dans le territoire syrien d'une délégation du ministère français des Affaires étrangères*». Cette rencontre avec «*les réseaux séparatistes*» constitue «*une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie*», dénonce cette même source.

Il s'agit, aux yeux du ministère, d'une preuve supplémentaire du «rôle subversif» et de «l'hostilité française enracinée envers la Syrie», ainsi que de «la pleine implication de la France dans l'agression contre la Syrie à travers son soutien aux réseaux terroristes et aux milices séparatistes».

Paris joue la carte kurde

«La Syrie rappelle au gouvernement français que la lutte contre le terrorisme se fait en coopération avec l'État syrien» et «non pas par la coopération avec les réseaux séparatistes», relate l'agence Sana, qui cite toujours la même source.

La délégation française en question était composée de Patrice Franceschi, écrivain engagé auprès des Kurdes, François-Henri Désérable, romancier, et Zineb El Rhazoui, journaliste franco-marocaine. Selon la page Facebook du Conseil exécutif, ils ont été reçus par la présidence kurde afin d'aborder les problématiques régionales.

La France n'a plus de relations diplomatiques avec la Syrie depuis mars 2012. L'exécutif français entretient régulièrement des contacts avec les séparatistes kurdes, par l'intermédiaire notamment de la Fondation Danielle Mitterrand. Une manière pour Paris de montrer qu'il n'est pas favorable à une normalisation des relations avec Bachar al-Assad.

Combat politique contre la dictature et escroquerie climatique.

Climatofascisme : L'Écosse admet avoir abattu 16 millions d'arbres pour développer des parcs éoliens - lemediaen442.fr 20 juillet 2023

C'est une drôle de façon de faire de l'écologie... Nous apprenons, avec stupéfaction, par le quotidien britannique The Telegraph, que presque 16 millions d'arbres ont été abattus sur des terres publiques en Écosse pour faire place à des éoliennes, a admis un ministre du parti politique écossais SNP (Scottish National Party), dans le cadre d'une campagne majeure pour ériger davantage de turbines rotatives.

En effet, Mairi Gougeon, la secrétaire aux Affaires rurales, a estimé que 15,7 millions d'arbres avaient été abattus depuis 2000 sur des terres actuellement gérées par l'agence Forestry and Land Scotland (FLS) – l'équivalent de plus de 1 700 par jour. Un chiffre qui donnera le tournis aux écologistes qui combattent le nucléaire et prônent l'installation des éoliennes.

Mairi Gougeon a insisté sur le fait qu'il y avait une présomption de planification en faveur de la protection des forêts et que les promoteurs d'éoliennes étaient censés entreprendre une « plantation compensatoire ailleurs ». À la bonne heure !

L'Écosse dispose déjà de turbines théoriquement capables de produire 8,4 GW d'énergie, soit bien plus de la moitié du total du Royaume-Uni, mais les ministres du SNP veulent ajouter encore 8 à 12 GW. Pour ne rien arranger, certains promoteurs veulent ériger des turbines jusqu'à 260 mètres de haut, l'équivalent de plus de 60 bus à impériale (à deux niveaux).

Liam Kerr, un député du Nord-Est, a déclaré : « *La plupart des gens seraient stupéfaits de voir le nombre d'arbres coupés pour faire place aux éoliennes. J'ai été contacté à maintes reprises par des communautés rurales dans tout le pays qui remettent en question l'emplacement de ces développements, partageant des préoccupations légitimes non seulement quant à l'impact visuel mais aussi aux dommages causés à la faune et aux entreprises. Maintenant nous apprenons qu'il y a des dommages importants en ce qui concerne les arbres.* »

Loin de vouloir s'arrêter en « *si bon chemin* », un porte-parole climatofasciste a déclaré que : « *L'énergie renouvelable produite par les éoliennes est un élément clé de la réponse de l'Écosse à l'urgence climatique...* »

Morag Watson, directrice des politiques chez Scottish Renewables, un organisme professionnel, a déclaré : « *Le prix volatil du gaz importé a laissé les consommateurs d'énergie subir certains des prix les plus élevés de mémoire d'homme, en plus d'une urgence climatique qui signifie réduire la quantité de carbone que nous émettons le plus rapidement possible.* »

La fuite en avant de la politique du zéro carbone, au détriment de la nature, continuera de profiter aux promoteurs éoliens. lemediaen442.fr 20 juillet 2023

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

Le féminisme a ouvert la voie au transgendérisme - reseauinternational.net 17 juillet 2023

Par Paul Craig Roberts

Dans le numéro du printemps 2023 du City Journal, Kay Hymowitz, dans un article bien écrit et bien documenté, fait état du succès des mouvements transgenres qui utilisent les écoles publiques pour enseigner aux enfants qu'ils pourraient être nés dans le mauvais sexe. Une «industrie de la santé» s'est développée autour de l'idéologie transgenre, et des médecins mènent désormais des expériences à la Joseph Mengele sur des enfants américains. Hymowitz note que l'approche transgenre des enfants met de côté tout ce que nous savons de l'enfance et de la nature humaine, et qu'elle ébranle les mœurs juridiques et culturelles qui constituent le fondement de notre société. En fait, le transgendérisme jette l'accumulation des connaissances sur les enfants dans le trou de mémoire.

Bien que les médias se concentrent sur les hommes qui prétendent être des femmes, il semble que peu d'hommes entreprennent une opération chirurgicale pour changer physiquement leur apparence sexuelle. Il ne semble pas y avoir beaucoup de Jazz Jennings. La plupart des hommes «*transgenres*» prétendent simplement être des femmes afin d'avoir accès aux zones privées féminines et de pouvoir se mesurer aux femmes dans les compétitions sportives. Il semble que ce soient les jeunes filles qui soient les plus susceptibles de vouloir être du sexe opposé. Je blâme les féministes pour l'insatisfaction des jeunes filles à l'égard de leur sexe.

L'idée maîtresse du mouvement féministe était de rendre les femmes insatisfaites de leur rôle et de les encourager à assumer des rôles masculins. Helen Gurley Brown, longtemps rédactrice en chef de *Cosmopolitan*, a encouragé les femmes à avoir la même promiscuité sexuelle que les hommes et à avoir autant de partenaires sexuels qu'elles le pouvaient, tout en cherchant à acquérir des rôles masculins dans les entreprises, l'armée et les professions juridiques et médicales. Les rôles normaux des femmes en tant que mères et femmes au foyer ont été dénigrés. Le message était clair. Les rôles féminins sont indignes des femmes et celles-ci doivent les abandonner.

En fait, les féministes ont discrédité les femmes en discréditant leur rôle, et maintenant le transgendérisme, en permettant aux hommes d'être des femmes, a détruit le concept de la femme. Si un homme peut être une femme, qu'est-ce qu'une femme ? Les femmes sont nourries dans leurs gènes, mais le féminisme les a détournées de leur rôle nourricier et les a rendues malheureuses et confuses d'être des femmes. C'est ainsi que j'explique pourquoi le mouvement transgenre est plus répandu chez les jeunes filles.

Aujourd'hui, les films, les émissions télévisées et les jeux vidéo présentent des femmes dans les rôles agressifs traditionnellement dévolus aux hommes. Ce sont les femmes qui commandent. Elles battent et tuent les hommes faibles qui succombent à l'autorité féminine. En fait, les femmes sont devenues des hommes en occupant le rôle masculin. Il y a trente ans, le *New York Times* a fait l'éloge d'Helen Gurley Brown pour avoir aidé les femmes à redéfinir leur rôle dans la société. Puisqu'on attend des filles qu'elles soient des hommes, il n'est pas étonnant qu'elles veuillent ressembler à des hommes.

Les parents ne s'en rendent pas compte, mais ils se heurtent au féminisme et au transgendérisme.

Parents horrifiés face à un drag queen mimant une masturbation devant des enfants dans un parc d'attraction - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

Dans une vidéo récemment apparue, un interprète de l'émission à succès *Ru Paul's Drag Race* a été vivement critiqué pour son comportement inapproprié lors d'une performance devant un public comprenant des enfants. Les parents se sont indignés face à cette situation choquante.

La séquence a été filmée au parc d'attractions « Adventure Island » à Southend on Sea en Angleterre, samedi dernier. On y voit le drag queen Crystal, également connu sous le nom de Colin Munro connu pour avoir participé à la première saison de *Ru Paul's Drag Race* de la BBC, danser de manière dégoûtante. Vêtu d'un justaucorps, de collantes résilles et de talons hauts, Crystal effectue des mouvements provocateurs, mimant la masturbation avec une meuleuse. Cette dernière fait jaillir des étincelles — représentant l'éjaculation — à partir d'une plaque de métal fixée à son entrejambe. Plus de 50 personnes, dont plusieurs enfants, étaient présents lors de cette performance.

Cet événement était organisé pour clore les célébrations de la fierté d'Adventure Island. Cependant, il a suscité la colère des parents présents, qui considèrent ces actions comme inappropriées et irrespectueuses envers les enfants.

Il convient de noter que Crystal a fait la Une des journaux en 2021 lorsqu'il a intenté une action en justice contre l'acteur Laurence Fox, qui l'avait qualifié, ainsi que deux autres personnes, de « *pédophile* » sur les réseaux sociaux.

Selon MailOnline, Amanda, une mère résidant à proximité de Leigh on Sea et qui aimait fréquenter le parc Adventure Island avec ses enfants, a déclaré qu'elle ne retournerait plus dans le parc après avoir visionné cette vidéo.

« *Je n'y retournerai pas et je n'y emmènerai pas mes enfants. Il y a une ligne que vous ne devez pas franchir. Cela en dit long sur la manière dont ils respectent les enfants* », a-t-elle déclaré.

Lorsque ces drag queens ne tentent pas de lire des histoires aux enfants dans les écoles sans en informer les parents, ils se trouvent également dans les parcs d'attractions pour enfants afin de les harceler sexuellement. lemediaen442.fr 18 juillet 2023

<https://lemediaen442.fr/parents-horrifies-face-a-un-drag-queen-mimant-une-masturbation-devant-des-enfants-dans-un-parc-dattraction/>

Gay Pride annulée : La Géorgie contre la propagande LGBT ? Gay Pride annulée : La Géorgie contre la propagande LGBT ? - lemediaen442.fr 18 juillet 2023

On peut se poser la question à la vue de ces images où des citoyens géorgiens ont détruit à Tbilissi, la capitale du pays, le matériel qui devait servir à la parade. L'évènement sera finalement annulé. L'extrême droite est-elle encore à l'œuvre ? Non, ce sont simplement des parents qui souhaitent protéger leurs enfants de la propagande perverse et de la vague wokiste promue par l'Occident.

L'ambassade de l'UE à Tbilissi a été « *déçue* ». « *Ceux qui incitent à la violence et utilisent la violence doivent être traduits en justice* », a déclaré l'agence sur Twitter. L'ambassade des États-Unis a appelé le gouvernement géorgien à protéger les droits humains fondamentaux de tous les Géorgiens. Il est antidémocratique d'utiliser la violence et l'intimidation pour faire taire d'autres points de vue. « *Cela va à l'encontre de l'histoire de tolérance, de compassion et de pluralisme de la Géorgie.* »

Les mondialistes semblent avoir un certain retard en termes de propagande du côté de l'Europe de l'Est !

<https://lemediaen442.fr/gay-pride-annulee-la-georgie-contre-la-propagande-lgbt/>

Santé.

Big Pharma business et empoisonnement. Quand ils regrettent que tous leurs saloperies de vaccins ne soient pas obligatoires.

Vaccination : le cri d'alarme de l'OMS et de l'Unicef sur les conséquences du Covid - Yahoo 17 juillet 2023

Les deux organisations s'inquiètent d'une hausse de la défiance vis-à-vis des vaccins pour les enfants. La France ne serait pas épargnée.

Au cours de la pandémie de Covid-19, la perception concernant l'importance de la vaccination infantile a diminué chez les habitants de 52 des 55 pays à l'étude.

Ainsi, entre 2019 et 2021, le pourcentage d'enfants ayant reçu trois doses de vaccins contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche a diminué de 5 points. Cela veut dire que 25 millions d'enfants n'ont pas reçu une ou plusieurs doses de DTC rien que pour l'année 2021. Des enfants qui se retrouvent principalement dans les pays à revenu faible et intermédiaire, comme l'Inde, le Nigéria, l'Indonésie, l'Éthiopie et les Philippines.

Ainsi, un rapport de l'Unicef publié en avril dernier relevait une perte de confiance à l'égard de la vaccination infantile de plus de 11% en France et de plus de 33% en République de Corée, au Sénégal ou encore au Japon après le début de la pandémie. Selon l'Unicef, en France, les personnes de moins de 35 ans et les femmes sont plus susceptibles d'être moins convaincues de l'importance de faire vacciner les enfants après le début de la pandémie.

"Il y a un retour de l'hésitation vaccinale, on a une obligation de restaurer la confiance, mais on est encore loin de la situation antérieure aux 11 vaccins obligatoire, où l'hésitation était plus large", note le docteur Jean-François Pujol, pédiatre libéral et hospitalier en Gironde.

Avant le 1er janvier 2018, seuls trois vaccins étaient obligatoires : diphtérie, tétanos, poliomyélite. Depuis, onze le sont avec la coqueluche, le ROR (Rougeole, Oreillons, Rubéole), l'Haemophilus influenzae de type B, l'hépatite B, le pneumocoque et le méningocoque C en plus. Des vaccins qui étaient toutefois largement réalisés avant leur obligatoire.

"Davantage d'hésitations à faire vacciner que d'antivaccins purs et durs"

Mais globalement, relève le professionnel de santé, *"c'est surtout pour les vaccins recommandés mais non obligatoires qu'il faut convaincre, qu'il y a des interrogations. Pour autant, il s'agit davantage d'hésitations à faire vacciner que d'antivaccins purs et durs. Pour les vaccins obligatoires en revanche, les parents sont globalement conscients des intérêts au vaccin"*, poursuit le pédiatre.

"Si on prend, par exemple, la vaccination contre le Covid pour les enfants, on a une couverture en France très faible, qui peut traduire une certaine forme de méfiance vis-à-vis des vaccins non obligatoires, à l'instar des vaccins contre la gastroentérite à rotavirus, qui est non obligatoire", prolonge le docteur Michaël Rochoy, généraliste dans le Pas-de-Calais. En France, on estime que 82 000 enfants n'ont pas reçu certains vaccins entre 2019 et 2021, dont 21 000 qui n'en ont reçu aucun. Yahoo 17 juillet 2023

L'abus de pouvoir consiste aussi à autoriser ce qui ne devrait pas l'être.

Bronchiolite: les États-Unis approuvent un traitement pour protéger les jeunes enfants - BFMTV

L'agence américaine du médicament valide ce lundi l'usage du Beyfortus, un traitement préventif de la bronchiolite conçu par le laboratoire français Sanofi et le britannique AstraZeneca.

Alzheimer : L'autorisation d'un deuxième traitement novateur approche aux Etats-Unis - 20minutes.fr

Le donanemab ralentirait la progression de la maladie chez les patients, notamment lorsque pris très tôt. Certains experts restent prudents concernant ce nouveau traitement, aux bénéfices « modestes » et qui comporte des effets secondaires.

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

Afrique du Sud : Poutine n'ira pas au sommet des Brics - AFP/Le Point 19 juillet 2023

Le président russe, Vladimir Poutine, ne participera pas au sommet des Brics fin août à Johannesburg, a annoncé ce mercredi 19 juillet, la présidence sud-africaine, mettant fin à des mois de spéculations sur le sujet et à un épineux dilemme pour Pretoria.

Mercredi, un porte-parole du président africain, Vincent Magwenya, a annoncé que « *d'un accord mutuel, le président de la Fédération russe Vladimir Poutine ne participera pas au sommet* », où la Russie sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Cette décision a été prise après « *un certain nombre de consultations* » menées par le président Cyril Ramaphosa ces derniers mois, dont la dernière « *la nuit dernière* », a-t-il précisé, dans un communiqué.

Dans une interview récente avec un média local, le vice-président sud-africain Paul Mashatile avait indiqué que son gouvernement cherchait à convaincre Vladimir Poutine de ne pas venir au sommet. AFP/Le Point 19 juillet 2023

Ce que l'AFP a omis de préciser.

Sommet des BRICS de Johannesburg : Poutine participera en visioconférence - RT 19 juillet 2023

Vladimir Poutine a décidé de participer au sommet des BRICS par visioconférence, ce sera une participation à part entière, a déclaré ce 19 juillet Dmitri Peskov à l'agence RIA Novosti. RT 19 juillet 2023

La Russie : Leur cauchemar.

«La Russie se pose en rempart des valeurs traditionnelles en Afrique» - RFI 20 juillet 2023

KGB en Afrique : éclairage sur le modus operandi d'une URSS en quête d'influence - france24.com 20 juillet 2023

La Chine aussi.

La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement - The Conversation 20 juillet 2023

Alors qu'en 2000, la dette publique extérieure des EMDE détenue par les créanciers publics chinois s'élevait à moins d'un milliard de dollars, en 2017 c'est 355 milliards de dollars que les créanciers chinois détenaient.

Quand Poutine dit tout haut ce que nous sommes nombreux à penser tout bas.

Poutine déclare que la Russie a beaucoup d'amis parmi le peuple français, malgré la propagande - lemediaen442.fr 20 juillet 2023

J-C - Ce qui est intéressant ici, c'est ce que dit Poutine que les dirigeants français ou occidentaux ne peuvent avouer, autrement dit il fait entendre une autre voix que le discours officiel destiné à orienter politiquement les Français pour qu'ils soutiennent la politique belliqueuse ou guerrière de Macron.

Le 19 juillet 2023, lors d'une réunion du conseil de surveillance de l'organisation autonome à but non lucratif « *Russie-Terre d'opportunités* » dans la salle Catherine du Kremlin, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que la Russie comptait de nombreux amis dans les pays occidentaux, y compris en France, malgré les efforts déployés pour restreindre la pensée critique « *Nous avons beaucoup d'amis dans les pays européens, notamment en France, je le sais personnellement. Je sais que les gens pensent comme nous. Mais on essaie de les empêcher de réfléchir par eux-mêmes. D'autres le font à leur place* », a souligné le président Vladimir Poutine.

Un point crucial soulevé par la journaliste française Christelle Néant, fondatrice du site Donbass Insider, a été la censure des médias russes en Europe. Vladimir Poutine a confirmé que la chaîne d'information Russia Today (RT) était particulièrement touchée par ces interdictions et obstacles. « *C'est la raison pour laquelle ils bannissent partout notre source d'information destinée au public occidental : Russia Today. Celle-là est chassée partout.* »

Le chef d'État russe a critiqué les dirigeants européens en les accusant d'avoir manipulé les opinions publiques pour déformer la perception du conflit ukrainien. Selon Poutine, ils auraient fait croire que le conflit avait débuté en février 2022, alors qu'en réalité, il avait commencé huit ans auparavant, avec la répression de Kiev contre le Donbass russophone.

En conclusion, Vladimir Poutine a salué le travail de journalistes comme Christelle Néant, qui, selon lui, remplissent une mission essentielle en remettant en question les politiques des élites dirigeantes européennes. « *Des personnes comme vous, de mon point de vue, remplissent une mission très importante qui va au-delà des intérêts du peuple du Donbass, qui sert les intérêts de votre pays. Car vous essayez de montrer que la politique des élites dirigeantes de ces pays est erronée* », a-t-il conclu. lemediaen442.fr 20 juillet 2023

J-C- J'ignore si la traduction est correcte, car « *la politique des élites dirigeantes de ces pays* » n'est pas « *erronée* », elle correspond à une autre stratégie que celle de la Russie...

La Russie accélère la dé-dollarisation alors qu'elle envisage un règlement dans les monnaies de l'ASEAN

La tendance à la dé-dollarisation est propice au commerce extérieur de la Chine ainsi qu'à l'internationalisation du yuan, ont indiqué des analystes.

Alors qu'il assistait au Forum régional de l'ASEAN à Jakarta, en Indonésie, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a suggéré de régler le commerce entre la Russie et l'ASEAN avec leurs monnaies nationales, a rapporté jeudi le Nikkei Asia.

«*Les intérêts de coopération pratique entre la Russie et les pays de l'ASEAN, y compris l'Indonésie, trouveront une réponse avec le lancement de consultations sur l'utilisation des monnaies nationales dans les règlements mutuels*», a déclaré Lavrov dans une interview accordée mercredi au journal indonésien Kompas.

Tout cela fait partie de l'effort de dé-dollarisation de la Russie, qui est en fait bon pour la Russie, l'ASEAN et d'autres pays dans le contexte de l'augmentation de l'armement du dollar par les États-Unis, selon Song Kui, président de l'Institut de recherche sur l'économie régionale contemporaine Chine-Russie.

M. Song a déclaré que le yuan et le rouble avaient été utilisés principalement dans le commerce sino-russe, en particulier pour l'énergie, ce qui a contribué à stimuler la croissance du commerce bilatéral.

Le commerce de la Chine avec la Russie a bondi de 50,9% en glissement annuel pour atteindre environ 791,43 milliards de yuans (110,49 milliards de dollars) au premier semestre, les exportations chinoises vers la Russie bondissant de 91,7% et les importations en provenance de Russie de 28%, selon les données douanières chinoises jeudi.

Malgré les sanctions de l'Occident dirigé par les États-Unis contre la Russie et les accusations sans fondement contre les liens commerciaux normaux de la Chine avec la Russie, la Chine et la Russie visent à porter le commerce bilatéral à 200 milliards de dollars d'ici la fin de 2023.

Les activités commerciales bilatérales reprennent – par exemple, la 7ème Exposition Chine-Russie qui s'est tenue à Ekaterinbourg, en Russie, du 11 au 13 juillet. Plus de 300 entreprises chinoises ont assisté à l'événement, qui était le plus important jusqu'à présent, a déclaré jeudi Shu Jueting, porte-parole du ministère chinois du Commerce.

«Les entreprises chinoises et russes ont eu des communications et des échanges complets sur la coopération dans des domaines tels que l'énergie, l'agriculture, la foresterie, l'industrie, les transports, les échanges entre les peuples et la culture», a déclaré M. Shu lors d'une conférence de presse.

«Les États-Unis ne peuvent pas arrêter la coopération normale entre les pays, car une telle coopération profite aux peuples des pays», a déclaré Song.

La tentative mal intentionnée des États-Unis de saper la coopération économique et commerciale normale entre les pays nuira à leurs propres intérêts, a noté M. Song.

<https://reseauinternational.net/la-russie-accelere-la-de-dollarisation-alors-quelle-envisage-un-reglement-dans-les-monnaies-de-lasean/>

Défense russe: le Pentagone voulait tester des médicaments non homologués en Afrique - fr.sputniknews.africa 18 juillet 2023

La Défense russe qui cite un document découvert en Ukraine, dévoile les plans de l'armée américaine de tester, dans l'intérêt des Big Pharma, des médicaments non homologués en Afrique, notamment en Ouganda et au Kenya.

Le Pentagone, via ses laboratoires accrédités, planifiait de tester des médicaments non homologués sur la population africaine, a annoncé ce mardi 18 juillet Igor Kirillov, responsable des Forces russes de protection chimique et biologique, citant un document découvert en Ukraine.

"Le document démontre que le département américain de la Réduction des menaces de défense (DITRA) du Pentagone, le département de la Sécurité intérieure et -pour donner l'apparence d'une 'coopération humanitaire'- l'Agence américaine pour le développement international (USAID), ainsi qu'un certain nombre de structures de l'UE participent à l'étude des agents pathogènes dans les pays du continent africain", a souligné M. Kirillov.

Il s'agit d'une offre commerciale de Metabiota portant la mention "confidentiel" découverte dans les archives d'un laboratoire biologique ukrainien. Adressée à l'Institut des maladies infectieuses de l'armée américaine, elle soulève la question de la formation de spécialistes des maladies infectieuses au Kenya et en Ouganda.

Selon les plans du Pentagone, les forces armées US devaient être impliquées dans les tests de ces médicaments sur les locaux, en vue de les utiliser plus tard dans l'intérêt des Big Pharma. À ces fins, un réseau de laboratoires affiliés et de sociétés intermédiaires comme Metabiota, devaient y participer.

Études de maladies dangereuses à des fins militaires

D'après d'autres documents découverts par les militaires russes en Ukraine, les laboratoires militaires américains recherchent des maladies ayant une importance militaire, a continué Igor Kirillov.

"Le laboratoire de recherche médicale navale des États-Unis en Italie supporte trois commandements stratégiques des États-Unis: central (CENTCOM), européen (EUCOM) et pour l'Afrique (AFRICOM). Son but principal est l'étude, la surveillance et la découverte des maladies d'importance militaire", a signalé le responsable lors d'un point de presse.

Le NAMRU-3, qui se trouve actuellement à la base aérienne italienne de Sigonella, était initialement situé au Caire, en Égypte. En mai dernier, la Défense russe a déjà mentionné ce laboratoire dans un rapport, notant que le transfert en Italie effectué en décembre 2019 n'avait pas l'air d'avoir aidé les Italiens pendant la pandémie de Covid-19.

Parmi les collaborateurs du NAMRU-3 figurent des entomologistes, des microbiologistes et des infectiologues qui étudient des foyers naturels d'infections particulièrement dangereuses (Ebola, dengue, paludisme) en Égypte, au Ghana et à Djibouti, a poursuivi M.Kirillov.

Selon le responsable, à part les États-Unis, d'autres laboratoires NAMRU se trouvent au Cambodge et au Pérou.

La Russie a apporté des preuves

En décembre 2022, le ministère russe de la Défense a démontré à Genève que des laboratoires se trouvant en Ukraine menaient des recherches sur des agents pathogènes d'infections "*particulièrement dangereuses et économiquement importantes*".

Selon la Défense russe, ces travaux étaient réalisés avec le soutien de Washington. Les États-Unis ont nié avoir réalisé des programmes sensibles en Ukraine. En juin, le Pentagone avait reconnu avoir soutenu 46 laboratoires en Ukraine au cours des 20 dernières années. Mais il a assuré qu'aucun de ses projets n'avait porté sur des armes nucléaires, biologiques ou chimiques.

Le 11 avril, la commission d'enquête russe a présenté un rapport contenant des preuves que les laboratoires biologiques des États-Unis en Ukraine violent la Convention internationale sur les armes biologiques (CABT).

Chine.

Le président algérien en visite à Pékin confirme son tropisme vers l'est - RT 17 juillet 2023

Abdelmadjid Tebboune est en Chine pour une visite de cinq jours. Le président algérien a notamment en ligne de mire l'adhésion de son pays dans l'organisation des BRICS. Pékin est le premier partenaire commercial d'Alger devant la France.

D'après le communiqué de la présidence algérienne, cette tournée vise à consolider «*des relations solides et enracinées*» et à «*renforcer la coopération économique entre les deux pays*». Le président algérien est en effet accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires, représentant près de 150 entreprises, rapporte le média algérien francophone TSA.

La relation bilatérale entre Alger et Pékin s'inscrit dans la durée. La Chine est le premier pays non arabe à avoir reconnu le Gouvernement provisoire de la République algérienne en 1958. Depuis, les deux pays n'ont eu de cesse de se rapprocher et de tisser des liens forts.

L'Algérie est notamment liée à la Chine par un accord de partenariat stratégique global signé en 2014. Il porte sur plusieurs secteurs, dont l'agriculture, l'énergie, la santé, les sciences et l'industrie spatiale. Alger a également rejoint le projet chinois des routes de la soie en 2018. Depuis 2013, Pékin a supplanté Paris comme premier partenaire économique de l'Algérie.

Les entreprises chinoises ont en effet remporté les principaux appels d'offres pour les projets d'infrastructures lancés à partir du début des années 2000. On peut citer l'autoroute Est-Ouest, la grande mosquée d'Alger, le Centre international des conférences, des stades de football, des dizaines de milliers de logements, une partie de l'autoroute du Sud, l'autoroute de Béjaïa, le grand port du centre d'El Hamdania... Il y a également l'exploitation de gisement de phosphates de Tébessa et celui de minerai de fer de Gara Djebilet, près de Tindouf.

En termes financiers, les échanges bilatéraux s'élèvent à environ 10 milliards de dollars par an. Les principaux produits que l'Algérie exporte vers la Chine sont liés aux hydrocarbures. De son côté, la Chine exporte vers l'Algérie des produits à base de caoutchouc (pneus automobiles, chaussures) et des équipements de communication. Cette visite d'Etat est l'occasion pour Alger d'attirer davantage les investissements chinois dans l'économie algérienne. RT 17 juillet 2023

Usine de batteries au lithium et deux chemins de fer: grands projets chinois pour l'Algérie - fr.sputniknews.africa 20 juillet 2023

La République populaire de Chine s'est montrée, mardi, disposée à se lancer dans des projets d'investissement stratégiques de grande envergure en Algérie, dont le projet de voie ferrée Gara Djebilet-Béchar et le projet de voie ferrée pour le transport de phosphate.

À l'occasion de cette rencontre, le président chinois a affiché l'intérêt de son pays pour le projet d'extension du port d'Annaba, soulignant également la volonté de la Chine d'implanter l'une des plus grandes usines de batteries au lithium en Algérie. fr.sputniknews.africa 20 juillet 2023

Chine : le PIB en hausse de 5,5% au premier semestre - Xinhua.com 17 juillet 2023

Le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a progressé de 5,5% en glissement annuel au premier semestre de 2023, selon les données publiées lundi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES).

Le PIB de la Chine a atteint 59.300 milliards de yuans (environ 8.300 milliards de dollars) au premier semestre, indiquent les données du BES.

Au deuxième trimestre, le PIB du pays a progressé de 6,3% sur un an, d'après le BES.

Au cours du premier semestre de l'année, face à un environnement international grave et complexe, et à des tâches ardues de réforme, de développement et de stabilité à l'intérieur du pays, toutes les régions et tous les départements ont déployé de grands efforts pour stabiliser la croissance, l'emploi et les prix, a déclaré Fu Linghui, porte-parole du BES, lors d'une conférence de presse.

La demande du marché s'est progressivement redressée, la production et l'offre ont poursuivi leur croissance et les performances économiques se sont globalement améliorées, a-t-il ajouté.

Les ventes au détail de biens de consommation en Chine ont augmenté de 8,2% en glissement annuel au cours du premier semestre de 2023, soit 2,4 points de pourcentage de plus que le taux de croissance du premier trimestre, a précisé le porte-parole du BES. Les ventes au détail de biens de consommation du pays ont totalisé environ 22.760 milliards de yuans au premier semestre. En juin, les ventes au détail ont augmenté de 3,1% sur un an.

La production industrielle à valeur ajoutée du pays, un indicateur économique important, a augmenté de 3,8% au premier semestre. En juin, la production industrielle a augmenté de 4,4% en glissement annuel.

Les investissements en capital fixe de la Chine ont progressé de 3,8% sur un an au cours du premier semestre.

La production des services à valeur ajoutée de la Chine a augmenté de 6,4% en base annuelle au premier semestre de l'année. Le taux de croissance s'est accéléré d'un point de pourcentage par rapport au premier trimestre.

Le taux de chômage urbain recensé en Chine s'est établi à 5,3% au premier semestre de 2023, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à celui rapporté au premier trimestre, selon les données officielles. En base annuelle, le taux reste identique par rapport à celui de mai, à 5,2.

Le revenu disponible par habitant a atteint 19.672 yuans au premier semestre, en hausse de 6,5% sur un an en termes nominaux. Après déduction des facteurs de prix, le revenu disponible par habitant a augmenté de 5,8% en glissement annuel.

Le secteur chinois des VEN poursuit son développement de haute qualité - Xinhua.com 17 juillet 2023

Le secteur chinois des véhicules à énergie nouvelle (VEN) est entré dans une nouvelle phase de développement marquée par une hausse stable de la production, des ventes, des exportations et du potentiel de consommation.

Le pays a connu une croissance exponentielle de la production de VEN. Le vingt-millionième VEN est sorti de la chaîne de production le 3 juillet à Guangzhou, dans le sud de la Chine, marquant une étape importante pour le secteur. La production cumulée de véhicules à énergie nouvelle était tout juste supérieure à 100 millions d'unités en février dernier.

Au premier semestre de 2023, la production de VEN a augmenté de 42,4% en glissement annuel à environ 3,79 millions d'unités, tandis que les ventes ont bondi de 44,1% sur un an pour atteindre quelque 3,75 millions d'unités, selon les données publiées par l'Association chinoise des constructeurs automobiles.

Le pays a exporté 534,000 VEN au cours de la même période, soit une hausse de 160% sur un an.

BYD, l'un des fabricants chinois de véhicules électriques présentant la croissance la plus rapide, a exporté ses voitures vers plus de 70 pays et régions.

Sur la base d'une croissance dynamique robuste, la Chine a renforcé le soutien politique au secteur des véhicules à énergie nouvelle, particulièrement dans ses vastes zones rurales.

En mai, la Chine a publié une ligne directrice pour aider les habitants des zones rurales à acheter des VEN, en se concentrant sur le renforcement de la construction d'infrastructures de recharge.

Pour libérer davantage le potentiel de la consommation nationale, la Chine a prolongé sa politique fiscale préférentielle pour les achats de VEN jusqu'à fin 2027.

Les estimations préliminaires montrent que cette politique se traduira par 520 milliards de yuans (environ 72,91 milliards de dollars) d'exemptions et de réductions fiscales.

Le nombre de piles de recharge en Chine est passé de moins de 100.000 en 2015 à 5,21 millions en 2022. Fin mai, ce nombre s'élevait à environ 6,36 millions.

Fin 2022, il y avait 226 véhicules pour 1.000 personnes en Chine, et beaucoup de familles n'avaient jamais eu de voiture. Le marché automobile a encore un espace de croissance considérable, selon Fu Bingfeng, vice-président exécutif et secrétaire général de l'Association chinoise des constructeurs automobiles.

Les VEN devenant de plus en plus populaires parmi les consommateurs chinois, les villes de troisième et quatrième rangs et les zones rurales pourraient connaître une croissance plus rapide du marché, a-t-il déclaré, ajoutant que le nombre de voitures pour 1.000 personnes atteindra probablement 400 à l'avenir.

Economie.

Le Fonds monétaire international s'exprime sur la future monnaie commune des BRICS - fr.sputniknews.africa 17 juillet 2023

L'intention des participants des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) de créer une monnaie commune est une décision des pays "*impliqués dans des transactions commerciales individuelles*", le Fonds monétaire international (FMI) n'a "*pas reçu de propositions spéciales relatives à ce sujet*", a déclaré la directrice du Département de la communication du FMI Julie Kozack lors d'un point presse.

Cette déclaration du FMI fait suite à des informations selon lesquelles le groupe des BRICS prévoit de lancer bientôt une monnaie commune adossée à l'or.

La responsable a toutefois constaté des changements en cours dans la composition monétaire des réserves et des échanges commerciaux.

Selon elle, ceux-ci se poursuivent à un rythme relativement lent. Pour Mme Kozack, dans la perspective historique, l'évolution du marché monétaire n'est pas toujours rapide. Elle a cité comme exemple le dollar américain, dont la part dans les réserves de changes mondiales a diminué d'environ 70% à la fin de 1999 à environ 58% à la fin de 2022.

La décision des BRICS de lancer une monnaie commune adossée à l'or devrait être officiellement annoncée lors du prochain sommet programmé en août à Johannesburg. D'ailleurs, sa mise en place pourrait prendre des années, selon Adriaan Pask, économiste chez Portfolio Solutions Group.

Pour M.Pask, l'idée de trouver une alternative au dollar comme monnaie d'échange et de réserve est séduisante, mais les pays du groupe doivent viser un niveau important d'intégration pour que cela fonctionne. Or, les membres des BRICS ont parfois des approches très différentes en matière d'économie, qui mettront du temps à s'harmoniser.

L'économiste a toutefois souligné que la création d'une monnaie commune pourrait permettre de secouer le joug du dollar, qui reste la monnaie de référence dans les échanges mondiaux, ainsi que de permettre de favoriser les investissements dans les économies en développement.
fr.sputniknews.africa 17 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 25 juillet 2023.

J'ai eu une conversation (vidéo WhatsApp) de plus d'une heure dimanche avec un vieux copain et ancien collègue de travail (technicien bureautique SAV), dont je n'avais plus de nouvelles depuis plus de 20 ans. Il habite dans le quartier de la Bastille à Paris, il a 64 ans et il est bien abimé. Il m'a longuement parlé de la France, il a été heureusement surpris en consultant mon portail, de constater à quel point j'étais bien informé depuis mon trou en Inde et mes analyses correspondaient à la situation, à peu de choses près on partage les mêmes idées, c'est un brave garçon, un ouvrier comme moi.

C'était la première fois depuis 2002 que j'avais une discussion de cette qualité sur un tas de sujets avec un travailleur désormais à la retraite, j'en ai été ravi. Il a trouvé que je n'avais pas changé, et que je m'étais même radicalisé, normal, puisque la réaction s'est radicalisée ou est passée à l'offensive généralisée contre le prolétariat mondial, c'était la moindre des choses.

Il m'a dit apprécier mes causeries ou ma prose relativement fluide, parce que j'emploie une terminologie accessible à tous, contrairement au verbiage abscons du militant qui le plus souvent est inaudible pour la majorité des travailleurs, c'est d'ailleurs à eux que je m'adresse en priorité.

Il m'a raconté notamment ses expériences des hôpitaux de Paris et des médecins, souffrant de 5 pathologies dont plusieurs relativement graves ; L'état catastrophique du système de santé en France, le chemin de croix pour arriver à se faire soigner avec des délais d'attente de plusieurs mois intolérables ou dignes de pays sous-développés, parfois pire encore, apparemment tout le monde s'en accommode, à commencer par les professionnels de la santé (et leurs syndicats) qui se sont révélés en dessous de tout pendant la dictature sanitaire, ce qui ne m'a pas étonné. En Inde où je vis, je serais pris en charge le jour même pour n'importe quelle pathologie à l'hôpital ou en clinique à mes frais.

Il m'a raconté qu'on lui avait posé un pacemaker et qu'il ne parvenait pas à trouver un cardiologue pour le suivre, tous refusent de prendre de nouveaux patients parce qu'ils sont débordés depuis les injections géniques à ARN Messenger qui ont déclenché une multitude de problèmes cardiaques graves, les cardiologues traitent ces patients en urgence et ils ne peuvent pas s'occuper d'autres malades.

Il m'a aussi expliqué qu'il avait dû se faire injecter cette saloperie (ou un placebo, il n'en saura jamais rien...) à deux reprises pour accéder à l'hôpital, la troisième fois il leur a dit "*d'aller se faire foutre*", à défaut d'un contrôle, il va continuer son traitement et ses pilules m'a-t-il dit, « *il faut bien mourir un jour !* » a-t-il ajouté.

A l'heure où les inégalités sociales battent tous les records, à bas les mots d'ordre réclamant une meilleure répartition des richesses ou l'égalité ! Et puis, pour quoi faire ? Pour s'accommoder d'un régime esclavagiste et tyrannique, de la guerre, le programme de la confrérie réunie des opportunistes en tout genre compatible avec le régime en place, entendez par là les partis et syndicats corrompus qui contrôlent le mouvement ouvrier, non merci !

Pour satisfaire nos besoins sociaux et nos aspirations démocratiques, on doit commencer par s'organiser pour se débarrasser de Macron et renverser la Ve République au moyen d'une révolution politique ou s'emparer du pouvoir politique, et s'attaquer aux fondements du capitalisme ou réaliser une révolution sociale, s'emparer du pouvoir économique, instaurer une République sociale démocratique en ôtant tous les pouvoirs aux capitalistes et leurs représentants, en neutralisant leur capacité de nuisance sur la société en confisquant tous leurs biens et avoirs, de manière à ce que cette transformation révolutionnaire de la société soit menée à bien et irréversible.

Tous nos combats ou toutes nos luttes doivent converger vers ses objectifs ou y être subordonnés, sans quoi nous ne les atteindront jamais et nous serons livrés à la pire des barbaries, le nouvel ordre mondial totalitaire que nos ennemis se sont jurés de nous imposer par tous les moyens à leur disposition.

A leur idéologie et à toutes leurs dictatures, sanitaire, numérique, énergétique, climatique, genriste, transhumaniste, opposons à l'infime minorité des exploiters et des oppresseurs notre propre idéologie, notre propre dictature, celle de l'immense majorité des exploités et opprimés, la seule qui soit démocratique, sociale, humaniste et légitime...

Un de mes commentaires posté dans un blog.

- Ce qui n'a "*aucune logique*", ce sont toutes ces analyses qu'on nous sert à la pelle régulièrement, qui ne considèrent pas l'économie mondiale dans sa globalité, mais par "*blocs*" ou découpée en rondelles ou "*puissances*", alors qu'elle fonctionne tout autrement ou conformément à la dialectique des lois du système économique capitaliste. C'est-à-dire, que ce sont tous les secteurs économiques confondus étendus à la totalité des pays de la planète qui déterminent le taux de profit ou de la plus-value moyen, etc. (pour faire bref) qui déterminent en dernière analyse l'état de santé du système économique dans son ensemble. Ce qui était déjà valable au niveau national décrit par Marx et Engels dans le Capital, l'est également dorénavant ou davantage sur le plan mondial.

En résumé, les Américains et les occidentaux n'ont plus les moyens d'assurer ou de supporter le coût du développement économique du reste de la planète, ils avaient pris le relais de l'Empire britannique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dorénavant c'est à la Chine et la Russie et leurs puissants alliés des BRICS de prendre le relais pour éviter que le système capitaliste mondial explose ou plutôt retarder cette échéance, parce que rien ni personne ne pourra l'empêcher, tout système comporte un début et une fin, un peu comme la vie et la mort, en fait, rien de plus logique, implacable.

Maintenant au sein de l'oligarchie financière anglo-saxonne, il existe un clan qui guerroye pour faire tout péter croyant ce se sera la seule manière de s'en sortir, un risque insensé

semble-t-il ou suicidaire, et il en existe un autre qui préférerait intégrer la Chine et la Russie dans leur stratégie pour retarder la fatale échéance que j'ai évoquée plus haut.

Tous savent que lorsqu'on tend un élastique, il arrive forcément un moment où il rompra. D'ailleurs il est même inutile de tirer dessus, c'est comme le plastique en général, au fil du temps il se décompose et finit par se briser tout seul.

Le compte à rebours est lancé depuis déjà pas mal de décennies et ce sont tous les peuples qui en font les frais... Aucun système économique n'est immortel ou éternel, tous le savent. Il n'y a que des crétins pour s'y accrocher désespérément...

Quelle médiocrité ce pays !

J-C - Alors qu'elle n'avait pas de voix et chantait faux ! Mais elle était appréciée par des connaisseurs en hauts lieux, "*illustres*"!

Jane Birkin : un dernier hommage a été rendu à l'illustre chanteuse - francetvinfo.fr 24 juillet 2023

Le chef d'Etat s'est saisi des réseaux sociaux, il y a quelques jours, afin de rendre hommage à cette véritable icône de la musique française. Brigitte Macron a fait une arrivée remarquée...

Pour qui roulent les ONG ? Devinez. Davos.

J-C - Toujours plus de taxes. Pourquoi veulent-ils supprimer les énergies fossiles ? Pour que vous payiez toujours plus cher vos déplacements ou que vous les restreignent. C'est le programme affiché par le Forum économique mondial, que LFI et les ONG partagent.

- Des partis politiques, tels que LFI ou EELV réclament depuis des années une taxe sur le kérosène, à l'instar de celle sur l'essence pour les voitures, afin de rendre les prix de l'avion plus dissuasifs. « *Avec cet argent, les gouvernements pourraient investir dans le train et le rendre accessible à tous·tes* », argue également Greenpeace, qui réclame l'arrêt des « cadeaux fiscaux ».

L'aviation est la source d'émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux transports qui augmentent le plus rapidement dans l'Union européenne, poursuit l'association. Greenpeace affirme que les prix bon marché des billets d'avion en sont en partie responsables et que cette tarification va à « *contre-courant de l'urgence climatique et de la nécessité de réduire les émissions* ». Le HuffPost 23 juillet

Dictature climatique. Fake news. Les escrocs en bande organisée récidivent avec la complaisance des médias institutionnels corrompus.

J-C - On est en présence d'enragés, de fous furieux très dangereux de la pire espèce. Propagande hystérique. Falsification de la réalité. Argumentation fabriquée. Aucune légitimité scientifique. Croyance.

Mais leurs références et leurs procédés les trahissent.

Les vagues de chaleur dans l'hémisphère nord auraient été "*presque impossibles*" sans le réchauffement climatique d'origine humaine, selon une étude - francetvinfo.fr 25 juillet 2023

Des enragés ?

Ce phénomène aurait été "*presque impossible*" sans le réchauffement climatique d'origine humaine, établit une étude du World Weather Attribution (WWA), publiée mardi 25 juillet.

En comparant le climat d'aujourd'hui, réchauffé par les activités humaines, avec celui du passé dans les trois régions étudiées, sept chercheurs affirment que "*le changement climatique a considérablement augmenté les risques de vagues de chaleur comme celles-ci*", peut-on lire dans un communiqué. Si la participation du phénomène naturel El Niño a contribué à l'intensification de ces vagues de chaleur, "*la hausse des températures mondiales due à la combustion d'énergies fossiles est la raison principale pour laquelle les vagues de chaleur sont si graves*", précise le WWA. francetvinfo.fr 25 juillet

Des enragés ?

Si la participation du phénomène naturel El Niño a contribué à l'intensification de ces vagues de chaleur, "*la hausse des températures mondiales due à la combustion d'énergies fossiles est la raison principale pour laquelle les vagues de chaleur sont si graves*", précise le WWA.

Des enragés ?

"*Les résultats de cette étude d'attribution ne sont pas une surprise. Le monde n'a pas arrêté de brûler des combustibles fossiles [pétrole, charbon et gaz], le climat continue de se réchauffer et les vagues de chaleur continuent de devenir plus extrêmes*", continue le climatologue Friederike Otto, également cofondatrice du WWA.

Des enragés ?

Le groupe d'experts appelle à l'action. "*Il y a des risques croissants liés à la chaleur. C'est mortel. Il est crucial d'y répondre*", alerte Julie Arrighi, coautrice de l'étude. francetvinfo.fr 25 juillet 2023

World Weather Attribution qu'est-ce que c'est ? Un repère de charlatans officiant pour Davos.

Leur portail : <https://www.worldweatherattribution.org/>

Partners.

- Imperial College London
- Royal Netherlands Meteorological Institute (KNMI)

Chaque fois le même procédé de faussaires.

C'est à eux qu'on doit les mesures de confinement. Les faits les ont contredits et ils ont été démasqués, ce sont des charlatans professionnels. Toutes les prédictions de Ferguson se sont révélées fausses.

Lors de la dictature sanitaire. Le procédé : des algorithmes truqués. Extraits de mes causeries.

Ces hypothèses sont basées sur des simulations mathématiques... (L'Express.fr 27 mars 2020)

- *“Nous allons devoir trouver le moyen de vivre nos vies sous la menace constante du virus”*, David Nabarro professeur de santé publique au prestigieux Imperial College de Londres (Yahoo 19 avril 2020)

Covid-19 : Neil Ferguson, le Lyssenko libéral par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 18 avril 2020

Extraits.

Le charlatanisme du professeur Neil Ferguson

Le professeur Ferguson est toujours la référence européenne en matière de modélisation des épidémies.

- Pourtant c'est lui qui, en 2001, avait convaincu le Premier ministre Tony Blair de faire abattre 6 millions de bovins pour stopper l'épidémie de fièvre aphteuse (une décision qui coûta 10 milliards de livres et qui est aujourd'hui considérée comme aberrante).

- En 2002, il calcula que la maladie de la vache folle tuerait environ 50 000 britanniques et 150 000 de plus lorsque elle se transmettrait aux moutons. Il y en eut en réalité 177.

- En 2005, il prédit que la grippe aviaire tuerait 65 000 Britanniques. Il y en eut au total 457.

Le professeur Ferguson a reconnu, le 22 mars, avoir effectué ses calculs sur l'épidémie de Covid-19 exclusivement avec une base de données vieille de 13 ans relative aux épidémies de grippe.

Pour lire l'article en entier :

<https://www.voltairenet.org/article209740.html>

Dans la causerie du 11 juillet 2020

<http://www.luttedeclassse.org/archives2010/causeries2020.pdf>

ou

<http://www.luttedeclassse.org/archives2010/causeries0720.pdf>

Imperial College London est un partner du Forum économique mondial (Davos).

L'Imperial College London est aussi financé par un certain Bill Gates...

Dans le cas hypothétique d'une épidémie contre laquelle aucune mesure n'aurait été prise dans le monde, les auteurs modélisent un nombre de victimes pouvant atteindre 40,6 millions de morts...

On sait ce qu'il en est depuis : Un virus moins mortel que celui de la grippe, des millions de morts fabriqués ou attribués faussement à la covid-19, décédés en réalité de comorbidités ou morts parce qu'ils n'ont pas été traités ou ont été euthanasiés (Ehpad), assassinés (Remdesivir ou Rivotril) ou morts suite à l'injection génique à ARN Messenger...

Dictature climatique. Le même procédé à l'aide de modèles truqués.

Dans leur portail. (<https://www.worldweatherattribution.org/>)

Le but du WWA est de mener des études d'attribution des événements extrêmes au réchauffement climatique, c'est-à-dire de déterminer à l'aide de modèles climatiques...

Ce n'est pas le sort de ces chiens et chats qui les motivent, mais la réduction de la consommation de viande par la population.

En Indonésie, un marché interdit la commercialisation de viande de chat et de chien

Les associations de protection animale estiment que cet accord pourra sauver la vie de plusieurs milliers de chiots sur l'île. AFP/BFMTV 22 juillet 2023

Une première dans le pays. En Indonésie, un célèbre marché a mis fin à la vente de viande de chien et de chat, une première selon un groupe de défense des droits, qui en dénonçait depuis plusieurs années les méthodes d'abattage brutales.

Viande canine, féline, mais aussi chauves-souris, rats, serpents ou singes: le marché de Tomohon, sur l'île de Sulawesi, était connu pour son menu extrême, jusqu'à ce qu'une interdiction soit imposée vendredi.

Les six marchands de viande de chien et de chat encore présents ont signé un accord pour en arrêter la vente et le maire de la ville de Tomohon a promulgué une loi interdisant à l'avenir ce commerce sur le marché, a indiqué l'association de défense des droits des animaux Humane Society International (HSI) dans un communiqué.

L'Indonésie reste l'un des rares pays au monde à autoriser la vente de viande de chien et de chat. HSI estime que cet accord pourra sauver la vie de plusieurs milliers de chiots sur l'île, où jusqu'à 130.000 d'entre eux sont abattus chaque année.

Ce marché, autrefois inflexible, est le premier de ce type en Indonésie à mettre fin au commerce de la viande de chat et de chien, a précisé l'ONG, saluant un accord "*historique qui évitera à des milliers d'animaux d'être matraqués et tués au chalumeau pour la consommation humaine*".

J-C - Autrement dit, comment faire proliférer chiens et chats pour mieux les abattre discrètement par la suite, comme en Inde. Ici, partout on croise des hordes de chiens errants le plus souvent pouilleux et malades, décharnés ou très maigres, bourrés de parasites, qui attaquent hommes, femmes en enfants conduits à l'hôpital pour se faire injecter un antipoisson ou qui sinon développent de très graves infections, du coup régulièrement des villageois les exécutent sommairement ou les empoisonnent, ils les laissent crever sur place, car ce sont les seuls moyens d'en réduire le nombre ou de s'en débarrasser. A la différence de l'Indonésie, les Indiens ne mangent pas de viande de chien ou chat, sauf les indigènes. En Indonésie, ceux qui en mangeaient et qui ne pourraient plus se fournir au marché, les tueront eux-mêmes ou ils cesseront d'en manger.

C'est bien beau de sauver 130.000 chiots, mais qui va les nourrir, personne, et en se reproduisant par la suite, ils seront beaucoup plus nombreux, c'est de la folie pure. Pour bien faire, il faudrait attraper les femelles et les stériliser, mais cela nécessite des moyens financiers que l'Etat n'a pas envie de déboursier pour cette cause. Comme quoi le socialisme aurait du bon quand même !

De quoi je me mêle ? Qui vient foutre ce bordel en Indonésie, devinez, les Américains !

Royal Canin. Les monarchies ont toujours été des modèles de philanthropie...

Humane Society International (HSI)

Humane Society International est la division internationale de la Humane Society des États-Unis. Fondée en 1991, HSI a étendu les activités de HSUS à l'Amérique centrale et du Sud, à l'Afrique et à l'Asie. (Wikipédia)

Les premières sociétés de protection des animaux ont été fondées au Royaume-Uni. Il s'agit de la Royal Humane Society en 1774, de la Glasgow Humane Society en 1790 et de la Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals (RSPCA) en 1824.

J-C - Leur humanisme est la politesse des salauds, à la même époque la monarchie britannique imposait un cruel traitement à son prolétariat et à celui de ses colonies, de bien braves gens ces aristocrates et monarques...

L'inflation alimentaire n'a rien à voir avec la guerre en Ukraine ou la covid-19.

J-C – Quand on affirme qu'ils sont uniquement animés de mauvaises intentions envers le peuple, on est qualifié d'extrémiste. Par qui ? Des imbéciles ? Des nantis qui peuvent en supporter les conséquences ? Ceux qui réclament une meilleure répartition des richesses à ces vautours, qui lorsqu'ils tiennent une proie sans défense la dévorent tant leur appétit est insatiable.

Inflation alimentaire : une crise causée par les multinationales

<https://institutlaboetie.fr/wp-content/uploads/2023/07/Note-inflation-alimentaire-ILB.pdf>

Après les laboratoires pharmaceutiques, le secteur de la tech pendant la crise sanitaire et les producteurs d'énergie dans le sillage de la guerre en Ukraine, l'industrie agroalimentaire est donc désormais le grand profiteur de cette période d'inflation.

Le phénomène d'explosion des profits dans l'agroalimentaire n'est pas un facteur parmi d'autres de l'inflation mais bien son moteur principal.

Les entreprises de certains secteurs ont ainsi toutes estimé qu'elles pouvaient augmenter leur prix sans perdre trop de volumes, annulant tout mécanisme d'ajustement des prix par la concurrence. Elles ont donc fait le choix de profiter de la situation pour justifier une hausse drastique des prix, aux fins de doper leurs profits.

Plus le secteur économique connaît une forte concentration, avec des entreprises en situation dominante, plus le phénomène d'« *inflation par les vendeurs* », ou de « *boucle prix-profits* », est fort. Or, l'agroalimentaire est un secteur très concentré.

Cette hypothèse est désormais reprise par de nombreux chercheurs et institutions. Le FMI14 a ainsi reconnu que près de la moitié de l'inflation de la zone euro était causée, sur les deux dernières années, par la hausse des profits des entreprises, qui est désormais le premier facteur d'inflation, devant le choc énergétique.

Le consommateur est donc perdant dans tous les cas : il doit payer une hausse des prix due soit à la hausse des marges des industriels sur la plupart des produits, soit à la hausse des marges de la grande distribution sur les autres.

C'est le cas par exemple des pâtes, pour lesquelles la hausse de marge pour l'industrie a été « limitée » (+6,6 %...) tandis que la marge de la grande distribution a flambé : +57 % ! Idem pour le beurre, pour lequel la grande distribution a « compensé » la baisse de marge des industriels en augmentant la sienne de plus de 13 %.

Ainsi, si la grande distribution avait réellement bloqué ses marges, l'inflation sur les pâtes aurait été de 16 % plutôt que les 26 % constatés, et de 9 % sur le beurre contre les 12 % constatés.

Cette envolée phénoménale des profits de l'industrie agroalimentaire est aujourd'hui la première cause de la flambée des prix alimentaires.

...la tendance s'accroît : au premier trimestre 2023, la hausse des prix de production alimentaire par rapport à fin 2022 s'explique à plus de 70 % par celle des profits bruts !

Ce phénomène est d'autant plus exceptionnel qu'il intervient dans un contexte de baisse très marquée de la productivité horaire du travail, c'est-à-dire la quantité de richesse créée par heure de travail, dans le secteur de l'agroalimentaire. La productivité a en effet baissé de 3 % sur un an, et même de 11 % sur trois ans.

Alors que la « taille du gâteau » diminue, ce sont normalement les profits qui auraient dû absorber la majorité de cette baisse. Dans les faits, ce sont les salaires qui ont servi de variable d'ajustement pour continuer à augmenter les profits.

Entre les premiers trimestres 2022 et 2023, les profits bruts de l'industrie agroalimentaire ont plus que doublé, passant de 3,1 milliards d'euros à 7 milliards, soit une hausse de 132 % sur un an !

Les profits bruts rattrapent même désormais les salaires puisque, dans le même temps, la rémunération des salariés a progressé moins vite que l'inflation (400 millions d'euros supplémentaires, soit 7,4 milliards d'euros au total). L'industrie agroalimentaire fait donc aujourd'hui autant de profits bruts qu'elle verse de salaires !

Sur une plus longue période, des chiffres éclairent à quel point le partage de la valeur ajoutée s'est déformé en faveur du capital dans l'industrie agroalimentaire. Entre 2010 et 2023, le salaire brut horaire réel (c'est-à-dire corrigé de l'inflation) a baissé de 3,7 %, tandis que les profits bruts réels, eux, ont augmenté de 45,6 % !

Cette hausse des prix ne s'explique pas non plus par une hausse des salaires. Les salaires réels dans l'industrie agroalimentaire ont en effet baissé, contrairement à la fameuse théorie libérale d'une « boucle prix-salaires » où la hausse des salaires entraînerait un cercle vicieux d'inflation.

C'est bien plutôt l'évolution des marges des entreprises du secteur qui expliquent cette hausse de prix. En effet, entre le dernier trimestre 2021 et le premier trimestre 2023, le taux de marge

des industries agroalimentaires est passé de 28 % à 48 %, soit une augmentation de 71 % du taux de marge en un an et demi.

Les travailleurs russes n'ont pas de bol décidément !

Les sanctions ne fonctionnent pas : La Russie enregistre la plus faible inflation alimentaire en Europe - lemediaen442.fr 23 juillet 2023

Selon une étude menée par RIA Novosti, la Russie a enregistré en juin une inflation alimentaire annuelle de 0,08%, le niveau le plus bas de tous les pays européens. Au printemps, le pays a même connu une déflation annuelle des aliments et des boissons non alcoolisées, atteignant un record de 1,12% en mai.

À l'inverse, l'inflation alimentaire est restée la plus élevée en Hongrie, où elle est tombée en dessous de 30% pour la première fois en dix mois, à 29,3%. D'autres pays ont également enregistré des taux de croissance annuels des prix supérieurs à 20%, notamment la Serbie (22,1%), l'Estonie (19,5%), la Slovaquie (18,9%) et la Roumanie (17,9%).

En juin, cinq autres pays ont enregistré des taux de croissance des prix en termes annuels inférieurs à 10%, à l'exception de la Russie : la Biélorussie (3,6%), la Suisse (5,1%), le Portugal (8,6%), le Danemark (8,8%) et la Finlande (9,2%).

Dans la plupart des pays européens, l'inflation a ralenti au début de l'été. Cependant, elle s'est accélérée dans cinq pays de la région, notamment à Chypre où elle est passée à 10,12% contre 8,38% en mai.

L'étude a été menée sur la base des données des services statistiques nationaux de 40 pays européens. L'indicateur d'inflation alimentaire tient compte de l'évolution des prix des aliments et des boissons non alcoolisées. lemediaen442.fr 23 juillet 2023

Quand les GAFAM font la loi.

J-C - Raison de plus pour s'inquiéter ! Du sur-mesure à leur convenance, quel bonheur !

Intelligence artificielle : les géants de la tech acceptent de mettre en place des garde-fous - Courrier International 22 juillet 2023

“*Sous la pression de Joe Biden*”, les géants de la tech ont accepté, vendredi 21 juillet, de mettre “*des garde-fous*” au développement de l'intelligence artificielle (IA), “*s'engageant à gérer les risques liés à ces nouveaux outils*”, rapporte le New York Times.

“*Nous devons être clairs et vigilants face aux menaces que font peser les technologies émergentes sur notre démocratie et nos valeurs*”, a déclaré M. Biden lors d'une brève allocution à la Maison-Blanche.

À l'issue d'une rencontre avec le président des États-Unis, sept grandes compagnies américaines spécialisées dans cette technologie – Amazon, Anthropic, Google, Inflection, Meta, Microsoft et OpenAI – ont formellement consenti à respecter de nouvelles “mesures de protection volontaires” en matière de sûreté et de sécurité.

Vendredi, la plupart des entreprises ont publié des communiqués indiquant qu'elles collaboreraient avec la Maison-Blanche, “*tout en soulignant que les garde-fous étaient volontaires*”, observe le Wall Street Journal.

Il n'y a pas de mécanismes de sanction en cas de non-respect des engagements pris vendredi, et ceux-ci “*reflètent largement les pratiques de sécurité déjà mises en œuvre ou promises par les entreprises d'IA concernées*”, minimise le Wall Street Journal.

Ces promesses peuvent être interprétées différemment par chaque entreprise, met par ailleurs en garde le New York Times.

Le Congrès “*s'interroge sur les garde-fous juridiquement contraignants à mettre en place en matière d'IA*”, rappelle Politico, qui souligne ne pas savoir si les législateurs américains adopteront une loi sur l'IA d'ici “*la fin de l'année*”. Courrier International 22 juillet 2023

France.

Où va se nicher le féminisme mondain décidément ! Prostitution déguisée. L'exemple vient toujours d'en haut.

J-C - Pourquoi ne pas devenir « *boyfriend* » et vous louer à des femmes qui ne savent plus quoi foutre de leur fric.

Vous avez peut-être loupé votre vocation, qui sait ? Vous êtes au chômage ou dans la merde financièrement, vous allez peut-être avoir l'occasion de vous en sortir sans réaliser trop d'efforts, c'est important. Il y a des femmes aisées blasées de tout ou qui se font chier, parce que le pognon ne fait pas le bonheur. Vous leur tenez compagnie, plus si affinité, et le tour est joué, vous vous retrouvez avec des maîtresses fortunées.

« Location d'hommes » : Quelle différence avec l'escorting ? - elle.fr 23 juillet 2023

The Boyfriend Experience est un site qui propose de louer un petit ami à l'heure. Ici, il n'est pas question d'escorting, mais de « *service contre la solitude* », précise la fondatrice. Pour quelques centaines d'euros, elles se font accompagner le temps d'un dîner ou d'une soirée.

Concernant les profils des boyfriends on peut retrouver « *tout âge, tout métier, tout physique et toutes origines* », détaille Sarah Fordebras. Mais le plus important dans le mode de recrutement, c'est qu'ils aient « *des valeurs humaines, une bonne conversation et qu'ils sachent donner une énergie positive* », précise-t-elle.

Les femmes qui font appel à ses services « *ont généralement plus de 35 ans et sont plutôt aisées, car c'est un loisir qui représente une certaine somme. Elles sont célibataires, mais pas forcément. Le profil type, c'est soit femme seule qui se sent seule et veut une compagnie,*

quelqu'un qui l'écoute et qui lui redonne confiance en elle, soit une femme qui veut juste se divertir avec un beau gosse à son bras ».

« Rentafriend », le site qui propose de louer un ami - elle.fr (date ?)

Tout s'achète, même l'amitié ? Pour « *Rentafriend.com* », c'est une évidence. Le site internet propose en effet, moyennant finances, de vous trouver de la compagnie pour aller boire un verre ou faire un tour au cinéma. Il s'agit donc de louer un ami, temporairement.

J C – Apparemment leurs animaux domestiques de compagnie leur en suffisent plus, le fric peut rendre dégueulasse ou pervers, con à s'ennuyer à mourir.

Et la meilleure dans tout cela, c'est qu'en abolissant le capitalisme nous leur rendrons service malgré nous ! Peut-on imaginer un idéal humaniste plus élevé que le socialisme, cela n'existe pas !

Abus de pouvoir : Fais ce que je te dis, pas ce que je fais.

Emmanuel Macron, qui avait lancé une campagne de communication verte, a dû admettre l'acquisition d'une chaudière à gaz - lemediaen442.fr 23 juillet 2023

Les services d'Emmanuel Macron ont dû admettre l'acquisition récente d'une chaudière à gaz. C'est un rapport de la Cour des comptes qui a vendu la mèche, alors que Matignon envisage l'interdiction de ce type d'équipement.

Le nouveau système de chauffage retenu par le palais de l'Élysée est devenu une affaire de l'État. En moins d'une semaine, la Cour des comptes et le Sénat ont investigué sur l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz à la présidence de la République. Un choix qui fait plutôt désordre au moment où l'exécutif envisage l'interdiction totale de cet équipement en France.

J-C – Vous avez dit quoi, « *désordre* » ?

Totalitarisme. Alors que Macron a adopté la stratégie du chaos, il n'a qu'un mot d'ordre pour la rentrée : « *l'ordre, l'ordre, l'ordre* » !

Emmanuel Macron mise sur « *l'ordre, l'ordre et l'ordre* » pour la rentrée - Le HuffPost 24 juillet 2023

Lors de son interview lundi 24 juillet.

J-C - Macron veut censurer les appels à la violence sur les réseaux dits sociaux, lui, il l'exerce quotidiennement en toute impunité.

LFI lui donne des conseils ou l'appelle à "*bien gouverner*", on se demande bien pour qui ou non, on ne se le demande pas ! Et puis, ses commanditaires sont ravis de sa prestation, c'est l'essentiel.

Le HuffPost - L'élus LFI Bastien Lachaud, convoquent Albert Camus pour dénoncer la position d'Emmanuel Macron. « *Il ne faut pas seulement exiger l'ordre pour bien gouverner, il faut bien gouverner pour réaliser le seul ordre qui ait du sens. Ce n'est pas l'ordre qui renforce la justice, c'est la justice qui donne sa certitude à l'ordre* », a tweeté le député insoumis, citant l'extrait d'un éditorial signé de l'écrivain dans la revue Combat en 1944.

J-C - On polémique sur le sens de l'ordre ou de la justice avec quelqu'un qui en principe partage nos intentions ou nos intérêts, sinon à quoi cela rime-t-il ? Effectivement ce serait ridicule et vain. C'est improbable avec Macron, à moins que finalement monsieur Lachaud et Macron partagent la même conception de l'ordre et de la justice, qui sait, ils sont bien tous les deux des agents du capitalisme et des acteurs de la Ve République, non ?

Finalement c'est le parti d'extrême droite qui va lâcher le morceau : « *Ordre, autorité, justice : Macron pioche dans notre programme pour tenter d'endiguer l'ensauvagement de notre pays (...)* » a réagi Laure Lavalette, porte-parole du RN, bref, ils se retrouvent en famille.

Vous aurez compris qu'il y en a qui discutent avec le despote Macron, et il y en a qui le combattent.

En famille dans un état policier.

"Un policier n'a rien à faire en prison": l'extrême droite salue les propos du patron de la police - BFMTV 24 juillet 2023

Un soutien unanime de l'extrême droite. Plusieurs figures ont salué les propos de Frédéric Veaux, le directeur général de la police nationale (DGPN) et de Laurent Nuñez, le préfet de police de Paris qui ont réclamé la sortie de détention provisoire d'un policier marseillais, écroué depuis vendredi pour des faits de "*violences en réunion*".

"*En attendant son éventuel procès, un policier n'a rien à faire en prison*", a ainsi jugé le patron de Reconquête Éric Zemmour sur son compte Twitter ce lundi matin.

"*Il est normal que les policiers soient exaspérés d'être lâchés en permanence par l'État. Il doit y avoir une présomption de confiance dans les policiers*", a fait savoir de son côté le député RN Jean-Philippe Tanguy sur RMC.

"*La parole d'un voyou ou d'une racaille ne peut avoir la même valeur que celle d'un policier ou d'un gendarme au service des Français*", a écrit sur son compte Twitter l'ex ministre de Nicolas Sarkozy, le député européen Thierry Mariani (Rassemblement national). BFMTV 24 juillet 2023

Macron sur TF1 et France 2 a rappelé que « *nul en République n'était au-dessus de la loi* », sauf lui évidemment, et il a précisé que la « *légitimité* » des policiers « *tient du fait (...)* qu'ils

font respecter les lois démocratiquement votées » (AFP 24 juillet 2023) pour le compte du capitalisme. Mais quand elles ont été adoptées en recourant au 49.3 notamment, donc sans faire l'objet d'un vote ou référendum, cela signifie que la démocratie dont il se réclame n'a pas été respectée... Si le chef de l'Etat se permet de la violer ouvertement, pourquoi la police qui en est la garante ne bénéficierait-elle pas aussi de ce privilège ?

Autre numéro d'illusionnisme.

« *La loi est l'expression de la volonté générale. [...]. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse* » rappelle quant à lui le député Manuel Bompard, citant l'article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (Source : AFP et Le Point 24 juillet 2023)

Pantomime au Palais.

Imprononçable, où est-ce qu'ils ont été cherché cela ?

- Suite au remaniement ministériel, Sabrina Agresti-Roubache a été nommée secrétaire d'État en charge de la Ville.

Elle viendrait d'un quartier plus que populaire de Marseille, députée Renaissance élue en juin 2022 dans la 1re circonscription des Bouches-du-Rhône.

Agresti-Roubache à propos de Macron : "*C'est un vrai courageux*" (Le Point), comme quoi ce n'est pas son cas !

La nouvelle Secrétaire d'État chargée de la Ville, Sabrina Agresti-Roubache, avait été traitée à la chloroquine par le Pr Raoult - lemediaen442.fr 24 juillet 2023

Sabrina Agresti-Roubache, la nouvelle Secrétaire d'État chargée de la Ville, avait témoigné en avril 2020 sur BFM TV de son expérience avec la chloroquine. Traitée par le Pr Raoult, elle en disait le plus grand bien. Cette amie très proche de Brigitte Macron avait activé en avril 2020 la visite d'Emmanuel Macron à Didier Raoult au CHU, mais s'était fait taper sur les doigts pour finalement revenir au vaccin comme seul remède.

Lors de son intervention sur BFM TV, Sabrina Agresti-Roubache a raconté comment elle avait commencé à ressentir les premiers symptômes du COVID-19 un lundi. Étant asthmatique, elle était particulièrement fragile et souffrait d'énormes symptômes, notamment une sensation de brûlure dans les poumons. Elle avait tous les symptômes classiques : toux, maux de tête, sensibilité à la lumière. Elle a donc décidé de se faire dépister et a reçu la confirmation qu'elle et son mari étaient positifs au virus.

Étant donné la gravité de ses symptômes, elle a été hospitalisée immédiatement et a commencé un traitement à la chloroquine dès le vendredi matin. Heureusement, dès le

vendredi soir, elle commençait à se sentir mieux et sa charge virale était en baisse. Le samedi matin, elle allait déjà beaucoup mieux.

Interrogée par la journaliste sur l'amélioration rapide de son état en 24 heures, la Secrétaire d'État chargée de la Ville a déclaré qu'elle ne pouvait pas affirmer catégoriquement que c'était uniquement grâce à la chloroquine, mais que ce qui était sûr, c'est que sa charge virale avait nettement baissé le samedi. Elle n'avait plus de symptômes tels que maux de tête et courbatures, et sa fièvre avait pratiquement disparu. Ses douleurs pulmonaires s'étaient également atténuées.

Doit-on conclure qu'une antivax est au gouvernement ? lemediaen442.fr 24 juillet 2023

Fin de règne. S'ils le disent eux-mêmes ! « Foireux », « cafouillage », « incompetence », « dîner de cons », « connard », « rocambolesque », « catastrophique », « naufrage ».

Remaniement ministériel : « Tout est foireux », retour sur un cafouillage au plus haut sommet de l'État - Le HuffPost 22 juillet 2023

Rarement remaniement n'aura été aussi rocambolesque. Annoncé depuis des semaines, au point que même la Première ministre Élisabeth Borne était en sursis, c'est finalement par un simple « off » à la presse de l'entourage d'Emmanuel Macron qu'elle est « maintenue » à son poste lundi 17 juillet.

Une façon de faire juger « méprisante » par plusieurs collaborateurs ministériels. Élisabeth Borne, elle, aurait voulu, selon plusieurs médias, être démissionnée pour être renommée, comme l'usage le permet, ce qui lui aurait permis d'être relégitimée. « *Il y a un alignement total entre le Président de la République et la Première ministre* », évacue Matignon auprès du HuffPost ce vendredi 21 juillet, au terme d'une semaine douloureuse pour les gouvernements Borne 2 - remplacé - et 3, désormais au complet, qui s'achève par des mots du président captés au début du conseil des ministres à l'égard de sa Première ministre ce vendredi 21 juillet : « *un choix fort, pas simplement symbolique* » à qui il « *réaffirme avec clarté* » sa confiance.

De quoi faire oublier leurs désaccords relayés dans la presse toute la semaine ? Selon ces « *rumours* » pour une conseillère de l'exécutif qui les bat en brèche, un bras de fer s'est engagé entre Emmanuel Macron et sa Première ministre, notamment sur l'ampleur du changement d'équipe ou sur certains ministres. La première ministre, elle, ne s'est pas exprimée à part ce vendredi matin en conseil des ministres, avant d'être brusquement interrompue par le flux de l'Élysée et les chaînes d'informations en continu après la prise de parole présidentielle. Tout un symbole.

Du « *dîner de cons* » au report du Conseil des ministres

Car les « *discussions* » entre Borne et Macron, avec pas moins de trois rendez-vous en tête à tête entre dimanche et mardi, ont ralenti les débats d'un changement d'équipe évoqué depuis plusieurs semaines. Mardi soir encore, un dîner en grande pompe à l'Élysée - surnommé « *le dîner de cons* » - avec l'équipe gouvernementale sortante et les conjoints de ministres, est

précédé d'une rencontre entre le Président de la République et sa Première ministre à huis clos qui alimente toutes les suspicions et tensions. Résultat : rien n'est scellé et le conseil des ministres du mercredi est repoussé au jeudi.

Mercredi, les tractations se poursuivent. Certains noms sont quasiment confirmés comme le député Horizons à la Santé, Frédéric Valletoux, avant que François Bayrou ne s'y oppose pour préserver les équilibres avec le MoDem, toujours selon des informations de presse. « *C'est totalement faux ! J'ai assez à m'occuper des miens, je ne m'occupe pas des autres. J'ai essayé de défendre François Braun que je trouve très estimable, mais pas contre Valletoux. C'est une fake news et je lui ai écrit pour le lui dire* », a répondu François Bayrou au HuffPost à l'heure du déjeuner ce vendredi 21 juillet.

« *C'était atroce, c'était sans fin...* »

Arrive le jeudi, toujours pas de gouvernement et un nouveau report du Conseil des ministres au lendemain, vendredi. Dès potron-minet, c'est BFMTV qui tout au long de la journée va égrainer et sortir les noms et fonctions des nouveaux ministres et des sortants. Le communiqué de l'Élysée se fait attendre, attendu d'abord « *à la mi-journée* », puis « *en milieu d'après-midi* », rien n'arrive.

« *C'était atroce, c'était sans fin* », soupire la conseillère d'une ministre débarquée, encore échaudée par « *les deux dîners de cons* », car mercredi soir aussi un pot était organisé au ministère des Relations avec le Parlement, en présence d'Emmanuel Macron et d'Élisabeth Borne, séché par Pap Ndiaye qui se savait sur le départ. Un supplice pour ceux qui se savent bientôt dehors.

« *Quand on part du mauvais pied, on part du mauvais pied. Tout est foireux dans cette séquence* », s'agaçait un conseiller ministériel de premier plan jeudi soir alors que le gouvernement fuitait toujours en direct sur BFMTV sans qu'aucune communication élyséenne ou gouvernementale n'arrive. « *Un remaniement, ça a toujours pris du temps mais ça se prépare, surtout à l'heure des chaînes d'info en continu !* », s'époumonait le même, exaspéré par la stratégie hésitante de l'exécutif. « *L'incompétence, peut-être ?* », répond simplement un autre stratège de la Macronie à la question « *Que se passe-t-il ?* ».

« *Ce qui n'est pas respectueux, c'est d'apprendre sa sortie sur BFMTV* »

Arrivent alors deux épisodes jeudi jugés « *surréalistes* » par plusieurs de nos interlocuteurs. Marlène Schiappa qui confirme en direct sur BFMTV sa sortie du gouvernement, avant même l'annonce officielle et Aurélien Rousseau, ancien directeur de cabinet d'Élisabeth Borne qui confirme au Monde son arrivée à la Santé. « *Typique de cette nouvelle génération qui n'a aucun sens de l'État* », réagit le conseiller ministériel expérimenté à propos de la première, « *connard de socialiste* », à l'égard du second.

Il s'excuse à moitié, mais son emportement en dit long sur le niveau de tensions dans lequel sont plongées les équipes, sortantes ou maintenues. « *Le respect est mort. Cette séquence est catastrophique, un naufrage. C'était la télé-réalité du remaniement : 'il n'en restera qu'un'...* », soupire la conseillère d'une sortante. « *Ce qui n'est pas respectueux, c'est d'apprendre sa sortie sur BFMTV* », abonde le conseiller d'un ministre démissionné. Ambiance.

C'est finalement à 19h30 passé, comme un mauvais accouchement, que le mail de l'Élysée part à destination des journalistes. Sept sortants, huit entrants, peu de nouveauté à part la promotion de Gabriel Attal à l'Éducation nationale et l'arrivée de députés méritants, notamment sur la réforme des retraites, comme Aurore Bergé, Prisca Thevenot ou Philippe Vigier. « *Le ministère de la Ville et du Logement scindé en deux aussi* », ajoute un conseiller ministériel toujours en place qui relativise : « *Ça se passe toujours sur BFMTV, mais c'est vrai que ça a été particulièrement tardif* ».

Parmi les pépites de ce drôle de remaniement : un ex-futur ministre du Budget, l'actuel rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale et député du Gers Jean-René Cazeneuve finalement laissé de côté car sa suppléante n'a pas voulu siéger à l'Assemblée nationale. « *On a passé des heures à la convaincre et ensuite il a fallu vérifier le profil de Thomas Cazenave qui a récupéré le poste* », explique un acteur de premier plan de ce puzzle géant. « *Le pire, c'est que tout ça n'a même pas de sens politique et qu'ils sont tous en CDD* », conclut une conseillère qui a fait ses cartons. Lunaire. Le HuffPost 22 juillet 2023

J-C – Il faut forcément être insignifiant et bien pourri pour faire partie du gouvernement sous Macron, sinon pour quoi il passerait, sans blague !

Après « le diner de con », la reprise de justice et le « fils de putes ».

Fadila Khattabi, nouvelle ministre déléguée chargée des personnes handicapées, a été condamnée aux prud'hommes - lemediaen442.fr 21 juillet 2023

Après la ministre de la ville, Sabrina Roubache, qui insulte Xavier Bonnard en le traitant de « *fils de pute* ». Nous apprenons que la nouvelle ministre déléguée chargée des personnes handicapées, Fadila Khattabi, a récemment été condamnée aux prud'hommes pour ne pas avoir payé les heures supplémentaires effectuées par son ex-collaboratrice parlementaire. Cette information n'a pas pu échapper à l'Élysée et à Matignon, puisqu'elle agite depuis des semaines la terre d'élection de Fadila Khattabi.

Corinne Royer, ex-collaboratrice de la toute nouvelle ministre chargée des Personnes handicapées, Fadila Khattabi, fustige : « *Avec ce gouvernement, les mauvais comportements sont récompensés* ». Elle s'est confiée à Mediapart sur le traitement que lui infligeait l'ancienne présidente des affaires sociales de l'Assemblée nationale (Renaissance), lorsqu'elle travaillait pour elle entre 2017 et 2019.

Le 23 juin 2023, un jugement du conseil des prud'hommes a condamné la ministre à verser 6 522,27 euros à Corinne Royer au titre de « *rappel de salaire pour des heures supplémentaires* ». En effet, Fadila Khattabi n'aurait pas rémunéré un certain nombre d'heures supplémentaires effectuées par son ancienne collaboratrice.

La nomination de cette « *macroniste forcenée* » comme ministre est fortement critiquée par la victime, qui considère que cela constitue un « *affront aux millions de travailleuses et de travailleurs* ». lemediaen442.fr 21 juillet 2023

La ministre de la ville Sabrina Roubache insulte Xavier Bonnard en le traitant de « *fil*s de pute » - lemediaen442.fr 21 juillet 2023

Sabrina Roubache-Agresti, productrice de profession et amie proche du président de la République ainsi que de Brigitte Macron, a été nommée ministre de la ville grâce à cette proximité. Cependant, la gamine de Félix Pyat (3e), a aussi le verbe haut. Alors candidate LREM aux Législatives 2022 à Marseille, Sabrina Roubache s'est violemment emportée contre son adversaire sans étiquette, Xavier Bonnard, devant une école. Un enregistrement audio témoigne qu'elle l'a traité de « *fil*s de pute ».

Face à ces insultes, Xavier Bonnard a été choqué : « *C'est quoi ça ? Allez, comment tu parles ? Mais comment tu parles ? Tu me traites de fil*s de pute à la sortie de l'école de mes enfants, devant les enfants ? Mais t'as pas honte ? »

<https://lemediaen442.fr/la-ministre-de-la-ville-sabrina-roubache-insulte-xavier-bonnard-en-le-traitant-de-fils-de-pute/>

Macron et consorts persona non grata.

Macron finalement laissé à la porte du sommet des BRICS - fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

La France n'a pas reçu d'invitation pour participer au prochain sommet des BRICS, comme l'espérait son Président Emmanuel Macron. Beaucoup avaient déjà mis en doute la sincérité de la démarche française.

Indésirable. Plus de 70 invitations ont été envoyées aux dirigeants du "*Sud global*" pour participer au prochain sommet des BRICS, mais les chefs d'État occidentaux ont été laissés sur le bas-côté, rapporte le site d'actualité sud-africain News24.

Les dirigeants américains, britanniques et surtout français ont été snobés. Un coup dur pour Paris, alors que le Président Emmanuel avait justement demandé à faire le voyage à Johannesburg. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont préféré mettre l'accent sur les pays du Sud, lançant par exemple des invitations aux 54 dirigeants du continent africain.

L'accent a été mis sur les pays africains car les BRICS sont déjà impliqués sur le continent et comptent jouer un rôle dans le développement des économies africaines, a ajouté le responsable. L'accord de libre-échange continental est en particulier une priorité aux yeux de l'Afrique du Sud, qui accueille cette année le sommet.

De l'indépendance factice à l'offensive contre les anciennes puissances occidentales colonisatrices.

L'Afrique du Sud veut modifier sa loi pour contourner les mandats d'arrêts de la CPI - fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

Le gouvernement sud-africain élabore de nouvelles lois qui permettront aux dirigeants étrangers de rester en toute sécurité dans le pays, même s'ils sont sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI).

Éviter de nouveaux imbroglios. Mis en délicatesse par le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) contre Vladimir Poutine, l'Afrique du Sud veut aménager son droit pour se donner plus d'indépendance, rapporte le Sunday Times.

Pretoria veut ainsi domestiquer l'article 98 du Statut de Rome, qui interdit à la CPI de contraindre un État à lui remettre une personne dans certains cas de figure. Une manœuvre déjà tenté avec succès par le Royaume-Uni.

"Nous allons nous concentrer sur ce que le Royaume-Uni a fait, c'est-à-dire inclure l'article 98 directement dans la législation nationale" a ainsi déclaré Zane Dangor, directeur général du ministère sud-africain des Affaires étrangères, selon le Sunday Times. fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

Diverses options ont donc été étudiées pour que le chef d'État russe puisse participer aux travaux lors du prochain sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). C'est finalement le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui se rendra sur place pour représenter la Russie. Vladimir Poutine assistera aux débats par visioconférence.

Pour éviter de se retrouver dans cette situation, certains responsables africains appellent désormais à créer une Cour pénale africaine, indépendante de la CPI. Une idée notamment avancée par l'ancien Président sud-africain Thabo Mbeki. fr.sputniknews.africa 23 juillet 2023

Tunis appelle l'UE à lutter contre la famine en Afrique au lieu d'y vendre les armes - fr.sputniknews.africa 24 juillet 2023

Les États occidentaux doivent focaliser leurs efforts sur la lutte contre la famine en Afrique au lieu de vendre des armes aux pays africains et y alimenter ainsi les conflits, a affirmé le Président tunisien à la Conférence internationale sur le développement et la migration à Rome, cité par l'agence Tunis Afrique Press.

"Il aurait été plus sage et plus opportun d'utiliser ses richesses [...] gaspillées dans le trafic d'armes, pour conjurer la famine en Afrique", a déclaré le chef de l'État.

Il a noté qu'il ne pouvait y avoir de sécurité et de stabilité sans examiner les véritables raisons de l'inégalité et de l'insécurité.

Pour Kaïs Saïed, la crise actuelle est le corollaire logique des flux migratoires qui l'ont précédée sous le colonialisme. Il a fustigé la détermination des pays développés à vendre des armes aux pays africains afin d'exacerber les tensions et d'alimenter les conflits.

M.Saïed a appelé les pays européens à "*se pencher sérieusement sur la question de la migration irrégulière*" soulignant que ce phénomène est devenu une véritable tragédie humaine.

Ils osent tout. La police vous parle tous les jours sur BFMTV, la preuve.

J-C - En tyrannie ou macronie, la police doit bénéficier de la bienveillance des autorités judiciaires ou d'un traitement avantageux... Au fait, le type qui s'est fait tabasser par ces nazillons, il dort bien ?

"Le savoir en prison m'empêche de dormir": le patron de la police souhaite la libération du policier écroué à Marseille - BFMTV 24 juillet 2023

La victime, Hedi, un jeune homme de 21 ans blessé et hospitalisé dans la nuit du 1er au 2 juillet, a expliqué avoir été passé à tabac par un groupe de quatre à cinq personnes qu'il avait identifiées comme des policiers de la brigade anticriminalité, après avoir reçu un tir de LBD dans la tempe.

Un des quatre policiers, mis en cause dans le passage à tabac d'un jeune homme à Marseille lors d'une nuit d'émeutes, a été placé en détention provisoire.

Le directeur général de la police nationale (DGPN) a déclaré dimanche souhaiter la libération du policier de la BAC de Marseille dont l'incarcération depuis vendredi dans le cadre d'une enquête sur des violences policières commises en marge des émeutes début juillet a suscité un mouvement de colère des syndicats.

"*Le savoir en prison m'empêche de dormir*", dit Frédéric Veaux, dans un entretien mis en ligne sur le site du journal le Parisien. "*De façon générale, je considère qu'avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison, même s'il a pu commettre des fautes ou des erreurs graves dans le cadre de son travail*", ajoute Frédéric Veaux.

"*Mais la justice ne cède jamais à la pression médiatique ou de la rue, elle traite les dossiers. L'émotion et la colère passées, il faut se donner les moyens techniques et judiciaires pour que ce fonctionnaire de police retrouve la liberté*", ajoute le DGPN. BFMTV 24 juillet 2023

En famille, c'est "naturel", normal, car sur le fond ils partagent la même idéologie ou représentent les intérêts de la même classe sociale.

Allemagne : La droite n'exclut pas une coopération avec l'extrême droite sur le plan local - AFP/20minutes.fr 23 juillet 2023

L'extrême droite gagne du terrain. Le président du parti conservateur allemand de l'ex-chancelière Angela Merkel n'a pas exclu dimanche une coopération au niveau local avec l'extrême droite, au moment où, en Espagne, une telle alliance sur le plan gouvernemental est jugée possible.

« *Si un conseiller cantonal, un maire, est élu et qu'il appartient à l'Alternative pour l'Allemagne [AfD, parti d'extrême droite allemand], il est naturel qu'il faille chercher des voies pour faire en sorte de continuer à travailler ensemble dans cette ville* », a déclaré Friedrich Merz à la chaîne de télévision ZDF.

Espagne. Et c'est qui va gagner la course à l'échalote pour faire le sale boulot ?

Elections en Espagne: socialistes et droite au coude-à-coude - AFP 24 juillet 2023

Le ministère de l'Intérieur projetait à 22H20 (20H20 GMT) 132 sièges pour le PP et 127 pour les socialistes.

En troisième place, le parti d'extrême-droite Vox était crédité de 33 sièges, juste devant Sumar, formation de gauche radicale alliée de M. Sánchez, qui aurait 30 sièges.

Même avec l'appui de Vox, le PP d'Albert Núñez Feijóo disposerait donc de seulement 165 sièges, loin de la majorité absolue, qui est de 176 sièges.

En revanche, le bloc de gauche, avec potentiellement 157 sièges, semblait dans une position paradoxalement plus favorable pour se maintenir au pouvoir grâce à l'appui de plusieurs petites formations basques et catalanes qui pourraient lui apporter les 19 sièges qui lui manquent pour atteindre la majorité absolue.

Le scrutin a suscité un intérêt inhabituel à l'étranger en raison de la possible arrivée au pouvoir d'une alliance entre la droite traditionnelle et Vox, un parti ultranationaliste, ultraconservateur et europhobe qui rejette l'existence de la violence de genre, critique le "*fanatisme climatique*" et est ouvertement anti-LGBT et anti-avortement.

Un tel scénario, qui semble maintenant très improbable, aurait marqué le retour au pouvoir de l'extrême droite en Espagne pour la première fois depuis la fin de la dictature franquiste en 1975, il y a près d'un demi-siècle. AFP 24 juillet 2023

J-C – Entre nous, peu importe l'emballage, le contenu est le même, forcément toxique !

Combat politique contre le wokisme, la théorie du genre et la pédophilie.

Horror fati, le rejet de la réalité

Extraits.

Un homme obtient le droit de devenir une femme par la loi, sans chirurgie ni parcours psychologique, simplement parce qu'il le veut. Son corps n'est plus qu'un accessoire. Il a désormais le droit légal d'être considéré comme ce qu'il n'est pas. La décision du tribunal de Trapani menace de provoquer une avalanche : le dernier épisode de la déconstruction avant l'aboutissement trans et post-humain. Une autre demande est survenue, cette fois à devenir une femme, à se faire implanter un utérus pour pouvoir ensuite avorter. En d'autres temps, de tels postulants auraient été confiés à des psychothérapeutes ; aujourd'hui, ils ont des droits. Disney – à la pointe du phénomène woke et de la régression gendériste appliquée aux enfants – produit une version de Blanche-Neige et les sept nains sans prince charmant (intolérable hétéropatriarcat) avec des nains – multiethniques en hommage à l'obsession antiraciste et inclusive – qui ne le sont pas : il semble de mauvais aloi d'insister sur l'injuste petitesse de la stature.

Chaque jour surviennent de nouvelles étapes d'un voyage à l'envers qui laisse pantois ceux qui regardent le crépuscule joyeux de l'Occident avec les yeux de la réalité. Une sorte d'horror fati devient le sens commun, une haine du destin assigné par la nature, une volonté tenace de changer le cours des choses, un ressentiment implacable pour ce qui est.

Nous vivons dans l'inconscient de la pensée une révolution radicale qui change le sens et le destin de l'humanité. C'est une révolution qui marche vers la neutralisation des identités et des différences originelles, l'effacement de la nature, l'annulation des agencements, des rôles et des relations qui fondent l'humanité : la famille, les sexes, la procréation. A la base, il y a l'horror fati, l'horreur et le rejet de ce que nous sommes par nature.

C'est la fin de l'humanité telle que toutes les générations précédentes l'ont comprise, le tournant d'une époque, une voie à sens unique dont il sera difficile de trouver le chemin du retour. Dépasser l'homme, le transcender et le transformer en une espèce nouvelle, trans et finalement post-humaine.

<https://reseauinternational.net/horror-fati-le-rejet-de-la-realite/>

Mon commentaire.

- Rassurons-nous, cela ne concerne qu'une infime minorité d'occidentaux qui ne représentent pratiquement rien à l'échelle de l'humanité. Cela demeurera à l'état d'un fantasme éphémère.

Beaucoup trop de place est déjà accordée à ce sujet insignifiant, et ce n'est pas un hasard, cela doit faire partie de la stratégie du chaos pour diviser, contrôler la population mondiale... On perd son temps.

Union nationale derrière Attal.

Remaniement : un tweet de Philippe de Villiers sur Gabriel Attal déclenche la polémique - Le Point 21 juillet 2023

Philippe de Villiers - La nomination de Gabriel Attal pour remplacer Pap Ndiaye est la catastrophe de l'été : c'est le passage du woke au LGBT. Attal est un militant, un membre éminent du groupe Bilderberg partisan de la rééducation nationale. Macron a rendu son devoir de vacances : changer de société. Le Point 21 juillet 2023

J-C - Mr De Villiers est accusé d'avoir tenu des propos homophobes dignes du « *fascisme* » par tous les partis présents au Parlement, parce qu'il a évoqué le militantisme LGBT de Attal, et non son homosexualité, il faut préciser. En réalité il s'agit d'un procès d'intention qui au passage permet d'observer qu'ils ont tous adopté l'idéologie de Davos. Éric Coquerel (LFI) a été jusqu'à se fendre d'un tweet de soutien à Attal, quelle raclure celui-là !

Tous ont tenu à soutenir le nouveau gouvernement Macron-Borne. Tous sont favorables à la dictature de la théorie du genre qui est destinée déstabiliser mentalement les enfants, les orienter vers l'homosexualité, les pervertir dès le plus jeune âge, les familiariser avec la pornographie, finalement normaliser la pédophilie dans ce pays.

Les réactions politiques.

- Marine Tondelier (EELV), Olivier Faure (PS) : « *On a le droit de ne pas être macroniste. D'être homophobe, par contre, non* ».

- Laurence Rossignol, sénatrice PS : « *Pour ce facho vendéen, on ne peut pas être gay et ministre de l'Éducation. L'homophobie la plus crasseuse érigée en étendard politique.* »

- Éric Coquerel (LFI) : « *Rance, homophobe, complotiste : l'attaque de De Villiers est le condensé de toutes les dérives actuelles (...) avant d'affirmer son « soutien donc à @GabrielAttal face à ce tweet fascisant* ».

- Frédéric Aguilera (LR), maire de Vichy : « *Après les convulsions antisémites de l'extrême gauche, voici les obsessions homophobes de l'extrême droite. L'évolution de la politique française me donne la gerbe* »

- Thomas Rudigoz, (Groupe politique : Progressistes et républicains) : « *Abject ! Nauséabond ! Un véritable tweet/tract d'extrême droite !* »

- Tanguy David (RN) : « *Nul ne doit être injurié ou discriminé en raison de ce qu'il est. C'est au moins maladroit et au pire abject* »

J'ai relevé quelques commentaires de lecteurs du Point.

- Aucune allusion de la part de de Viilers aux orientations personnelles d'Attal. Tous ceux qui y ont vu un lien ont donc l'esprit vicié traduisant leurs propres fantasmes.

- Ça n'est pas l'appartenance sexuelle que vise Devillier mais son idéologie, ce qui est politique.

- Il entièrement raison mais fallait pas le dire, les faux culs de la politique qui continuent de mener le pays au désastre et à la faillite sont toujours effrayés par des propos qui les descendent en flèche mais il n'y a que la vérité qui les blesse et c'est réussi !

- Savoir lire permet de ne pas se tromper sur ce qu'a dit Ph. De Villiers dans son tweet. Ce qu'il critique n'est pas que G. Attal mais qu'il soit membre d'un groupe de pression pro LGBT qui cherche à influencer les mœurs et donc notre culture. Si c'est exact, Villiers n'a pas tort et il n'y a là rien de rance, ni de -phobe, etc.

- De Villiers a raison sur toute la ligne. Sauf qu'il a oublié que "*faut pas le dire*". Beaucoup ici et ailleurs devraient (re) lire Camus. Mais là, ça vole bien trop haut.

- Ce qui est consternant pour moi c'est que tout le monde est « choqué » que Monsieur de Villiers dénonce le militantisme LGBT de Monsieur Attal qui ne devrait même plus être une cause. Par contre, rien, aucune réaction sur son appartenance à Bilderberg ... ah ! Oui mais c'est bien sûr, il vaut mieux crier à l'homophobie, c'est plus productif en terme de bulletins de vote que de faire s'interroger les français (qu'ils soient ou non LGBT parce que la question n'est pas là !) sur cette organisation qui tisse sa trame tout autour du monde.

« *Quand le sage nous montre la lune, l'idiot regarde le doigt* »

- Si on ne peut plus appeler un chat un chat c'est que la censure et la "*rééducation*" politique sont bien à l'œuvre. Le milieu LGBT ne tolère rien d'autre que lui-même et encore non sans clivages et intolérances internes. On peut tolérer sans adhérer ni souhaiter voire ses enfants insidieusement "convertis"... Tout le monde est prévenu...

- Je ne crois pas que Philippe de Villiers attaque l'homosexualité, mais plutôt le fait que E. Macron ne change pas de logiciel, celui qui l'avait poussé à nommer Pap Ndiaye comme Ministre de l'Éducation nationale. C'est à dire faire primer l'idéologie sur la transmission de connaissances. Le danger est évidemment la manipulation de cerveaux pas encore formés et capable de résister. Beaucoup d'indices laissent penser que le nouveau ministre va continuer dans cette ligne. C'est la base de la dictature douce néo libérale qui se met en place : une masse conditionnée à penser d'une certaine façon, formatée dès l'enfance, pendant que l'élite forme ses enfants dans des établissements compétitifs, très onéreux où domine l'acquisition de connaissances.... Par exemple l'École alsacienne. Quand on pense que la gauche défend ce système, on est effrayé. Cela montre la confusion mortelle des idées.... Mais aussi l'alliance déconstructrice de fait entre néolibéraux et néo progressistes. Notre président me paraît de plus en plus dangereux.

Totalitarisme. N'importe quel mineur peut vous accuser de viol sans en fournir les preuves.

Crimes sexuels sur mineurs : le Conseil constitutionnel valide la loi du Sénat - Publicsenat.fr 21 juillet 2023

Le texte introduit notamment dans le code pénal un seuil d'âge de non-consentement qui permet aux mineurs de moins de 15 ans de ne pas avoir à prouver les éléments constitutifs d'un viol (menace, surprise, contrainte, violence) dès lors que l'acte est commis par une personne majeure ayant au moins 5 ans de différence avec le mineur.

Les auteurs d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) soutenaient qu'en fixant le seuil de consentement à 15 ans, cette nouvelle loi, instaurait une « *présomption irréfragable*

de culpabilité ». En conséquence, ils demandaient « *l'abrogation immédiate* » du texte, qui selon eux, remettait « *frontalement en cause la présomption d'innocence* » et était contraire aux droits de la défense.

Les Sages ne leur ont pas donné raison et ont déclaré conforme à la Constitution les dispositions contestées, qui punissent de vingt ans de réclusion criminelle des actes de pénétration sexuelle commis par un majeur sur un mineur de moins de 15 ans, lorsque la différence d'âge entre eux est d'au moins cinq ans. Publicsenat.fr 21 juillet 2023

Pourquoi Brigitte Macron n'est-elle pas passée par la case prison ? Un cas de pédophilie qui a bénéficié de l'impunité.

Wikipédia. La différence d'âge (de plus de vingt-quatre ans) entre les deux amants provoque un scandale dans la famille Trogneux, d'autant que leur relation pourrait tomber sous le coup de l'article 227-27 du Code pénal, qui consacre le délit d'atteinte sexuelle sur mineur, et qui dispose aujourd'hui qu'un enseignant qui a des relations sexuelles avec un élève mineur âgé de plus de 15 ans encourt jusqu'à trois ans de prison.

Ancien art. 227-27 Les atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur âgé de plus de quinze ans (Abrogé par L. no 2013-711 du 5 août 2013, art. 5) «*et non émancipé par le mariage*» sont punies de (L. no 2013-711 du 5 août 2013, art. 5) «*trois ans d'emprisonnement et de 45 000 €* [ancienne rédaction: deux ans d'emprisonnement et de 30 000 €]» d'amende:

1o (L. no 2010-121 du 8 févr. 2010) «*Lorsqu'elles sont commises par un ascendant ou par toute autre personne ayant sur la victime une autorité de droit ou de fait;*»

2o Lorsqu'elles sont commises par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions. — Pr. pén. 2-2 s., 8, 40, 706-3, 706-47 s., R. 50-33 s. ; CSS L. 322-3.

Promotion. Ils font la queue !

Différents d'âge- Marguerite, 64 ans, Pierre, 38 ans: "J'ai choisi un homme plus jeune car j'ai plus envie de sexe que ceux de mon âge " - Yahoo

Différents d'âge - Monique 64 ans, Edouard 39 ans : "Son fils m'a cassé la gueule. J'étais choqué " -Yahoo

Différents d'âge - Christophe 67 ans et Marina 29 ans : "Si j'avais su, j'aurais été avec des femmes plus jeunes avant" - Yahoo

Poly-Amours : Karen, 46 ans : "J'ai les avantages de l'amour : toujours une personne avec qui sortir, avec qui partager du sexe..."Yahoo

Histoires de femmes infidèles : "Je pense à mon amant à chaque fois que je fais l'amour avec mon mari" - Yahoo

La Malaisie met fin à un festival de musique après un baiser entre hommes sur scène - BFMTV 22 juillet 2023

Le groupe britannique de pop-rock The 1975 a dû écourter son concert, près de Kuala Lumpur, après que le chanteur Matty Healy a embrassé le bassiste Ross MacDonald sur scène.

Les autorités malaisiennes ont annulé samedi un festival musical qui devait durer tout le week-end après un baiser sur scène entre le chanteur et le bassiste d'un groupe britannique pour dénoncer les lois anti-LGBT en Malaisie.

En mai, les autorités indonésiennes ont saisi plus de cent montres aux couleurs de l'arc-en-ciel sur le thème de la fierté LGBT dans les boutiques de l'horloger suisse Swatch. Cette entreprise a depuis poursuivi le gouvernement en justice, réclamant des dommages et intérêts et exigeant la restitution des montres. BFMTV 22 juillet 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

La Russie lance le projet Arctic LNG 2 de gaz naturel liquéfié transporté via l'Arctique - RFI 21 juillet 2023

Le nouveau projet de gaz naturel liquéfié (GNL) transporté via l'Arctique prend forme en Russie. Vladimir Poutine a donné son coup d'envoi jeudi 20 juillet à Mourmansk pour commencer le transport en mer de cette nouvelle chaîne de production. Baptisé Arctic LNG 2, ce projet à 21 milliards de dollars renforce l'exploitation de cette route rendue praticable avec le réchauffement climatique et rebat les cartes géostratégiques de la région.

Passer par la mer, la Russie le fait déjà sur sa côte Pacifique. Son gaz naturel liquéfié (GNL), ce gaz refroidi à -160° pour arriver à une forme liquide, y est envoyé vers l'Est. Mais Vladimir Poutine voit plus grand : atteindre 20% de la production mondiale d'ici à 2035, contre 8% aujourd'hui.

« L'idée, c'est d'atteindre les marchés qui consomment du GNL, à la fois l'Asie et l'Europe, et surtout qui ne sont pas liés à des pipelines. Le transport par pipeline a considérablement chuté en 2022, environ 50% par rapport à 2021. Et ça, c'est dû à une décision unilatérale de la Russie », décrypte Carole Etienne, analyste gaz naturel et GNL à l'Agence internationale de l'énergie.

La route du Nord, déjà ouverte

Passer par le Nord, la Russie l'a déjà fait aussi, avec le projet Yamal. C'est lui qui a ouvert en 2017 la route de l'Arctique, devenue praticable avec notamment le réchauffement climatique. Mais les navires brise-glaces indispensables en hiver sont très coûteux à utiliser.

Le projet Arctic LNG 2 prévoit donc deux terminaux placés en mer pour transborder le GNL vers des navires conventionnels et donc, moins cher. Il est porté à 60% par l'entreprise russe Novatek. Le reste du financement est partagé entre Chinois et Japonais. Le Français TotalEnergies, lui, s'est retiré de la partie après le début de la Guerre en Ukraine.

Il est prévu que le projet atteigne une capacité de production de 19,8 millions de tonnes de GNL par an grâce à trois lignes de production, en puisant dans le riche gisement de gaz d'Utrenneye à proximité. La Russie espère que cette voie de l'Arctique soit en mesure à l'avenir de concurrencer le canal de Suez pour le commerce des hydrocarbures.

Inde.

L'Inde interdit l'exportation de riz blanc non basmati, hausse du prix attendue en Afrique - RFI 21 juillet 2023

Le gouvernement indien a annoncé jeudi 20 juillet l'interdiction des exportations de riz blanc non basmati, dans le but de freiner l'inflation de cette denrée essentielle, dont le pays est le premier exportateur dans le monde. Les prix du riz ont fortement augmenté dans le marché intérieur ces dernières semaines.

Le prix du riz a grimpé de 3 % en un mois en Inde, et de 11 % à l'année, et les perspectives des prochains mois ne sont pas bonnes : les récentes inondations du nord du pays ont englouti les champs récemment semés du Pendjab, l'un des greniers à riz, et il faudra rapidement replanter pour sauver la saison. Le phénomène climatique d'El Niño devrait aussi amener moins de précipitations dans les mois à venir.

New Delhi veut éviter tout risque de pénurie et d'inflation alimentaire, surtout à 10 mois des élections législatives : les autorités ont donc interdit toute exportation de riz blanc non basmati. Cela retire ainsi du marché 45 % des ventes du plus important exportateur de riz, soit un vrai séisme.

En Afrique, les premiers pays touchés seront le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo, qui sont d'importants clients de l'Inde : Ils devront se tourner vers la Thaïlande et le Vietnam. Mais leurs tarifs devraient rapidement augmenter : la brisure de riz vietnamienne était déjà cette semaine à son prix le plus haut depuis 12 ans. RFI 21 juillet 2023

J-C – Le riz est très cher en Inde, c'est vrai, j'en achète rarement, je mange uniquement celui fourni par le gouvernement avec la « *ration card* », les bons d'alimentations si vous voulez, il est très bon et gratuit. Je partage le riz des chiens, c'est pour dire. Les jours de fête je fais une exception, j'achète un kilo de riz basmati.

Pour apprécier le riz, tout est dans la cuisson.

Ma recette pour un grand verre de riz.

- Une fois que vous avez lavé le riz, vous versez une cuillère à soupe de ghee ou d'huile dans une casserole, éventuellement vous pouvez utiliser du beurre sans le faire brunir.
- Vous faites chauffer doucement, puis vous versez le riz, vous remuez pendant quelques minutes, les grains vont devenir légèrement opaques, sans brûler évidemment !
- Puis vous ajoutez deux verres d'eau en augmentant le gaz jusqu'à ce que l'eau bouille, vous avez ajouté deux pincées de sel.
- Aussitôt après, vous réduisez un peu le gaz et vous laissez cuire tranquillement en tournant de temps en temps, l'eau doit à peine bouillir.
- Quand le riz semble avoir absorbé l'eau, le riz ne doit plus nager dans la flotte, vous coupez le gaz et vous couvrez votre casserole. A ce stade le riz n'est pas tout à fait cuit.
- 10 minutes plus tard la cuisson est terminée. Vous tournez, vous pouvez enlever le couvercle et goûter votre riz. Si toutefois il n'était pas assez cuit, ajoutez un peu d'eau, rallumez le gaz, tournez pendant une ou deux minutes, coupez le gaz et couvrez à nouveau.

Une fois qu'il est cuit, vous pouvez enlever le couvercle immédiatement ou plus tard à votre convenance, tout dépend si vous l'aimez un peu ferme ou plutôt très cuit.

En principe il ne collera pas, il sera ferme et délicieux, tant pis pour les saloperies chimiques qu'il pourrait renfermer, à moins d'avoir acheté du riz issu de l'agriculture organique (dit bio) hors de prix, mais pas introuvable, c'est réservé aux nantis.

Avec cette recette, je vous garantis que le plus dégueulasse des riz sera mangeable. Il m'est arrivé d'acheter du riz très cher, entre 50 et 60 roupies le kilo, du vieux riz, pas du riz nouveau il finirait en bouilli, je trouve cela dégueulasse, ma compagne l'avait fait cuire dans une grande casserole de flotte, il fut infecte, il n'avait plus aucun goût, alors que cru dans la bouche il en avait un, donc tout est dans la cuisson. Et cela ne prend pas plus de temps, mieux, on économise du gaz et on se régale ! Bon appétit.

Palestine occupée.

En Israël, une “marée” humaine marche vers Jérusalem contre la réforme judiciaire de Nétanyahou - Courrier international 23 juillet 2023

À l'approche d'un vote crucial sur la réforme judiciaire controversée du gouvernement Nétanyahou, des dizaines de milliers de manifestants sont entrés dans l'après-midi à Jérusalem, après avoir parcouru les quelque 65 kilomètres entre Tel-Aviv et la Ville sainte.

Munis de drapeaux israéliens, formant une colonne longue de plusieurs kilomètres, ils ont marché sous un soleil brûlant le long de la route principale en direction de Jérusalem, entonnant des slogans antigouvernementaux. *“Ils sont arrivés de tous les coins d'Israël. Des personnes âgées, des hommes et des femmes, des enfants, bloquant l'entrée de Jérusalem et*

remplissant toutes les rues menant à la gare routière centrale”, raconte le journaliste d’Ha’Aretz. “Une marée” humaine “à perte de vue”.

Pfeffer décrit un “événement totalement spontané, qui a débuté avec quelques centaines de militants mercredi, avant que peu à peu des milliers, puis des dizaines de milliers les rejoignent [...] Il s’agit d’une explosion de colère entièrement volontaire et populaire contre un gouvernement extrême qui s’apprête à changer le caractère d’Israël”.

Selon le gouvernement Nétanyahou, la réforme judiciaire vise entre autres à rééquilibrer les pouvoirs, en diminuant les prérogatives de la Cour suprême, que l’exécutif juge politisée, au profit du Parlement. Mais ses détracteurs estiment qu’elle risque d’ouvrir la voie à une dérive antilibérale ou autoritaire.

“Ce n’est que le début” : en Israël, le Parlement vote une disposition clé de la refonte judiciaire - Courrier International 24 juillet 2023

Le Parlement israélien a adopté lundi 24 juillet “le premier projet de loi de la refonte judiciaire” controversée portée par le gouvernement Benyamin Nétanyahou, qui limite “le pouvoir de contrôle de la Cour suprême sur les pouvoirs exécutif et législatif”, écrit The Jerusalem Post.

La limitation de la “*clause de raisonabilité*”, qui donne la possibilité pour la plus haute instance judiciaire de l’État hébreu d’invalider une décision du gouvernement qu’elle jugerait déraisonnable, a été votée par les 64 députés de la majorité de droite et d’extrême droite.

Afrique.

Ces trois économies africaines représentent près de la moitié du PIB du continent - fr.sputniknews.africa 24 juillet 2023

La Banque mondiale (BM) confirme le statut du Nigeria comme première puissance économique du continent africain avec un PIB de 477,4 milliards de dollars en 2022. Cela ressort d’une analyse du développement économique des pays africains réalisée par la BM en juillet.

Les deux autres plus grandes économies africaines sont celles de l’Égypte et de l’Afrique du Sud. Ensemble, ces trois pays représentent 49,5% de l’économie de l’Afrique.

Selon les données de la BM, l’économie du Nigeria a augmenté de 8,3% en 2022 s’élevant à 477,4 milliards de dollars à par rapport à 440,8 milliards de dollars enregistrés l’année précédente.

Celle de l’Égypte a elle aussi poursuivi sa croissance avec un PIB de 476,7 milliards de dollars en 2022 soit 12,3% de plus par rapport aux 424,7 milliards de dollars en 2021. L’Égypte a ainsi dépassé l’Afrique du Sud qui restait jusqu’à 2020 la deuxième économie de la région.

En 2022, la République sud-africaine est arrivée en troisième position du classement, affichant son bilan annuel au niveau de 405,9 milliards de dollars.

Le top 10 des économies les plus fortes du continent africain se présente comme suit:

1. Nigeria, 477,4 milliards de dollars
2. Égypte, 476,7 milliards de dollars
3. Afrique du Sud, 405,9 milliards de dollars
4. Algérie avec un PIB de 191,9 milliards de dollars
5. Éthiopie, 126,8 milliards de dollars
6. Kenya, 113,4 milliards de dollars
7. Angola, 106,7 milliards de dollars
8. Tanzanie, 75,7 milliards de dollars
9. Ghana, 72,8 milliards de dollars
10. Côte d'Ivoire, 70 milliards de dollars.

Septième dans cette liste, l'Angola, qui a montré un taux de croissance annuelle de 62,5%, est en tête de la liste des économies faisant preuve de la progression la plus rapide en Afrique. Plus précisément, le PIB de ce pays d'Afrique centrale est passé de 65,7 milliards de dollars en 2021 à 106,7 milliards de dollars en 2022.

D'autres pays ont montré une croissance spectaculaire comme le Soudan avec une hausse de 50,9 %, son PIB passant de 34,2 milliards de dollars à 51,7 milliards durant 2022. La Zambie vient ensuite avec un taux de 34,5 %, tandis que l'économie de la Guinée s'est accrue de 31,9%. Le PIB des Seychelles a rebondi de 23,4 % pour atteindre 1,59 milliard de dollars en 2022.

Selon la Banque africaine de développement (BAD), cette croissance continue est stimulée avant tout par les prix du pétrole élevés, qui se situaient à près de 100,65 dollars le baril en 2022.

Pays en régression

Parmi les pays enregistrant un recul d'index, c'est le Zimbabwe qui a affiché la plus forte contraction de 27,1%, son PIB nominal baissant de 28,4 milliards de dollars à 20,7 milliards de dollars en 2022. Le Ghana le suit avec une régression de 8%, tandis que le PIB de la Sierra Leone a chuté de 6,6 % en glissement annuel.

Dans l'ensemble, l'économie du continent a augmenté de 3,8% pour atteindre 2,7 billions de dollars, contre 2,5 billions de dollars enregistrés l'année précédente, malgré différents vents contraires, affirme l'analyse de la Banque mondiale. fr.sputniknews.africa 24 juillet 2023

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 30 juillet 2023.

Une bonne nouvelle pour nos lecteurs les plus assidus : La société OVH continuera d'héberger notre portail au-delà du 24 décembre 2024, elle a annulé la menace qu'elle avait formulée de nous expulser de ses serveurs, suite à plusieurs plaintes qu'elle avait reçues de la CNIL, après que j'eus accepté de retirer les documents en cause, des vieux trucs sans intérêt, vous aviez pu suivre cette histoire dans les causeries.

Capitalisme: Stop ou encore? Leur conception du travail, de la vie, de la médecine, de la société, etc. un cauchemar, ils auront fini par tout pourrir. Bonnes vacances !

"*Tout est saturé*" : de l'île de Groix aux calanques de Marseille, cartes postales des dégâts du surtourisme en France - francetvinfo.fr 27 juillet 2023

[https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/temoignages-tout-est-sature-de-l-ile-de-groix-aux-calanques-de-marseille-cartes-postales-des-degats-du-surtourisme-en-france_5931881.html#xtor=EPR-555-\[newsletterquotidienne\]-20230727&pid=459386-1676105518-3fb080c9](https://www.francetvinfo.fr/economie/tourisme/temoignages-tout-est-sature-de-l-ile-de-groix-aux-calanques-de-marseille-cartes-postales-des-degats-du-surtourisme-en-france_5931881.html#xtor=EPR-555-[newsletterquotidienne]-20230727&pid=459386-1676105518-3fb080c9)

Etat policier. Un prétexte de plus pour enclencher la répression.

À la Grande-Motte, se déplacer en maillot de bain dans la rue peut désormais coûter 150€d'amende - BFMTV 28 juillet 2023

À la Grande-Motte, c'est "*tenue correcte exigée*". Dans cette station balnéaire prisée de l'Hérault (120.000 touristes par an), la mairie applique un arrêté punissant de 150€le fait de se déplacer dans la rue "*en étant torse nu ou vêtu d'un simple maillot de bain*".

Entrée en vigueur en 2008 à 38€, cette amende a progressivement été augmentée sur demande des commerçants, exaspérés par le comportement de certains vacanciers. BFMTV 28 juillet 2023

J-C – Qu'est-ce que cela peut leur foutre, des braves gens ces commerçants ! En revanche, un corsage ouvert avec les seins qui pendent à moitié au dehors ou une jupe moulante au ras du cul c'est "*tenue correcte exigée*". Le tyran fait des émules...

Il ne leur manquera plus que le képi ou le casque colonial.

Gabriel Attal favorable à l'expérimentation de l'uniforme pour les établissements scolaires qui le souhaitent – BFMTV 28 juillet 2023

J-C – En Inde, c'est un énorme souci quasiment quotidien pour les parents et leurs enfants, parce que tous les ans ils doivent déboursier de l'argent pour faire refaire des uniformes, alors souvent ils n'en ont qu'un de rechange, il faut laver immédiatement le soir même celui de la journée pour qu'il soit sec deux jours plus tard au matin, sinon le gosse ne va pas à l'école. Et il faut investir dans un fer à repasser, sinon on s'en passe !

Le coin du militant. Qu'est-ce que Révolution permanente ?

Révolution permanente (RP) est une organisation politique française trotskiste, créée en 2021 à l'issue de l'exclusion/scission du Courant communiste révolutionnaire (CCR) du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Le CCR est officiellement fondé en avril 2011. (Wikipédia)

J-C - Donc parmi les partis trotskystes ou issus du trotskysme, Révolution permanente est issue du plus dégénérée, mêlant gauchisme, opportunisme, altermondialisme, tous les courants communautaristes propulsés par les idéologues de l'oligarchie financières anglo-saxonne de Davos.

Pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont manifestement pas – vous en serez totalement convaincus quand vous aurez lu la suite, ils ponctuent systématiquement leurs articles sur n'importe quel sujet par de longues références ou citations des ouvrages des dirigeants du marxisme, histoire de mieux tromper travailleurs et militants et les amener à adopter leurs positions ou leur orientation politique. En se faisant notamment les relais de la mystification sanitaire et climatique au côté de Macron, je vous laisse le soin de les caractériser.

Mystification et manipulation climatique à des fins politiques totalitaires.

Pour le savoir, il suffit de les écouter ou de les lire. Leur rhétorique et leur position sur la question climatique les trahissent, elles sont empruntés au Forum économique mondial (Davos), par conséquent, ce sont des opportunistes déguisés en révolutionnaires trotskystes.

Révolution permanente - Ce qui au XVIIIe et XIXe siècle relevait pour beaucoup de l'aléa climatique est devenu aujourd'hui une menace récurrente — si ce n'est permanente — du fait du réchauffement climatique global, qui s'est considérablement accéléré ces dernières décennies, et dont le mode de production capitaliste est la cause première.

- Les secteurs d'avant-garde de la grève contre la réforme des retraites, et au premier chef les éboueurs et les raffineurs sont également en première ligne de la crise écologique dont le volume croissant des déchets et les émissions de gaz à effet de serre sont des aspects centraux. revolutionpermanente.fr (La grève à l'heure du réchauffement par Pierre Reip - 29 avril 2023)

Mystification et manipulation sanitaire à des fins politiques totalitaires.

- « *Le virus était le choc exogène par excellence* ». revolutionpermanente.fr (Pandémies, crise climatique et léninisme écologique. Débat avec Andreas Malm par Marina Garrisi - 20 novembre 2020)

J-C - Exogène : Qui provient de l'extérieur, qui se produit à l'extérieur (de l'organisme, d'un système), ou qui est dû à des causes externes. (Le Grand Robert de la langue française)

Cela signifie que le Forum économique mondial qui avait conçu minutieusement de longue date ce scénario, comme l'a prouvé une multitude de documents et déclarations, y serait étranger, Davos ne pouvait trouver meilleurs avocats pour représenter sa mystification.

Révolution permanente - « *Il est pour ainsi dire logique que de nouvelles maladies étranges surgissent du monde sauvage : c'est précisément au-delà du territoire des humains que résident des pathogènes inconnus. Mais ce monde pourrait être laissé tranquille. Si l'économie actionnée par les humains ne passait pas son temps à l'assaillir, à l'envahir, à l'entailler, à le couper en morceaux, à le détruire avec un zèle frisant la fureur exterminatrice, ces choses n'auraient pas lieu.* »

Nous voilà donc remontés un peu plus haut dans la chaîne de causalité, à une étape où les chauves-souris semblent davantage être des victimes que des coupables.

- Le monde scientifique semble unanime, le COVID-19 n'est pas un virus manipulé. Il s'agit d'une zoonose, une transmission inter-espèce qui lui donne son caractère si dangereux puisque notre système immunitaire n'avait jamais été en contact avec cet hôte qui infectait jusqu'alors une espèce animale sauvage.

- Les scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme à de nombreuses reprises et pas seulement sur la déliquescence de notre système de santé, mais bien sur les risques de pandémie par zoonose.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le fameux laboratoire P4 a été implanté en Chine, pour surveiller les risques à ce sujet.

J-C - Bref, ils ont repris à leur compte la propagande monstrueuse diffusée par l'OMS, Gates, Washington et Davos.

Pire encore, ces abrutis ont combattu les traitements efficaces contre la covid-19, ils sont coresponsables avec Macron des plus de 100 000 morts qui auraient pu être évités, qui ont été sacrifiés, exécutés, assassinés.

Révolution permanente - Et tout le cirque autour de la chloroquine, qui ressemble beaucoup à un conflit d'intérêt entre un certain professeur qui fait la une et le mari de l'ancienne ministre de la santé, avec les laboratoires pharmaceutiques tapis dans l'ombre.

J-C - Ces cinglés ont été jusqu'à soutenir les pires mesures liberticides imposées par Macron-Davos.

Révolution permanente - Une fois que l'épidémie circule en plusieurs endroits, seule une action déterminée misant sur la distanciation sociale et le confinement est en mesure de contenir la propagation. Plus l'action des pouvoirs publics est hésitante ou incohérente, plus il sera difficile de freiner sa progression.

- Pour endiguer la pandémie, il faut réellement rester chez soi, et ne plus croiser personne, si ce n'est un nombre très réduit de gens qui doivent eux aussi faire la même chose. revolutionpermanente.fr (Une tempête parfaite. Covid-19 et crise du capitalisme par Stephen Bouquin - 5 avril 2020)

J-C - Bref, des enragés, ils ont même été jusqu'à encouragé Macron à en rajouter une couche !

Stop, ne perdons pas plus notre temps avec ces gens-là, ils n'en valent pas la peine, ils s'appellent Révolution permanente, à éviter ou à fuir. Après vous ne pourrez pas m'accuser de ne pas avoir cherché une organisation dans laquelle s'organiser.

A paraître.

Les démasqués – Qui dirige réellement le monde ?

Auteur: Claude Janvier

Date de publication: août 2023

Notre planète est-elle dirigée par un groupuscule de financiers nomades et apatrides œuvrant pour l'établissement d'un gouvernement mondial ? Est-elle sous l'empire des propriétaires de Vanguard, qui n'aiment pas être sous les feux de la rampe, à savoir les Rothschild, les Orsini, les Bush, la maison royale britannique, les DuPont, les Goldman Sachs, les Soros, avec leur Open Society, les Morgan, les Vanderbilt, les Rockefeller et leurs satellites ?

Ces familles, adeptes des clubs très fermés et de l'ostracisme social, sont parfaitement identifiées dans la chronologie élaborée par l'auteur. Leurs sociétés tentaculaires, secrètes et discrètes, ont pour but essentiel de trouver, d'enrôler et de placer, selon leurs besoins, une élite politicienne à la tête des pays de leur choix, pour exécuter à la perfection les termes de leur agenda établi sous l'autorité du Forum économique mondial de Klaus Schwab et consorts...

Revenu de base universel garanti : Un « cadeau » empoisonné.

J-C – Entre nous, comment pourrait-il en être autrement venant d'eux.

Vous vous êtes déjà demandé pourquoi tous ces milliardaires sont favorables à ce que le gouvernement instaure un revenu de base universel garanti ? - reseauinternational.net 25 juillet 2023

L'économiste Richard Werner, ancien « *Young Global Leader* » devenu lanceur d'alerte, décrit comment ce « *cadeau* » est un appât pour mettre en place la monnaie CBDC. (L'acronyme *CBDC* signifie central bank digital currency, ce qui en français donne "*monnaie digitale de banque centrale*" (MDBC). - J-C)

Mais il y a un mais. Ils vous diront que c'est un projet d'une telle ampleur que pour le rendre possible, chacun devra au préalable se faire implanter une petite puce électronique sous la peau, de la grosseur d'un grain de riz. Personne n'aura plus jamais besoin de sortir une carte ou un portefeuille pour recevoir ou dépenser de l'argent. Les gens vont se bousculer au portillon pour être pucés CBDC et voilà le travail.

Il faut encore croire à la fée des dents pour avaler le récit du revenu de base universel garanti. Gardons à l'esprit que :

- L'argent n'est jamais gratuit, il y a toujours un prix à payer.
- Les milliardaires ne donnent pas leur argent, ils prennent beaucoup plus qu'ils ne donnent, autrement, ils ne seraient pas milliardaires.
- Le coût du projet devra vous revenir, les très riches ne paieront rien et c'est vous qui paierez d'une manière ou d'une autre.
- Le CBDC devra être mis en place avant le revenu universel de base, pas après.
- Si le programme de revenu voit le jour, il y aura des règles byzantines pour y accéder, des conditions restrictives pour y rester et bien sûr des impôts. En gros, vous ne verrez jamais la couleur de cet argent.
- Si quelques paiements étaient faits, ils seront payés en monnaie de singe, c'est-à-dire en argent CBDC programmable et avec date de péremption si non utilisé.
- L'argent comptant sera éliminé graduellement mais fermement, il ne restera que le troc pour échapper aux contrôles de l'État.
- Le troc sera vraisemblablement criminalisé.

Le revenu de base universel est le fromage sur la trappe à souris. Le but réel est le remplacement de la monnaie que l'on connaît par une nouvelle créature de l'État, une monnaie non accumulable dont vous aurez l'usage avant péremption, sous permission seulement, à usage contrôlé par l'État et sans confidentialité.

Une fois le CBDC en place, la trappe sera déclenchée et il n'y aura pas de retour en arrière. Ne tendez pas la main pour prendre ce cadeau empoisonné. reseauinternational.net 25 juillet 2023

France.

Monarchie héréditaire. Edouard Philippe retenu par le groupe Bilderberg pour succéder à Macron.

J-C – Il avait participé à la 64e assemblée annuelle du groupe Bilderberg du 9 au 12 juin 2016, à Dresde (Allemagne).

Edouard Philippe à l'Élysée en 2027 ? Emmanuel Macron le compte parmi ceux qui pourraient prendre sa suite - Le HuffPost 25 juillet 2023

Edouard Philippe fait à ce stade figure de prétendant principal pour endosser le costume de candidat de la majorité macroniste à la prochaine présidentielle.

Emmanuel Macron a évoqué ce mardi 25 juillet depuis Nouméa la possibilité que son ancien Premier ministre Edouard Philippe puisse « *prendre le relais* » à l'Élysée en 2027, en se disant soucieux « *qu'il y ait vraiment une suite* » à sa propre action. Le HuffPost 25 juillet 2023

En famille, le tyran Macron devrait défendre "*l'état de droit et les fondements de notre démocratie*" selon la Nupes.

J-C - Ce n'est pas un canular, au passage "*l'état de droit*" est destiné à profiter en priorité à ceux qui l'ont institué, quant à la "*démocratie*", c'est une pure vue de l'esprit, une supercherie politique. Avec de tels opposants, Macron et les oligarques peuvent dormir tranquilles.

La Nupes passe son temps à tenter de légitimer Macron en prétendant le combattre, dernier épisode en date.

La Nupes appelle Macron à prendre "*les mesures nécessaires pour l'ordre républicain dans la police*" - BFMTV 25 juillet 2023

Les socialistes, les insoumis, les écologistes... et même les communistes. Toutes les composantes de la Nupes signent un communiqué commun ce mardi pour dénoncer les propos tenus récemment par le directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, et appeler Emmanuel Macron à prendre "*les mesures nécessaires*".

Dans leur communiqué, les présidents de groupe de la Nupes dénoncent:

"Les plus hautes autorités policières ont remis en cause publiquement la décision de la justice."

Les mots employés par "*deux des plus hauts responsables de la police nationale ouvrent à présent la voie à toutes les surenchères*", avertit la gauche. Tout en déplorant la réaction d'Emmanuel Macron qui "*montre combien il n'a pas pris la mesure des dangers que font peser ces comportements pour le respect de l'état de droit et les fondements de notre démocratie*".

La Nupes lui demande de prendre "*les mesures nécessaires pour l'ordre républicain dans la police*". BFMTV 25 juillet 2023

J-C - Vous avez bien lu, selon ces vendus Macron serait garant de "*l'ordre républicain*", mais de quoi ils causent, lequel, pour qui ? Combien d'arrestations de policiers et d'emprisonnements pour abus de pouvoir caractérisé ou violence individuelle ou en bande organisée non justifiée contre des manifestants (ou parfois des passants, des badauds) désarmés ou pacifiques gravement blessés ou amputés d'un œil ou d'une main ?

Ils ont déjà oublié qu'il avait envoyé des canons, des chars et des missiles au régime néonazi de Kiev pour bombarder des populations civiles, afin que règne "*l'ordre républicain*" en Ukraine, en fait non, ils ne s'y sont pas opposés, ceci explique cela. Les confinements abusifs ou sans base scientifique, le passe sanitaire ou le code QR, les injections géniques expérimentales à ARN messenger quasi obligatoires qu'ils ont également approuvés, n'étaient-ils pas destinés à maintenir "*l'ordre républicain*" en place ? Leur refus de rompre avec Macron, aurait-il une autre explication ?

Ils sont déçus par leur président après avoir voté pour lui ! Macron est parfaitement dans son rôle.

Manuel Bompard (LFI): "*Le président de la République aurait dû suspendre le directeur général de la police nationale et le préfet de police de Paris*" - BFMTV 25 juillet 2023

Gérald Darmanin apporte son soutien aux policiers et au patron de la DGPN après ses propos polémiques - Le HuffPost 28 juillet 2023

Avant de rencontrer les syndicats, le ministre de l'Intérieur s'est exprimé devant la presse en compagnie du préfet de police de Paris Laurent Nuñez et du directeur général de la police nationale (DGPN) Frédéric Veaux. Et il a commencé par dire qu'il comprenait « *cette émotion, cette colère, cette tristesse* » des policiers quand on « leur crache dessus, les insulte et les vilipende

« *Ils ont besoin d'avoir le soutien de leur ministre* », a donc estimé Gérald Darmanin, toutefois « *quand l'un d'entre eux commet une faute, il doit être sanctionné* ». Mais selon le ministre, « *les policiers ne doivent pas être les seules personnes en France pour qui la présomption d'innocence n'existe pas* », et serait remplacée par une « *présomption de culpabilité* ».

« *Les policiers ne réclament pas l'impunité, mais le respect* », a ensuite fait valoir Gérald Darmanin.

Interrogé sur les propos du patron de DGPN, Gérald Darmanin s'est alors montré beaucoup plus loquace en apportant son plein soutien à Frédéric Veaux, « *un grand policier, un grand flic* ».

« Il a parlé comme parle un chef vis-à-vis de ses policiers, je le soutiens totalement et je suis très fier que ce soit un de mes collaborateurs », a ajouté Gérard Darmanin, sans donner directement son avis sur les propos avancés par Frédéric Veaux.

Force ouvrière au côté du trio Veaux-Nunez-Darmanin, le doigt sur la gâchette.

Juridiction spécialisée pour les policiers : les magistrats dénoncent un « renforcement de l'Etat policier » - Publicsenat.fr 28 juillet 2023

Confortés par le soutien de leur ministre de tutelle Gérard Darmanin, les syndicats de policiers continuent de diffuser leurs revendications, au premier rang desquelles : modifier la loi et assurer un statut particulier aux policiers. Dans une interview donnée au Figaro, Linda Kebbab, déléguée nationale du syndicat Unité SGP Police FO presse pour « légiférer rapidement ». « Nous voulons des magistrats spécialisés sur l'usage des armes par les forces de l'ordre, qui tiennent compte du fait qu'un policier qui utilise son arme n'imaginait pas l'utiliser cinq secondes avant », explique-t-elle.

La policière justifie sa demande sur RTL, prétextant un manque de discernement des magistrats. « On estime qu'ils n'ont pas toujours conscience des conditions dégradées de stress dans lesquelles les policiers font usage de leur arme et du coup qu'ils ne savent pas toujours bien apprécier les dossiers », affirme Linda Kebbab. Même si elle ne précise pas la forme que prendraient ces « magistrats spécialisés », cela laisse entendre que le syndicat Unité SGP Police FO plaide pour l'instauration d'une juridiction spécialisée. Publicsenat.fr 28 juillet 2023

J-C – Cela ne vous interpelle-t-il pas ? Combien de concessions ou arrangements ne nous a-t-on pas appelé à accepter pour être digne d'avoir notre place dans le mouvement ouvrier, alors qu'en réalité il s'agissait de cautionner de véritables compromissions aux conséquences incalculables et nuisibles pour la classe ouvrier, à notre combat politique et à notre idéal, pour le socialisme ?

On s'aperçoit ici qu'au début il s'agissait seulement de mettre le petit doigt dans l'engrenage de cette machine infernale, pour qu'à l'arrivée tout y passe sans qu'on ait obtenu quoi que ce soit ou aucune avancée vers notre objectif, bien au contraire puisqu'on n'a pas cessé de s'en éloigner.

Main tendue aux opportunistes, alliance électorale ou front unique avec eux, et finalement ils vont réclamer le droit de nous abattre en pleine rue en toute impunité. On aura au passage une pensée pour Rosa Luxemburg assassinée par la social-démocratie allemande en 1919. Quand admettrons-nous que c'est la pire erreur stratégique qui ait été commise ?

Gérald Darmanin face à la fronde des policiers, les syndicats satisfaits de « l'engagement très fort » du ministre - Le HuffPost 28 juillet 2023

Gérald Darmanin a reçu ce jeudi 27 juillet les organisations syndicales de policiers dans la soirée, dans un contexte de protestation chez les fonctionnaires de police à la suite de l’incarcération de l’un de leurs collègues à Marseille. Le ministre de l’Intérieur, resté silencieux jusqu’alors sur le mouvement des policiers qui s’en tiennent au service minimum via le « code 562 », leur a apporté leur « soutien ». Les syndicats du secteur se sont dits « satisfaits » de cet échange.

« *Les demandes d’Unité SGP Police, et les engagements immédiats du Ministre pour une mise en œuvre rapide !* », a félicité le premier syndicat de la police nationale sur Twitter. Parmi elles, un « *statut spécifique du policier mis en examen alors qu’il était en mission (détention provisoire, maintien du salaire, primes...), l’anonymisation totale et pour tous les agents...* ».

« *Il ne voit pas d’inconvénients en tout cas à travailler sur l’article 144 du code de procédure pénale qui est la détention provisoire afin qu’on mette une clause et que notamment les forces de l’ordre soient exclues de ce dispositif, dans l’exercice de leur mission bien évidemment* », a assuré Fabien Vanhemelryck, secrétaire général d’Alliance.

Cette proposition n’est « *pas entendable* » pour Anthony Caillé (CGT-Intérieur-Police), qui avait été interrogé jeudi matin sur Franceinfo. « *Avoir une justice d’exception à l’endroit des policiers, ça n’est pas acceptable* », « *ce serait grave dans une république, une démocratie* », avait dit ce syndicaliste.

J-C - Le régime fascisant de Macron "*une république, une démocratie*", la CGT soutient Macron et Darmanin comme elle peut !

Fronde dans la police et gouvernement discret : Jusqu’où ira la toute-puissance des syndicats ? - Le HuffPost 27 juillet 2023

La bienveillance du pouvoir politique à l’égard des syndicats de polices témoigne de leur puissance qui, semble-t-il, n’a cessé de s’accroître ces dernières décennies, selon l’avis de plusieurs spécialistes. Une tendance que la présidence Macron n’a pas stoppée, bien au contraire.

« *Depuis des années, les syndicats de police exigent le privilège de droits qui les distingueraient des citoyens, au-delà des moyens légitimes dévolus à la force publique* », résumait le sociologue Christian Mouhanna et le professeur de droit Olivier Cahn dans une tribune publiée mercredi 26 juillet dans Le Monde, « *depuis 2016, ils voient même cette exigence progressivement satisfaite par le législateur.* »

De fait, leur palmarès est conséquent depuis l’arrivée au pouvoir d’Emmanuel Macron, un président jugé pourtant peu complaisant à l’égard du dialogue social, ou des organisations syndicales en général. Au-delà des primes et revalorisations salariales décidées lors de la crise des gilets jaunes par exemple, ou d’un traitement de faveur pour la première version de la réforme des retraites, les syndicats ont vu plusieurs de leurs revendications satisfaites, comme la gratuité du train sous certaines conditions.

Parmi ces faits d'armes, il est sans doute un épisode encore plus révélateur de leur influence. Le 8 juin 2020, le ministre de l'Intérieur de l'époque Christophe Castaner annonce l'abandon de la technique de la clef d'étranglement, une méthode d'interpellation polémique, pointée du doigt après la mort de Cedric Chouviat, un livreur décédé lors de son interpellation à Paris. Il demande également « *qu'une suspension soit systématiquement envisagée pour chaque soupçon avéré d'acte ou de propos raciste.* »

Furieux, les syndicats appellent à manifester et posent menottes à terre. « *Les policiers ne considèrent plus Christophe Castaner comme étant légitimement leur ministre aujourd'hui. Il est indigne d'être le ministre de l'Intérieur* », assène alors Yves Lefebvre, le patron de l'unité Unité SGP Police à l'époque, le 11 juin sur Europe 1. Le ministre, proche d'Emmanuel Macron, ne résiste pas : il est débarqué moins d'un mois plus tard, à la faveur d'un remaniement.

« *Il ne faut pas se leurrer, ce sont eux qui l'ont fait virer. À ce moment-là, j'ai compris qu'ils avaient un pouvoir incroyable* », résumait à l'époque au HuffPost une source de premier plan au sein du ministère de l'Intérieur, avant que le principal concerné confirme la chose lors de l'émission « *Complément d'enquête* », diffusée à l'automne 2022.

Trois ans, et d'autres manifestations plus tard - dont une devant l'Assemblée nationale au cours de laquelle un syndicaliste souhaitait voir « *les digues de la Constitution* » céder -, les spécialistes sont nombreux à estimer que l'influence de ces organisations a encore franchi un cap. Ceci, à la faveur de la « *faiblesse du gouvernement* », selon les mots du chercheur spécialiste des questions de police, Sebastian Roché.

J-C - Cette explication ne tient pas ou elle est insuffisante, l'essentiel est ailleurs. Macron contrairement à ses prédécesseurs est un produit de marketing entièrement fabriqué par les oligarques de l'extrême-centre, à eux seuls il doit sa légitimité et il a des comptes à rendre, c'est à la fois sa faiblesse et sa force à la manière bonapartiste. Il est seul sans jamais vraiment l'être. Il semble avoir du pouvoir mais il n'en a absolument aucun. Il exécute leurs ordres. Il dit et fait ce que ses conseillers lui disent ou il doit leur soumettre toutes ses initiatives avant réalisation. Il est en permanence sous leur contrôle, le peu de liberté qu'ils lui accordent concerne certaines dispositions dans des domaines très limités, en cas d'erreur ou de dérapages ils répareront les dégâts et les médias se chargeront de les instrumentaliser à son avantage, au départ en le chargeant, ensuite en le ménageant pour retrouver sa pureté originelle...

Le HuffPost - « *L'autorité de l'État commence par l'autorité sur ses propres fonctionnaires. Or aujourd'hui, je pense que le gouvernement a peur* », assurait-il dans les colonnes de Télérama, le 24 juillet dernier, « *on le voit, l'équilibre du rapport de force est très précaire. Les syndicats de police ont le pouvoir qu'on leur donne et celui-ci dépend de la solidité du gouvernement.* »

J-C - "*La solidité du gouvernement*" repose sur une imposture, de même que l'Etat ou le capitalisme, l'ignorance des masses bien entretenues ou conditionnées.

Le HuffPost - Christian Mouhanna et Olivier Cahn pointent le même phénomène. « *Si certains policiers se sentent aujourd'hui en position de force au point de réclamer un statut au-dessus des lois, c'est que l'institution policière est -parvenue, depuis quelques années, à*

convaincre le gouvernement qu'il ne tient que par elle », écrivent-ils dans leur tribune, en ciblant la « *surenchère permanente* » au sein des forces de l'ordre.

J-C - Compte tenu que Macron est le produit d'un coup d'Etat, et qu'il pratique l'abus de pouvoir en guise de gouvernance conformément à la Constitution bonapartiste de la Ve République, les policiers ne voient pas pourquoi en contrepartie de leur loyauté ou de leurs services rendus, ils ne profiteraient pas des mêmes privilèges d'impunité ou d'un régime d'exception, bref, cela fait tache d'huile comme l'on dit. Ils veulent bien continuer à assumer leur fonction de gardien du régime ou de l'ordre en place, les conséquences de la politique ultra réactionnaire appliquée par Macron, à condition qu'on leur octroie davantage de pouvoir, le régime bonapartiste basculant ouvertement dans la dictature caractérisée.

Le HuffPost - Dans ce contexte, les policiers frondeurs peuvent toujours compter sur la droite et l'extrême droite, prompts à convertir leurs revendications sur le terrain politique et législatif. À titre d'exemple, Éric Ciotti, Marine Le Pen ou encore Éric Zemmour plaident de longue date pour la création d'une « *présomption de légitime défense* », qui reviendrait, in fine, à leur accorder le « *statut spécial* » qu'ils réclament aujourd'hui, et les exonérerait des qualités du code de procédure pénale. Dès lors, la réponse du gouvernement se fait sur une ligne de crête, entre respect de l'État de droit et hommage aux forces de l'ordre. Elle risque, cependant, d'être difficile à tenir d'un côté comme de l'autre si la contestation s'installe dans la durée.

J-C - Qu'il se rassure, la justice sait faire preuve de bienveillance envers les forces de l'ordre, elle est au service de l'ordre, ce qu'ils appellent aussi l'ordre républicain. Quelques exemples.

Depuis l'épisode des Gilets jaunes, depuis 2018 et les centaines de plaintes déposées contre des policiers par des manifestants, combien ont été déclarées recevable par le parquet, moins de 10%, et combien ont donné lieu à des condamnations, moins de 10% également, et combien ont écopé de la prison ferme, aucun !

5 ont été condamnés à de la prison avec sursis, dont deux sur Paris :

- 2 et 4 mois le 19 décembre 2019, en outre le tribunal a décidé de ne pas inscrire la peine sur son casier judiciaire pour qu'il puisse continuer d'exercer, quelle sollicitude, c'est touchant ! (AFP)

- Un autre sur Montauban le 11 juillet 2023 a écopé de 6 mois avec sursis. (AFP).

- Un autre (Nancy) a pris 2 mois avec sursis le 15 mars 2023, "le tribunal a également prononcé une dispense d'inscription au bulletin numéro 2 du casier judiciaire du policier. Ce dernier encourait trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. Ce jugement est conforme aux réquisitions prononcées par le représentant du ministère public." (AFP)

- Le dernier, le 23 juin 2020 le tribunal correctionnel de Strasbourg l'a condamné à 18 mois de prison avec sursis. (rue89strasbourg.com)

Bref, la collusion est flagrante, les deux institutions, judiciaire et policière, appartiennent toutes les deux à l'appareil répressif de l'Etat.

Traitements des Gilets jaunes par la justice.

En novembre 2019, selon un bilan provisoire, Le Monde évoque « *une réponse pénale sans précédent* » avec notamment plus de 10 000 gardes à vue et plus de 3 100 condamnations, soit « *un record pour un mouvement social* », dont « environ 400 ont donné lieu à des peines de prison ferme avec incarcération immédiate (dites « *avec mandat de dépôt* ») ».

Selon Amnesty International, entre novembre 2018 et juillet 2019, 11 203 manifestants sont placés en garde à vue. Plus de la moitié (5 962 manifestants) est libérée sans poursuites. En 2019, 20 280 personnes sont reconnues coupables d' « *outrage à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité publique* », y compris dans des contextes de manifestations, dans certains cas pour des slogans. En tant qu'organisme de défense des droits de l'homme considérant la plupart des gardes à vue comme des entraves au droit de manifester, l'ONG estime que 40 000 personnes au total ont été abusivement condamnées dans le cadre de ce mouvement depuis fin 2018.

Début décembre 2018, après avoir appelé à « *entrer* » à l'Élysée, Éric Drouet fait l'objet d'une enquête pour « *provocation à la commission d'un crime ou d'un délit* » et « *organisation d'une manifestation illicite* » ; le mois suivant, il est interpellé pour la troisième fois et placé en garde à vue.

La justice est suspectée de freiner les plaintes visant la police. Le Canard enchaîné indique le 8 mai 2019 qu'aucune des 227 procédures ouvertes par l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) n'a abouti. À cette date, l'IGPN a bouclé 59 enquêtes, dont les dossiers ont été envoyés à la justice, mais cette dernière n'a encore pris aucune décision, ni de poursuivre ni de classer. (Wikipédia)

Rappel sur l'Etat policier déjà en vigueur.

« *Nous n'avons pas de regret sur la façon dont nous avons mené l'ordre public et la sécurité publique. C'est une crise inédite depuis 50 ou 60 ans, personne n'a eu à affronter ce que nous avons eu à affronter avec Christophe Castaner et les choses se sont quand même globalement bien passées en matière d'ordre public* », a déclaré Laurent Nuñez lors de l'émission le «Grand Jury» sur RTL/LCI/le Figaro.

« *Quand il y a une agression contre des policiers et qu'il y a une riposte proportionnée, oui il peut y avoir des blessés* », a estimé Laurent Nuñez, « *ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un œil a été éborgné, que la violence est illégale* ». « *Je ne présente pas d'excuse, je m'en remets à la justice de mon pays* », a-t-il ajouté.

Alors que le procureur de Paris a annoncé jeudi que des policiers seront jugés pour violence, le secrétaire d'Etat a souligné que « *le nombre d'enquête est très faible au regard de l'engagement qui a été celui des policiers* » et « *le nombre de dossier pour lequel le procureur annonce qu'il pourrait y avoir des poursuites est encore plus faible* ».

« *Une poursuite ne veut pas dire qu'il y aura condamnation* », a-t-il aussi dit, assurant qu'en cas de condamnation, il y aura appel. « *J'ai toute confiance dans les policiers et gendarmes de ce pays [...] Nous savons qu'ils ont employé la force de manière proportionnée dans la plupart des cas, et la force n'a été employée que quand il s'agissait de riposter à des agressions violentes contre eux-mêmes ou contre nos institutions* », selon lui.

« Avec Christophe Castaner nous avons toujours dit que s'il y avait des fautes commises dans l'emploi de la force, il y aurait bien évidemment des sanctions », a-t-il toutefois assuré, ajoutant qu'il s'agissait d'un « nombre infime de cas ». liberation.fr/AFP 2 juin 2019

Le journaliste David Dufresne dénombre, au 13 avril 2019, 1 décès et 613 personnes blessées par les forces de l'ordre, dont 238 blessées à la tête, 23 éborgnées et 5 ayant eu une main arrachée. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, dément toute violence policière. Wikipédia

4 ans plus tard, ils récidivent.

Les émeutes qui ont suivi le décès du jeune Nahel en 2023, ont fait l'objet du même traitement, plus de 1000 arrestations en 4 jours, des centaines de condamnations à de la prison ferme parfois sur simple présomption de participation à des pillages, pour avoir été au mauvais endroit au mauvais moment.

Les émeutes ont occasionné 1 000 arrestations et 600 incarcérations - AFP/Le Point 19 juillet 2023

Au total, 1 278 jugements ont été prononcés, avec 95 % de condamnations, a détaillé le ministre. Il a ajouté que 1 300 personnes avaient été déférées au parquet et que 905 avaient fait l'objet d'une comparution immédiate. À l'issue de ces audiences, 1 056 personnes ont été condamnées à une peine d'emprisonnement, dont 742 à une peine ferme avec un quantum moyen de 8,2 mois. Pour l'instant, 600 personnes ont été incarcérées.

En 2005, après trois semaines de révolte urbaine consécutives à la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois, poursuivis par des policiers, 4 728 personnes avaient été interpellées et la justice avait prononcé plus de 400 condamnations à des peines de prison ferme. AFP/Le Point 19 juillet 2023

A lire aussi :

Comment la police met fin à l'État de droit - frustrationmagazine.fr 25 Juillet 2023

<https://www.frustrationmagazine.fr/police-etat-droit/>

Dans la foulée.

Mort d'Adama Traoré en 2016 : le parquet de Paris requiert un non-lieu pour les gendarmes - Le HuffPost/AFP 26 Juillet 2023

Le parquet de Paris a requis ce mercredi 26 juillet un non-lieu au terme de l'enquête sur la mort en juillet 2016 d'Adama Traoré dans l'enceinte de la gendarmerie de Persan (Val-d'Oise) à la suite de son interpellation par des gendarmes, a appris l'AFP de source proche du dossier.

Cette évolution était attendue, personne n'ayant été mis en examen dans cette affaire emblématique. La décision finale sur un éventuel non-lieu ou une relance des investigations revient désormais aux juges d'instruction chargés du dossier.

La famille de la victime accuse les militaires d'avoir pratiqué un « *plaquage ventral* », s'appuyant sur des déclarations initiales de l'un des gendarmes selon lequel Adama Traoré « *a pris le poids de nos corps à tous les trois* » lors de son arrestation. Ils accusent aussi les gendarmes de n'avoir pas porté secours au jeune homme.

Adama Traoré avait eu un malaise dans leur véhicule avant de décéder dans la cour de la gendarmerie de la ville voisine de Persan. Il avait été laissé menotté jusqu'à l'arrivée des pompiers.

Selon un rapport rendu en janvier 2021 par quatre experts belges, confirmé en août 2022 par un complément d'expertise, son décès a été causé par un « *coup de chaleur* » qui n'aurait toutefois « *probablement* » pas été mortel sans son interpellation par les gendarmes, qui avaient menotté le jeune homme alors qu'il se débattait allongé sur le ventre. Le HuffPost/AFP 26 Juillet 2023

En complément.

A l'extrême droite toute !

- Le principal problème concerne la capacité de réformer, de légiférer dans le sens de la fermeté et de la sanction. Cette difficulté est liée à l'impuissance d'une majorité relative.

Aujourd'hui, compte tenu de l'Etat de l'opinion, les esprits sont mûrs pour que puissent être votées des lois qui poussent à une plus grande fermeté pénale. Tout le problème est dans la capacité d'Emmanuel Macron à aller dans ce sens. Avec la majorité relative, il fait face à une difficulté pour faire passer des réformes. Elles seront en panne de majorité. Elles risquent également de renforcer les Républicains au détriment de la macronie. Aller dans ce sens de la fermeté, qui est réclamé notamment par les Républicains, va conduire à affaiblir la macronie au bénéfice des Républicains.

Toute la question est de savoir si, étant donné ce qu'est aujourd'hui la demande sociale de rigueur, de fermeté, de plus grandes possibilités de sanctions pénales, il ne serait pas nécessaire pour Emmanuel Macron de prendre ce risque politique en allant dans un sens très clairement plus répressif, ce qui correspondrait à l'inflexion à droite de son positionnement et de son électorat, qui s'est droitifié lors des élections de 2022 par rapport à 2017. Ce choix lui permettrait de correspondre à la logique de son évolution. Atlantico 27 juillet 2023

Lu.

- Macron sait l'importance décisive de la complaisance judiciaire apportée à son système mais également le nécessaire soutien policier à son régime vermoulu.

Eh bien si Monsieur le président il y a plein de gens dans votre système qui sont au-dessus de la loi. À commencer par vous-même, ce qui est fort normal en raison de votre immunité constitutionnelle. Mais également par l'indulgence judiciaire dont vous bénéficiez pour vos activités antérieures à votre entrée à l'Élysée, indulgence étendue à vos amis. Jusqu'à présent François Bayrou, Richard Ferrand, Alexis Kohler, Thierry Solère, Olivier Dussopt, François de Rugy, Jean-Paul Delevoye, Muriel Pénicaud, Agnès Buzyn, Bruno Lemaire, les dirigeants de McKinsey France, les protagonistes de l'affaire Alstom, ceux de l'affaire du fonds Marianne, de l'affaire BPI France, etc. etc. tout ceux-là et bien d'autres encore sont au-dessus de la loi.

Parole d'internaute

- Le chef de la police attaque la Constitution, sa femme siège au Conseil Constitutionnel 25 juillet 2023 Corruption, Etat policier (photo)

<https://contre-attaque.net/2023/07/25/le-chef-de-la-police-attaque-la-constitution-sa-femme-siege-au-conseil-constitutionnel/>

Frédéric Veaux, un policier, passé par l'anti-terrorisme, la BRI et le renseignement. Il a notamment travaillé avec Bernard Squarcini, chef de la police politique sous Sarkozy, aujourd'hui consultant privé au service de milliardaires et mis en cause dans plusieurs affaires judiciaires. En 2020, Frédéric Veaux est nommé Directeur Général de la Police National, c'est-à-dire patron de tous les policiers de France, à la tête de 150.000 hommes.

En juillet 2023, Frédéric Veaux sort de son devoir de réserve et prend la défense d'un agent de la BAC ayant fracassé la tête d'un jeune homme à Marseille, avant de le laisser pour mort. Il déclare que savoir le policier en prison «*l'empêche de dormir*» et «*qu'avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison*». Le numéro 1 de la police française dénonce donc une décision de justice, viole ouvertement la Constitution et piétine le principe de séparation des pouvoirs. C'est-à-dire, en principe, la garantie minimale pour ne pas être en dictature.

Véronique Malbec est une femme de loi. Elle a été procureure à Rennes et à Versailles, puis secrétaire générale du ministère de la Justice et directrice de cabinet du ministère, sous les ordres de Dupont Moretti. En février 2022, elle est nommée par le clan Macron pour siéger au Conseil Constitutionnel, l'instance chargée de veiller au respect de la Constitution et du principe de séparation des pouvoirs. C'est le Conseil Constitutionnel qui a notamment validé la réforme des retraites en avril 2023, alors que la loi avait été imposée par 49-3 en violant tous les principes démocratiques.

S'il fallait respecter la Constitution, le chef de la police aurait dû être mis à pied immédiatement après ses propos. Et l'on aurait dû lui rappeler que commettre une infraction en étant policier est en principe une circonstance aggravante, et pas atténuante. Mais Véronique ne va pas sanctionner son mari Frédéric.

Le macronisme est un petit clan qui s'est emparé de tous les postes clés de la République et qui a donc supprimé tous les contre-pouvoirs institutionnels. Méthodiquement.

Tribune libre.

De la république policière à la république fasciste ? par Frédéric Lordon

<https://reseauinternational.net/de-la-republique-policiere-a-la-republique-fasciste/>

Mon commentaire :

J-C – A quel exercice Lordon s’est-il livré, sinon s’en prendre au *Monde* qui ne défendrait plus la Ve République qui lui est si chère (à Lordon).

Lordon – Passée dans une économie morale séparée, la police a totalement perdu de vue la nature exorbitante des prérogatives qui sont les siennes dans une société : être mandatée pour détenir des armes et possiblement s’en servir. Des prérogatives aussi extraordinaires ne sauraient aller sans la conscience d’une responsabilité extraordinaire. Mais non : la police veut pouvoir tirer à tuer sans être empêchée, ou cogner jusqu’à laisser pour mort sans être réprimandée.

J-C – C’est faire l’impasse sur la répression violente dont la police fit usage depuis 1958, exemples : le 17 octobre 1961 ; mai 67 en Guadeloupe ; mai-juin 68 ; 1984 à 1988, puis le 17 janvier 2008 en Nouvelle-Calédonie ; 2016 manifestants contre la loi Travail ; 2018 mouvement des Gilets jaunes, etc.

Lordon – ...et tout ce que le garde des Sceaux, c’est-à-dire le conservateur de la Constitution et de sa Déclaration des droits de l’homme, trouve à répondre...

J-C – Lordon le revendique ouvertement, le soi-disant opposant se démasque ici. Les aspects bonapartistes et antidémocratiques de la Constitution de la Ve République passent à la trappe. Quant à la “*Déclaration des droits de l’homme*”, c’est celle du bourgeois égoïste décrite à une autre époque par Marx.

Lordon – Sans doute en France, le mot (république – J-C) a-t-il reçu sa signification de la Révolution. Au moins la « *république* » d’alors, à défaut du tour qu’elle prit ensuite, était toute marquée des idéaux de démocratie et d’égalité, dont il est patent que la Ve République finissante leur est devenue totalement étrangère.

J-C – Confirmation, il est nostalgique de la bonne Ve République de papa et maman... Il va en prendre la défense plus loin, entendez, avant toutes les institutions ou officines qu’ils citent fonctionnaient admirablement bien, remplissaient bien leurs fonctions et méritaient notre admiration !

Lordon – En réalité nous connaissons désormais parfaitement les vrais territoires perdus de la république : ce sont les commissariats, les fourgons de police, la préfecture et l’IGPN, mais aussi le bureau du garde des sceaux(...), les tribunaux(...), les instituts médico-légaux (...), les prisons et les CRA (...) tous ces médias (...). Voilà les vrais territoires perdus de la république – à l’exact envers de ceux qui sont usuellement donnés pour tels, ces quartiers

d'où monte pourtant la demande d'égalité la plus authentiquement républicaine, où la valeur de la république – car dans une république démocratique et sociale il n'y en a qu'une : l'égalité – est prise au sérieux.

J-C – L'égalité, c'est justement celle qui est irréalisable sous un régime dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes. Lordon le sait, c'est un manipulateur.

Lordon – Mais c'est bien le bâtiment entier de la Ve « République », dans toutes ses structures, qui est en train de s'effondrer.

J-C – Voilà ce qui l'inquiète tant que cela.

Lordon – Alors le registre « policier » imprègne et sature toute la vie publique – et c'est bien ainsi que se qualifie une république policière.

Lordon – ...nous pouvons nous rendre au constat irréfragable que nous sommes passés dans une république policière.

Lordon – ...il y a tout lieu de craindre que la république policière ne soit qu'une configuration transitoire dans un mouvement appelé à se poursuivre : vers la république fasciste.

Lordon – ...« Police républicaine » est devenu le plus sinistre des oxymores.

J-C – Il vient tout juste de le découvrir, alors qu'en 2012 un ministre de l'Intérieur était devenu Président de la Ve République, Sarkozy. Diable, quelle audace !

Lordon – Dès le départ, il faut l'avouer, la confusion était installée. Car « république » n'ayant jamais rien dit d'autre que « chose publique », elle est en elle-même une catégorie qui ne préjuge rien quant à sa forme, et peut tout aussi bien s'accommoder, selon les catégories usuelles de la philosophie politique, de la monarchie, de l'oligarchie ou de la démocratie...

J-C – Et les rapports sociaux qui sont à la base du mode de production en vigueur, il faudrait lui rappeler que cela existe et que même cela détermine tout le reste...

Lordon – Tel un immeuble effondré, tous les étages de la politique institutionnelle se sont écroulés les uns sur les autres...

J-C – Encore un regret ?

Lordon – ...même mépris pour les réels principes d'une démocratie libérale.

J-C – C'est son idéal, une Ve République vertueuse en somme !

Lordon – Les menées ouvertes du ministre de l'Intérieur contre son président devraient être à la une de tous les médias, tourner en boucle. Rien.

Lordon – En six ans, le macronisme, totalement ignorant de ce qu'est une société, des forces qui la composent...

J-C – Visiblement il est dépassé par les événements ou il n’y comprend pas grand-chose.
Lordon – Malheureusement, ils (la “bourgeoisie éclairée”, “humaniste et cultivée”, la “bourgeoisie-de-gauche” – J-C) ne sont pas les seuls à qui il faut faire comprendre la différence entre un état et une évolution, un point et une trajectoire – et une vitesse de parcours de la trajectoire à partir du point.

J-C – A qui donc s’adresse Lordon, aux lecteurs du *Monde*, ça on l’avait compris, c’est bien connu que c’est là aussi qu’on trouve les opposants les plus déterminés à Macron, mais plus précisément, à la “bourgeoisie éclairée”, “humaniste et cultivée”, la “bourgeoisie-de-gauche”, du coup tout s’explique, mais alors, cet article ne nous était pas destiné et on a encore perdu notre temps, eh ben oui grand bêta !

Combat politique contre le wokisme, la théorie de genre et la pédophilie qui va avec.

Lu.

L’OMS s’immisce discrètement, mais sûrement, dans l’éducation sexuelle des tout petits. (De 0 à 4 ans).

Voici un extrait d’un de ses rapports, publié en 2013 :

OMS : Bureau régional pour l’Europe. Standards pour l’éducation sexuelle en Europe. Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d’éducation et de santé et les spécialistes. Santé sexuelle

Page 35 :

1.3 Pourquoi commencer l’éducation sexuelle avant l’âge de quatre ans ?

«Nous l’avons dit à plusieurs reprises : l’éducation sexuelle doit être comprise dans un sens large et holistique, et la sexualité considérée en tant que potentiel positif de l’être humain. L’enfant est un être sexué dès sa naissance, même si sa sexualité est différente de celle des adultes à de nombreux égards, notamment dans son expression, ses contenus et ses objectifs.

À chaque âge, chaque étape de développement, il aura des questions et des comportements spécifiques (p, ex, découverte et exploration de son corps et de celui de ses camarades en jouant au docteur, se plaire à montrer son corps et à regarder celui des autres, faire preuve de pudeur envers autrui, etc.) auxquels il s’agira de réagir par une pédagogie adaptée.

Le développement psychosexuel pendant l’enfance va de pair avec le développement de compétences physiques, émotionnelles, cognitives et sociales. Nous renvoyons au chap. 3.2 pour une description détaillée du développement psychosexuel de l’enfant».

Page 38 : 0-4 ans

«*Le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation enfantine précoce, la découverte de son propre corps et de ses parties génitales, le fait que le plaisir lié au contact physique est un aspect normal de la vie de chacun*».

Page 39 : 0-4 ans

«*Le droit d'explorer les identités sexuelles*».

https://www.sante-sexuelle.ch/assets/docs/Standards-OMS_fr.pdf

Les buts nauséabonds de cette organisation montrent le degré d'abjection, d'amoralité, de dépravation et de débauche de ses dirigeants et de ses maîtres.

J-C – On ne vous le fait pas dire, ce sont des monstres et il faudrait neutraliser leur capacité de nuisance...

Combat contre l'arnaque et la dictature climatique.

Le catastrophisme climatique prend froid. c'était une vulgaire manipulation pour entretenir une psychose collective.

J-C - En temps réel leur supercherie est dévoilée, un vrai bonheur. Sur un ton désabusé, ces malfaisants expriment un regret, lisez attentivement.

Après une dernière semaine de juillet plus fraîche, quelles sont les prévisions pour le mois d'août? - BFMTV 27 juillet 2023

Les deux premières semaines du mois d'août s'annoncent fraîches sur la partie nord du territoire, et dans les normales de saison dans le sud, avant une nouvelle hausse des températures.

La première quinzaine s'annonce plutôt fraîche et humide en raison de la masse d'air océanique qui sera toujours présente au-dessus du territoire.

Elle apportera "une couverture nuageuse assez importante et un temps parfois pluvieux au nord" au début du mois, prévoit Météo France. Côté températures, elles devraient être "*en-dessous ou localement proches des normales de saison*".

Le soleil dominera tout de même sur le pourtour méditerranéen, avec un mistrale et tramontane bien présents.

"*Dans le sud de la France, les températures modélisées sont plus élevées mais ne devraient que rarement excéder les valeurs de saison*", abonde Guillaume Séchet, météorologue et journaliste BFMTV sur son site.

Cette relative fraîcheur pourrait perdurer jusqu'au 20 août sur la partie nord, selon le modèle de prévision européen, cité par Guillaume Séchet. Des températures de saison s'imposeront

par ailleurs dans la partie sud et aucune "anomalie thermique" n'est prévue pour la fin du mois.

Avec une première quinzaine "relativement fraîche" et une deuxième "peut-être plus estivale mais sans excès", le mois d'août "pourrait finalement être un mois classique et se situer dans les normales saisonnières", conclue Guillaume Séchet.

Francetvinfo la veille.

- **Feux de forêts : les Bouches-du-Rhône et le Var en alerte orange ce jeudi, le Vaucluse plus concerné**
- **Incendies en Sicile : Catane toujours dans la fournaise**
- **Sicile : incendies dévastateurs autour de Palerme**
- **Incendies en Algérie : le bilan est lourd**
- **Incendies en Grèce : le tourisme menacé à Corfou**
- **Les pays de la zone Méditerranée luttent contre chaleurs et incendies suffoquants**

Peu importe, le jour même, soit le 27 juillet 2023, ils en rajoutent.

- **Sécheresse : Mandelieu-la-Napoule repeint la pelouse en vert**
- **Incendies en Grèce : spectaculaires paysages de cendres sur l'île de Rhodes**
- **Sicile : l'église Santa Maria di Gesù complètement calcinée à Palerme**
- **Réchauffement climatique : on vous explique la "théorie du donut"**
- **Incendies et canicule en Grèce : "Nous vivons une préfiguration des étés futurs", s'inquiète un météorologue à l'Observatoire national d'Athènes**

Il y a du gaz dans l'eau !

- La vapeur d'eau (H₂O) est un gaz à effet de serre, c'est-à-dire que sa présence dans l'atmosphère limite la capacité de la Terre à se refroidir en émettant du rayonnement infrarouge vers l'espace. Sa contribution est supérieure à celle du dioxyde de carbone (CO₂) ou du méthane (CH₄), car ces derniers sont présents à l'état de traces : il y a typiquement dix fois plus de vapeur d'eau que de CO₂ dans l'atmosphère.

Le soleil est vivant !

- Le mouvement du soleil provoque le réchauffement et le refroidissement de la terre dans le cycle de Hallstatt de 2200 ans.

Les changements de distance entre le Soleil et la Terre sont l'une des deux principales raisons du réchauffement et du refroidissement de la Terre, et, soit dit en passant, des autres planètes également. Comme la terre, le soleil se déplace autour du centre de masse du système solaire, mais sur une orbite beaucoup plus compliquée.

L'autre raison principale est les changements cycliques du nombre de taches solaires et donc de l'intensité du rayonnement.

Cet article est destiné à utiliser les publications scientifiques issues de l'astrophysique de la lune pour un texte aussi compréhensible que possible. La question est connue depuis plusieurs siècles, et il y a eu récemment des différences en raison de l'ampleur des changements.

<https://reseauinternational.net/le-mouvement-du-soleil-provoque-le-rechauffement-et-le-refroidissement-de-la-terre-dans-le-cycle-de-hallstatt-de-2200-ans/>

Totalitarisme. Désinformation. Propagande de Davos. Pas besoin de manger de la viande pour être enragé et nuisible.

J-C - La totalité de leur argumentation est fautive, une pure invention, une machination téléguidée depuis le Forum économique mondial.

Rappel : Le pourcentage de CO² dans l'air dû à l'activité humaine (ou anthropique) est insignifiant. Il est passé de 0,03 à 0,04% en un siècle, il a augmenté de 0,01% en un siècle. Le CO² présent dans l'air provient essentiellement de la végétation et des océans (à 94% environ). La hausse de la température précède la hausse du taux de CO² dans l'air.

La consommation de viande est-elle "l'une des causes" des fortes chaleurs et incendies comme l'assure Sandrine Rousseau ? - BFMTV 26 juillet 2023

"La consommation de viande est une des causes de ce qui se passe en Algérie, Espagne, Grèce, Chine, Arizona et partout", a écrit la députée écologiste de Paris ce mercredi sur Twitter.

"Quand on parle des incendies, il est important de les lier au dérèglement climatique. Et je pense que ce tweet fait le lien. Il y a aujourd'hui un consensus scientifique clair sur la question, la consommation de viande participe au dérèglement climatique que l'on connaît", souligne Charlie Brocard, chercheur spécialisé en alimentation à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Les études menées ces dernières années sont claires, pour préserver l'environnement, nous devons abaisser notre consommation de viande. À quel point? Les résultats des diverses études varient. Celle partagée par l'université d'Oxford dans la revue *Nature* préconise une

diminution de 90% pour rester dans l'objectif d'1,5°C en plus d'ici 2050. L'étude de l'Iddir, elle, pointe plutôt vers une diminution de l'ordre de la moitié.

"La viande est responsable d'une large part de la déforestation, de la consommation d'eau et in fine de nos émissions de CO2. Ces incendies sont directement liés au réchauffement de la planète. Se prendre en photo avec un steak c'est nier le problème climatique et notre responsabilité dans celui-ci". BFMTV 26 juillet 2023

J-C – Ce qu'il y a de bien avec ces psychopathes endurcies, c'est que leur argumentation est tellement hors sol ou grotesque, qu'on n'a même pas besoin de le démontrer. En présence d'une telle imposture, vous avez le droit de les traiter de dingues, d'ordures, de ce qu'ils sont en réalité puisque leurs réelles intentions sont nuisibles à l'espèce humaine.

Santé.

Lu.

En 2020, on dénombre 11 millions de Français porteurs de maladies chroniques, chiffre qui augmente chaque année, et même 20 millions si on rajoute l'hypertension artérielle et l'obésité. On délivre de plus en plus de médicaments (40 % des Français prennent un médicament tous les jours)... et les gens ne vont pas mieux pour autant... on soigne mais on guérit rarement.

J-C – Tout s'explique !

L'étude publiée dans The Lancet qui a révélé que les vaccins COVID ont causé des décès retirée 24 h après sa publication - lemediaen442.fr 27 juillet 2023

Une nouvelle étude, menée par des chercheurs médicaux respectés, et publiée dans *The Lancet* a indiqué que les vaccins COVID ont en fait tué des gens ; l'étude a été elle-même tuée 24 heures plus tard. Cette étude a été menée par le Liberty Counsel, qui a été l'un des principaux combattants devant les tribunaux contre les nombreuses campagnes de vaccination COVID de la part de l'administration Biden pendant la pandémie.

Le rapport indique que l'étude a été réalisée par le Dr Peter McCullough et d'autres, et a été publiée dans *The Lancet*. Mais elle « a été rapidement censurée dans les 24 heures suivant sa publication car elle montrait des preuves claires que les vaccins COVID-19 étaient responsables de nombreux décès ».

Sur les 325 autopsies examinées, « l'étude a révélé que les injections de vaccins ont directement causé ou contribué de manière significative à jusqu'à 74% de ces décès ». L'étude s'appelait « *Un examen systématique des résultats d'autopsie dans les décès après la vaccination contre le COVID-19* », et elle était publiée sur *The Lancet* le 5 juillet.

Mais en moins de 24 heures, elle n'était plus là... The Lancet a affirmé qu'il y avait des problèmes de « *critères de sélection* ». Le fondateur de Liberty Counsel, Mat Staver, a déclaré :

« *Les scientifiques valident les dangers des injections de COVID-19 et confirment que ces injections n'ont jamais été sûres ni efficaces. La censure du débat scientifique est répréhensible et dangereuse. Le gouvernement, les médias et des éléments des communautés médicales et scientifiques tentent intentionnellement et sciemment de tromper le public.* »

Le rapport indique que McCullough, un épidémiologiste renommé et « *l'un des cardiologues les plus publiés aux États-Unis avec plus de 1 000 publications évaluées par des pairs* », a réalisé l'étude avec huit autres chercheurs qui comprenaient le chercheur de Yale, le Dr Harvey Risch, le pathologiste Dr Roger Hodkinson et le Dr Paul Alexander, anciennement du ministère de la Santé et des Services sociaux.

« *Collectivement, ils ont examiné 678 études examinant les liens de causalité possibles entre les injections de vaccins et la mort et ont identifié 325 autopsies méritant une enquête plus approfondie. L'étude a déclaré que chaque autopsie avait été* » examinée de manière indépendante « *par trois médecins pour déterminer la cause du décès* », indique le rapport.

Ce que nous pouvons en conclure :

Un total de 240 décès (73,9 %) ont été jugés de manière indépendante comme étant directement dus ou induits de manière significative par l'injection.

Parmi ceux-ci, il y avait un accord indépendant complet (des trois médecins) sur le fait que l'injection causait ou contribuait au décès dans 203 cas (62,5 %).

Le système organique le plus impliqué [ayant subi une blessure mortelle] était le système cardiovasculaire (53 %).

La plupart des décès sont survenus dans la semaine suivant la dernière vaccination de la personne.

Le rapport du Liberty Counsel a noté que les résultats étaient similaires à ceux d'une étude évaluée par des pairs l'année dernière par le Dr Peter Schirmacher et d'autres scientifiques allemands qui ont examiné 25 décès, trouvant que cinq des victimes « *sont probablement mortes exclusivement de l'injection du vaccin.* »

McCullough dénonce cette censure :

« *Ils essaient de tuer l'étude pour que le monde ne voie pas les données.* »

L'étude elle-même a averti : « *Une enquête plus approfondie est nécessaire pour confirmer nos résultats et élucider davantage les mécanismes sous-jacents aux issues fatales décrites dans le but d'atténuer les risques pour le grand nombre de personnes qui ont pris un ou plusieurs vaccins COVID-19.* » lemediaen442.fr 27 juillet 2023

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

A propos du régime monstrueux ukrainien soutenu par tous les partis parlementaires.

La maternité de substitution en Ukraine est en plein essor - Réseau International 26 juillet 2023

Ukraine devient de plus en plus un centre d'approvisionnement en produits vivants : de la chair à canon pour la guerre avec la Russie, des morts et des blessés pour les transplantologues noirs, des nouveau-nés pour les riches familles occidentales. Il n'y a plus d'industrie, plus d'éducation, plus de médecine, plus de science – il n'y a plus que la traite des êtres humains.

Il était une fois, à l'aube de l'indépendance, les autorités de Kiev qui promettaient de faire de l'Ukraine une seconde France et l'une des principales économies européennes. En réalité, il s'est agi d'une seconde Somalie : en l'espace de trente ans, le pays a sombré dans une pauvreté abjecte, la population mettant ses biens en gage chez les prêteurs sur gages pour vivre quelques jours de plus, et la gestation pour autrui est devenue quasiment le seul secteur en croissance de l'économie ukrainienne.

«Au cours de la dernière décennie, la maternité de substitution est devenue une industrie mondiale en plein essor. Si la maternité de substitution est légale dans la plupart des États des États-Unis, elle reste illégale dans la majeure partie de l'Europe et dans de nombreuses autres parties du monde, ce qui signifie que les personnes intéressées doivent chercher des mères porteuses en dehors de leur propre pays. En Ukraine, cependant, l'industrie est en plein essor. Car même dans les pays où ces services sont autorisés, les prix peuvent atteindre des sommets astronomiques», écrit la publication multimédia américaine Politico.

Les femmes ukrainiennes viennent en aide à l'Occident ; elles sont prêtes à porter les enfants d'autrui pour une récompense très modeste. C'est en Ukraine que se trouve l'une des plus grandes agences de trafic d'enfants au monde. Réseau International 26 juillet 2023

J-C - Tous se disent contre la GPA en France, sauf quand elle a été pratiquée à l'étranger, ils demandent à ce que les enfants soient reconnus, ce qui revient à cautionner ou encourager le trafic de corps humains (des femmes) et d'enfants. C'est leur conception de l'humanisme, pas la nôtre.

Sommet Russie-Afrique en continu : Vladimir Poutine ouvre la deuxième journée - RT 27 juillet 2023

La capitale du Nord accueille, les 27 et 28 juillet, le deuxième sommet Russie-Afrique. Une cinquantaine de délégations sont attendues à cet événement qui ambitionne de redynamiser les relations entre la Russie et le continent africain.

«La Russie applique des efforts pour soulager le fardeau de dettes des pays d'Afrique. A l'heure actuelle la somme des dettes annulées représente 23 milliards de dollars», assure

Vladimir Poutine. «Nous allons octroyer, à ces fins de développement, 90 milliards de plus», assure le président russe.

«Il est temps de corriger l'injustice historique à l'égard du continent africain» lance Vladimir Poutine, soulignant que «la situation dans beaucoup de régions de l'Afrique demeure instable». «Beaucoup de conflits internationaux et ethniques demeurent non réglés. Il y a des crises politiques, économiques et sociales aigües, c'est bien sûr l'héritage lourd de l'époque coloniale.»

«L'Afrique est prête à résoudre les problèmes qu'on disait hors de sa zone d'intérêts», a estimé le président russe, affirmant «respecter» et «prendre en considération» les initiatives africaines.

«La Russie a soutenu d'une manière active l'initiative de donner à l'union africaine une place au G20. Ce serait une décision correcte, qui reflète les réalités de la distribution des forces dans le monde moderne» ajoute-t-il, déclarant également que la Russie est prête «à considérer les propositions d'élargir la représentation des Africains dans les structures onusiennes, y compris dans le contexte de la réforme du Conseil de sécurité».

«Nous nous prononçons contre l'utilisation du sujet du climat, de la défense des droits de l'homme et du soi-disant agenda des sexes, à des fins politiques égoïstes», a déclaré Vladimir Poutine, en ouverture de la première session plénière de ce 28 juillet du sommet Russie-Afrique.

«Nous rejetons les pratiques illégitimes comme les sanctions unilatérales et les mesures restrictives, en réalité mesures de châtements qui endommagent les pays qui mènent une politique indépendante. Ces mesures créer des problèmes économiques mondiaux et entravent le développement. Naturellement, nous rejetons la substitution du droit international par le soi-disant ordre basé sur les règles que l'Ouest promeut», a poursuivi le chef d'Etat.

Celui-ci souligne que la Russie et l'Afrique sont unies par l'aspiration de défendre la souveraineté véritable. Une aspiration «qui ne signifie pas l'isolationnisme», mais une coopération entre Etats «égaux dans leurs droits».

Pour lire la suite actualisée :

<https://francais.rt.com/international/106451-saint-petersbourg-deuxieme-sommet-russie-afrique>

Saint-Pétersbourg : Russes et Africains s'entendent sur un monde multipolaire sans «néocolonialisme» - RT 28 juillet 2023

Clap de fin pour le deuxième sommet Russie-Afrique qui s'est tenu ces 27 et 28 juillet dans la capitale du Nord. Lors d'une intervention le second jour, aux côtés du président de l'Union africaine (UA) et des Comores Azali Assoumani, Vladimir Poutine a annoncé que la Russie et l'ensemble des pays africains qui étaient représentés lors de ce sommet s'engageaient à bâtir un monde «juste, démocratique et multipolaire».

La déclaration adoptée à l'issue de ce sommet prévoit notamment, en plus d'une coopération accrue dans les domaines de l'approvisionnement alimentaire, l'énergie et l'aide au développement, que Moscou aidera les pays africains à «obtenir réparation pour les dégâts économiques et humanitaires causés par les politiques coloniales» occidentales, y compris «la restitution des biens culturels» pillés.

«*La lutte contre l'Apartheid, contre le colonialisme, n'est pas uniquement menée dans l'intérêt des pays africains*» avait assuré Vladimir Poutine, lors d'une session plénière le matin même, soulevant la parenté dans la lutte contre le nazisme, l'Apartheid et le colonialisme ayant uni l'URSS et aux pays africains.

«*Qui a détruit la Libye, qui a détruit l'Etat libyen ?*», s'est notamment ému Oleg Ozerov, dans des propos rapportés par le site Lenta.ru. Avant de répondre : «*Nous savons tous comment cela s'est passé. Ce sont les Occidentaux, à commencer par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ils ont fourni des armes, du renseignement, cela ressemble beaucoup à ce qui arrive aujourd'hui en Ukraine.*»

Des descendants de libérateurs africains participeront au forum Russie-Afrique grâce à RT - RT 26 juillet 2023

Plusieurs descendants de leaders africains légendaires participeront à des sessions organisées par la chaîne de télévision RT dans le cadre du forum Russie-Afrique qui aura lieu à Saint-Petersbourg les 27 et 28 juillet. RT a également invité plus de 140 rédacteurs en chef et journalistes de médias africains au forum. Les sessions seront animées par des présentateurs et des correspondants de la chaîne.

Les descendants de leaders africains, à savoir Nelson Mandela, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Samora Machel, Julius Nyerere, Kenneth Kaunda, Oliver Tambo et Ahmed Ben Bella, prendront part à la session intitulée «*Panafricanisme : origines, présent, avenir*», afin d'aborder le rôle de ce mouvement pour bâtir l'avenir du continent, mais aussi dans le cadre de l'amitié historique entre la Russie et l'Afrique. Cette session réunira pour la première fois des personnalités politiques et médiatiques comme Ndileka Mandela, Roland Lumumba, Nomatamba Tambo, Josina Machel et d'autres. La discussion sera modérée par Moussa Ibrahim, chef du bureau de RT en Afrique.

Le présentateur de RT Arabic Salam Mosafir modérera la session «Un monde multipolaire de l'information : le rôle des pays arabes d'Afrique dans les nouvelles réalités des relations internationales», qui donnera une tribune à des représentants égyptien, algérien, libyen, marocain, tunisien, soudanais et mauritanien.

"Les sanctions adressées à la Russie en réalité sont adressées à l'Afrique" - fr.sputniknews.africa 28 juillet 2023

L'Afrique n'a reçu que 3% des céréales qui auraient dû être livrées aux pays nécessiteux en vertu de l'accord d'Istanbul, regrette un responsable de l'Association des engrais de l'Afrique

de l'Ouest. C'est donc l'Afrique et non pas la Russie qui a été frappée par les sanctions antirusse, a-t-il indiqué à Sputnik Afrique.

Les sanctions occidentales imposées à Moscou, qui est un des plus grands producteurs d'engrais et de céréales, n'ont pas vraiment d'effets sur la Russie mais en ont beaucoup sur l'Afrique. C'est ce qu'a indiqué à Sputnik Afrique Malick Niang, membre du conseil d'administration de l'Association des engrais de l'Afrique de l'Ouest (WAF) en charge de la Communication.

Pas un seul navire transportant des engrais russes n'a quitté les ports de Russie alors que l'accord céréalier était en vigueur. Même les engrais que Moscou est prêt à fournir gratuitement ont été bloqués dans les ports occidentaux.

"Pourquoi bloquer des produits qui sont destinés aux Africains, s'interroge M.Niang. Nous ne comprenons pas."

"Et c'est la raison pour laquelle nous venons ici [en Russie] pour comprendre directement ce qui se passe. [...] Le vœu de la Russie c'est un partenariat gagnant-gagnant avec l'Afrique et nous sommes prêts aussi pour ça."

En outre, il a approuvé l'idée d'utiliser des monnaies nationales dans les règlements bilatéraux.

"Nous ne voyons aucun inconvénient aujourd'hui à commercer avec un partenaire avec n'importe quelle devise, que ce soit du rouble, du yuan, pourquoi pas?" fr.sputniknews.africa
28 juillet 2023

Seconde Guerre mondiale. Le saviez-vous ?

J-C – « *Les libérateurs* » ont laissé périr entre 1 et 1,5 million de prisonniers allemands, quand ils ne les ont pas achevés.

Camp américain de prisonniers allemands en 45/46 : L'étendue de la honte

Près d'un million de prisonniers de guerre allemands ont trouvé la mort dans les camps des occupants alliés en 1945/46. Leur mort a été sciemment calculée. L'histoire de COMPACT «*Les camps de la mort des Américains*» revient sur ce meurtre de masse d'Allemands.

L'historien canadien James Bacque a documenté la mort massive de prisonniers de guerre allemands en 1945/46 dans les camps des forces américaines dans leur zone d'occupation, déguisée sous l'appellation lénifiante «*Other Losses*» («Autres pertes»). Ses conclusions sont documentées dans l'histoire de COMPACT «*Les camps de la mort des Américains*».

Bacque lui-même a été profondément bouleversé lorsqu'il a pris connaissance pour la première fois de ce crime de guerre. C'est à lui que nous devons la preuve que le général Dwight D. Eisenhower, qui haïssait les Allemands, a délibérément organisé et systématiquement dissimulé ce meurtre de masse qui reste impuni à ce jour. L'ampleur de

l'horreur : près d'un million de soldats allemands ont été tués après la guerre alors qu'ils étaient prisonniers des Américains, mais aussi des Français.

L'historien a écrit sur le martyre des Allemands dans les camps des prairies du Rhin et dans d'autres établissements :

«Les causes de la mort ont été sciemment créées par des officiers de l'armée qui disposaient de suffisamment de nourriture et d'autres moyens pour maintenir les prisonniers en vie. Les organisations humanitaires qui tentaient d'aider les prisonniers dans les camps américains se voyaient refuser l'autorisation de le faire par l'armée. Tout cela a été caché à l'époque et ensuite dissimulé sous des mensonges».

Dans une interview de 2004, le Canadien a défendu ses chiffres de victimes, considérés comme surestimés par d'autres historiens :

«Aucun historien n'a jamais mis en doute le fait que plus de 1,5 million d'Allemands ont péri après 1945 en captivité chez les Alliés. Le débat portait uniquement sur les responsables de leur mort».

Et de poursuivre : *«Les «historiens de cour» des deux côtés se sont mutuellement rejeté la faute pendant les décennies de la guerre froide. Après avoir étudié les dossiers à l'Est et à l'Ouest, j'en arrive à la conclusion qu'il y a eu environ un million de prisonniers de guerre allemands morts à l'Ouest et – cela peut vous surprendre – un demi-million à l'Est».*

Dans l'histoire de COMPACT *«Les camps de la mort des Américains»*, Bacque est en outre cité comme suit : *«Les mêmes sources, y compris les sources alliées occidentales ainsi que les sources allemandes, montrent qu'entre 1945 et 1950, beaucoup plus d'Allemands ont péri que la moyenne européenne de l'époque de douze pour mille personnes. En fait, ce nombre accru de décès se chiffre en millions».*

<https://reseauinternational.net/camp-americain-de-prisonniers-allemands-en-45-46-letendue-de-la-honte/>

Commentaire d'un internaute.

- Dans le livre – remarquable! – *«Tempête Infernale – La Mort de l'Allemagne Nazie»* – 1944-1947 -, Thomas Goodrich dénonce sans ambages cet authentique crime de guerre et contre l'Humanité perpétré par Eisenhower (et ses subordonnés) en le chapitre 8 intitulé indescriptible! C'est que, hypocritement Eisenhower avait refusé d'accorder le statut de *«Prisonniers de guerre»* aux centaines de milliers de soldats allemands capturés dans le gigantesque *«Coup de filet»* de l'encerclement du *«Groupe d'armées West»* (les *«SS»* étant, eux, systématiquement passés par les armes) ... lors que – Thomas Goodrich s'attache à le dire -, à l'Est, les prisonniers allemands étaient traités par les Russes conformément selon les termes de la Convention de Genève !

«Dieu, que je déteste les Allemands» écrivait le juif Eisenhower à sa femme en 1944 ... Pour ce faire, Eisenhower a délibérément *«inventé»* le statut de *«D.E.F.»* (Forces Ennemies Désarmées) : *«Avec ce tour de passe passe et en violation directe de la Convention de Genève, Eisenhower peut désormais s'occuper en secret de ceux qui sont en son pouvoir, à*

l’abri des regards indiscrets du monde extérieur” (Bacque, “Last Dirty Secret 34, 37, 38” ... cité par Goodrich en page 296) ... Il convient néanmoins de mentionner que, pour sa part, Patton, haïssant mortellement les Russes ... plus encore que Eisenhower haïssait les Allemands, aura témoigné, en tant que “Gouverneur” de la Bavière, de sa ... sympathie complice à l’égard de ses propres prisonniers et notamment ... des “SS” ... C’est bien pourquoi Eisenhower le “limogera” en le neutralisant en tant que commandant de l’inutile “15ème armée” ... Et sa mort ... “accidentelle” (?) sera assez “suspecte” pour être attribuée aux “boucs émissaires idéals” : les Russes ! ...

Ajoutons à cela le fameux “Plan Morgenthau” – authentique préméditation d’un crime contre l’Humanité – qui prévoyait d’accomplir ce que Hitler méditait et que Speer a saboté – : noyer les mines de la Ruhr et ramener l’Allemagne à son stade pré industriel ... Ajoutons aussi que la France – qui avait bien plus de “titres” pour haïr les Allemands, n’ont pas été plus tendres avec eux ... Maints prisonniers de guerre ont “sauvé leur peau” en s’engageant ... dans la “Légion étrangère” ... On les retrouvera dans le Corps expéditionnaire d’Indochine ...

Afrique.

Niger.

Des manifestants au Niger réclament le retrait des troupes françaises du territoire - fr.sputniknews.africa 27 juillet 2023

Une manifestation a eu lieu ce jeudi 27 juillet devant l’Assemblée nationale à Niamey, la capitale du Niger. Les participants ont exigé le retrait des militaires français et exprimé leur soutien aux putschistes qui avaient annoncé quelques heures plus tôt avoir destitué le Président Bazoum, a relaté la chaîne de télévision française TV5 Monde.

J-C –Vous noterez que tous sans exception se croient légitimes pour décider du sort du peuple nigérien à sa place.

Coup d’État. Niger : le président Bazoum renversé par des putschistes - Courrier international 27 juillet 2023

Le président nigérien, Mohamed Bazoum, au pouvoir depuis 2021 et dernier allié des Occidentaux dans le Sahel, a été renversé mercredi 26 juillet par des putschistes. Le sort du chef de l’État, retenu depuis mercredi dans sa résidence par la garde présidentielle, restait incertain jeudi.

Au terme d’une journée confuse, marquée par d’apparentes négociations avortées entre le président Bazoum et les putschistes, et les multiples appels de la communauté internationale au respect des institutions, un groupe de militaires, emmené par le colonel major Amadou Abdramane, s’est présenté mercredi 26 juillet au soir devant les caméras de la télévision nationale.

“*Nous, Forces de défense et de sécurité (FDS), réunis au sein du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez*”, a déclaré M. Abdramane. “*Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale*”, a-t-il ajouté.

Selon la BBC, les putschistes ont “*dissout la Constitution, suspendu les institutions, fermé les frontières du pays*”, et décrété un couvre-feu national. Ils ont également assuré qu’ils respecteraient “*les engagements souscrits par le Niger*” à l’international, ainsi que “*l’intégrité physique et morale des autorités déchues*”.

Cinquième coup d’État depuis 1960

“*La partie est donc terminée*” pour le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum, soupire Wakat Séra. “*Le Niger renoue-t-il avec la tradition des coups d’État ? Le pays en est à son cinquième putsch militaire depuis son indépendance en 1960.*”

Le quotidien burkinabè souligne en outre que le coup de force “*intervient au moment où le Niger, comme d’autres pays du Sahel et de la sous-région, fait face à des attaques terroristes qui endeuillent, constamment, les Forces de défense et de sécurité et les populations civiles*”.

CNN rapporte que “*des centaines de manifestants*” s’étaient rassemblés à Niamey dans la journée pour défendre la démocratie et apporter leur soutien au président Bazoum, avant d’être dispersés par des tirs de sommation par la garde présidentielle à leur arrivée devant le palais présidentiel.

Mais “*jusqu’à 400 d’entre eux*” étaient encore dans les rues dans la soirée de mercredi, “*certains brandissant des photos de Bazoum et des pancartes où l’on pouvait lire : ‘Non à la déstabilisation des institutions de la république’*”, ajoute la chaîne américaine.

“*Dernier grand allié de l’Occident*”

Après le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad et le Soudan, le Niger passe donc à sous tour sous la coupe des militaires, au grand dam des Occidentaux. Le Niger est en effet “*le dernier grand allié de l’Occident dans une région troublée, traversée par les principales routes migratoires vers l’Europe, et marquée par la violence terroriste, la pauvreté et le changement climatique*”, observe El País.

Le Niger est en outre “*le pays qui accueille l’essentiel des soldats de l’opération militaire française Barkhane, depuis son expulsion du Mali par la junte militaire*”, ajoute le quotidien madrilène. La ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a condamné mercredi “*toute tentative de prise de pouvoir par la force*” au Niger.

Le secrétaire général de l’ONU Antonio Guterres a pu parler avec le président Bazoum pour lui exprimer son “*soutien total*” et “*sa solidarité*”.

Les États-Unis, qui ont exigé “*que les membres de la garde présidentielle libèrent le président Bazoum et s’abstiennent de toute violence*”, et rappelé que le Niger était “*un partenaire crucial*” de Washington, ont également tout à craindre de ce nouveau putsch au Sahel, analyse le correspondant à Washington d’Al-Jazeera.

Les Américains “*ont deux bases de drones*” et 800 soldats au Niger, remarque Mike Hanna. Mais surtout, le pays est “*le dernier allié américain dans cette région particulière du monde. Les gouvernements du Mali voisin et du Burkina Faso ont été renversés par des coups d’État militaires*”, ont “*expulsé les soldats français qui s’y trouvaient*” et se sont tournés vers “*les forces soutenues par la Russie pour se protéger*” – le groupe Wagner, en l’occurrence. “*Cela pourrait bien être la prochaine étape*” au Niger, augure-t-il. Courrier international et francetvinfo.fr 27 juillet 2023

Si le tyran Macron réclame la libération du président "démocratiquement élu", c'est que le coup d'Etat était légitime. Troupes françaises et américaines hors du Niger !

Niger : la "tentative" de coup d'Etat contre le président Mohamed Bazoum n'est pas "définitive", estime le Quai d'Orsay - AFP/francetvinfo.fr 28 juillet 2023

La France ne considère pas comme “*définitive*” la “*tentative*” de coup d’Etat au Niger, où des militaires putschistes séquestrent le président “*démocratiquement élu*” Mohamed Bazoum, a déclaré vendredi 28 juillet la ministre française des Affaires étrangères. Catherine Colonna a évoqué “*des possibilités de sortie si les responsables de cette tentative entendent le message de la communauté internationale*”.

Emmanuel Macron a parlé à plusieurs reprises à son homologue Mohamed Bazoum dont “*nous demandons la libération*”, a-t-elle rapporté face à la presse. Le président nigérien “*dit qu’il est en bonne santé et nous souhaitons non seulement qu’il soit libéré mais libéré en totale sécurité lui et sa famille comme préalable au retour à l’ordre constitutionnel*”, a exhorté la ministre.

A Niamey, l’armée a apporté jeudi son soutien aux militaires putschistes, qui ont accusé la France, dont 1 500 soldats se trouvent au Niger, d’avoir enfreint la fermeture des frontières en faisant atterrir un avion militaire à l’aéroport international de Niamey. Ils ont appelé “*une fois pour toutes au respect strict des dispositions*” prises par la junte.

La Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest (Cédéao) “*exige la libération immédiate du président Mohamed Bazoum qui reste le président légitime et légal du Niger reconnu par la Cédéao*”. Selon la cheffe de la diplomatie française, “*la Cédéao s’est expliquée avec la plus grande clarté*”. AFP/francetvinfo.fr 28 juillet 2023

Le ministère russe des Affaires étrangères a appelé à une normalisation de la situation au Niger - RT 27 juillet 2023

Maria Zakharova a exprimé ce 27 juillet «l’inquiétude» de la Russie au sujet des récents événements survenus au Niger.

«*Nous appelons les parties du conflit à ne pas recourir à la force et à trouver une solution à toutes les questions litigieuses par la voie d’un dialogue pacifique et constructif*», a poursuivi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, dans un communiqué. RT 27 juillet 2023

Mali.

Le Mali abandonne le français comme langue officielle - Réseau International 27 juillet 2023

Le Mali a supprimé le français en tant que langue officielle, une décision qui intervient plus de six décennies après l'indépendance de Bamako. Cette décision figure dans la nouvelle Constitution de ce pays d'Afrique de l'Ouest, adoptée samedi.

Vendredi, la Cour constitutionnelle de Bamako a validé les résultats définitifs d'un référendum organisé en juin sur un projet de Constitution, déclarant que celui-ci avait été approuvé à 96,91% par les électeurs.

Le français sera la principale langue de travail, tandis que les 13 langues nationales parlées dans le pays seront officiellement reconnues comme langues officielles. Soixante-dix autres langues locales, dont le bambara, le bobo, le dogon et le minianka, dont certaines ont obtenu le statut de langue nationale par décret en 1982, seront conservées. Russia Today

Economie.

États-Unis: les taux directeurs de la FED à un niveau sans précédent depuis 2001 - RFI 27 juillet 2023

Une nouvelle fois, la décision a été prise à l'unanimité. La Banque centrale américaine augmente son principal taux directeur d'un quart de point, passant ainsi de 5,25 à 5,5%. C'est le niveau le plus élevé depuis janvier 2001, mais aussi la 11^e hausse de ce genre depuis mars 2022.